

**OCTOBRE 1917 :
LE THERMIDOR DE
LA RÉVOLUTION
RUSSE**

**OCTOBRE 1917 :
LE THERMIDOR DE
LA RÉVOLUTION
RUSSE**

2^e édition revue et augmentée

René BERTHIER

Du même auteur

• *Social-democracy and Anarchism in the International Workers' Association, 1864-1877*. Merlin Press, in association with Annares Ed.

Derniers ouvrages parus en français, aux éditions du Monde libertaire, Paris :

• *Affinités non électives, Pour un dialogue sans langue de bois entre anarchistes et marxistes*. Éditions du Monde libertaire–Éditions libertaires, 2015.

• *La Fin de la Première Internationale*, 2015.

• *Kropotkine et la Grande Guerre*, 2014.

• « Théorie politique et méthode d'analyse dans la pensée de Bakounine », in *Actualité de Bakounine 1814-2014*, #2014.

• *Études proudhoniennes*, t. II. La propriété, Essai, 2013.

• *L'Anarcho-syndicalisme et l'organisation de la classe ouvrière*, 2010.

• *Études proudhoniennes*, t. I. L'économie politique, Essai, 2009.

Ouvrages en portugais, à Editora Imaginário, São Paulo :

• *Do Federalismo*, 2011.

• *Marxismo e Anarquismo*, 2011.

• *Poder, Classe Operária e "Ditadura do Proletariado"*, 2010.

• *A questao economica*», in *Os anarquistas julgam Marx*, 2011.

• « Estado, Direito e Legitimidade », in *Justiça e Direito. Uma abordagem libertaria*.

• « Os Anarquistas e o Sufragio Universal », in *Os Anarquistas e as Eleições*, 2014.

En préparation :

• *L'Internationale syndicale rouge et l'opposition syndicaliste révolutionnaire au bolchevisme*.

Iconographie de la couverture : Vladimir Vasilyevich Lebedev, affiche « L'Armée et la flotte rouges défendent les frontières de la Russie » In *La Flamme d'Octobre*, Éditions du Cercle d'Art [DR]

Maquette : René Berthier

**La première édition de cet ouvrage a été publiée en novembre 2003
par les Éditions CNT-Région parisienne, 33 rue des Vignolles,
75202 Paris**

PREMIÈRE PARTIE : L'HISTOIRE

« La politique de Robespierre a conduit la France
au IX Thermidor puis à la dictature militaire
de Napoléon. A quels abîmes la politique
de Lénine et de ses camarades
conduira-t-elle la Russie ? »

Rudolf Rocker,
La faillite du communisme d'État russe.

INTRODUCTION

Il y a 100 ans, un événement d'une ampleur jamais vue allait bouleverser le monde et orienter durablement le destin de la classe ouvrière internationale. Le prolétariat russe et l'énorme masse paysanne ont renversé le tsar de toutes les Russies et établi un système fondé sur les conseils ouvriers et paysans.

Il existe de nombreuses histoires de la révolution russe. On trouve, en quantités moins importantes, des livres sur les anarchistes et la révolution russe. Dans le premier type d'ouvrage, les anarchistes n'apparaissent pas du tout, ou très marginalement. Dans le second type d'ouvrage, qui tente de rendre justice au mouvement libertaire, le travail de restitution du rôle des anarchistes tend à ne pas mettre leur activité en relation avec le contexte, c'est-à-dire avec le déroulement général de la révolution et des problèmes qu'elle a posés.

On sait que ce sont les vainqueurs qui écrivent l'histoire. La mythologie fondée par les bolcheviks et leurs héritiers eut pour fonction de masquer la réalité, l'extraordinaire vitalité et diversité des expériences que les acteurs de cette révolution ont tenté de mettre en place.

La chute du mur de Berlin, l'implosion de l'URSS ont contribué, aux yeux des tenants du libéralisme, à renvoyer au magasin des accessoires de l'histoire les espoirs nés de la révolution russe. Les libertaires affirment que ces espoirs restent plus que jamais d'actualité et qu'il convient plus que jamais de les réaffirmer, en opposition à ceux pour qui la liberté n'est que la liberté d'exploiter, et en opposition également à ceux pour qui l'émancipation de l'humanité ne peut passer que par son oppression. Nous avons tenté, dans une première partie, de présenter une relation des principaux événements de la révolution en y intégrant l'activité des libertaires russes, mais également en proposant, dans une seconde partie, une réflexion sur les principaux problèmes qui se sont posés alors.

Il nous semble qu'aujourd'hui la révolution russe doit être un sujet de réflexion pour la révolution de demain ; les problèmes qu'elle a posés restent dans l'ensemble des problèmes que les révolutionnaires d'aujourd'hui doivent continuer de se poser. C'est pourquoi, dans cette perspective, nous avons, à l'occasion, fait un parallèle avec la révolution espagnole, pour mettre en relief comment les mêmes problèmes ont pu être abordés de manière radicalement différente.

La révolution russe, un enjeu politique

La révolution russe a longtemps été un enjeu politique ; elle a été « instrumentalisée », utilisée par les propagandes diverses, chacune ne retenant que les aspects qui confirmaient sa propre optique de l'histoire, ou qui convenaient à sa propre perspective du présent. Le mouvement libertaire n'échappe pas à cette tendance, dans la mesure où il axe son discours sur la révolution sur deux événements portés à un statut quasi mythique, le mouvement makhnoviste et l'insurrection de Kronstadt.

Quoique nous y fassions mention à l'occasion, nous avons délibérément choisi de ne pas insister sur ces deux événements, que nous ne sous-estimons évidemment pas, mais qui sont largement décrits et analysés par ailleurs, et au sujet desquels nous ne saurions que conseiller au lecteur de s'informer auprès des sources détaillées accessibles. L'insistance mise par les libertaires sur le mouvement makhnoviste en Ukraine a abouti à occulter d'une part l'existence d'un important mouvement anarchiste dans les centres industriels d'Ukraine, et d'autre part l'activité du mouvement anarchiste en Russie même. Quant à l'insurrection de Kronstadt, en 1921, elle n'est que la conclusion d'un processus de plusieurs années de contre-révolution et ne saurait donc expliquer cette contre-révolution¹. Notre étude s'arrête à cette date, qui est aussi celle du X^e congrès du parti communiste russe.

Les héritiers des différents courants qui se sont affrontés ont dans une large mesure plaqué sur les événements consécutifs à février, puis à octobre 1917, leur propre grille de lecture, tirant la couverture à soi, attribuant les succès ou les échecs à l'application ou à la non-application

1 La répression de l'insurrection de Kronstadt a eu tendance à occulter d'autres révoltes ouvrières qui ont été réprimées dans des bains de sang, notamment celle d'Astrakhan. A l'embouchure de la Volga, au centre d'une région grande productrice de blé et riche en poisson, les ouvriers mouraient de faim. Ils n'avaient même pas le droit de pêcher pour leurs besoins individuels. En mars 1919 ils se mirent en grève. Un meeting de 10 000 ouvriers fut dispersé, le 10 mars 1919, à la mitrailleuse et à la grenade, puis à l'artillerie lourde. Trotski envoya un télégramme aux autorités communistes de la ville « Réprimez sans pitié ». Le 12 mars une folie meurtrière s'empara des autorités. On fusillait dans les caves des « commandantures », dans les cours, on jetait des ouvriers pieds et poings liés dans la Volga. Les cadavres d'ouvriers fusillés jonchaient les rues au matin. Le 13 et le 14 mars les exécutions continuaient encore. « Le pouvoir semblait vouloir prendre sa revanche sur les ouvriers d'Astrakhan pour toutes les grèves ouvrières, celles de Toula, de Briansk, de Petrograd qui avaient déferlé à travers le pays en mars 1919. Ce ne fut que vers la fin d'avril que les exécutions commencèrent, peu à peu, à se faire moins nombreuses. » (P. Siline, cité par Jacques Baynac, *La Terreur sous Lénine*, éd. Sagittaire, p. 166.) La ville était désertée de ses ouvriers, qui avaient fui. Il fallut faire intervenir la cavalerie pour les récupérer en rase campagne et les obliger à revenir en ville. Les ouvriers, dont 2 000 de leurs camarades avaient été tués lors du mitraillage de leur meeting et plusieurs milliers d'autres lors de la répression qui s'ensuivit, furent contraints d'assister aux obsèques des quarante-sept étanchéistes qui avaient été tués dans l'affaire.

de leur ligne politique.

Il ne s'agit pas simplement d'une présentation systématiquement déformée des faits. Toutes les organisations politiques de la gauche ont élaboré une véritable mythologie.

La social-démocratie parlementaire attribue l'échec de la révolution à la destruction des institutions parlementaires par les bolcheviks – la dissolution de l'Assemblée constituante. Ceux-là oublient que les ouvriers et les paysans russes, dans les premiers mois de la révolution, aspiraient essentiellement à en finir avec la guerre, et que pour cela ils attendaient des dirigeants socialistes qu'ils prennent le pouvoir, ce qu'ils ont refusé de faire. C'est que, au début de la révolution, l'ensemble des forces socialistes, bolcheviks compris, portaient d'une application stricte du matérialisme historique de Marx, ou de ce qu'ils estimaient tel, selon lequel on ne peut passer d'une société encore féodale au socialisme sans réaliser au préalable la révolution bourgeoise. Le programme des socialistes, toutes tendances confondues, était donc la révolution bourgeoise et il en était de même pour les bolcheviks jusqu'à l'arrivée de Lénine en avril 1917.

Bousculés par Lénine, les bolcheviks furent les seuls à se déclarer prêts à le prendre, ce pouvoir. Lorsque, le 17 juin 1917, au I^{er} congrès pan-russe des soviets, Lénine somme les membres du soviet d'ôter le pouvoir au gouvernement provisoire, Tsereteli, un menchevik, voulant justifier la légitimité de ce gouvernement, déclara qu'il n'y avait pas un parti en Russie qui se déclarait prêt à assumer tout le pouvoir. « Mais Lénine se leva au fond de la salle : "Si ! Les bolcheviks !" Le compte rendu nous dit que la majorité des délégués éclata de rire ². »

Les communistes de toutes tendances se querellent pour réclamer à leur seul profit la légitimité de la succession de Lénine, mais tous évoquent la « glorieuse révolution socialiste d'octobre » avec une ferveur toute religieuse, et parlent des soviets avec une émotion aussi sincère qu'idéalisée, évacuant l'extraordinaire rapidité avec laquelle ils se sont bureaucratisés – quelques mois. Octobre 1917 est devenu à ce titre un mythe fondateur. Ceux qui se réclament de l'héritage bolchevik ont vécu « en plein délire d'identification avec la révolution russe », comme dit Carlos Semprun-Maura, et ont traîné un schéma de révolution qui se limite à la prise du Palais d'Hiver ou à des soviets mythiques soutenant inconditionnellement les bolcheviks.

Il ne s'agit pas simplement d'une approche *déformée* des faits : il s'agit d'une approche essentiellement *idéologique*, qui remplace les faits par l'idée qu'on veut donner des faits. Il s'agit d'une pétrification de la réalité historique par l'idée qu'on veut imposer de la réalité, au nom d'un dogme. L'histoire est réécrite à partir d'interprétations,

2 Alec Nove, *Bilan de l'URSS*, Seuil, p. 47.

d'analogies avec des événements survenus antérieurement (la Commune de Paris, par exemple) ou de citations de Marx qu'on force à coller aux événements. Ce que Lénine ou Trotski disent est vérité historique. Il est nul besoin d'aller chercher ailleurs. Pourtant, le simple examen des exclusions en chaîne des dirigeants bolcheviks par eux-mêmes, leur approbation des mesures successives de répression contre d'autres, mais dont ils finissent toujours par être eux-mêmes victimes, à leur grand étonnement, suffisent à casser toute vision idéalisée de la révolution.

Les communistes « orthodoxes » ont continué, contre toute raison, de se référer au « socialisme réel » issu de la révolution d'Octobre, et qui n'était qu'un faux socialisme. Selon le modèle orthodoxe, la révolution, qui avait bien commencé, a subi un « accident » de l'histoire, le culte de la personnalité. La dénonciation de ce culte par Khrouchtchev a remis le communisme dans ses rails, et le régime présentait-il y a encore peu un bilan « globalement positif ». Pendant des dizaines d'années le communisme « orthodoxe » a présenté un modèle qui n'était qu'un travestissement tragique de socialisme, mettant en œuvre des stratégies de liquidation de mouvements révolutionnaires qui apparaissaient inopportuns à la politique étrangère de l'Union soviétique. La liquidation du parti communiste allemand et la guerre civile espagnole n'en sont que quelques exemples.

Loin d'être des forces d'opposition au capitalisme dans les pays occidentaux, les communistes ont aspiré à participer à sa gestion. Combien de grèves ont été étouffées dans les années 70 en France parce que la stratégie de programme commun, qui devait porter au pouvoir ces héritiers d'Octobre, devait régler les problèmes plus efficacement que des mouvements sociaux ?

Faut-il s'étonner dès lors de la démoralisation de la classe ouvrière, de sa perte de conscience de classe et de sa dispersion dans des idéologies au mieux consensuelles, au pire racistes ? « Les ministres communistes ne font plus peur à la bourse » titre *Le Monde* du 7 juin 1997, qui annonce que le CAC 40 a gagné 2,11 points. Octobre 1917 est loin, très loin. Ces héritiers-là d'Octobre en furent réduits à utiliser l'adjectif « citoyen », concept interclassiste, à tout bout de champ. La plus grande nouveauté de leur politique résidait dans la « démarche communiste nouvelle » annoncée par Robert Hue³, c'est-à-dire « l'intervention citoyenne » et l'union de toutes les forces de gauche. Une véritable révolution culturelle, une « révolution citoyenne et solidaire ». Les antagonismes de classe relèvent désormais de l'histoire ancienne. Le champ de l'action du parti – et de son recrutement

3 Secrétaire national (1994-2001) puis président 2001-2003 du Parti communiste français.

électoral – ne se situe précisément plus sur le terrain de la lutte des classes mais sur celui de l’antifascisme, plus efficace pour racoler des citoyens-électeurs.

L’explication communément proposée par Trotski et les trotskistes de la genèse du régime bureaucratique en URSS est fondée sur une argumentation qui mêle habilement la réalité des faits et la distorsion de leur signification :

1. La Russie s’est retrouvée isolée par l’échec de la révolution en Europe.

2. Le pays était dévasté par la guerre civile.

3. La Russie était un pays arriéré qui n’avait pas la base industrielle suffisante pour construire le socialisme.

4. La révolution allemande, tant attendue, et qui devait rompre l’isolement de la révolution russe, n’a pas eu lieu.

A ces remarques, on peut objecter que :

1. La dictature bolchevique sur toute la société russe a été le premier obstacle à l’extension de la révolution en Europe.

2. La révolution avait gagné la guerre ; or, précisément après la guerre civile, la dictature bolchevique s’est considérablement accrue contre les organisations dont l’alliance n’était plus nécessaire.

3. En 1913 la Russie était tout de même la cinquième puissance industrielle mondiale, qui exportait du blé ; il faudra attendre 1962 pour que l’URSS rattrape la production de blé de la Russie de 1913...

4. La signature du traité de Brest-Litovsk a également signé la fin de la révolution allemande ⁴.

Le contexte décrit par Trotski, et par les léninistes en général, n’est pas inexact, mais il n’explique rien, car en vérité la révolution russe, dans ces conditions, aurait dû simplement être vaincue. Or elle s’est dissoute de l’intérieur. L’argumentation trotskiste explique à la rigueur l’échec, elle n’explique pas la dégénérescence. Pour le trotskisme, la révolution a été trahie. L’URSS reste un État ouvrier, mais « dégénéré ». La bureaucratie soviétique est un phénomène inédit dans l’histoire, pour lequel la théorie marxiste ne fournit pas de cadre explicatif ; elle ne propose pas non plus d’autre exemple historique de « dégénérescence ». La reconnaissance par les trotskistes de sa nature réelle conduirait inévitablement à nier le léninisme comme instrument de la révolution prolétarienne.

Trotski écrit qu’un parti « qui ne va pas de pair avec les tâches historiques de sa classe devient ou risque de devenir un instrument indirect des autres classes » (*Leçons d’Octobre*). Dans la perception de

4 Cf. René Berthier, *Digressions sur la révolution allemande*, Éditions du Monde libertaire.

Trotsky il ne fait pas de doute que le parti bolchevik était l'expression (et la seule) de la classe ouvrière. On pourrait aller plus loin en se demandant de quelle classe le parti bolchevik, au-delà de son discours, était réellement l'expression. L'anarchiste Archinov, on le verra, fournira une réponse. On peut dire que la notion de « dégénérescence » en parlant d'un système politique et social, est un non-sens dialectique, du strict point de vue marxiste.

Une révolution prolétarienne peut résulter des contradictions du régime capitaliste et produire un système qualitativement nouveau (le communisme); mais si elle « dégénère », elle ne peut pas, dialectiquement, rester dans un état de dégénérescence permanente, comme a semblé le suggérer le trotskisme pendant des décennies. Elle conduit inévitablement à un système qualitativement différent, qui ne peut pas être un simple retour en arrière (le capitalisme libéral), mais qui n'est pas non plus le communisme : c'est ce quelque chose de différent que le marxisme-léninisme est incapable d'expliquer (sauf à se nier lui-même), et là se trouve le constat de son échec, puisque voilà une science qui prétend avoir découvert les lois de l'évolution historique (un « bloc d'acier » auquel il n'y a rien à retirer, selon les termes de Lénine ⁵) et qui se trouve impuissante à expliquer le présent parce qu'il ne cadre pas avec les schémas établis.

Nombre d'anarchistes sont tombés dans le travers de la mythification et de la simplification, comme en témoigne Voline :

« Le parti bolchevik, une fois au pouvoir, se transforma en maître absolu. La corruption le gagna rapidement. Il s'organisa lui-même en caste privilégiée. Et plus tard, il écrasa et soumit la classe ouvrière pour l'exploiter, sous de nouvelles formes, et selon ses intérêts particuliers ⁶. »

Certes, de telles affirmations ne sont pas fausses, mais quelque vérité que puisse contenir une caricature, celle-ci ne saurait tenir lieu d'analyse. Ida Mett elle-même, parlant du livre de Voline, disait que « le résultat de sa tentative est vraiment décevant ». Elle ajoute : « On dirait, d'après ses écrits, qu'il fallait que l'auteur vienne en Russie pour que l'anarchisme apparaisse ⁷. »

Une partie du mouvement s'est limitée à l'idée que les bolcheviks étaient des « autoritaires » et des méchants assoiffés de pouvoir, évacuant le fait que différentes couches sociales, parmi lesquelles les dirigeants bolcheviks eux-mêmes, aient pu s'opposer pour le contrôle du pouvoir. Cette vision idéaliste est heureusement contrebalancée par

5 Dans *Matérialisme et empiriocriticisme*.

6 *La Révolution inconnue*, Belfond.

7 *Masses*, Socialisme et liberté, décembre 1947-janvier 1948, n° 12.

d'autres. C'est peut-être Archinov, dans *Le mouvement makhnoviste* (1921), qui fournit la clé de la dérive autoritaire du régime. L'analyse qu'il fait du rôle de l'intelligentsia révolutionnaire est une vision pénétrante de la sociologie des mouvements révolutionnaires dans les pays sous-industrialisés dominés par l'impérialisme :

« Les vagues aspirations politiques de l'intelligentsia russe en 1825 s'érigèrent, un demi-siècle plus tard, en un système socialiste achevé et cette "intelligentsia" elle-même [se constitua] en un groupement social et économique précis : la démocratie socialiste. Les relations entre le peuple et elle se fixèrent définitivement : le peuple marchant vers l'auto-direction économique et civile ; la démocratie cherchant à exercer le pouvoir sur le peuple. La liaison entre eux et nous ne peut tenir qu'à l'aide de ruses, de tromperies et de violences, mais en aucun cas d'une façon naturelle et par la force d'une communauté d'intérêts. Ces deux éléments sont hostiles l'un à l'autre ⁽⁸⁾. »

L'intelligentsia allait constituer l'une des principales bases sociales de la bureaucratie soviétique, qu'allaient rejoindre les fonctionnaires et les dirigeants de l'ancien régime. La question : quelle est la nature du régime hérité d'Octobre n'a donc à notre avis aucun sens si on ne se pose pas également la question : quelle est la nature de classe du léninisme. L'école des marxistes allemands et hollandais allait apporter plus tard une réponse très proche de celle d'Archinov. Les libertaires ont vécu avec des images d'Épinal de héros vaincus, dans le souvenir de la répression de Kronstadt, ou dans celle du mouvement makhnoviste, comme si la liquidation de ces deux mouvements était la seule manifestation de la contre-révolution bolchevique. Du coup ils en oublient l'extraordinaire explosion du mouvement dans la classe ouvrière russe, dans les syndicats et les comités d'usine.

Attribuer aux seules tendances « autoritaires » des bolcheviks la responsabilité de l'échec de l'anarchisme russe passe à côté d'un fait essentiel, sa division, ses querelles internes et son incapacité constituer une organisation nationale. Makhno était revenu en Ukraine écœuré de l'état du mouvement libertaire russe. S'il avait existé en Russie une

8 Piotr Archinov, *Histoire du mouvement makhnoviste*, Béliabaste, pp. 21-22. – Bakounine développa ses idées sur les potentialités révolutionnaires de la Russie à partir d'une observation aiguë de la réalité sociologique du pays. La clé de cette analyse se trouve peut-être dans une lettre qu'il écrivit à Liebknecht le 8 avril 1870, dans laquelle il déclare que la majorité des étudiants russes se trouve dans la situation de « n'avoir absolument aucun moyen assuré d'existence devant elle, ce qui fait qu'avant tout, elle est révolutionnaire par position, et c'est la manière la plus sérieuse et la plus réelle, selon moi, d'être révolutionnaire ». Or, il est significatif que ce sont ces mêmes intellectuels d'origine bourgeoise qui, trente ans plus tard, constitueront l'écrasante majorité des cadres du parti bolchevik.

organisation à la hauteur des effectifs du mouvement, comparable à celle du mouvement libertaire ukrainien, capable de soutenir l'insurrection makhnoviste, le sort de la révolution russe aurait sans doute été différent.

La situation en 1917

Le développement du capitalisme en Russie ne fut pas l'œuvre d'une bourgeoisie nationale autonome. Il fut l'œuvre de l'État et du capital étranger. La bourgeoisie russe était faible, les entreprises dirigées par le capital russe étaient souvent arriérées. En outre, le quasi-monopole dont elles bénéficiaient sur le marché intérieur, la faiblesse de la concurrence étrangère n'engageaient pas les capitalistes russes à se moderniser. Une aristocratie opulente drainait une grande partie des richesses du pays.

Au début du siècle, la Russie commençait à s'insérer dans le concert capitaliste européen. Sa production industrielle avait doublé entre 1890 et 1900, et sa croissance tournait autour de 10 % par an. Moscou et Saint-Pétersbourg commençaient à ressembler à des villes industrielles européennes, et en même temps que se constituait un prolétariat apparaissait également une classe moyenne urbaine, notamment dans les régions industrielles nouvelles de Pologne orientale, d'Ukraine, de Géorgie et dans les mines trans-ouraliennes de fer et de charbon. A la différence de l'Europe de l'Ouest, une proportion importante du développement industriel était patronné, voire contrôlé par l'État. L'industrialisation de la Russie, l'introduction des rapports de production capitalistes se firent en l'absence d'une bourgeoisie capable de mener à bien cette tâche de façon indépendante.

Les grandes entreprises industrielles sont aux mains du capital étranger, contrôlées par lui. Coexistent ainsi une industrie concentrée, utilisant les méthodes modernes de division du travail, auxquelles sont assujettis des travailleurs pour la plupart d'origine rurale, et des conditions de travail despotiques. Cette industrie se spécialise dans la fabrication de produits semi-finis destinés à l'exportation. En quelque sorte le capitalisme européen avait opéré en Russie des « délocalisations » avant l'heure, et à grande échelle, profitant de l'existence d'une main-d'œuvre peu qualifiée et bon marché. Deux faits distinguent l'économie russe dominée par l'impérialisme de l'économie occidentale : le faible développement des industries mécaniques et chimiques qui constituent la base d'une industrie indépendante, et qui nécessitent des ouvriers qualifiés ; le faible développement de la petite et moyenne industrie qui, dans les pays industriels est le complément de la grande industrie, travaillant en sous-traitance pour elle et employant

elle aussi une importante main-d'œuvre qualifiée. En 1897, les usines de plus de 500 ouvriers occupent 42 % de la main-d'œuvre, contre 15,3 % en Allemagne ; en 1910 ce pourcentage atteint 54,3 %⁹).

« En raison précisément de cette jeunesse, l'industrie russe est moderne, fortement capitalisée et centralisée. Elle est presque exclusivement constituée par d'immenses usines employant des centaines et des milliers d'ouvriers, utilisant un matériel mécanique dernier cri. La petite et la moyenne industrie n'existent pas pour ainsi dire », dit Jacques Sadoul¹⁰. L'essentiel de l'équipement, très moderne, de l'industrie est fourni par l'étranger. La main-d'œuvre russe qualifiée étant presque inexistante, les industriels font la plupart du temps appel à des ouvriers et à des techniciens étrangers pour les travaux qualifiés. La structure de la classe ouvrière russe permet la mise en œuvre d'une division du travail très poussée et des méthodes fordistes avec le recours à des travailleurs sans formation. Alors qu'en Europe occidentale s'était développé un artisanat de haute qualité qui avait fourni à l'industrie une main-d'œuvre très qualifiée – avant l'introduction du taylorisme – un tel artisanat n'existait pas en Russie. « Seules subsistent dans les provinces les antiques artisaneries paysannes travaillant avec des moyens primitifs les bois, la laine, le chanvre, etc. Ces industries paysannes ne résistent qu'en raison du manque de moyens de communication qui leur laisse la clientèle des villages perdus dans la steppe, et d'autre part des bénéfices incroyablement réduits. » (Sadoul, *ibid.*)

La politique fiscale de l'État, menée aux dépens de la paysannerie, avait pour but de financer ses efforts dans l'industrie. La réduction de la consommation paysanne permettait d'augmenter la part du produit national disponible pour l'investissement. La réforme du servage en 1861 avait transformé des millions de paysans en ouvriers agricoles. En 1906, Stolypine met en œuvre des mesures pour créer une couche de paysans propriétaires fidèles au régime, accroissant ainsi l'introduction des rapports de production capitalistes à la campagne. Les classes moyennes n'avaient pas d'existence politique autonome et organisée, et se rangeaient du côté de l'autorité gouvernementale. Parmi ces couches, les fonctionnaires et les professions libérales tenaient une plus grande place que la bourgeoisie industrielle. Les rapports entre patrons et ouvriers étaient étroitement contrôlés par l'État. Les grèves ainsi que la création de syndicats étaient illégales. Aux yeux du pouvoir il n'y avait pas de distinction entre agitation sociale et révolution.

9 Yves Barel, *Le développement économique de la Russie tsariste*, W. de Gruyter, 1968, pp. 189-202.

10 *Quarante lettres de Jacques Sadoul*, Édition de la librairie de l'Humanité, 1922, p. 41 (lettre du 5 mai 1918).

Lorsque la guerre éclate en 1914, deux faits importants allaient révéler la faiblesse et la décomposition de la société russe : la dépendance du secteur industriel moderne à l'égard du capital étranger et l'incapacité de l'État à diriger le pays. La social-démocratie apparaît dans les années 1880 lorsque Plekhanov et quelques amis rompent avec les populistes et créent en Suisse le Groupe pour la libération du travail, pour propager les idées de Karl Marx. Le parti social-démocrate russe se constitue en mars 1898 à Minsk lors d'un congrès secret au terme duquel la plupart des délégués sont arrêtés. Le nouveau parti s'appuie considérablement sur le Bund, l'organisation juive des travailleurs, qui avait alors déjà une grande expérience et était beaucoup plus développée.

En une vingtaine d'années la social-démocratie russe devient une force suffisamment importante pour que le ministre russe de l'Intérieur déclare que ce mouvement est le plus dangereux pour l'État. La répression policière obligeait la plupart des chefs du mouvement à l'exil, où ils se livraient à des querelles sans fin. En 1903 se produit une rupture dans le parti entre une majorité (les bolcheviks) et une minorité (les mencheviks). Cette rupture était fondée sur des divergences concernant des problèmes d'organisation, et notamment sur les critères de recrutement du parti. Les mencheviks avaient en vue un parti de type occidental où l'adhésion était large et se faisait sur la base de l'acceptation du programme. Les bolcheviks entendaient créer un parti dont le niveau d'adhésion était très sélectif, et rigoureusement différencié de la classe ouvrière.

Une autre divergence, théorique celle-là, devait séparer les deux courants. Les mencheviks se fondaient sur une interprétation « orthodoxe » du marxisme, selon laquelle une étape de démocratie bourgeoise et de développement du capitalisme était indispensable pour que se constitue un vaste prolétariat industriel formant la base sociale du socialisme. Les mencheviks partaient d'un constat, la faiblesse numérique du prolétariat russe, et tablaient sur une croissance continue de ce prolétariat consécutive à la mise en place de conditions permettant l'industrialisation du pays. Pour accélérer ce processus, les mencheviks étaient disposés à s'allier avec la bourgeoisie contre l'autocratie tsariste. Les bolcheviks faisaient le même constat mais parvenaient à des conclusions différentes. La faiblesse numérique du prolétariat devait être compensée par une alliance, non pas avec la bourgeoisie libérale, mais avec la paysannerie. Sur une population de 160 millions, il y avait 3 millions d'ouvriers et 120 millions de paysans. 130 000 propriétaires terriens détenaient l'écrasante majorité de la terre – 2 000 hectares par propriétaire en moyenne – tandis que la masse de la paysannerie détenait en moyenne 7 hectares par personne.

Le 22 janvier 1905 à Saint-Pétersbourg, un cortège pacifique venu soumettre un cahier de doléances au tsar est dispersé avec une extrême brutalité. Une vague de grèves et de manifestations s'ensuivent dans tout l'empire, prenant de court à la fois le pouvoir et les révolutionnaires. Pour la première fois entrent en scène les forces sociales qui balayeront le régime douze ans plus tard : le prolétariat et la paysannerie. Les premiers soviets se forment. Le plus célèbre, celui de Saint-Pétersbourg, avait 550 délégués représentant 250 000 travailleurs. Le Soviet de Moscou, où les bolcheviks étaient plus nombreux, tenta même une insurrection armée, fin décembre. Lénine tira les leçons de cette répétition générale, dans plusieurs textes, notamment dans « La dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et de la paysannerie »¹¹): « La question de la participation de la social-démocratie au gouvernement provisoire a été mise à l'ordre du jour », dit alors Lénine. Est-il permis au parti ouvrier social-démocrate de participer à ce gouvernement provisoire ? « Les porte-parole de la tendance opportuniste de notre parti, Martynov notamment, avaient pour la première fois posé la question dès avant le 9 janvier, et Martynov, suivi de l'*Iskra*, y avait du reste répondu par la négative. »

Selon cette opinion, la social-démocratie au pouvoir ne pourrait s'empêcher de vouloir réaliser le programme maximum, la révolution socialiste, et échouerait. « Aussi l'entrée de la social-démocratie dans le gouvernement révolutionnaire provisoire serait-elle inadmissible. » Lénine reproche aux mencheviks de confondre révolution démocratique et révolution socialiste, lutte pour la république et lutte pour le socialisme. Selon lui, « la social-démocratie se déshonorerait si elle tentait de faire de la révolution socialiste son objectif immédiat » car il est évident que la prochaine révolution russe aura un caractère bourgeois. C'est pourquoi il faut distinguer le programme minimum démocratique du programme maximum socialiste : « Le cours historique des événements pose maintenant devant le prolétariat russe le problème de la révolution démocratique bourgeoise (...); ce même problème se pose au peuple entier, c'est-à-dire à la masse de la petite bourgeoisie et des paysans ; sans cette révolution, on ne saurait concevoir aucun développement sérieux d'une organisation indépendante de classe du prolétariat en vue de la révolution socialiste. » Pour l'instant, Lénine est donc parfaitement orthodoxe du point de vue de la doctrine, et conforme au schéma élaboré par Marx : on fait d'abord la révolution bourgeoise qui instaurera les conditions d'une révolution prolétarienne ultérieure. Mais cette révolution démocratique bourgeoise doit être faite par le prolétariat (et son parti, évidemment).

11 12 avril [30 mars] 1905, *Œuvres complètes*, t. 8, pp. 294-304.

Le programme de la révolution démocratique ne peut se réaliser que par la dictature révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie. Aujourd'hui, « la lutte du prolétariat pour la république est inconcevable s'il ne s'allie pas à la masse petite-bourgeoise du peuple » : « sans dictature révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie, il ne peut y avoir l'ombre d'une espérance de succès dans cette lutte ». Contrairement à ce que pensent les mencheviks, qui tablent sur une évolution historique progressive, les événements ne suivront pas, dit Lénine, « une ligne droite et régulièrement ascendante », il y aura des bonds. Si l'autocratie est renversée, il faudra, pour sauvegarder cette conquête, « un immense effort révolutionnaire de toutes les classes d'avant-garde », c'est-à-dire, on l'a vu, la dictature révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie, « pas autre chose ! »

Lénine s'en prend vivement à l'attitude timorée des mencheviks : « Participer au gouvernement provisoire avec la démocratie bourgeoise révolutionnaire, geignent-ils, mais c'est consacrer le régime bourgeois »... « cet argument est digne des anarchistes ou des populistes ». « La social-démocratie ne se détourne pas de la lutte pour la liberté politique sous prétexte que c'est une liberté politique bourgeoise ». Mais la social-démocratie « ne “consacre” la république bourgeoise que comme la dernière forme de la domination de classe, comme le terrain le plus favorable à la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie ». De façon assez prophétique, Lénine conclut en disant que « quelques mois de dictature révolutionnaire du prolétariat et des paysans feront plus que des dizaines d'années de marasme politique dans une atmosphère paisible et hébétante ».

En 1905, donc, Lénine est favorable à la participation à un gouvernement provisoire, mais son objectif est la réalisation d'un programme minimum, démocratique et républicain qui créerait les fondements du développement d'un parti prolétarien. Jusqu'ici, Lénine est parfaitement « orthodoxe ». C'est sur les moyens de la réalisation de ce programme qu'il quitte l'orthodoxie, car la classe avec laquelle il préconise l'alliance est la paysannerie. A aucun moment il n'attribue à la paysannerie des capacités révolutionnaires. Les mencheviks préconisent l'alliance avec les libéraux russes perçus comme la force révolutionnaire qui abattra la féodalité et l'aristocratie : il s'agit de la bourgeoisie urbaine ; la forme spécifique d'alliance avec la bourgeoisie que préconise Lénine est l'alliance avec la paysannerie, d'une part parce qu'il ne pense pas que la bourgeoisie urbaine soit capable d'initiative historique et parce que la paysannerie constitue une masse de manœuvre infiniment plus grande. Là encore, les événements lui donneront raison : le soutien des bolcheviks à l'expropriation immédiate des grands domaines sans indemnités fournira au régime son principal soutien pendant la guerre civile.

Archinov écrivit non sans quelque raison que « l'anarchisme révolutionnaire fut le seul courant politico-social à prôner l'idée d'une révolution sociale auprès des ouvriers et des paysans, tant durant la révolution de 1905 que dès les premiers jours de la révolution de 1917 ».

Avec la guerre, la Russie connaît une première période pendant laquelle la production industrielle, en particulier l'industrie lourde, s'accroît, et la concentration des entreprises et le contrôle de l'État se renforcent. Cependant, la Russie, alliée de la France et de l'Angleterre, était coupée de ces pays par l'Allemagne, et le déclin des importations de machines et de ressources diverses allaient ralentir l'expansion industrielle. L'économie et l'État russes avaient montré leur incapacité à faire face à la guerre moderne. Le manque de main-d'œuvre et d'outillage à la campagne provoquèrent une famine pendant l'hiver de 1916-1917. Au contraire des gouvernements occidentaux, le gouvernement russe fut incapable d'organiser la pénurie. Après la chute du tsar, quatre gouvernements provisoires se succédèrent sans que la situation ne change. La bourgeoisie, les couches gouvernantes étaient impuissantes, désunies, indécises. La classe ouvrière, les paysans, les soldats, eux, étaient unis par un même désir : finir la guerre. Cette contradiction rendait la situation explosive.

La révolution de février

L'historien monarchiste constitutionnel P.N. Milioukov raconte dans son *Histoire de la seconde révolution russe* qu'un coup d'État était en préparation dans les cercles politiques des membres de la Douma¹². Des signes inquiétants apparaissaient, montrant l'épuisement du pays, et précurseurs de son prochain effondrement : désorganisation des transports, du ravitaillement, arrêt des industries de guerre, diminution rapide du nombre des hauts fourneaux, baisse de la production de charbon, nombre énorme de désertions, grèves. Milioukov déclare donc que « la majorité [de la Douma] se rend compte que les événements allaient prendre un tour violent, et cela en dehors de la Douma d'Empire ; elle se prépara à diriger la révolution faite par en haut plutôt que par en bas. »

Malheureusement pour Milioukov, la révolution populaire, en février 1917, gagna de vitesse les plans des conspirateurs. Les politiciens tentèrent alors de la récupérer et de prendre la tête du mouvement. L'absolutisme était renversé, mais les objectifs des masses

12 Assemblée législative russe qui n'avait pas l'initiative des lois, qui pouvait seulement modifier les lois proposées par le tsar, lequel avait le loisir de ne pas tenir compte des avis de la Douma.

populaires et des politiciens bourgeois n'étaient pas les mêmes. La population voulait mettre fin à la guerre, abattre le tsarisme. Les politiciens voulaient continuer la guerre plus efficacement et sauver la dynastie. Lorsque la guerre éclata, en 1914, le parti social-démocrate russe, toutes tendances confondues, refusa de voter les crédits de guerre au parlement et les députés quittèrent la séance. Cependant, si l'aile gauche du parti menchevik restait résolument internationaliste, il existait une aile droite « défensiste ». La plupart des socialistes-révolutionnaires¹³ se ralliait à l'effort de guerre sauf une petite fraction de gauche. La force des choses allait rapprocher les tendances de gauche des mencheviks, des socialistes-révolutionnaires et les bolcheviks, qui n'étaient cependant pas unis sur les problèmes de politique générale.

Le parti bolchevik n'était pas encore le parti monolithique qu'il est devenu par la suite. En septembre 1914 il était inorganisé et exposé à la répression policière, sans que cela empêche la discorde d'aller bon train chez les dirigeants, pour la plupart en exil. Trotski quant à lui, maintenait une position centriste, se situant plus à gauche que les mencheviks mais se refusant à rompre avec les défensistes, et poursuivait ses efforts d'unification de tous les sociaux-démocrates russes, ce qui lui valut quelques invectives de la part de Lénine : « Quel pourcentage ce Trotski : des expressions de gauche, mais un bloc avec les droites contre les buts des gauches. » (Lettre à Kollontaï, 17 février 1917.) Les trois années qui suivent la déclaration de guerre sont passées en polémiques, disputes et controverses entre partis socialistes sur les problèmes de politique générale. Lénine arrive à la conclusion que les partis révolutionnaires doivent quitter la II^e internationale et fonder la III^e. En septembre 1915 a lieu à Zimmerwald une conférence internationale des groupes socialistes européens d'opposition – la délégation française étant constituée de militants de la CGT. La gauche de la conférence adopte une motion appelant les ouvriers à lutter pour la paix sans annexions ni indemnités de guerre. Un appel fut publié pour inciter les travailleurs à combattre leurs propres gouvernements capitalistes et à s'emparer du « pouvoir politique nécessaire à l'instauration de la société socialiste ». En avril 1916 a lieu une autre conférence, à Kienthal, où les participants ont évolué sur des positions plus radicales.

13 Le parti socialiste révolutionnaire ne se réclamait pas du marxisme.

Premier gouvernement provisoire (15 mars 1917)

Cependant, la classe ouvrière qui, en Russie comme ailleurs, n'attend pas toujours que l'encre des congrès soit sèche pour agir, va interrompre les controverses d'exilés. Dans deux textes écrits à cette époque, Lénine expose les principales lignes qu'il défend de façon extrêmement claire : « Le problème fondamental de toute révolution est celui du pouvoir. Tant que ce problème n'est pas élucidé, il ne saurait être question de jouer consciemment son rôle dans la révolution, et encore moins de la diriger. » Il n'est plus question, comme le préconisait Lénine après 1905, de participer au gouvernement. C'est que la révolution actuelle « a ceci de tout à fait original qu'elle a créé une *dualité du pouvoir* » ; il faut par conséquent « savoir compléter et corriger les vieilles “formules”, par exemple celles du bolchevisme. » « *Personne* autrefois ne songeait, ni ne pouvait songer, à une dualité du pouvoir ¹⁴. » Dans les « Lettres sur la tactique », Lénine s'en prend aux « vieux bolcheviks » (le terme est péjoratif) qui répètent « stupidement une formule apprise par cœur, au lieu d'étudier ce qu'il y avait d'original dans la réalité nouvelle, vivante » ¹⁵.

La thèse de Lénine est que « la révolution bourgeoise, ou démocratique-bourgeoise, est *terminée* en Russie », ce qui soulève les protestations des vieux bolcheviks. Certes, dit-il, la révolution agraire, elle aussi démocratique-bourgeoise, n'a pas commencé. C'est là que Lénine « innove » en quelque sorte. Cette dictature est réalisée en tant que rapport entre les classes, non en tant qu'« institution politique déterminée matérialisant ce rapport » ¹⁶. La situation se caractérise par un enchevêtrement de deux dominations, bourgeoise et prolétarienne-paysanne, la seconde cédant de son plein gré le pouvoir à la bourgeoisie. Si la bourgeoisie est bien au pouvoir, Lénine néanmoins s'interroge : « La masse des paysans n'est-elle pas *aussi* une bourgeoisie d'une autre couche, d'un autre genre, d'un autre caractère ? Pourquoi *cette* couche sociale ne *pourrait-elle pas* arriver au pouvoir, “achevant” ainsi la révolution démocratique bourgeoise ? » Cette éventualité, envisagée par les vieux-bolcheviks, est possible, dit Lénine, mais les faits nous montrent « que les députés soldats et paysans, librement élus, forment un second gouvernement, un gouvernement à côté, et qu'ils le complètent, le développent et le perfectionnent librement. Et, non moins librement, ils *cèdent* le pouvoir à la bourgeoisie » ¹⁷. Aujourd'hui, la paysannerie s'entend avec la

14 Lénine, « Sur la dualité du pouvoir », *Œuvres complètes*, t. 24, p. 28, 9 (22) avril 1917.

15 Lénine, *Œuvres complètes*, t. 24, p. 34, 21-26 avril 1917.

16 Lénine, « Lettres sur la tactique », t. 24, p. 35.

17 Lénine, « Lettres sur la tactique », t. 24, p. 36.

bourgeoisie. Un jour viendra quand la paysannerie se séparera de la bourgeoisie et « prendra la terre malgré elle, prendra le pouvoir contre elle ». « Alors s'ouvrira une nouvelle étape de la révolution démocratique-bourgeoise, dont il faudra s'occuper tout spécialement »¹⁸.

Le pouvoir doit pour l'instant, dans ce contexte de dualité du pouvoir, passer aux soviets, « dans lesquels prédominent *précisément* la paysannerie, les soldats, la petite bourgeoisie ». Il ne s'agit pas de jouer la prise du pouvoir par un gouvernement ouvrier mais de la « lutte pour la prépondérance au sein des soviets des députés ouvriers, des salariés agricoles, des paysans et des soldats ». Lénine se défend vigoureusement contre les attaques de Plekhanov, qui l'accuse de verser dans l'anarchisme.

Le 13 février 20 000 ouvriers débrayent. Le 14, on dénombre 80 000 grévistes. On apprend que le ravitaillement de la capitale est menacé, que les stocks de farine couvrent à peine deux semaines de consommation. Le 16 février le gouvernement décide le rationnement du pain à Petrograd. Des files attendent interminablement aux portes des boulangeries, par – 20 °C. La politique descend dans la rue. Les stocks de charbon s'épuisent, les usines débauchent. Des milliers d'ouvriers se retrouvent dans la rue, s'ajoutant à la population qui s'étire devant les magasins d'alimentation.

Le 18 février la direction du plus gros complexe métallurgique de la capitale ferme l'usine à la suite d'une tentative de grève. Le lendemain 20 000 ouvriers manifestent. Des attroupements de la faim commencent à apparaître.

Le 23 février est la journée internationale des femmes, la « fête de l'ouvrière ». Les ouvrières du textile, les plus exploitées, fêtent l'événement en abandonnant leurs fabriques et en manifestant, entraînant avec elles les métallos. La vague gagne le centre de la ville, arrive devant le siège du conseil municipal. Le seul mot d'ordre est : « Du pain ! » Les heurts sont réduits, à 18 heures la police estime avoir repris les choses en main.

Le 24 février les transports se mettent en grève, sans directives apparentes. Nombre d'ouvriers ne peuvent se rendre à leur travail. Les slogans deviennent plus précis : « A bas l'autocratie ! », « A bas le gouvernement ! », « A bas la guerre ! » Les patrouilles cosaques ne se décident pas à charger. Pire, les ouvriers semblent recueillir la sympathie des promeneurs et des curieux dans les quartiers résidentiels.

Le 25 février les drapeaux rouges fleurissent. 90 % des ouvriers sont en grève, auxquels il faut ajouter les étudiants. Les premières victimes tombent, mais beaucoup de cosaques tirent en l'air. Dans la soirée, de

18 « Lettres sur la tactique », t. 24, p. 38.

nouvelles victimes tombent. L'empereur donne l'ordre de mettre fin au désordre dès le lendemain.

Le 26 février, pendant la nuit les insurgés occupent la rive Nord de Petrograd, où les commissariats de police des quartiers ouvriers sont pillés et incendiés. Les insurgés tentent de rallier la garnison, qui ne bouge pas. Mais une fissure apparaît dans le système quand le régiment des Pavlovsky, fleuron de la garde impériale, fait défection. Les rapports de police relèvent que le mouvement semble fonctionner « en l'absence de toute participation des partis ». Le gouvernement dissout la Douma (le parlement). Chez les socialistes on exhorte les émeutiers à la prudence ; chez les bolcheviks, Chliapnikov demande aux émeutiers de « continuer le travail de propagande » et de « gagner les soldats et paralyser le tsarisme ». Rien ne collait avec les schémas préétablis d'une révolution.

Le 27 février, l'insurrection ouvrière est soutenue maintenant par une mutinerie des troupes. La foule s'arme. Des régiments d'élite fraternisent avec les émeutiers. Mais alors qu'une mutinerie dans une insurrection sans programme renverse un régime, ces mêmes troupes se tournent maintenant vers le parlement que le gouvernement avait dissous mais qui s'était réuni en séance non officielle. Trente mille hommes se mettent ainsi à la disposition de la Douma, coupant l'herbe sous les pieds des comploteurs du Bloc progressiste qui ne semblaient vouloir renverser le tsar qu'avec sa permission. Le gouvernement démissionne dans l'après-midi.

Personne n'avait prévu cela. Aucun parti n'y est pour quoi que ce soit, mais tout le monde se rallie à la révolution. Les KD (constitutionnels démocrates), traditionnellement monarchistes constitutionnels, se mettent au goût du jour et se convertissent en républicains, et ils s'allient à la droite « progressiste » pour former un gouvernement provisoire, dominé par les libéraux Milioukov et Goutchkov. Pour les partis modérés, la formation du gouvernement provisoire, la liquidation de la monarchie, la garantie des libertés démocratiques marquent la fin de la révolution. On allait pouvoir passer aux choses sérieuses : intensifier l'effort économique et l'effort de guerre. Il faut finir la guerre, la gagner pour protéger la nouvelle démocratie russe, réaliser les objectifs nationaux russes dans les Balkans et les Détroits. L'expérience ne dure que deux mois. Les libéraux restent au gouvernement jusqu'à la fin de l'année, mais ils ne sont plus la force dominante à partir d'avril 1917.

Socialisme modéré

Pour les masses ouvrières et paysannes, pour les soldats, les choses ne faisaient au contraire que commencer. La révolution qui commence est la solution au problème de la guerre et à celui de la terre. Pendant que les partis bourgeois et leurs alliés formaient un gouvernement provisoire, les ouvriers, paysans et soldats créaient des soviets. Déjà, le 12 mars, le soviet de Petrograd siégeait au palais de Tauride, composé surtout de SR et de mencheviks, ainsi que d'une quarantaine de bolcheviks.

Le 18 mai se forme le premier gouvernement de coalition. Il y aura pendant deux mois une hégémonie socialiste modérée avec Kerenski, les SR et les mencheviks qui tentent un prolongement de la politique libérale, c'est-à-dire la poursuite de la guerre en priorité : il s'agit de protéger la démocratie russe contre l'autocratie allemande, de faire pression pour que les peuples réclament une paix négociée sans annexions.

A ce moment-là, bolcheviks et mencheviks pensaient que le moment n'était pas encore venu pour le prolétariat d'entrer en scène : les partis socialistes ne devaient pas participer au gouvernement mais faire pression sur les partis modérés au pouvoir. Il s'agissait selon eux d'une révolution démocratique bourgeoise ; il fallait consolider la révolution bourgeoise, défendre les droits du prolétariat. Une toute petite minorité du parti bolchevik préconisait dès le mois de mars la prise du pouvoir par les soviets. Dans les soviets, une autre minorité de mencheviks et de SR réclamaient une alliance avec les modérés.

Cependant, la réalité du pouvoir était aux mains des soviets. Le gouvernement provisoire ne faisait que ratifier les décisions prises. Goutchkov, le ministre de la guerre écrivait au général Alexeev le 9 mars :

« Le gouvernement provisoire n'a aucun pouvoir réel et ses ordonnances ne sont appliquées que dans la mesure où le permet le soviet des députés ouvriers et soldats. Le soviet dispose des éléments les plus importants du pouvoir réel, tels que les troupes, les chemins de fer, la poste et le télégraphe. On peut dire tout bonnement que le gouvernement provisoire n'existe qu'autant que le Soviet des députés ouvriers et soldats le permet. En particulier, il n'est maintenant possible de donner que des ordres qui n'entrent pas radicalement en conflit avec les ordres du soviet sus-mentionné ¹⁹. »

Les socialistes-révolutionnaires, qui formaient le groupe le plus important au soviet de Petrograd, voulaient poursuivre la guerre jusqu'à

19 Cité par Tony Cliff, *All Power to the Soviets : Lenin 1914-1917*, Haymarket Books, Chicago, p. 100.

la victoire. Les mencheviks, le second groupe du soviet, se résignaient à la continuation de la guerre car ils l'assimilaient à la défense de la révolution. Dans les deux partis, cependant, une aile gauche se constituait, opposée à la guerre. Pourtant, poussés par la base qu'ils étaient censés représenter aux soviets, les partis socialistes furent obligés d'introduire un certain nombre de réformes. Le gouvernement provisoire fut contraint d'approuver l'ordre n° 1 du soviet de Petrograd, qui exigeait la suppression des signes extérieurs de discipline et qui introduisait l'élection des officiers et des comités d'unités. Cette mesure eut pour conséquence directe l'élimination physique d'un certain nombre d'officiers, mais elle contribua également à retirer au gouvernement provisoire le seul appui sur lequel il pouvait compter pour rétablir l'ordre, celui des officiers – ou de leurs survivants.

Enfin, l'effondrement de l'armée consécutive à la guerre incita un nombre accru de soldats – qui étaient pour la plupart des paysans – à rentrer chez eux. Ces vagues de déserteurs avaient le plus souvent omis de rendre leurs armes à l'autorité militaire avant de prendre congé. Pendant cette première période de la révolution, l'histoire du parti qui se voulait la direction du prolétariat se limite à l'histoire de son retard sur les masses. C'est que, pendant cinq semaines, la direction du prolétariat est elle-même privée de sa direction, Lénine.

En mars 1917, le Comité central du parti composé de Chliapnikov, Molotov et Zaloutsky est complètement dépassé par les événements. Il se contente de freiner les ardeurs de militants les plus actifs. Le 12 mars Kamenev et Staline rentrent de leur exil sibérien et provoquent un virage à droite. Les bolcheviks s'étaient jusqu'alors nettement opposés à la poursuite de la guerre et s'étaient proclamés en faveur de la fraternisation des troupes et de la transformation de la guerre en lutte armée contre les exploités de tous les pays. La nouvelle direction se contente de vouloir faire pression sur le gouvernement provisoire pour entamer des négociations entre pays belligérants. En attendant, « chacun doit rester à son poste de combat » (*Pravda*, 18 mars). Pendant trois semaines les positions de Staline et de Molotov vont dominer. Leurs positions reflètent l'hypothèse selon laquelle on est au début d'une longue période de gouvernement démocratique bourgeois. Un orateur, lors d'une conférence du parti, se hasarde à parler de la réalisation de la dictature du prolétariat et se fait rappeler à l'ordre par le président de séance qui ajoute que ce point ne figure pas à l'ordre du jour...

Lorsque Lénine arrive, le 17 avril (le 4 avril selon le calendrier russe), ses positions sont nettes : aucun appui au gouvernement ; aucun rapprochement avec les autres partis ; armement du prolétariat ; tout le pouvoir aux soviets ; la terre aux paysans. La quasi-totalité des

dirigeants bolcheviques s'oppose aux thèses d'avril de Lénine. Ses mots d'ordre sont en contradiction totale avec tout ce que les bolcheviques ont pu dire jusqu'alors. Le parti était alors opposé à l'idée d'un pouvoir exclusivement bolchevique. Lozovski et Riazanov dénoncent « la politique catastrophique du Comité central » et « le maintien d'un gouvernement purement bolchevique par le moyen de la terreur politique »²⁰. Les « thèses d'avril », exposées par Lénine le 4 avril 1917 lors d'une réunion des bolcheviques et des mencheviques au palais de Tauride, et qui ont fourni la base des mots d'ordre à partir desquels les bolcheviques ont pris le pouvoir, ont été imposées au parti éberlué par Lénine. C'est à cette occasion-là que Goldenberg²¹, un bolchevique, s'exclama : « La place laissée vacante par le grand anarchiste Bakounine est de nouveau occupée. Ce que nous venons d'entendre constitue la négation formelle de la doctrine social-démocrate et de toute la théorie du marxisme scientifique. C'est l'apologie la plus évidente qu'on puisse faire de l'anarchisme²². » On voit à quel point le concept de soviets est un concept importé tardivement dans la théorie léninienne.

Kamenev écrivit dans la *Pravda* que le point de vue de Lénine était inacceptable, qu'elles ne représentaient que son point de vue personnel, que le parti devait s'en tenir aux résolutions qu'il avait antérieurement votées. Kamenev ajoute que « le schéma général de Lénine nous paraît inadmissible parce qu'il considère la révolution bourgeoise-démocratique comme achevée, et pose la question de la transformation immédiate de cette révolution en révolution socialiste »²³.

Pour Lénine, la question de savoir si la révolution démocratique-bourgeoise est achevée est mal posée, car elle ne tient pas compte de la dualité du pouvoir, c'est-à-dire de la coexistence d'un gouvernement bourgeois et du pouvoir des soviets, le « gouvernement bis ». La

20 Cité par Pierre Broué, *Le Parti bolchévique*, Éditions de Minuit, 1972, p. 100.

21 Joseph Petrovitch Goldenberg (Mechkovski) fut attiré vers la social-démocratie vers 1890. Kamenev, qui en fit une biographie à sa mort en 1922, le définit comme « un politicien avisé, un travailleur infatigable, un représentant inspirant le respect général ». « Calme, réfléchi, maître de sa parole et de sa plume, Joseph Petrovitch était à cette époque membre permanent du « Conseil de guerre » des bolchevicks. » Lorsque la guerre éclata, « Il n'arriva pas à résoudre les questions posées par elle. Seul, sans camarades proches et sans liaison directe avec le Parti, il se laissa aller à l'emprise générale qui s'était emparée alors des gens de la 2^e Internationale ». Kamenev lui reproche de ne pas avoir compris l'enjeu du tournant imposé par Lénine au Parti, écrivant que Goldenberg « emprunta à l'arsenal de la 2^e Internationale l'arme la plus acérée et tenta de s'en servir pour défendre sa position ». Mais il se reprit : « le vieux bolchevique sentait dououreusement son éloignement du Parti, du prolétariat, de la révolution. Et, en fin de compte, le bolchevisme eut raison de toutes les hésitations et de tous les doutes. » Bref, il fit amende honorable. (Lénine, *Œuvres complètes*, Éditions de Moscou, t. 45.

22 *Lénine*, David Shub, Idées-Gallimard, p. 173.

23 Cité par Pierre Broué, *Le Parti bolchévique*, Éditions de Minuit, 1972, p. 85.

question : la révolution démocratique-bourgeoise est-elle achevée ? n'a plus lieu d'être. L'urgence, selon Lénine, est de séparer les éléments prolétariens des soviets, « c'est-à-dire le parti prolétarien, communiste », d'avec les « éléments petits bourgeois ».

Peu à peu cependant les thèses de Lénine sont reprises à leur compte par les militants du parti. L'avant-garde dirigeant du prolétariat était d'autant plus empressée à suivre son dirigeant qu'elle s'était montrée particulièrement indécise jusque-là... Comme disait Kerenski : « Attendez un peu que Lénine revienne, c'est alors que tout commencera ²⁴ ! » Lorsque Lénine, à son arrivée en Russie, lance le mot d'ordre « tout le pouvoir aux soviets ! », c'était d'abord parce qu'il avait compris le rôle que ceux-ci pouvaient jouer, ensuite parce qu'il avait parfaitement saisi l'importance et le prestige qu'avaient les soviets aux yeux des ouvriers et soldats.

Toute l'activité de Lénine d'avril à octobre 1917 va être consacrée à :

- profiter des erreurs et des atermoiements du gouvernement provisoire ;
- renforcer sa position dans les soviets ;
- à attendre le II^e congrès des soviets pour prendre le pouvoir juste avant.

Le gouvernement provisoire n'allait pas tarder à commettre une erreur. Le 1^{er} mai, le ministre des Affaires étrangères envoie aux alliés une note indiquant que la Russie s'engageait à poursuivre la guerre jusqu'à la défaite complète de l'Allemagne. Protestations du Soviet, désaveu du gouvernement qui proclame de nouveau sa volonté de conclure une paix sans annexion. Le 17 mai, un nouveau cabinet est formé. Entre-temps, de violentes manifestations ouvrières ont lieu à Petrograd avec comme mots d'ordre : à bas le gouvernement provisoire. La confiance, le prestige dont jouissait le Soviet de Petrograd (à minorité bolchevik) auprès des travailleurs incita Lénine à tempérer sa politique. Il fallait rassurer les dirigeants bolcheviks inquiets de l'extrémisme de ses positions, et calmer l'ardeur des militants ouvriers dans les usines. Le parti adopte une série de résolutions dans ce sens.

Dans la résolution du 5 mai, on apprend que c'est une erreur de crier « A bas le gouvernement provisoire » tant que les bolcheviks n'ont pas la majorité dans les soviets ; que les soviets ne doivent pas prendre le pouvoir avant que la majorité en soit bolchevik. Pendant ce temps, Lénine tire la leçon des manifestations ouvrières de mai, lors desquelles s'était fait sentir l'insuffisance de l'influence des bolcheviks sur les travailleurs. Il faut créer dans tous les districts, dans tous les quartiers et

24 Cité par David Shub, *Lénine*, Idées-Gallimard, p. 174.

dans toutes les usines des groupes « capables d'agir comme un seul homme » et rattachés solidement au Comité central. Il faut rallier les travailleurs au parti. De la même façon qu'en avril le parti avait mis l'accent sur les soviets, désormais il misera sur les comités d'usine.

Progressivement, le soviet se transforme. D'instrument de combat au début, il devient un appareil administratif bien rôdé. De 1200 députés au début du mois de mars, il passe en moins d'un mois à 3000. Aucune vérification sérieuse des mandats n'est faite. Il y avait beaucoup de « nouveaux venus d'occasion ». Les séances plénières se déroulaient dans la confusion. Bientôt un « petit soviet » plus restreint de 600 membres est créé. De multiples commissions, bureaux, secrétariats sont créés. Plusieurs centaines d'employés s'activent dans les différents services. Oskar Anweiler, dans *les Soviets en Russie*²⁵, écrit à ce sujet que ce que le soviet gagnait en matière de bon fonctionnement il le perdait sur le plan du contact direct avec une partie considérable des masses. Quasi quotidiennes pendant les premières semaines d'existence, les séances plénières du soviet allaient s'espacer et n'attirant souvent qu'un nombre restreint de députés. L'exécutif du soviet s'affranchissait à vue d'œil de la surveillance que les députés étaient censés exercer sur lui. En d'autres termes, le soviet se bureaucratise, pratiquement dès le début de la révolution.

En fait, le centre de gravité de la révolution se transfère ailleurs, dans les comités d'usine. Les soviets ont joué un rôle essentiel comme organe politique de contre-pouvoir. Les comités d'usine reflètent la volonté du prolétariat d'exercer pratiquement ce pouvoir jusque dans les usines, sur le lieu de production. Il ne faut pas oublier en effet que pendant quelque temps encore, les usines sont encore la propriété des anciens patrons.

« En février 1917, au renversement du tsar, les ouvriers de presque toutes les usines de Russie organisèrent spontanément des comités d'usine qui prétendirent contrôler une partie de plus en plus importante du processus industriel. En juin 1917 se tint à Petrograd une conférence des comités d'usine de toutes les Russies qui réclama l'organisation d'un contrôle ouvrier total sur la production et la distribution. Les comptes rendus léninistes de la révolution mentionnent rarement les motions de cette conférence malgré l'alignement de celle-ci sur les bolcheviques. Trotski, qui appelle ces comités "les représentants les plus directs et les plus indiscutables du prolétariat", en traite de manière superficielle dans sa massive histoire de la révolution en trois volumes. Pourtant, ces organes spontanés d'autogestion étaient tellement importants que durant l'été de 1917, Lénine, craignant de ne pas gagner les soviets

25 Oskar Anweiler, *Les Soviets en Russie*, Gallimard, 1972.

à sa cause, était prêt à abandonner le slogan “Tout le pouvoir aux soviets” en faveur de : “tout le pouvoir aux comités d’usine”. Ceci aurait projeté les bolcheviks dans une position complètement anarcho-syndicaliste bien qu’il soit douteux qu’ils y soient resté bien longtemps ²⁶. »

Dans un premier temps les élus au comité exécutif des soviets étaient soit des représentants appartenant à des partis, soit des membres du mouvement coopératif, très important en Russie, des syndicats, des délégués sans appartenance politique particulière élus par leur usine. Si les partis de gauche avaient été pris de court par la formation des soviets, ils se sont vite ressaisis et ont rapidement contrôlé le Bureau du soviet de Petrograd et ont instauré dans les soviets de toute la Russie un modèle d’organisation représentative fondé sur des listes de partis qui leur assurait l’hégémonie, puisque les candidats étaient élus non pas sur la base de délégués présentés par les usines, les quartiers, mais sur des listes de partis. Il en était de même dans les syndicats. L’ensemble des institutions prolétariennes nées de la révolution cessèrent très rapidement d’être l’émanation directe des masses révolutionnaires pour devenir des instances subordonnées aux partis, constituant ainsi le champ clos de leurs rivalités. Les anarcho-syndicalistes russes reprocheront aux soviets leur composition sociale hétérogène et le mode de désignation de leurs délégués, sur des listes de partis, comme au parlement, plutôt que sous forme de délégation directe des mandants. Cette critique faite par les libertaires russes est passée pratiquement inaperçue.

En février, le parti bolchevik n’accordait aucune place aux soviets. Dans un appel du 27 février, il déclare que « la tâche de la classe ouvrière et de l’armée révolutionnaire est de créer un gouvernement révolutionnaire provisoire qui devra se mettre à la tête du régime nouveau, du régime républicain naissant » ²⁷. Le texte précise que « les ouvriers des fabriques et des usines, ainsi que les troupes soulevées, doivent choisir sans délai leurs représentants au gouvernement révolutionnaire provisoire, qui doit être constitué sous la garde du peuple révolutionnaire soulevé et de l’armée. » Il n’est pas question de soviets mais de gouvernement auquel participent les « élus des ouvriers », c’est-à-dire un régime représentatif centralisé auquel participent les organisations nationales, c’est-à-dire les partis.

Après la constitution des soviets, dans lesquels ils étaient très minoritaires, les bolcheviks tentèrent d’en retarder la formation.

26 Murray Bookchin, *Listen comrade !*

27 Marc Ferro, *Des soviets au communisme bureaucratique*, collection Archives-Gallimard. Cf. pp. 57-58.

Lorsque Kamenev et Staline rentrent de Sibérie ils orientèrent la politique du parti en lui faisant jouer le rôle d'une minorité d'opposition. Ce n'est qu'au retour de Lénine que leur position se modifia et que les bolcheviks réclamèrent tout le pouvoir aux soviets. L'ensemble des partis étaient cependant d'accord sur le fait que les soviets étaient une sorte de parlement du prolétariat et non un organe de représentation directe. C'était une instance dans laquelle se confrontaient les options idéologiques, non un organe de représentation des masses sur une base fonctionnelle, c'est-à-dire par entreprises, secteurs de production, quartiers, etc. Dès le 1^{er} congrès des soviets, en juin 1917, tout ce qui n'était pas parti politique – syndicats, mouvement coopératif, militants sans parti – avait disparu de la représentation aux soviets. « Les partis et organisations bloquent ainsi la participation directe des citoyens à la gestion sociale et politique, à moins que ceux-ci ne passent par leur école, ne se soumettent à leur loi », dit Marc Ferro²⁸.

C'est dans ce contexte, où les bolcheviks sont très minoritaires dans les soviets, qu'il faut situer leur soutien aux comités d'usine, qui devait renforcer le parti dans la classe ouvrière. Cependant, cette position n'est pas motivée par la reconnaissance du caractère spécifiquement prolétarien des comités d'usine. Il est vrai que les intellectuels, journalistes, avocats, qui abondaient dans les soviets étaient absents des comités d'usine. Ces derniers, aux yeux de Lénine, devaient simplement servir à déborder sur leur gauche les soviets, dominés par les socialistes-révolutionnaires, et les syndicats, dominés par les mencheviks. Lénine dira explicitement que les comités d'usine avaient comme seule fonction de liquider le pouvoir des patrons sur leurs entreprises. Ils ne constituent en rien une instance de classe dans laquelle le prolétariat exerce son pouvoir collectif de décision. Lorsque, plus tard, les bolcheviks auront acquis la majorité dans les soviets et les syndicats, les comités d'usine seront liquidés parce que l'influence anarchiste y devenait grandissante. Piotr Archinov écrit que « le régime des soviets et des comités d'usine, du fait même de son apparition, menaçait de mort le système étatique » et qu'ils étaient « dans le sens plein du terme des organes d'autogestion sociale et économique des masses et en aucun cas les organes d'un pouvoir d'État »²⁹ :

« Alors que la masse des travailleurs considérait les soviets et les comités d'usine et d'ateliers, constitués par elle, comme les organes de son autogestion sociale et économique, le parti bolchevik les

28 Cité par Marc Ferro, *Des soviets au communisme bureaucratique*, collection Archives-Gallimard. Cf. pp. 56-65.

29 Piotr Archinov, « Les deux Octobres », *Dielo Trouda* n° 29, octobre 1927. In *Les Anarchistes russes et les soviets*, Spartacus, p. 188.

considéra, lui, comme un simple moyen à l'aide duquel il était possible d'arracher le pouvoir à la bourgeoisie en perdition, et ensuite d'utiliser ce pouvoir conformément à sa doctrine de parti.

« Ainsi une différence énorme se révéla dans les conceptions et les perspectives d'Octobre, entre les masses révolutionnaires et le parti bolchevik. Dans le premier cas, il était question du renversement du pouvoir en vue de renforcer et d'élargir les organes, déjà constitués, de l'autogestion des ouvriers et des paysans. Dans le second cas, il était question de s'appuyer sur ces organes pour s'emparer du pouvoir, de subordonner au parti toutes les forces révolutionnaires ³⁰. »

En attendant, les comités d'usine représentent une force considérable. C'est pourquoi « le parti se lança dans le noyautage des comités d'usine, des soviets de députés d'ouvriers, faisant tout pour obtenir dans ces organes d'autogestion, encore inexpérimentés, le plus de mandats possible afin de contrôler leur action » ³¹. A ce constat, un autre anarchiste, Efim Yartchouk, répondit : « Si nous avions été bien implantés dans les structures de production du prolétariat, la dictature n'aurait pu prendre place ³². »

C'est à partir des comités d'usine que fut organisée la garde rouge, qui comptait également beaucoup d'anarchistes. En juillet, cette garde comptera à Petrograd 10 000 hommes et fera réfléchir le gouvernement provisoire avant que celui-ci ne se décide à prendre des mesures contre les bolcheviks.

Le deuxième cabinet du gouvernement provisoire, formé en mai, était tout aussi incapable de gouverner que le précédent. La crise de l'économie s'étendait. La crise de l'armée aussi. L'industrie et l'agriculture ne parvenaient pas à équiper et à nourrir les combattants. Les soldats ne se satisfaisaient pas des vagues promesses de paix sans annexions ni indemnités. Le gouvernement provisoire ne se décidait pas à résoudre la question agraire. Il hésitait à exproprier la terre au profit des paysans, dont le mécontentement grandissait. Malgré les proclamations de paix, le gouvernement entendait satisfaire ses obligations envers les alliés. Il y avait 150 000 hommes dans la garnison de Petrograd qui attendaient qu'on les renvoie chez eux. Toute tentative d'envoyer ces hommes au front pouvait tourner à la catastrophe. Les dirigeants socialistes, majoritaires au gouvernement, tentaient de contenir l'immense poussée revendicative des paysans, soldats et ouvriers qui réclamaient la terre, la paix et du pain. Les

30 Piotr Archinov, *Ibid.*, pp. 190-191.

31 *Ibid.*

32 Efim Yartchouk, « L'organisation de la production », 1923, In : *Les Anarchistes russes et les soviets*, Spartacus, p. 240.

dirigeants socialistes du soviét, tout aussi majoritaires et timorés qu'au gouvernement, hésitaient à prendre le pouvoir que la classe ouvrière leur tendait.

La contradiction entre la radicalité du prolétariat et la timidité des dirigeants socialistes est parfaitement exprimée dans cette altercation, rapportée par Milioukov, entre le ministre socialiste-révolutionnaire de l'Agriculture et un groupe de manifestants, lors de laquelle un ouvrier excédé hurla : « Fils de chiennes, prenez-le, le pouvoir, puisqu'on vous l'offre ! » Les dirigeants socialistes rabâchaient que l'intervention américaine avait changé la nature de la guerre et qu'il fallait tenir les engagements pris par le gouvernement tsariste envers les alliés. Les troupes démoralisées n'étaient pas sensibles à ces arguments. La propagande radicale des bolcheviks ralliait un nombre croissant d'ouvriers et de soldats. Quant aux paysans, les bolcheviks justifiaient partout dans le pays l'expropriation spontanée des terres. Au début de juin, au 1^{er} congrès pan-russe des députés paysans, Lénine fit un discours dans lequel il affirma que désormais la terre appartenait aux paysans et qu'ils n'avaient qu'à s'en emparer.

Les paysans n'avaient d'ailleurs pas attendu Lénine pour cela, mais ils virent dans la propagande bolchevik une confirmation de leurs désirs profonds. Pourtant, c'est la résolution des socialistes-révolutionnaires qui fut votée au congrès, beaucoup plus modérée. Elle se contentait de conseiller aux paysans de patienter jusqu'à ce que l'Assemblée constituante soit convoquée et décide la réforme agraire, ce qui eut pour résultat une recrudescence des expropriations et des redistributions de terres. Cette période de la révolution révèle le déclin progressif des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires. Enfermés dans des schémas préétablis de la révolution, persuadés qu'il fallait passer par une phase de démocratie bourgeoise, ces deux partis voulaient enserrer la réalité de la lutte des classes dans les limites de leurs programmes. La vitalité du mouvement des masses ne se satisfaisait pas de la timidité dogmatique. Pourtant, jusqu'à l'arrivée de Lénine, les bolcheviks étaient eux aussi paralysés par des schémas préétablis, et les hésitations du parti au début de la révolution montrent bien que leur politique n'aurait pas été fondamentalement différente de celle des autres partis de gauche, si Lénine n'avait pas imposé un tournant radical en avril 1917.

Les explications des événements historiques par l'intervention d'un seul homme sont en général fortement sujettes à caution, mais dans le cas présent c'est bien de cela qu'il s'agit. Ce sont les masses qui font l'histoire, mais le rôle essentiel qu'a pu jouer un dirigeant ou un tout petit groupe de dirigeants s'explique parfaitement par une analyse sociale du contexte. L'État était en déliquescence, toutes les forces

sociales opposées à la révolution étaient en état de dissolution. La société russe tout entière était en état de dissolution, après plusieurs années d'une guerre terrible. C'est cette situation qui a permis à un petit groupe d'hommes – quelques milliers en 1917 – de prendre le pouvoir. L'extrême degré d'organisation et de discipline de ce petit groupe d'hommes ne peut à lui seul expliquer l'efficacité de son action, mais cela ne retire rien au génie tactique de Lénine entre avril et octobre.

Les événements s'étaient accélérés et avaient pris des tournants inattendus, et le parti s'était trouvé dépassé par les événements. Or, le surgissement des soviets, des comités d'usine, la radicalisation des masses ouvrières et paysannes furent des tournants inattendus pour les cadres du parti bolchevik, pour qui la révolution devait être avant tout une révolution démocratique-bourgeoise. Il fallut que Lénine menace de démissionner pour que les thèses d'avril soient adoptées ; sous sa direction, le parti rectifia sa ligne politique et ses mots d'ordre en fonction de l'évolution de la situation et des nécessités tactiques du moment, indépendamment des fondements théoriques sur lesquels reposait la doctrine.

Lénine tenait la continuation de la guerre pour utile à la cause révolutionnaire car elle devait marquer la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, mais le parti disait : paix démocratique sans annexion ni indemnités. Le programme économique des bolcheviks les portait à *nationaliser* la terre, mais à la 7^e conférence du parti Lénine proposa une résolution qui ménageait la chèvre et le chou, conforme en apparence aux principes tout en ayant l'air de défendre les revendications des paysans. On eut ainsi ce chef-d'œuvre de jésuitisme, l'affirmation selon laquelle les paysans devaient « s'emparer de la terre d'une manière organisée », ce qui pouvait tout vouloir dire. La terre aux paysans était un mot d'ordre tout aussi étranger au bolchevisme que « Tout le pouvoir aux soviets », et les militants eurent tout autant de mal à l'assimiler. Car il était évident que si les paysans s'emparaient de la terre, sa nationalisation qui était le véritable objectif du parti, devenait impossible. Rosa Luxemburg déclara qu'une fois les paysans en possession de la terre, le socialisme se créera une nouvelle classe d'ennemis puissants dont la résistance à la collectivisation serait plus dangereuse que celle des anciens propriétaires :

« La réforme agraire de Lénine a créé pour le socialisme dans les campagnes une nouvelle et puissante couche d'ennemis, dont la résistance sera beaucoup plus dangereuse et plus opiniâtre que l'était celle de l'aristocratie foncière ³³. »

33 Rosa Luxemburg, *La Révolution russe*, 1918.

Boukharine avait également mis le parti en garde : les paysans révoltés favoriseraient le premier stade de la révolution, mais une fois satisfaits ils s'abstiendraient dans le deuxième stade. Mais ce que Lénine voyait, c'était que le parti qui se déciderait à soutenir les revendications à la terre des paysans s'assurerait leur appui ou au moins leur neutralité dans la prise du pouvoir.

Lénine n'a en fait jamais cessé de changer d'idée sur la question paysanne, hésitations dues au fait qu'il n'avait jamais cherché réellement à la comprendre afin de déterminer une politique qui aurait été fondée sur l'examen des conditions objectives d'existence de cette classe aux multiples aspects. « En 1901-1903 il défendait la distribution des terres aux paysans, en 1905 il préconisait la nationalisation, en novembre 1917 il réalisa la socialisation de la terre ³⁴. »

Le 16 juin s'ouvrit le congrès pan-russe des soviets. Les deux courants, réformistes et révolutionnaires, se heurtèrent violemment. Les bolcheviks eurent 105 délégués sur 822 ; les mencheviks 248 et les SR 285. Le 17 juin, Lénine monta à la tribune et mit les membres du soviet en demeure d'enlever le pouvoir au gouvernement provisoire. « Tsérételli a dit qu'il n'y a pas en Russie un parti politique qui se déclare prêt à assumer tout le pouvoir. Je réponds : il en existe un ! Nous sommes prêts à prendre le pouvoir à l'instant même ³⁵. »

Le 23 juin, les bolcheviks avaient décidé une manifestation. Petrograd était couvert d'affiches proclamant : « Tout le pouvoir aux soviets ! », « Terminez la guerre ! », « À bas les ministres capitalistes ! » Le congrès des soviets vota une résolution interdisant la manifestation. Le Comité central bolchevik consentit à l'annuler et parvint avec beaucoup de mal à convaincre les cellules ouvrières et militaires à ne pas y participer. Lénine fit la remarque suivante : « Nous ne devons pas leur donner de prétexte à nous attaquer, laissons-les nous attaquer eux-mêmes, le temps travaille pour nous. » Le lendemain, les bolcheviks eurent à répondre devant le soviet de l'accusation d'incitation à l'émeute ; Tsérételli, ministre du gouvernement provisoire, attaqua violemment les bolcheviks : « Ce que font maintenant les bolcheviks ; ce n'est plus de la propagande idéologique, c'est une conjuration où la critique a cédé la place aux armes. [...] Il faut désarmer les bolcheviks ³⁶. »

Ce qui constituait un aveu implicite que pour les socialistes réformistes, la parole n'était pas nécessairement suivie de l'action. La meilleure confirmation en fut apportée lorsque Kamenev répliqua à

34 A Lozovski, cité par François Fejtö, *L'Héritage de Lénine*, Pluriel Livre de poche, p. 67.

35 Davis Shub, *Lénine*, p. 179.

36 Cité par Gérard Walter in *Lénine*, Albin Michel.

Tséréteïli : « ... si ce que vous venez de dire est autre chose qu'une rodomontade, faites-moi arrêter immédiatement ³⁷ ! »

Le ministre n'osa pas mettre la menace à exécution. Les bolcheviks en profitèrent pour faire insérer au procès-verbal une note stipulant que l'accusation de complot était une pure invention destinée à faire désarmer les ouvriers et éloigner la garnison. Ce n'est que plus tard qu'on apprit que les bolcheviks avaient effectivement préparé une attaque contre le siège du gouvernement provisoire, que tous les détails avaient été minutieusement réglés et que l'attaque avait été annulée à cause de renseignements selon lesquels le mouvement ne serait pas suivi en dehors de Petrograd.

L'insurrection de juillet

Le 16 (29) juin, Kerenski, ministre de la guerre, lance « aux officiers et soldats de l'armée russe » un appel dans lequel il demande de déclencher une offensive. Le 1^{er} juillet l'ordre de l'assaut général est lancé sur le front de Galicie, qui devait tourner à la catastrophe le 19. Fin d'une politique socialiste efficace en Russie. Après cela, le gouvernement se survit à lui-même. Il n'a plus de moyens d'action ni sur les Alliés, si sur les Allemands. La Russie disparaît de la scène internationale. Le gouvernement se maintient de façon précaire au Palais d'Hiver.

Le 16 juillet 1917, l'anarchiste Bleikhman appelle, au meeting du 1^{er} régiment de mitrailleurs, à « saisir tout le pouvoir, la terre, les usines, les fabriques, les habitations... » et à renverser le gouvernement bourgeois, alors que les bolcheviks, qui prêchent la modération, se font huer. Plus tard dans la journée, le 1^{er} régiment de mitrailleurs donnera le signal du soulèvement de juillet, lors duquel des milliers d'ouvriers, de marins et de soldats manifestèrent pour exiger que le soviét prenne le pouvoir. Octobre n'aurait sans doute jamais eu lieu sans ces journées de Juillet, car elles révélèrent la faiblesse du soutien populaire à Kerenski. A cette époque, entre février et octobre 1917, Lénine avait écrit dix articles contre l'anarchisme. Il conseille alors de prendre le pouvoir sans attendre la tenue du II^e congrès des soviets, sinon, dit-il « la vague de l'anarchisme présente peut devenir plus forte que nous ».

Dès le début, les marins de Kronstadt s'étaient opposés à l'offensive militaire du gouvernement. Le Comité central bolchevik évalue mal la volonté de lutte des travailleurs. Il lance le 15 juillet un appel reproduit dans la *Pravda* pour arrêter la manifestation prévue pour le lendemain. Les ouvriers et soldats décident néanmoins de manifester. La *Pravda*

37 Cité par Marc Ferro, *La révolution de 1917*, t. 1, p. 462, Albin Michel.

paraît avec une page blanche. Le 16 et le 17 juillet une énorme manifestation défile dans les rues, qui tourne en insurrection. Les marins de Kronstadt débarquent à Petrograd et une colonne de 20 000 hommes se rend au Palais de Tauride, siège du soviet. Trotski parvient difficilement à calmer les manifestants. L’anarchiste Anatole Gorelik raconte :

« Du 3 au 5 juillet [16-19 juillet] les marins de Kronstadt, entraînés par les anarchistes et les militants de base du parti bolchevik, manifestaient à Petrograd. Les Kronstadiens furent désarmés et les organisations anarchistes et bolcheviques pourchassées. Cela rapprocha encore davantage les anarchistes et les bolcheviks ³⁸. »

Le même jour, le 176^e régiment d’infanterie, acquis aux bolcheviks, quitte son cantonnement pour voler au secours de la révolution. Les dirigeants bolcheviks sont introuvables, les soldats se trouvent sans instructions. Un dirigeant menchevik trouve le prétexte de la protection du siège du soviet pour les occuper. Le deuxième assaut de la journée est ainsi envoyé sur une voie de garage. Le troisième assaut a lieu le soir. Une énorme foule, composée surtout d’ouvriers de l’usine Poutilov, se présente devant le siège du soviet. Un important groupe se rue dans la salle. Un ouvrier fait une violente adresse à l’assemblée :

« Vous n’êtes ici que pour discuter sans fin et pour pactiser avec la bourgeoisie et les propriétaires fonciers ! [...] Nous sommes trente mille décidés à imposer notre volonté ! Nos fusils sont chargés ³⁹. »

Chkékidzé, qui présidait la séance, écoute calmement, puis tend à l’orateur un texte par lequel le soviet demande aux ouvriers de rentrer tranquillement chez eux. Dérouté, l’homme quitte la tribune et sort, suivi de ses camarades. L’insurrection de juillet se termina lamentablement faute de coordination entre les manifestants. Soukhanov fit remarquer par la suite qu’il aurait suffi d’un groupe d’une dizaine d’hommes pour arrêter le gouvernement provisoire au complet. Il n’y avait aux portes du palais qu’une demi-douzaine de gardes. Le 19 juillet, le gouvernement provisoire ordonne l’arrestation de Lénine et de six autres dirigeants bolcheviks, sous l’inculpation d’incitation à la rébellion armée avec appui financier de l’ennemi.

38 Cité par Alexandre Skirda, *Les anarchistes dans la révolution russe*, p. 62. 1973, La tête de feuilles.

39 David Shub, *op. cit.*, p. 189.

Lorsque l'ordre d'arrestation fut connu, Lénine déclara : « Ils vont nous fusiller, l'occasion est trop belle⁴⁰. » Le parti passe dans la clandestinité. Le slogan « Tout le pouvoir aux soviets », valable en mars et avril, devient ambigu en juillet et août. Les partis majoritaires aux soviets se refusent à prendre le pouvoir. De plus, les soviets sont maintenant entachés de réaction car celui de Petrograd avait appuyé les mesures de représailles contre les bolcheviks. Le pouvoir doit désormais appartenir aux masses révolutionnaires elles-mêmes, c'est-à-dire au parti qui en est l'incarnation.

Les anarchistes, très actifs pendant les journées de juillet, subissent une très lourde répression. « Ils avaient été durement frappés par la répression au lendemain des journées de Juillet, et *aucun* parti politique n'avait fait un seul geste de solidarité envers les détenus anarchistes », dit Marc Ferro⁴¹, qui ajoute que les anarchistes avaient perdu de leur popularité après l'échec de l'insurrection de juillet, mais aussi à cause de leur défaite dans les comités d'usine, et enfin par leur division : dans un contexte où les ouvriers et les paysans, ainsi que la grande majorité des anarchistes, voulaient arrêter la guerre, Kropotkine avait publié une *Lettre* favorable à la défense patriotique et conseillant à Kerenski d'exclure Tchernov du gouvernement parce qu'il était « trop à gauche » ! Par ailleurs lors d'un congrès tenu à Karkov en juin 1917, anarchistes syndicalistes et anarchistes communistes s'étaient opposés sur tous les problèmes : poursuite de la guerre, contrôle ouvrier, participation aux soviets, mode de fédération des comités.

En août 1917 eut lieu le VI^e congrès du parti bolchevik. Lénine absent, c'est Staline qui fut chargé d'exposer les nouvelles orientations. Il déclara à cette époque :

Nous ne pouvons pas laisser le pouvoir à des soviets qui s'allient à des contre-révolutionnaires. (...) Depuis que la révolution a pris un aspect socialiste, les petits-bourgeois sont devenus contre-révolutionnaires ; donc le mot d'ordre "Tout le pouvoir aux soviets" est périmé. »

Mais personne n'indique quels sont les organes de gouvernement qui doivent prendre leur place. Le parti bolchevik perd du terrain. Des orateurs sont malmenés par les ouvriers. Des cellules disparaissent. Les démissions affluent. Le 21 juillet Kerenski est nommé Premier ministre. Trotski et d'autres dirigeants bolcheviks sont arrêtés mais le gouvernement provisoire n'ose pas s'attaquer aux militants, qui continuent leur travail d'agitation dans les usines et les casernes. Le

40 David Shub, *op. cit.*

41 Marc Ferro, *La révolution de 1917, op. cit.*, t. 2, p. 343.

parti compte maintenant 200 000 membres, il est de loin celui qui a le plus d'influence dans la classe ouvrière.

L'intérêt bien compris des bourgeois du gouvernement provisoire aurait été de se rapprocher des socialistes pour isoler les bolcheviks. Pour couper l'herbe sous le pied des révolutionnaires, ils auraient dû résoudre les questions clé de la réforme agraire et de la fin de la guerre. Cependant, les représentants de la bourgeoisie russe ne voulaient pas entendre parler de cela. Ils remettaient toute discussion sur ces problèmes à la convocation de l'Assemblée constituante. Ils voulaient faire la guerre avec des déserteurs, et mettre fin à la ruée des paysans sur les grands domaines en invoquant le droit constitutionnel à venir.

Kornilov

En juillet-août le gouvernement tente de reprendre la situation en main pour gagner la guerre.

Fin août : c'est le vide politique, il n'y a pas de gouvernement en Russie.

Des manifestations de masse secouent Petrograd. Un troisième cabinet, formé début août avec Kerenski et une faible majorité de socialistes, soutenu par le comité exécutif central des soviets, marque un léger glissement à gauche. Toutefois, les ministres socialistes font partie de l'aile la plus à droite du parti socialiste révolutionnaire et du parti menchevik. Le programme du nouveau gouvernement est fondé sur le maintien de la démocratie bourgeoise. Kerenski, Premier ministre socialiste, voulait continuer la guerre. Désirant assurer la stabilité de l'armée, il nomme Kornilov généralissime. Tout ce que la Russie comptait d'organisations et d'associations conservatrices, patriotiques et réactionnaires applaudit et soutint le nouveau chef des armées, depuis l'Union des troupes cosaques jusqu'à l'Union des chevaliers de Saint-Georges, les décorés de la plus haute distinction militaire. Ce chœur d'acclamations tourna, semble-t-il, la tête du général. Mais les milieux nationaux conservateurs n'avaient aucune assise dans le pays.

La consolidation du gouvernement provisoire signifiait la liquidation du soviét.

Le 26 août a lieu une conférence d'État à Moscou ayant pour but de « réunir les forces vives du pays », c'est-à-dire de donner une caution, une sorte de légitimité au gouvernement provisoire. Le soviét représentait l'écrasante majorité de la population : ouvriers, paysans, mais il restait inacceptable aux yeux des conservateurs. La conférence de Moscou devait représenter, à titre consultatif, toutes les couches de la population. Pourtant, ouvriers, paysans, soldats, représentés au soviét, se sont vu attribuer seulement 10 % des sièges. La bourgeoisie,

dont le moral était en hausse depuis la répression contre les bolcheviks, s'était attribué le reste.

Les bolcheviks boycottèrent la conférence d'État, mais pour donner le change, ils lancèrent un mot d'ordre de grève générale d'une journée.

« La grève prouvait en effet combien était vaine la prétention de cette assemblée de représenter la nation entière, quand elle ne parvenait même pas à réunir ses membres dans la salle de conférence, les tramways étant restés au dépôt ⁴². »

La conférence se termina dans un fiasco lamentable. Tséréteïli, dirigeant menchevik, eut beau serrer ostensiblement la main d'un gros industriel, Kerenski eut beau tenter comme d'habitude de concilier la droite et la gauche de l'assemblée en s'en prenant aux extrémistes des deux bords, le jeu des forces réelles se situait ailleurs, dans les usines et les casernes. Les envolées lyriques de Kerenski ne satisfaisaient plus les ouvriers. La droite, avec l'entrée en scène de Kornilov, n'avait plus besoin du dirigeant socialiste comme bouclier contre la volonté révolutionnaire des masses. L'heure était arrivée pour Kerenski de quitter la scène et Kornilov allait s'efforcer d'y contribuer.

Dans ses *Mémoires*, Kerenski raconte qu'un émissaire de Kornilov, Vladimir Lvov, vint le voir le 26 août pour lui annoncer que le général voulait qu'il propose au Gouvernement provisoire « de lui céder tous les pouvoirs en sa qualité de commandant suprême. En attendant que le général ne forme un nouveau gouvernement, les sous-secrétaires auraient assumé le gouvernement de l'État. Il fallait proclamer la loi martiale dans toute la Russie » ⁴³.

Le 27 août, Kornilov fit concentrer en un point situé entre Moscou et Petrograd un corps de troupes cosaques et la « Division sauvage ». Son chef d'état-major fit naïvement remarquer au général que cette concentration de troupes n'avait aucune utilité si on voulait renforcer le front Nord, mais beaucoup si on voulait intervenir dans ces deux villes. Kornilov était convaincu que le soviet tout entier était un nid d'agents allemands et de traîtres à la patrie. Il était donc naturel qu'il soit particulièrement soucieux de ce qui se passait à Moscou ou à Petrograd. Kornilov ne cachait pas ses intentions de « pendre tous les espions allemands à commencer par Lénine et de disperser une fois pour toutes le soviet des ouvriers et des soldats » ⁴⁴.

Le rôle de Kerenski et de son parti ne peut pas être apprécié à partir de ce seul fait, mais toute sa politique, de même que celle de tous les partis réformistes jusqu'à nos jours, conduit à ouvrir les portes à la

42 Joel Carmichael, *Histoire de la révolution russe*, Idées/NRF, p. 186.

43 Aleksandr Kerenskij, *Memorie, La Russia alla volta della storia*, Garzanti, p. 332.

44 A.S. Loukouski, cité par D. Shub, *op. cit.*, p. 198.

droite la plus conservatrice plutôt que d'aller de l'avant et de s'appuyer sur les masses populaires en mouvement.

Kerenski commence à comprendre : il destitue Kornilov, qui décide de rester à son poste et de mettre son plan à exécution. Mais les troupes du général furent incapables de faire leur jonction. Les télégrammes ne partaient pas, les trains tombaient en panne... Kornilov, qui n'avait sans doute pas le sens des nuances, ne cachait pas qu'il ne faisait aucune différence entre les bolcheviks et les partis réformistes. Ceci explique peut-être le brusque accès de sentiment unitaire des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires, qui, galvanisés par le danger, rappellent les bolcheviks afin d'organiser un comité de lutte contre la contre-révolution. Une milice de 25 000 hommes est créée, résurrection de la garde rouge interdite après juillet. Les troupes de Kornilov envoyées contre Petrograd s'évanouissent dans la nature, ou se rallient au gouvernement provisoire. Les sociétés patriotiques disparaissent également, le moment de l'action venu, non sans s'être approprié les fonds qu'on leur avait confiés pour lutter contre les expropriateurs.

Le 14 septembre, Kerenski se nomme lui-même généralissime, et deux jours plus tard Kornilov et sa clique sont arrêtés. Ils furent traités avec l'indulgence que confère les bonnes manières entre gens du même monde. Confortablement installés dans un petit monastère, ils s'en évadèrent peu après et, lorsque la guerre civile ravagea le pays, la plupart des conjurés occupèrent une place de premier choix dans le camp de la réaction.

De nombreuses hypothèses ont été avancées quant aux relations entre les deux hommes. Cette question n'a au fond pas d'importance. Plus importantes sont les conclusions que le prolétariat tirera de cette affaire : les réactionnaires sont décidés à agir avec force, les socialistes modérés ne sont pas capables de faire face à la réaction. Il est significatif que tout de suite après l'échec de Kornilov, les deux soviets les plus importants du pays, Petrograd et Moscou, adoptèrent les motions bolcheviks avec de nettes majorités.

Grâce à l'indécision des réformistes devant la crise, les bolcheviks ont pu retrouver, et même accroître, les positions qu'ils avaient perdues après l'insurrection de juillet. L'ironie de l'histoire est que ce sont les réformistes eux-mêmes, incapables de surmonter la crise et de se défendre par une action armée, qui ont dû faire appel aux bolcheviks. Cela en dit long sur la capacité réelle qu'ils avaient de mettre en œuvre leur projet de continuer la guerre.

Les Soviets doivent-ils prendre le pouvoir ?

Le gouvernement provisoire était déconsidéré partout. Les mencheviks et les SR perdaient du terrain dans les soviets.

Le comité exécutif des Soviets, composé de mencheviks et de SR, n'avait pas du tout l'intention de prendre le pouvoir, avant le II^e congrès des soviets. En effet, le pouvoir « légitime », celui du gouvernement provisoire, était contrôlé par ces mêmes mencheviks et SR. En outre, une Assemblée constituante devait être convoquée pour définir les règles de la nouvelle légalité. C'est le gouvernement issu des délibérations de l'Assemblée constituante qui devait ensuite détenir le pouvoir. On comprend donc que les Socialistes révolutionnaires et les Mencheviks n'aient eu aucune envie de pousser le Comité exécutif des Soviets à prendre le pouvoir.

Mais le gouvernement provisoire retardait sans cesse la convocation de l'Assemblée constituante, provoquant l'exaspération des masses : l'indécision des socialistes allait les perdre. En effet, la lutte entre la majorité « démocratique » des soviets et la bourgeoisie se transforma progressivement en lutte entre les bolcheviks et leurs adversaires. Finalement, le soviet de Petrograd émit un vote où les bolcheviks l'emportèrent à une majorité écrasante. Le soviet dans son ensemble passa totalement sous leur contrôle.

Le soviet de Petrograd vota le 31 août une résolution en faveur du pouvoir des soviets. Le même jour 126 soviets de province en firent autant. Un nouveau présidium du soviet de Petrograd est élu qui donnera la présidence à Trotski. Le 5 septembre Moscou vota pour le pouvoir des soviets, suivi de Saratov, Kiev, Ivanovo-Voznesensk, et de nombreux autres centres industriels. Lénine était toujours dans la clandestinité, alors même que son parti contrôlait les deux principaux soviets du pays. Partout, les votes des soviets locaux exigeaient que le comité exécutif central du soviet prenne le pouvoir. A première vue, les choses se passaient donc bien : les soviets se trouvaient dans une situation idéale pour prendre en main, de manière concertée, le sort de la révolution – point de vue partagé par la majorité des bolcheviks. Le II^e congrès des soviets concrétiser cette prise du pouvoir. Or Lénine fit preuve à ce moment-là d'une activité frénétique pour obliger le parti à prendre le pouvoir la veille du II^e congrès des soviets, alors même que les bolcheviks y étaient majoritaires !

La seule raison plausible est que Lénine, contre l'écrasante majorité de son parti, avait décidé d'exercer le pouvoir seul ; les soviets étant des instances électives, il allait être composé de délégués de différents partis et sa majorité pouvait varier. Or, il était hors de question de partager le pouvoir. Lénine veut que le parti prenne le pouvoir *avant* les soviets, pour exercer le pouvoir *en son nom*. Les socialistes-

révolutionnaires de gauche n'entreront (fugitivement) au gouvernement que sous la pression du puissant syndicat des cheminots.

Ce qu'on appelle la « Révolution d'octobre » fut en fait un coup d'État. En effet, le 2^e congrès panrusse (c'est-à-dire de toute la Russie) des Soviets devait se réunir quelques jours avant la date du coup d'État bolchevik et devait poser le problème de la prise du pouvoir par les soviets – un point de l'ordre du jour dont il n'était pas douteux qu'il serait accepté. Mais cela n'arrangeait pas les bolcheviks parce que cela aurait instauré une « légalité soviétique » qu'il leur aurait été difficile de remettre en cause. Lénine avait une manière à lui d'exposer le problème ; il disait : « Tant que les Soviets ne se seront pas emparés du pouvoir, nous ne le prendrons pas⁴⁵. » En prenant le pouvoir par un coup de force et en le remettant aux soviets, on avait donc l'impression que les soviets avaient pris le pouvoir. En court-circuitant le congrès des soviets, les bolcheviks se fabriquaient une popularité auprès des masses populaires. Il fallait donc faire vite et prendre les soviets de vitesse : « Laisser échapper l'occasion présente et “attendre” le Congrès des Soviets serait une idiotie complète ou une trahison complète », écrit Lénine dans un article ⁴⁶.

Si le parti bolchevik prit le pouvoir sur un mot d'ordre d'essence anarchiste : « Tout le pouvoir aux soviets », ce mot d'ordre, dans la bouche des bolcheviks, paraissait tout de même suspect aux anarchistes. *Goloss Trouda*, le journal des anarcho-sindicalistes de Petrograd, écrivit le 20 octobre 1917, quelques jours avant l'insurrection :

« La réalisation éventuelle de la formule : Tout le pouvoir aux soviets (ou plutôt, la prise du pouvoir politique), – est-ce la fin ? Est-ce tout ? Cet acte achèvera-t-il l'œuvre destructrice de la révolution, déblayera-t-il définitivement la voie pour la grande construction sociale, pour l'élan créateur de la révolution ?

« La victoire des “soviets” – si elle devient un fait accompli – et, une fois de plus, l'“organisation du pouvoir” qui la suivra, signifieront-elles, effectivement, la victoire du travail, la victoire des forces organisées des travailleurs, le début de la véritable reconstruction socialiste ? (...)

« Tout dépendra de l'interprétation que les vainqueurs prêteront au mot d'ordre “pouvoir” et à leur notion d'“organisation du pouvoir”. Tout dépendra de la façon dont la victoire sera utilisée

45 « Rapport sur la situation actuelle et l'attitude envers le Gouvernement provisoire. » 14 (27) avril 1917, *Œuvres complètes*, t. 24, pp. 135-141, Paris-Moscou.

46 « La crise est mûre », 27 septembre 1917, *Œuvres complètes*, t. 26, pp. 68 - 79 Paris-Moscou.

ensuite par les éléments qui tiendront, au lendemain de la victoire, ce soi-disant “pouvoir”.

« Si par pouvoir on veut dire que tout travail créateur et toute activité organisatrice, sur toute l'étendue du pays, passeront aux mains des organismes ouvriers et paysans soutenus par les masses armées ; si l'on comprend, par pouvoir, le plein droit de ces organismes de se fédérer naturellement et librement, en exerçant cette activité, de commencer la nouvelle construction économique et sociale, de mener la révolution vers de nouveaux horizons de paix, d'égalité économique et de vraie liberté ;

« Si le mot d'ordre “pouvoir des soviets” ne signifie pas l'installation de foyers d'un pouvoir politique, foyers subordonnés au centre politique et autoritaire principal de l'État ;

« Si, enfin, le parti politique aspirant au pouvoir et à la domination s'élimine après la victoire et cède vraiment sa place à la libre auto-organisation des travailleurs ; si le “pouvoir des soviets” ne devient pas en réalité un pouvoir étatiste d'un nouveau parti politique, alors, et alors seulement, la nouvelle crise pourra devenir la dernière, pourra signifier les débuts d'une ère nouvelle⁴⁷. »

Kerenski forme, le 31 août, un cabinet à son goût, où il place deux de ses amis KD. Le soviet de Petrograd dénonce ce cabinet immédiatement. Le II^e congrès des soviets, tout proche, instaurera, espère-t-on, un « authentique gouvernement révolutionnaire ». La méfiance à l'égard des personnalités politiques du gouvernement provisoire s'accroît. Le II^e congrès des marins de la Baltique adopte une résolution exigeant la destitution de Kerenski, qualifié de canaille et de traître.

Même en dehors des soviets, l'influence des bolcheviks grandit. Au conseil municipal de Moscou ils obtiennent 51 % des voix en octobre contre 11 % en juillet. Les SR quant à eux tombent de 58 à 14 %. Mais parallèlement, la radicalisation à gauche s'accompagne d'une radicalisation à droite. Le Parti KD, conservateur, réunit 26 % en octobre contre 17 % en juillet. Les tendances centristes font donc les frais de la situation. Il faut aussi signaler le nombre croissant d'abstentions.

Le parti socialiste révolutionnaire, gigantesque au début de la révolution, se scinde en trois tronçons : une petite fraction de droite continue de soutenir Kerenski ; une aile de gauche en expansion et dont les positions, sur les problèmes de fond, rejoignent celles des bolcheviks ; une majorité indécise. Depuis juillet, ce parti a perdu la plupart de ses appuis dans le prolétariat. La marge de manœuvre de Kerenski devient de plus en plus réduite. Les partis qui le soutenaient

47 Cité par Voline, *Les révolutions russes*, ACDL, BP 4171, 06303 Nice Cedex 4.

fondent. Aussi essaie-t-il de se renforcer sur la gauche en réunissant une « Conférence démocratique », dont les classes possédantes sont exclues.

La Conférence se tint à Petrograd du 14 au 22 septembre (27 septembre-5 octobre) 1917, avec 1 200 délégués représentant en principe les soviets, des assemblées municipales, des syndicats, des coopératives. Cependant, les dirigeants mencheviks et socialistes révolutionnaires s'efforcèrent de réduire le nombre de représentants ouvriers et paysans au profit des organisations petites-bourgeoises et bourgeoises, qui s'y trouvèrent ainsi en majorité.

Lors d'une réunion convoquée par le Comité central du Parti, les bolcheviks décidèrent de participer à cette Conférence par 77 voix contre 50. Lénine, furieux (il était en exil en Finlande), exigea que les bolchéviks quittent le Préparlement. Selon lui, il fallait concentrer tous les efforts du parti sur la préparation de l'insurrection. Il écrivit une lettre au Comité central, dans laquelle il disait : « Vous serez des traîtres et des misérables si vous n'envoyez pas le groupe bolchevik dans les usines, pour aller encercler la conférence démocratique et mettre toute cette racaille en prison »⁴⁸. Abasourdis, les bolcheviks décidèrent de détruire la lettre de Lénine et de passer l'incident sous silence. « C'est sans doute un cas unique dans l'histoire de notre parti, qu'un Comité central décide à l'unanimité de brûler une lettre de Lénine », dira Boukharine plus tard⁴⁹.

Pour Lénine, l'objectif numéro un était la prise du pouvoir sans les autres partis. « Il serait naïf d'attendre que nous ayons une majorité "officielle". Une révolution n'attend pas »... La délégation bolchevik se retira dès la première séance après un discours orageux de Trotski. C'est à cette occasion que Lénine écrivit sa « lettre au Comité central, aux comités de Petrograd et de Moscou du P.O.S.D.(b)R. », intitulée « *les bolcheviks, doivent prendre le pouvoir* ». Le 7 (20) octobre, le jour de l'ouverture du Préparlement, les bolchéviks donnèrent lecture d'une déclaration et quittèrent les lieux.

Le problème posé à la Conférence démocratique était le suivant : les partis démocratiques doivent-ils assumer le gouvernement ou recourir à une nouvelle coalition ? La conférence approuva le principe d'une coalition, mais un amendement à la résolution exclut les KD dont le rôle dans l'affaire Kornilov était tenu pour suspect.

La Conférence démocratique eut un successeur, le Conseil provisoire de la république, ou Préparlement qui se réunit le 7(20) octobre au Palais Marinsky. C'était une institution composée d'un

48 Marc Ferro, *La Révolution de 1917*, Albin Michel, 1997, p. 829.

49 N. Bukharin, « From the speech of Comrade Bukharin in a commemorative evening in 1921 », *Proletarskaia revoliutsiia*, no.10, 1922. Cité par Tony Cliff, *Lenin : All Power to the Soviets*, Volume 2 (Pluto Press, London, 1976), p. 339.

certain nombre de délégués de la Conférence démocratique ainsi que des représentant de toutes les couches de la bourgeoisie, et de non-socialistes qui avaient été exclus de la précédente assemblée. Le Préparlement devait jouer le rôle d'un organe délibérant et consultatif en attendant l'Assemblée constituante. En somme, le gouvernement provisoire socialiste s'entêtait à vouloir remettre le pouvoir aux mains de la bourgeoisie.

Les bolcheviks avaient décidé d'envoyer une délégation au Préparlement, contre l'avis de Lénine et de Trotski. Le Préparlement, dans lequel se trouvait toute la fine fleur de l'intelligentsia politique russe, était complètement coupé des événements réels. Le Préparlement sera dispersé par les bolcheviks lors de l'insurrection du 24-25 octobre.

Lénine, en exil, exhorte le Comité central bolchevik à se préparer à prendre le pouvoir. Décidé à rentrer en Russie malgré l'opposition du Comité central, qui craignait qu'il ne soit pris à la frontière, il fallut un ordre écrit pour lui faire entendre raison. Il revient à la charge le 12 octobre, insistant sur la nécessité de prendre le pouvoir. Devant les hésitations du Comité central, il se fâche :

« Voyant que le Comité central laisse tomber, sans même une réponse, mes écrits insistants (...), que l'organe central supprime de mes articles toute référence à des erreurs aussi éclatantes que la décision honteuse de participer au Préparlement, l'offre faite aux mencheviks de siéger au Préparlement, l'offre faite aux mencheviks de siéger à la présidence du présidium des soviets, voyant tout cela, je suis obligé d'y reconnaître une invitation à me retirer. Je suis obligé d'offrir ma démission au Comité central (...) me donnant la liberté de propagande à la base du parti et au congrès⁵⁰. »

Rentré clandestinement de Finlande, Lénine s'emploie à reprendre en main le parti. Comme en avril, il fallait convaincre les bolcheviks de s'adapter aux nouvelles nécessités de l'heure. Il faut prendre le pouvoir. Lénine se trouve une fois de plus isolé dans les rangs de son propre parti. Au mépris de la discipline, il court-circuite le Comité central pour faire appel directement aux comités locaux. Il communique sans intermédiaire avec les militants qui sont acquis à ses idées.

Prise du pouvoir par les bolcheviks

En juillet, Lénine avait abandonné le mot d'ordre du pouvoir aux soviets, entachés de réaction puisqu'ils avaient réprimé les bolcheviks. En août, après la tentative de putsch de Kornilov, il le reprend, car la colère des travailleurs va faire basculer la majorité du côté des

50 Lénine, « La crise est mûre », *Œuvres complètes*, t. 26, p. 79.

bolcheviks dans les soviets locaux. L'hésitation des bolcheviks à prendre le pouvoir n'était pas due à des scrupules démocratiques mais à la certitude qu'ils ne pourraient le garder et qu'ils seraient obligés de prendre des mesures de terreur. Un militant du comité bolchevik de Petrograd, Volodarsky⁵¹ s'exprimait ainsi, fin octobre : « Nous devons nous rendre compte que, si nous prenons le pouvoir, il nous faudra réduire les salaires, introduire un régime de terreur... Nous n'avons pas le droit de refuser ces mesures, mais il n'est pas nécessaire non plus de précipiter ces événements. »

Dans un texte intitulé *Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ?*⁵², Lénine s'efforce de montrer que « si le tsar peut gouverner la Russie avec 130 000 aristocrates et propriétaires terriens, 240 000 bolcheviks peuvent faire au moins aussi bien, ce qui est une façon de reconnaître qu'il entendait transformer les 240 000 membres de son parti en classe dominante. C'est ce que dira Alexandra Kollontaï en 1921 : « La politique claire du Parti de s'identifier avec les institutions de l'État soviétique se transforme peu à peu en une politique d'une classe supérieure⁵³ »...

Mais pendant que Lénine rêvait de faire gouverner le pays par ses 240 000 bolcheviks, le pays, de février à octobre s'était couvert d'un nombre considérable de comités d'usines. Une conférence des comités d'usine de Petrograd avait déclaré en avril 1917 : « Toutes les décisions sur la gestion interne de l'usine, telles la longueur de la journée de travail, les salaires, l'embauche et le renvoi d'ouvriers et d'employés, les congés, etc., doivent venir du comité d'usine. » En juin une autre conférence avait réclamé « l'organisation d'un contrôle complet des travailleurs sur la production et la distribution » et « une majorité de prolétaires dans toute institution détenant des pouvoirs exécutifs ». Après octobre, un autre congrès alla plus loin et déclara : « Le contrôle de la production et les commissions de contrôle ne doivent pas être seulement des commissions de vérification mais (...) des cellules de l'avenir qui dès maintenant préparent le transfert de la production aux mains des ouvriers. » Ce qui fera dire à Lénine, au III^e congrès des

51 Moiseï Marcovitch Goldstein, 1890-1918. Il fut Commissaire à l'information, soucieux d'autoriser la liberté d'expression d'une opposition, tout en muselant la contre-révolution : « La liberté de critiquer les actes du pouvoir des soviets, la liberté d'agitation en faveur d'un autre pouvoir, nous la donnerons à nos adversaires. Si vous l'entendez ainsi, nous vous garantissons la liberté de la presse. Mais renoncez aux fausses nouvelles, au mensonge et à la calomnie. » (in Broué, *Le Parti Bolchevik*, p. 113). Il tomba le 20 juillet 1918 sous les balles d'un groupe terroriste SR, dirigé par Semenov, ceux-là mêmes à qui il avait offert la liberté d'expression à condition de renoncer à la violence verbale.

52 Lénine, *Œuvres complètes*, t. 26, pp. 81-134.

53 « L'Opposition ouvrière », in : *Socialisme ou Barbarie* n° 35, janvier-mars 1964, p. 66.

soviets (janvier 1918) : « Le camarade Lénine déclara que maintenant, en cette période de rupture radicale du système bourgeois, le concept d'anarchisme revêtait maintenant des formes concrètes [...]. Et tandis que certains anarchistes parlaient des soviets avec crainte parce qu'ils étaient encore influencés par des vues dépassées, les nouvelles tendances de l'anarchisme se rangent nettement du côté des soviets ⁵⁴... »

L'urgence que mettait Lénine à prendre le pouvoir ne peut se comprendre que si on a à l'esprit la perspective dans laquelle il plaçait cette prise du pouvoir. La révolution en Russie ne pouvait survivre, pensait-il, que si elle était appuyée par une révolution victorieuse dans d'autres pays, en Allemagne en particulier. La Russie était trop arriérée pour construire le socialisme. La révolution russe devait être relayée par une révolution simultanée dans les pays industrialisés d'Europe. Les yeux des bolcheviks étaient donc unanimement tournés vers l'Allemagne. Le 29 septembre 1917, Lénine écrit dans un article, « La crise est mûre » ⁵⁵, que le monde est à la veille d'une révolution prolétarienne mondiale.

Le 24 octobre, douze des vingt-et-un membres du Comité central se réunissent pour arrêter les détails de l'insurrection. Un point est certain : il faut que cela se fasse *avant le II^e congrès des soviets*, car les bolcheviks ne peuvent se permettre d'y perdre la majorité.

Seuls deux hommes votent contre : Zinoviev et Kamenev. Aussitôt après la séance, ces deux dirigeants adressent une longue circulaire à tous les dirigeants bolcheviks, dans laquelle ils proclament :

« Devant l'histoire, devant le prolétariat international, devant la révolution et la classe ouvrière russes, nous n'avons pas le droit, à l'heure actuelle, de jouer tout l'avenir sur la carte de l'insurrection armée ⁵⁶. »

A Petrograd, les bolcheviks concentrent leur propagande sur deux axes : la convocation du II^e congrès des soviets, le ralliement de la garnison. Le comité militaire révolutionnaire va jouer un rôle essentiel. Ce comité a été créé à l'instigation des mencheviks comme instrument

54 Rapport d'activité du Conseil des commissaires du peuple, 14(24) janvier 1918. <https://www.marxists.org/archive/lenin/works/1918/jan/10.htm>.

55 Lénine, *Œuvres complètes*, t. 26, pp. 68-79.

56 Cité par Joel Carmichael, *Histoire de la révolution russe*, Gallimart-Idées, p. 274. L'ouvrage de Carmichael se livre à l'occasion à des tentatives d'explication psychologiques des décisions des acteurs de la révolution. Ainsi, il explique la décision de Zinoviev et Kamenev de « violer ouvertement le discipline du parti » (un choix très difficile pour un bolchevik) parce qu'ils craignaient tellement un dénouement armé qu'ils n'hésitèrent pas à affronter la colère de Lénine !

de coopération entre le comité exécutif du soviét et l'état-major pour la défense du soviét de Petrograd. Désormais dominé par les bolcheviks, qui en étendent le rôle, il est boycotté par les socialistes modérés. Il comprend 66 membres, dont 48 bolcheviks, 14 socialistes-révolutionnaires de gauche et 4 libertaires, les anarchistes Bleikhman et Bogatsky et les anarcho-syndicalistes Chatov et Yartchouk :

– Yartchouk militait depuis 1903, déporté pendant cinq ans pour avoir participé à la Révolution de 1905, il émigre aux USA. Secrétaire du soviét de Kronstadt en 1917, dans lequel se trouvait une importante fraction anarchiste.

– Chatov avait travaillé comme mécanicien, débardeur, imprimeur aux États-Unis et avait milité aux IWW. Il était un membre très actif du Conseil central des comités d'usines de Petrograd.

– Bleichkman, militant de la Fédération anarchiste de Petrograd était chaudronnier. Après de nombreuses années d'exil en Sibérie et à l'étranger, il revint lors de la révolution de février. Il fut élu délégué au soviét de Petrograd en juillet.

Le comité militaire révolutionnaire avait pour fonction de désigner les troupes autorisées à quitter la ville, recenser la garnison, veiller au matériel et au ravitaillement, défendre la ville. Il finit par constituer le poste de commandement de l'insurrection. Le gouvernement provisoire connaissait l'existence de préparatifs d'insurrection, mais ne bougea pas. Les rapports au chef du gouvernement disaient que les bolcheviks préparaient une manifestation qui « aurait un caractère pacifique mais malgré tout les ouvriers viendront en armes »... Soukhanov, un socialiste, écrivit plus tard que « pleins d'eux-mêmes, les pantins du palais ne comprenaient rien de rien. Se croyant forts, ils ne s'alarmaient pas et s'occupaient d'affaires d'État, plus importantes. »

La prise du palais d'Hiver s'effectua presque sans pertes : cinq soldats et un marin tués. Lénine sortit de la clandestinité. Aussitôt, il annonce dans un discours les perspectives, qui se résument à ceci :

« Les masses elles-mêmes créeront leur pouvoir ;

« Le vieil appareil d'État sera détruit de fond en comble et un nouvel appareil de direction sera créé sous la forme des organisations soviétiques ;

« L'une des tâches à l'ordre du jour, c'est de mettre fin à la guerre ;

« Il faut d'abord vaincre notre capitalisme lui-même. Nous serons aidés dans cette lutte par le mouvement ouvrier du monde entier ;

« Nous gagnerons la confiance des paysans par un seul décret qui anéantira la propriété foncière ;

« Nous instituerons le contrôle ouvrier sur l'industrie. »

Le coup de force des bolcheviks provoqua de nombreuses protestations auprès des SR et des mencheviks. Désormais, il n'y a plus d'entente possible avec les modérés. Au congrès des soviets qui se déroulait à ce moment-là, de nombreux délégués SR et mencheviks se retirèrent. Le II^e congrès des soviets s'ouvre le 25 octobre. Les bolcheviks obtiennent 390 délégués, les mencheviks et les SR subissent un énorme recul, ils ont respectivement 80 et 60 délégués. Les leaders de ces deux partis quittent la salle, tentent sans succès d'organiser un défilé vers le palais d'Hiver, puis forment un comité de salut du pays et de la révolution. Pourtant, la plupart des délégués continuèrent de siéger. L'insurrection avait duré quelques heures et le comité militaire révolutionnaire annonça dans une proclamation que le pouvoir se trouvait aux mains du soviet de Petrograd. La première mesure prise par les bolcheviks est d'interdire la presse bourgeoise, mais la liberté d'agitation demeure. Ainsi, le comité de salut créé par les modérés se présente comme le seul légitime successeur du gouvernement provisoire. Il conserve une certaine influence auprès des fonctionnaires, réticents à servir le nouveau régime, et qui pratiquent la résistance passive.

Lorsque Lénine apparaît à la séance du 26 octobre du congrès des soviets, il propose en premier lieu la paix sans indemnités ni annexions. Ensuite, reprenant intégralement le programme agraire des socialistes-révolutionnaires, il communique le décret abolissant la propriété foncière privée. Cette loi agraire jetait les bases d'un régime de petite propriété que les bolcheviks avaient jusque-là féroce­ment combattu. Le mot d'ordre de la terre aux paysans lancé précédemment n'était qu'une mesure tactique due à la nécessité de se lier aux masses paysannes. Ce mot d'ordre correspondait à une analyse juste des aspirations du monde paysan mais était en contradiction totale avec la doctrine. « Lénine ne contestait pas le caractère d'opportunité, sinon d'opportunisme, de sa politique agraire. Il avait changé plusieurs fois de tactique à cet égard », dit Boris Souvarine⁵⁷. « Nous ne réalisons pas le programme bolcheviste. Notre politique agraire est puisée dans les cahiers des paysans » disait Lénine⁵⁸.

Il alterne entre l'expropriation des gros propriétaires et la nationalisation totale du sol, puis en 1917 il reprend le programme de ses adversaires socialistes-révolutionnaires, ce qu'il reconnut volontiers. Mais il ne pensait pas renier les principes :

« Sans illusions quant à la possibilité de réaliser le socialisme dans la voie où les circonstances l'engageaient, il comptait en sortir à la faveur des progrès de la révolution socialiste en Occident. Il a

57 Boris Souvarine, *Staline*, Éditions Gérard Lebovici, 1984, p. 225.

58 Cité par B. Souvarine, *Staline*, p. 225.

répété maintes fois que l'extension de la révolution internationale ferait de la Russie un "pays soviétiste arriéré". Et il se proposait de tenir, de durer tant bien que mal jusqu'à l'écroulement pour lui certain et prochain du capitalisme en Europe. Cette conviction le guidait dans tous les actes contraires à son programme ; là où d'aucun virent une évolution hâtive ou un reniement cynique, il crut rester fidèle à ses buts en changeant provisoirement de moyens⁵⁹. »

Dès le premier jour se révèle l'impossibilité pour les bolcheviks d'accorder leur volonté de transformation révolutionnaire à la réalité de faits. Jusqu'à la stabilisation du régime en 1921, chaque manifestation de cette contradiction sera résolue par des mesures de plus en plus répressives.

Dans l'immédiat deux questions se posent : l'extension de l'insurrection aux autres villes et la menace d'un retour de Kerenski. Appuyé par un régiment de cosaques, ce dernier occupa deux villes à peu de distance de Petrograd. La pagaille qui avait desservi l'ancien gouvernement se retourna contre le nouveau. Le ministre bolchevik de la guerre ne réussit pas à recruter des combattants... Il a suffi à Kerenski d'un détachement de quelques centaines de cavaliers pour occuper Tsarskoïe Selo avec sa garnison de 16 000 hommes. Il est vrai que Kerenski non plus, à part ce détachement de cosaques, ne trouva pas de partisans prêts à mourir pour lui : c'est ce qui sauva Petrograd.

Le 29 octobre eut lieu un début de soulèvement organisé par le comité de salut, l'organe mis en place par les modérés exclus du pouvoir par l'insurrection bolchevik. Après quelques succès, les élèves officiers sont maîtrisés par les gardes-rouges et les marins. Mais il y a bien plus de victimes que lors de la prise du palais d'Hiver. C'est un fait symptomatique que les modérés qui ont toujours fait preuve de la plus grande passivité, sinon de la plus grande indulgence, devant les menées de la réaction, n'aient retrouvé un semblant de vigueur que quand les éléments à leur gauche sont passés à l'action.

Le syndicat des cheminots, l'un des plus puissants, contrôlé par les mencheviks mais dans lequel se trouvait aussi de nombreux libertaires, regroupait, ce qui était exceptionnel, les ouvriers, les employés et les techniciens. Il créera plus tard de nombreux problèmes au nouveau pouvoir ; au lendemain de l'insurrection d'octobre il impose la participation de ministres non bolcheviks. Il menace de déclencher une grève générale si les combats n'ont pas cessé le 29 octobre au soir. Il réclame la mise en place d'une conférence réunissant les délégués de tous les partis socialistes, de quelques syndicats et de certains membres du comité de salut. Cette conférence eut lieu, mais si un nombre considérable de non-bolcheviks y assistaient, les bolcheviks, seuls

59 Boris Souvarine, *op. cit.*, p. 226.

détenteurs du pouvoir, pouvaient lui donner l'importance qu'ils voulaient bien lui accorder. La conférence avait pour objectif la formation du nouveau gouvernement, qui aurait compris des représentants du congrès des soviets qui venait de se terminer.

Les socialistes modérés, si réticents à prendre le pouvoir quand ils en avaient la possibilité, si indécis jusque-là, faisaient maintenant preuve d'une intransigeance hors de proportion avec leur position réelle dans le rapport des forces. Certains exigeaient avec insistance la dissolution du comité militaire révolutionnaire et l'exclusion de Lénine et de Trotski de tout gouvernement socialiste... Entre-temps, l'insurrection avait définitivement triomphé à Moscou, bien qu'avec beaucoup plus de victimes. La petite armée de Kerenski s'était dissoute comme brume au soleil. La position des bolcheviks s'en trouva renforcée de façon décisive, celle des modérés définitivement compromise.

L'assemblée constituante

Depuis avril 1917 l'un des principaux griefs des bolcheviks contre le gouvernement provisoire est qu'il remettait sans cesse à plus tard les élections à l'Assemblée constituante. Le mot d'ordre du pouvoir aux soviets était brandi en fonction des besoins et des circonstances par le parti, mais ce dernier n'avait jamais non plus abandonné – du moins en apparence – celui de la convocation de l'Assemblée constituante, parce que c'était un désir profond des masses qu'il était inopportun de contrarier. Aussi les bolcheviks ne manquaient-ils jamais de stigmatiser les socialistes modérés qui tardaient à convoquer cette assemblée. Au sein même du parti se trouvaient des partisans de la Constituante, que Lénine dut fermement combattre, car il ne faisait pas de doute que si elle était convoquée, les bolcheviks n'y auraient jamais la majorité.

Certains dirigeants bolcheviks pensaient qu'y obtenir un tiers des sièges serait un résultat très positif, et ils n'envisageaient pas d'autre rôle pour le parti que d'être l'extrême gauche d'une coalition socialiste au pouvoir. Lorsque les bolcheviks devinrent majoritaires dans les soviets, la convocation de l'Assemblée constituante perdit totalement de sa pertinence, mais après avoir proclamé le mot d'ordre pendant des mois, il leur était impossible de l'abandonner brutalement.

Ces élections furent enfin annoncées pour le 25 novembre et les bolcheviks savaient très bien qu'elles ne leur donneraient pas la majorité. Dès le premier jour de l'insurrection Lénine déclara à son tour qu'il faudrait retarder les élections et abaisser l'âge du vote à 18 ans. Et comme on lui objectait que ce serait suivre exactement l'attitude reprochée au gouvernement provisoire, il répondit : « Ne dites donc pas

de bêtises, il n'y a que le résultat qui compte. » Il déclara également que « reconnaître la souveraineté de la Constituante serait un recul par rapport au pouvoir des soviets ⁶⁰. »

« Tout refus de reconnaître la plénitude du pouvoir des Soviets et la république des Soviets conquise par le peuple, toute attitude favorable au parlementarisme bourgeois et à l'Assemblée constituante, serait aujourd'hui un pas en arrière et signifierait la faillite de toute la Révolution ouvrière et paysanne d'Octobre ⁶¹. »

Il est évident que les bolcheviks ne pouvaient pas admettre qu'après avoir pris le pouvoir par une insurrection en octobre, ils le remettent à un parlement en novembre. D'autant que le scrutin se révéla encore plus désastreux que prévu. 9,8 millions de voix pour les bolcheviks sur 41,6 millions de suffrages exprimés. Les socialistes-révolutionnaires ont 17,4 millions de voix, les partis socialistes d'Ukraine alliés aux socialistes-révolutionnaires 4,9 millions, les mencheviks 1,2 million, le parti constitutionnel démocrate 1,9 million. Les bolcheviks avaient 175 sièges sur 707, et même avec l'appoint de 40 représentants socialistes-révolutionnaires de gauche, ils étaient très minoritaires. Les socialistes-révolutionnaires ont 370 sièges, les mencheviks 16 et les KD 17.

Ce scrutin est intéressant en ce qu'il révèle le rapport des forces sociales entre l'influence des bolcheviks et le reste de la société. On constate que *1,9 million d'électeurs ont voté à droite et 33,3 millions d'électeurs à gauche*. Une coalition des partis de gauche aurait gouverné la Russie avec un consensus électoral de 17,5 voix contre une. En choisissant de gouverner seuls et par la terreur, les bolcheviks ont fait basculer dans l'opposition la totalité des autres partis, se trouvant dans un rapport de 1 contre 25,5. Les bolcheviks avaient jusque-là réclamé les élections à la Constituante pour mieux mettre en évidence l'incurie du gouvernement provisoire et pour rallier les masses contre celui-ci. Maintenant il leur est difficile de s'y opposer ouvertement. Ils vont le faire en douce.

Lénine déclara à ce moment-là : « La faute est évidente, nous avons déjà conquis le pouvoir et pourtant nous nous sommes mis dans une telle situation que nous sommes maintenant forcés de prendre des mesures de guerre pour le reconquérir ⁶². »

C'est ce que les bolcheviks vont faire. Pourtant, aux yeux d'une majorité de militants socialistes, la composition (purement bolchevik) du gouvernement issu de l'insurrection était provisoire, puisque l'Assemblée constituante enfin convoquée, devait être l'instance

60 Cité par Marc Ferro, *La révolution de 1917*, t. 2, p. 344.

61 Lénine, Projet de décret sur la dissolution de l'Assemblée constituante, 7 janvier 1918, *Izvestia* du Comité exécutif central n°5, *Œuvres complètes*, t. 23, pp. 456-458.

62 Trotski, *Lénine*, IV. La dissolution de la Constituante.

souveraine qui contraindrait les bolcheviks à former un gouvernement réellement représentatif.

Un comité de défense de la Constituante se forme pour la défendre contre les « usurpateurs bolcheviks ». Les socialistes-révolutionnaires de la nouvelle assemblée prennent leur rôle très au sérieux et se livrent à de grands travaux préparatoires avec commissions, sous-commissions, bureaux élaborant projets de lois et future constitution. L'assemblée annule les décrets d'octobre... et leur substitue des textes similaires. Elle néglige d'envisager sérieusement une réaction violente des bolcheviks. « Nous défendre ? Ne sommes-nous pas les élus du peuple souverain ? » La fédération des fonctionnaires et employés leur propose même d'appuyer leur action par une grève générale, offre qui fut déclinée. Pendant ce temps-là, dans les usines, dans les casernes, les bolcheviks s'activent plus que jamais.

Les auteurs pro-bolcheviks s'efforcent de présenter la classe ouvrière comme quasi unanime derrière le parti bolchevik. En réalité, à la veille de la Constituante, Kousmine, l'un des chefs militaires bolcheviks, estimait à 3 000 le nombre de soldats sur qui il pouvait compter, auxquels s'ajoutent 5 000 gardes rouges – composés essentiellement d'ouvriers – qui n'inspiraient à Kousmine qu'une confiance limitée. D'une façon générale, les soldats de la garnison de Petrograd entendent rester neutres. Les ouvriers n'étaient pas plus enthousiastes que les soldats.

La séance d'ouverture de la Constituante est fixée au 18 janvier. Le matin une foule d'ouvriers et d'étudiants manifeste aux cris de « Vive la Constituante ! » en se dirigeant vers le palais de Tauride. Au tournant d'une rue, des unités bolcheviks les attendent et tirent sans sommation, tuant une centaine de personnes. Au palais, la séance s'ouvre vers quatre heures. « Allons, dit Lénine, puisque nous avons fait la sottise de permettre à cette assemblée de se réunir, il faut bien assister à l'inauguration. Quant à la fermeture, nous verrons... »

Le palais était occupé par les marins et les policiers d'Ouritski contrôlant les entrées, et postés un peu partout dans la salle et sur les galeries. Le doyen d'âge parvient juste à prononcer : « L'Assemblée constituante est ouverte » et se fait bousculer par Sverdlov, bolchevik, président de l'exécutif pan-russe des soviets, qui lit une déclaration des droits des classes exploitées dans laquelle il est dit notamment que tous les pouvoirs devaient être remis au comité exécutif central des soviets, dominés par les bolcheviks. La lecture finie, la majorité passa, sans discussion, à l'élection du président de l'assemblée. Tchernov, socialiste-révolutionnaire, est élu et prononce un long discours dans lequel il déclare notamment que le pouvoir appartient sans conteste à l'Assemblée constituante et que si les soviets collaborent avec elle tout

ira bien, sinon il y aura la guerre civile. Le problème est clairement posé en termes de pouvoir et il sera résolu dans la nuit même par la force. En attendant, la plus grande confusion règne dans la salle. Lénine, à aucun moment, n'intervient. Il lance de temps en temps une plaisanterie puis va s'allonger sur un banc en feignant de dormir. Près de lui, un bolchevik s'amuse à tirer les cheveux d'un vieux socialiste. Dans les tribunes réservées au public, la claque bolchevik crie, siffle, tape du pied et de la crosse.

L'assemblée décide de passer à l'ordre du jour. Les bolcheviks quittent la salle, suivis de près par leurs alliés socialistes-révolutionnaires de gauche. La séance continue. « L'écheveau interminable des discours et des déclarations se dévidait », dit Victor Serge. Vers quatre heures du matin, Jelesniak, un marin anarchiste chef de la garde assignée au palais, s'approche de la tribune : « Allez-vous-en, nous sommes fatigués. On va éteindre les lumières. » Tchernov répond que les membres de l'assemblée aussi sont fatigués mais qu'ils ne prendront pas de repos avant de s'être acquittés de la mission que le peuple leur a confiée. On entend alors dans la salle le cliquetis des culasses qu'on arme. La séance est levée.

Le lendemain, lorsque les députés voulurent reprendre les délibérations, l'accès du palais était barré par des troupes et deux canons. Dans le décret de dissolution de la Constituante, rédigé par Lénine, on peut lire que « le parlementarisme bourgeois est incompatible avec la réalisation du socialisme car des institutions de classe et non point nationales peuvent seules briser la résistance des classes possédantes et poser les fondements de la société socialiste ». L'exécutif des soviets ordonne la dissolution de l'Assemblée constituante « qui servait seulement de couverture à la contre-révolution bourgeoise et avait pour fonction de renverser le pouvoir des soviets ».

Les députés protestèrent, et en appelèrent au public, sans rencontrer aucun écho. Les militants de toutes tendances, y compris de nombreux bolcheviks, furent scandalisés, mais la masse de la population resta parfaitement indifférente. Victor Serge conclut cet épisode en disant que « la dissolution de la Constituante fit sensation à l'étranger. Dans le pays elle passa presque inaperçue ». Mais il ne dit pas que tous les journaux qui ont publié le compte rendu de la séance unique de l'Assemblée furent saisis et brûlés. Comme disait Trotski, « chez Lénine les considérations théoriques allaient de pair avec l'emploi des tireurs d'élite lettons »... La dissolution de l'Assemblée constituante marquera la fin du mariage de raison entre anarchistes et bolcheviks.

Brest-Litovsk

L'évolution des positions des bolcheviks par rapport à la guerre suivait de près l'évolution de leurs positions par rapport au pouvoir. En octobre 1915 Lénine écrivit dans un article qu'en cas de victoire de la révolution en Russie, le gouvernement prolétarien offrirait la paix à tous les belligérants à condition qu'ils libèrent les peuples colonisés. En cas de refus, il faudrait entreprendre une guerre révolutionnaire et appeler à la révolte le prolétariat d'Europe et les peuples opprimés d'Asie. A la veille de son arrivée à Petrograd, Lénine reprit cette conception. À la conférence du parti bolchevik de mai 1917 il « renouvelle les protestations contre les basses calomnies que les capitalistes répandent sur notre parti en l'accusant de préconiser la conclusion d'une paix séparée avec l'Allemagne ». La première rédaction du texte reprenait les idées de Lénine d'octobre 1915 sur la guerre révolutionnaire si les puissances occidentales refusaient l'offre de « paix démocratique ». Dans le texte final, ce passage a disparu.

Pendant plusieurs mois, les bolcheviks continuèrent de prêcher « pas de paix séparée, une paix juste et démocratique ». Zinoviev écrivit alors : « Les mêmes délégués venant du front qui mènent maintenant une campagne contre la guerre insistent carrément auprès de nos camarades pour qu'ils ne parlent pas de guerre révolutionnaire de peur de mécontenter les soldats. » La chair à canon du front n'envisage donc pas avec enthousiasme la guerre révolutionnaire préconisée par les stratèges révolutionnaires de l'arrière. En novembre 1917 deux millions de soldats ont déserté. L'immense majorité d'entre eux ne pensent qu'à rentrer chez eux. Les bolcheviks ne disposent que de 30 à 50 000 soldats décidés à les soutenir. Pour le reste, les unités qui avaient conservé la volonté de se battre étaient hostiles aux bolcheviks. Il était clair qu'à ce moment-là la guerre révolutionnaire était une vue de l'esprit.

Selon Voline, l'interprétation faite par les anarchistes du slogan « Paix immédiate » signifiait « une action directe de vaste envergure exercée par les masses armées elles-mêmes, par-dessus la tête des gouvernants, des politiciens, des commandants, des généraux, etc. D'après les anarchistes, ces masses devaient quitter le front et rentrer dans le pays, en proclamant hautement à travers le monde leur refus de se battre stupidement pour les intérêts des capitalistes, leur dégoût de cette boucherie inutile. Les anarchistes étaient d'avis que, précisément, un tel geste – franc, intègre, décisif – aurait produit un effet foudroyant sur les soldats des autres pays et pouvait amener, en fin de compte, la fin de la guerre, peut-être même sa transformation en une révolution mondiale. Les bolcheviks, politiciens et étatistes, songeaient, eux, à une

paix par la voie diplomatique et politique, en résultat de pourparlers avec les généraux allemands⁶³. »

Aussitôt après la prise du pouvoir, Lénine déclare au soviet de Petrograd, le 25 octobre : « Le nouveau régime fera tout son possible mais nous n'affirmons pas que l'on puisse mettre fin à la guerre simplement en piquant les baïonnettes dans la terre (...) Nous ne précisons pas si nous conclurons la paix aujourd'hui ou demain. » Ce passage fut omis dans le compte rendu des journaux bolcheviks. Le lendemain, au II^e congrès pan-russe des soviets, est adoptée une déclaration de paix qui propose à tous les belligérants « une paix immédiate, juste et démocratique sans annexion ni indemnités ». Le gouvernement déclare nuls les traités secrets signés par les précédents gouvernements et affirme sa volonté de ne signer que des traités publics et négociés au grand jour. Dans l'optique du parti bolchevik, les proclamations révolutionnaires s'adressent aux gouvernements mais surtout aux peuples des nations belligérantes. D'une part on appelle explicitement les peuples à se soulever contre leurs gouvernements, de l'autre on demande à s'asseoir avec ces gouvernements autour de la table des négociations.

La Russie est épuisée par la guerre, mais une minorité du parti bolchevik, Lénine en tête, va s'efforcer d'assombrir encore la situation pour justifier la signature rapide d'un armistice. Jusqu'alors, le parti bolchevik avait axé sa stratégie de prise de pouvoir sur un certain nombre de slogans clés parmi lesquels se trouvait celui de paix immédiate sans annexions ni indemnités. Il est vrai que ce slogan s'assortissait de celui de la transformation de la guerre impérialiste en guerre révolutionnaire. Les paysans en uniforme qui se trouvaient sur le front avaient quelque peu tendance à ne pas entendre la seconde partie du slogan. Les anciens alliés de la Russie étaient parfaitement conscients que celle-ci était incapable de poursuivre la guerre, mais ils étaient très enclins à prêter à la propagande pacifiste des bolcheviks un pouvoir de persuasion qu'elle n'avait pas, incapables qu'ils étaient d'envisager que les masses puissent se mettre en mouvement, même pour désertier, autrement que dirigées par des chefs.

Un observateur américain dira très justement que si la propagande bolchevique était certes pressante et efficace, « elle faisait un peu penser à cet homme qui souffle de toutes ses forces dans la même direction qu'une violente tempête ». Le parti suivait les masses. Au sein du parti, Lénine est isolé. Personne ne croyait à la possibilité d'une victoire révolutionnaire en Russie sans l'extension de la révolution au reste de l'Europe. Les militants avaient tous en tête les appels de Lénine sur la transformation de la guerre impérialiste en guerre révolutionnaire.

63 Voline, *Les révolutions russes*, p. 44 ; éd. ACDL, BP 4171, 06303 Nice Cedex 4.

Pour la plupart des dirigeants bolcheviks, signer une paix avec les impérialistes allemands correspondait à l'abandon du mot d'ordre de guerre révolutionnaire et à une trahison du prolétariat allemand. Signer une paix séparée avec l'Allemagne, c'était livrer le prolétariat allemand à ses bouchers. Une partie des dirigeants bolcheviks préconisait la rupture des pourparlers et la levée en masse du peuple russe pour la défense de la révolution. La gauche du parti pensait que la signature de la paix ternirait l'image de la révolution en la compromettant dans des marchandages diplomatiques qui avaient été dénoncés par ces mêmes bolcheviks.

L'attitude de Trotski était plus nuancée. Il partageait le souci de ne pas compromettre l'image de la révolution aux yeux du prolétariat européen mais pensait que la Russie ne pouvait pas courir le risque d'une guerre révolutionnaire. Sa position était : arrêt de la guerre et démobilisation, sans signer la paix. Si l'Allemagne rompait l'armistice et envahissait la Russie, on pourrait toujours signer sous la force. Les apparences auraient été sauvées. La majorité du parti se rallia à ce tour de passe-passe. Les alliés, pas plus que les fonctionnaires de l'ancien régime, ne prenaient les bolcheviks au sérieux. Lorsque Trotski, sa nomination en poche, se rendit au ministère des affaires étrangères, il n'y trouva personne. Il dut battre la campagne pour ramener les fonctionnaires à leur poste et ce n'est que sous la menace peu diplomatique du poteau d'exécution que ces braves gens acceptèrent de lui livrer les archives de l'ancien ministère.

Krylenko, bolchevik et ancien lieutenant, fut nommé commandant en chef des armées. Le 14 novembre les Allemands acceptent de négocier un armistice. Krylenko donne l'ordre de cesser le feu et appelle à la fraternisation des fronts. Une proclamation est faite dans laquelle le gouvernement soviétique demande à la France et à l'Angleterre de se joindre aux pourparlers de paix. Le 17 novembre un cessez-le-feu immédiat est proposé au commandement allemand. Trotski envoie un message officiel aux ambassadeurs alliés leur demandant de considérer le décret de paix comme une proposition officielle pour l'ouverture immédiate de pourparlers. Les ambassadeurs alliés décident d'ignorer cette proposition : le régime soviétique est considéré comme illégitime, et d'ailleurs il ne tardera pas à être renversé, pense-t-on. Le seul ambassadeur – celui de Belgique – qui se présenta à l'invitation de Trotski repartit convaincu que ce dernier était une sorte de fou, doux rêveur idéologue et qu'il ne fallait pas le prendre au sérieux.

Ayant mis la main sur les traités secrets et sur la correspondance diplomatique de l'ancien régime, le gouvernement bolchevik les publia. L'ensemble du corps diplomatique, horrifié d'un tel manque de savoir-faire, ne fut que raffermi dans son opinion sur les bolcheviks : c'étaient

des sauvages. Les gouvernements alliés décidèrent de n'établir de relations officielles qu'avec le haut-commandement de l'armée russe, ce qui équivalait à l'élever au rang d'un gouvernement rival du gouvernement soviétique. Trotski menaça de faire arrêter tous les diplomates alliés qui essaieraient de quitter Petrograd pour rejoindre le haut-commandement. Trotski va négocier avec les impérialistes allemands en assumant le rôle d'un accusateur. Il dit dans un rapport au soviétique : « Vous pouvez être sûrs que l'accusateur, en la personne de la délégation révolutionnaire russe, ne sera pas en dessous de sa tâche et qu'elle prononcera au moment voulu son réquisitoire contre la diplomatie de tous les impérialismes. »

La tactique employée par Trotski consiste à s'adresser aux masses européennes par-dessus la tête des diplomates. Ces appels révolutionnaires avaient un but avoué de propagande, tout en étant parfaitement irrecevables par les négociateurs allemands. Ainsi Trotski ordonna à la délégation soviétique de ne signer de trêve que si les puissances centrales s'engageaient à ne pas transporter de troupes du front russe sur le front Ouest, et si les soviétiques se voyaient autorisés à faire de la propagande révolutionnaire parmi les troupes allemandes et autrichiennes. Évidemment, les Allemands refusèrent. Trotski, qui n'était pas tout à fait idiot, ne pensait d'ailleurs pas qu'ils accepteraient. Il pensait seulement révéler aux masses populaires européennes en général et allemandes en particulier l'antidémocratie du gouvernement allemand, ce dont lesdites masses populaires n'avaient probablement pas attendu Trotski pour être convaincus.

Les proclamations enflammées de la délégation soviétique cachaient mal l'état réel du rapport des forces. Le chef de la délégation allemande résuma parfaitement la situation.

Le général Hoffmann, qui dirigeait la délégation allemande, protesta contre le ton de la délégation russe et fit remarquer :

« Je dois tout d'abord protester contre le ton de ces propositions. La délégation russe nous parle comme un vainqueur qui occuperait notre territoire et qui serait en posture de nous dicter ses conditions. Je tiens à faire remarquer que c'est exactement le contraire et que l'armée allemande victorieuse occupe votre territoire. Je voudrais ensuite mentionner que la délégation russe exige pour les territoires occupés l'application du droit d'auto-détermination des peuples que son gouvernement n'applique pas à son propre pays⁶⁴. »

64 Judah L. Magnes, *Russia and Germany at Brest-Litovsk, a documentary history of the peace negotiations*, p. 76-77. New York, The Rand School of Social Science (1919).

En fait, le gouvernement allemand n'était absolument pas opposé au principe d'autodétermination des nations situées entre la Russie soviétique et l'Allemagne, sachant pertinemment qu'elles se détermineraient contre la Russie et qu'elles tomberaient d'une façon ou d'une autre sous l'orbite de l'Allemagne. Hoffmann ajouta : « En ce qui nous concerne, les peuples des territoires occupés ont déjà clairement et sans ambiguïté exprimé leur souhait de se séparer de la Russie »⁶⁵...

Le 26 décembre 1918, le général Hoffmann déclara abruptement à Joffe, le chef de la délégation russe, « que pour les Puissances centrales il ne s'agirait pas d'annexion forcée si certaines régions qui avaient fait partie de l'ancien empire russe, comme la Pologne, la Lituanie, la Courlande (toutes occupés à ce moment-là par les troupes allemandes) décidaient de se détacher de la Russie et de s'unir à l'Allemagne ou à un autre État »⁶⁶.

A partir du 9 janvier 1918, Joffe fut remplacé par Trotski comme chef de la délégation russe, qui introduisit des mesures plus sévères, interdisant par exemple les repas en commun.

« Il ne fait pas de doute que la paix qu'on nous force à conclure est indécente, mais si nous nous embarquons dans la guerre, notre gouvernement sera balayé et la paix sera signée par un autre gouvernement⁶⁷ », dit alors Lénine, qui ajoute : « Il nous faut du temps pour nous incruste au pouvoir et pour cela il est nécessaire d'avoir les mains libres. » Le 22 novembre les négociations reprennent. La délégation russe insiste sur l'application du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, « en organisant des référendums pour toutes les nationalités qui ne jouissaient pas de l'indépendance avant la guerre ». C'était la clause minimale qui pouvait justifier le caractère « démocratique » du traité. L'Allemagne accepte à condition que tous les belligérants s'engagent à en faire autant. Un député avait déclaré au Landstag de Prusse : « Si les Anglais acceptent de faire un référendum aux Indes, nous en ferons autant à Van et à Grodus. S'ils autorisent l'Égypte et l'Irlande à choisir leur nationalité, nous en ferons de même pour les provinces baltes. »

C'est une interprétation tout à fait libre des positions allemandes qui parut dans les journaux russes le 27 décembre, et qui fut présentée comme une victoire diplomatique des bolcheviks. On apprenait en effet

65 Judah L. Magnes, *Russia and Germany a Brest-Litovsk, a documentary history of the peace negotiations*, p. 76-77. New York, The Rand School of Social Science (1919).

66 W.H. Chamberlin, *Storia della rivoluzione russa*, Einaudi, 1943, p. 531.

67 « Lenin on peace with the Central Powers ». Cité par Louis Fischer, *The Life of Lenin*. London: Weidenfeld and Nicolson. pp. 193-194 (1964).

que les puissances centrales acceptaient le principe d'une paix sans annexions et que l'Allemagne, ainsi que ses alliés, n'envisageaient pour elle-même aucun agrandissement territorial et entendaient respecter l'indépendance politique de toutes les nations. Il aura suffi de quelques semaines au gouvernement bolchevik pour qu'il instaure le mensonge comme méthode de gouvernement.

A la fin du mois de décembre, l'Allemagne fit connaître ses conditions : détachement des pays Baltes, indépendance de la Pologne sous contrôle allemand, indépendance de l'Ukraine sous contrôle allemand. Au Comité central, la majorité des bolcheviks était hostile à cette paix désastreuse. Lénine met les choses au point :

« Notre formule d'une paix populaire était faite pour soulever les masses contre les gouvernements capitalistes et militaristes. Voulez-vous donc que ce soit nous qui succombions et que les gouvernements capitalistes doivent leur victoire à notre formule révolutionnaire ? »

Désormais Lénine refuse de « jouer le sort de la révolution socialiste, qui a déjà commencé en Russie, simplement sur la possibilité que la révolution allemande puisse commencer dans un futur immédiat, d'ici à quelques semaines »⁶⁸.

Le 27 janvier un ultimatum de trois semaines est envoyé au gouvernement soviétique, qui le rejette. Le 18 février les Allemands traversent le front et parviennent tranquillement aux portes de Petrograd. Le gouvernement soviétique accepte alors la signature de la paix et proclame la patrie en danger. Les Allemands s'arrogent la Pologne, la Lituanie, une partie de la Russie blanche (Biélorussie). Les soviétiques doivent reconnaître l'indépendance de l'Ukraine, de la Finlande, des pays Baltes, et doivent verser une indemnité de six milliards de marks-or. La Russie perd 27 % de son sol cultivable, un tiers de ses récoltes, 26 % de sa population, 75 % de ses charbonnages et de ses mines de fer, 26 % de son réseau ferroviaire, le tiers de son industrie. La région la plus riche en céréales est soustraite au contrôle soviétique, ainsi que les centres sidérurgiques d'Ukraine, le charbon, le pétrole de Bakou. Les communistes ne contrôlent plus que la région correspondant à la principauté russe du Moyen Age, une région qui n'est pas viable économiquement.

Le traité est signé le 3 mars 1918. Le VII^e congrès du parti – qui s'appelle désormais parti communiste, ratifie la paix. Une semaine après, le IV^e congrès des soviets en fait autant.

68 Lenin, « On the History of the Question of the Unfortunate Peace », *Collected Works*, vol. 26, p. 448.

La position des anarchistes sur Brest-Litovsk

Les anarchistes russes s'opposèrent fermement à la signature du traité, rejoints par la gauche internationaliste, composée de socialistes-révolutionnaires de gauche, de mencheviks internationalistes, de communistes de gauche. À Lénine qui disait que l'armée russe n'était plus en état de se battre, les anarchistes répliquaient que l'armée n'était plus une forme adéquate pour défendre la révolution, qui devait s'organiser en détachements de partisans. Anarchistes et anarcho-syndicalistes estimaient que des bandes de partisans pourraient harceler et démoraliser les envahisseurs, qui seraient finalement anéantis tout comme l'avait été l'armée de Napoléon en 1812.

La situation ne présentait que deux solutions possibles, dit Voline :

- « a) Abandonner le front ; laisser l'armée allemande s'aventurer dans l'immense pays en pleine révolution ; l'entraîner dans les profondeurs du pays ; l'y isoler, la séparer de sa base d'approvisionnement, lui faire une guerre de partisans, la démoraliser, la décomposer, etc., en défendant la révolution sociale ;
- « b) Entrer en pourparlers avec le commandement allemand, lui proposer la paix, traiter et accepter celle-ci quelle qu'elle fût ⁶⁹. »

Le journal anarcho-syndicaliste *Golos Trouda* écrit le 24 février 1918 : « Dès le début nous étions contre les "pourparlers de paix". Nous nous dresserons aujourd'hui contre la signature du traité. Nous sommes pour l'organisation immédiate et active d'une résistance de corps de partisans. Nous estimons que le télégramme du gouvernement demandant la paix doit être annulé ; le défi doit être accepté, et le sort de la révolution remis directement, franchement entre les mains des prolétaires du monde entier. » La signature du traité, dit encore l'article, « portera un coup très dur à la révolution en l'infirmité, en la déformant pour longtemps nous en sommes absolument persuadés. » « Nous avons la conviction ferme que l'acceptation de la paix offerte ralentira la révolution, l'abaissera, la rendra pour longtemps débile, anémique, incolore... L'acceptation de la paix fera courber la révolution, la mettra à genoux, lui enlèvera les ailes, l'obligera à ramper... » Archinov ne semblait pas partager le point de vue de certains anarchistes sur les bandes de partisans – en tout cas il ne semblait pas considérer que les actions menées par l'armée insurrectionnelle makhnoviste entraient dans la catégorie « guerre de partisans ». Il déclare dans un texte datant de 1923 que, en cas de révolution, la résistance des exploités et la

69 Voline, *Les révolutions russes*, ACDL, p. 54.

guerre civile exigèrent des travailleurs « de grandes unités militaires et de larges opérations »⁷⁰.

Le traité se révéla encore plus désastreux que les anarchistes ne l'avaient supposé. C'était pour eux une capitulation honteuse aux forces de la réaction, une trahison de la révolution mondiale. Lorsque le IV^e congrès des soviets délibéra pour ratifier le traité, les quatorze délégués anarchistes votèrent contre. Le débat sur le traité de Brest-Litovsk marque la rupture entre anarchistes et bolcheviks. Les premiers sont désormais suffisamment désillusionnés par Lénine pour chercher à rompre tout lien, les seconds, au pouvoir, n'ont plus besoin des anarchistes comme troupes d'appoint et vont se débarrasser de ces alliés désormais encombrants, d'autant plus encombrants que leur propagande auprès des masses commençait à être sérieusement entendue.

Anticipant la guerre de partisans avec l'Allemagne, les anarchistes avaient formé 50 détachements de gardes noires avec un état-major commun et groupant plusieurs milliers d'hommes. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'attaque simultanée de 26 centres anarchistes à Moscou, le 11 avril 1918, un mois après la signature du traité.

Le répit gagné par les bolcheviks à Brest-Litovsk fut de courte durée. La guerre civile éclata dès l'été 1918. La plupart des anarchistes soutinrent le gouvernement dans la guerre civile, mais un nombre croissant d'entre eux appelaient à se soulever à la fois contre les rouges et les blancs. Les anarchistes de la garde noire de Moscou ont même envisagé de s'emparer de la ville, à l'automne de 1918, mais en ont été dissuadés par leurs camarades plus modérés. Ils refusèrent de jouer le sort de la révolution et de risquer de la livrer à la réaction. C'est une constante dans toute l'histoire de la révolution russe que les anarchistes ne choisirent jamais la réaction blanche contre les bolcheviks.

En août 1918 la première conférence pan-russe des anarcho-syndicalistes, tenue à Moscou, déclare que la révolution russe est menacée par une triple contre-révolution, celle de l'extérieur, bourgeoise ; celle de l'intérieur ; et celle du parti au pouvoir, « qui est devenu contre-révolutionnaire avec la signature du traité de Brest-Litovsk et la trahison du prolétariat et de la paysannerie de Pologne, de Lituanie, d'Ukraine, de Finlande et d'ailleurs ». Ces régions, qui connaissaient en effet une agitation révolutionnaire importante, ont été livrées à la répression des armées allemandes et autrichiennes. C'était particulièrement le cas de l'Ukraine, où l'armée insurrectionnelle makhnoviste a combattu les Autrichiens d'abord, puis les armées blanches, grâce à une tactique redoutablement efficace d'attaques-

70 « Les problèmes constructifs de la révolution sociale », Cf. *Les anarchistes russes et les soviets*, Spartacus, p. 206.

éclair. Des méthodes identiques auraient pu être employées en Russie même, sur un front très étiré que les armées allemandes et autrichiennes, beaucoup moins mobiles, n'auraient pas pu tenir. Au vu de son efficacité en Ukraine, la guerre de partisans pratiquée par les anarchistes n'était pas une vue de l'esprit. Elle était cependant inacceptable du point de vue des bolcheviks. La guerre de partisans en effet implique un certain nombre de préconditions que les bolcheviks n'étaient pas disposés à accepter : la décentralisation de l'action et une mobilité extrême qui interdit toute centralisation de la décision.

Mais, surtout, elle implique un type de relation entre les combattants et la population, en particulier la population paysanne, qui n'était pas concevable dans l'optique bolchevik. Les makhnovistes avaient exproprié les grands domaines et avaient distribué la terre aux paysans pauvres. Des communes s'étaient organisées, comprenant entre cent et trois cents personnes, fonctionnant sur des bases égalitaires et d'entraide. Des congrès régionaux de paysans et d'ouvriers déterminaient la distribution à chaque commune du bétail, des outils et d'autant de terre que ses membres pouvaient cultiver sans employer de salariés. L'armée makhnoviste n'a jamais connu les terribles problèmes d'approvisionnement qu'a connus l'armée rouge.

Après Brest-Litovsk

Le Conseil des commissaires du peuple avait pris le 31 décembre 1917 une décision de réorganisation de l'armée en une force réduite mais opérationnelle, décision qui n'avait pas eu de début de commencement de réalisation : aucune explication ne permet d'éclairer les raisons de cette carence. La désorganisation de l'armée et de la marine était décrite de manière très pessimiste par Krylenko mais certains membres du comité exécutif central pensaient que le ton de ses rapports était inspiré par Lénine. Les experts militaires pensaient au contraire que, en cas d'évacuation de Petrograd, il serait possible de former des cadres militaires en trois mois. Dans les régions occupées par les Allemands, les paysans commençaient à se révolter contre les réquisitions. A Petrograd, plus de dix mille volontaires se présentèrent à la déclaration de la « patrie en danger ».

Les communistes de gauche, opposés à la signature du traité et partisans de la guerre révolutionnaire, avaient avancé des arguments en faveur de leur position, qui n'était pas sans fondement. Ils avaient notamment dit que « les ouvriers et les paysans des régions du Sud, économiquement plus d'aplomb et mieux ravitaillés en blé », étaient contre la paix.

L'argumentation de Lénine, dans un article contre les communistes de gauche, était que « tant que n'a pas éclaté une révolution socialiste

internationale, embrassant plusieurs pays, assez forte pour vaincre *l'impérialisme international*, le premier devoir des socialistes victorieux dans un seul pays (particulièrement arriéré) est de *ne pas* accepter la bataille contre les géants impérialistes, de s'efforcer de l'éviter, d'attendre que la lutte des impérialistes entre eux les affaiblisse *encore plus*, qu'elle rapproche encore la révolution dans les autres pays⁷¹. »

Il est surprenant que Lénine, qui avait les références à la Révolution française toujours prêtes à servir, ait oublié la levée en masse de 1792 lors de laquelle la paysannerie française se souleva pour empêcher l'envahisseur de restituer aux nobles les terres qu'elle avait récemment acquises. Heureusement que les révolutionnaires français n'ont pas attendu qu'une révolution internationale éclate pour affronter les puissances européennes qui s'apprêtaient à envahir le pays... Il est également surprenant que Lénine, qui avait constamment l'exemple de la Commune de Paris sous la plume *avant* la prise du pouvoir, ait tout à coup oublié que celle-ci a commencé comme réaction patriotique contre l'envahisseur.

L'analyse des communistes de gauche était rétrospectivement juste. Ils pensaient que la guerre allait bientôt finir et que c'était une erreur de signer un traité nécessairement défavorable dans ces conditions. Radek, alors membre de l'opposition (il tournera casaque plus tard), avait déclaré en avril 1918 dans le premier numéro de *Kommunist*, le journal de l'opposition de gauche :

« Si la révolution russe était renversée par la violence de la contre-révolution bourgeoise, elle renaîtra de ses cendres comme un Phénix ; mais si elle perdait son caractère socialiste et décevait ainsi les travailleurs, ce coup aurait des conséquences dix fois plus terribles pour l'avenir de la révolution russe et internationale. »

C'était évidemment une position risquée et audacieuse et Lénine ne manqua pas de critiquer ce « coup de poker » que proposait l'opposition de gauche. Les communistes de gauche, comme les anarchistes, considéraient que la paix séparée était une aide apportée à l'impérialisme et une trahison de la révolution internationale ; Lénine pensait qu'il était nécessaire de « ne pas venir en aide aux impérialistes en leur facilitant la lutte contre le socialisme lorsque celui-ci est encore faible ». Il convient cependant d'ajouter que Lénine semblait craindre par-dessus tout une victoire allemande et une alliance germano-japonaise qui aurait étranglé la Russie. L'issue de la guerre a cependant abouti *de toute façon* à des interventions étrangères. Lénine et ses

71 « Sur l'infantilisme "de gauche" et les idées petites-bourgeoises » *Œuvres complètes*, t. 27, p. 341.

proches, qui connaissaient l'histoire de la Russie, savaient que celle-ci était particulièrement avantagée dans une guerre défensive, grâce à l'énorme étendue des territoires, aux *difficultés* d'approvisionnement des armées d'invasion, et, par-dessus tout, du climat. Mais ils savaient aussi qu'une guerre défensive est impossible à mener sans alliés intérieurs, et que cette éventualité n'était absolument pas envisageable. La guerre révolutionnaire aurait signifié la fin du contrôle absolu des bolcheviks sur l'État. Il n'est donc pas du tout exagéré de dire que Lénine a sacrifié la révolution européenne à son maintien au pouvoir.

Après la signature du traité (mars 1918), la Russie ne peut plus fonctionner comme puissance économique. Kamenev et Zinoviev, mais aussi une bonne partie des bolcheviks, avaient estimé que le coup d'État avait été prématuré, mais qu'il fallait légitimer le pouvoir en constituant un gouvernement de coalition. Il y avait eu une pression très forte au sein du parti en ce sens.

En janvier, Lénine avait élargi la majorité en incorporant les socialistes-révolutionnaires de gauche. A cette époque, il fallait encore que Lénine ait la majorité dans son parti. La paix de Brest-Litovsk avait été rejetée par les communistes de gauche et les socialistes-révolutionnaires de gauche, mais Lénine avait obtenu une petite majorité au Comité central grâce à l'abstention de Trotski. Il avait obtenu également une faible majorité au congrès du parti pour entériner la paix. Au congrès des soviets, il réussit difficilement à avoir la majorité, mais il ne fut pas suivi.

Les socialistes-révolutionnaires de gauche quittèrent le gouvernement de coalition, les communistes de gauche firent campagne contre Lénine. En somme, dans les premiers mois de 1918, le gouvernement ne gouvernait pas dans les campagnes, dans les usines, dans le parti, dans la gauche, et il livrait aux Allemands le tiers du pays. En plus, surviennent des révoltes dans tout le pays : les soldats tchèques prisonniers en Sibérie contrôlent le transsibérien, ce qui soustrait d'énormes territoires, de la Volga à Vladivostok⁷² ; les Blancs dans la Russie du Sud, les KD dans le centre, les socialistes-révolutionnaires en Sibérie occidentale.

Les huit premiers mois du régime voient se développer des forces de désintégration économiques et sociales. Il n'y a plus de marché

72 Les Tchèques en question étaient des soldats de l'armée autrichienne, prisonniers de guerre libérés par la révolution et qui voulaient retourner en Occident pour combattre aux côtés des alliés et obtenir l'indépendance de leur pays. Ils sympathisaient plus avec les bolcheviks qu'avec les Blancs. Ils se soulevèrent parce que les soviets locaux, contrôlés par les bolcheviks, voulaient récupérer leurs armes. Ils se rangèrent en fait du côté de l'Assemblée constituante de Samara, socialiste-révolutionnaire, qui combattait à la fois les bolcheviks et les Blancs. La littérature bolchevik les présente évidemment comme des gardes-blancs au même titre que Wrangel ou Dénikine.

intérieur. La production industrielle est tombée presque à zéro et ne fournit plus les campagnes en produits manufacturés. L'argent n'a plus aucune valeur. Les paysans refusent de vendre des surplus pour de l'argent avec lequel ils ne peuvent rien acheter. On en revient au troc. Pour approvisionner les villes, le gouvernement organise la réquisition dans les campagnes, ce qui provoque la rupture avec les SR de gauche. Le bilan de cette politique de réquisition sera catastrophique. Les jours du régime semblent comptés. Aucun des problèmes n'a pu être résolu et une opposition armée s'organise partout. Un phénomène unique dans l'histoire se produit : un nivellement sans précédent de la société. Tout ce qui n'est pas paysan ou ouvrier disparaît. Tous les groupes sociaux capables de fournir des cadres à la société disparaissent à la suite du déchaînement des forces de désintégration économique et sociale consécutivement à la guerre.

Certes, les *individus* ne disparaissent pas – en tout cas ceux qui n'ont pas pris le chemin de l'exil – mais leur fonction sociale disparaît. La Tchéka – créée en décembre 1917 – reçoit comme consigne d'arrêter les gens non sur la base de leurs « crimes », supposés ou réels, mais sur celle de leur seule origine sociale. Par ailleurs des masses importantes de Russes disparaissent des villes, où ils ne peuvent plus vivre à cause du chômage, de la pauvreté, de l'absence d'approvisionnement en nourriture, et retournent à la campagne où ils ont des racines : ainsi, la classe ouvrière elle-même, pourtant peu nombreuse, finira presque par disparaître, pour passer de 3 millions en 1917 à 1,2 million en 1920 ⁷³ !

La militarisation de la société

1918 : tout se joue

L'année 1917 marque une succession de changements politiques. Ce n'est pas une révolution sociale, sauf dans les campagnes. Pendant quelque temps, après octobre, le parti bolchevik n'est qu'un parti qui occupe à Moscou et à Pétersbourg les locaux du gouvernement renversé.

« A ses débuts, en octobre, même si les hautes sphères du pouvoir d'État ont bien été monopolisées par le parti bolchevik, et par lui seul, ce pouvoir bolchevik ne s'exerce que dans des domaines bien délimités : le discours politique, les affaires étrangères, la mise en place des institutions d'État, etc. A la campagne comme à la ville, à l'usine comme dans les quartiers, le pouvoir réel n'est pas celui du parti

73 Tché-Ka. *Matériaux et documents sur la terreur bolcheviste recueillis par le bureau central du Parti socialiste révolutionnaire russe*, J. Povolovsky & Cie éditeurs (sans date).

communiste, mais bien celui des comités et soviets de toute nature » dit Marc Ferro ⁷⁴.

Il se produit littéralement *un nouveau phénomène de dualité de pouvoir*, qui oppose cette fois les organes naturels créés par la révolution et l'embryon d'appareil d'État, dualité qui se terminera par la défaite que le second infligera aux premiers. Cette expérience montre qu'il est illusoire de penser que l'existence d'instances de gestion de la société civile, dont la fonction naturelle est de se substituer à l'État, puissent coexister avec celui-ci. C'était une erreur de penser que cet embryon d'appareil d'État était *inoffensif* : une fois l'État bourgeois détruit, il fallait empêcher par la force la reconstitution d'un État à prétention « prolétarienne ». Les libertaires espagnols feront eux aussi les frais de cette illusion. Makhno, lui, avait parfaitement compris : il laissait aux partis qui n'étaient pas bourgeois la liberté de parole mais cassait par la force toute tentative de leur part de reconstituer un pouvoir.

Ce n'est qu'à la fin de l'été 1918 que le parti constituera un gouvernement et que se fera, par la violence la plus inouïe, le changement de structures de la société russe et l'établissement d'institutions étatiques nouvelles.

En 1917, on n'assiste pas à la montée d'une classe et à la descente d'une autre, c'est la désagrégation *de toute la société* sans que ses formes essentielles ne changent : les bourgeois restent en place ; les ouvriers pratiquent une politique de double pouvoir, mais il n'y a pas encore de contrôle ouvrier. Les usines ne sont pas prises en main malgré l'existence de comités ouvriers. Les premiers comités d'usine n'ont pas été constitués pour des raisons politiques ou idéologiques, mais par nécessité, pour permettre aux ouvriers de survivre dans une société en désagrégation.

La prise du pouvoir par les bolcheviks ne constitue pas une révolution sociale. Les premières mesures prises par le nouveau gouvernement ne font qu'entériner un état de fait.

Entre février et octobre, une évolution se fait cependant jour sur la question des institutions prolétariennes chargées d'organiser la société. Il y a un double mouvement :

1. Le mouvement naturel de la classe ouvrière vers la conscience de la nécessité d'une organisation globale de la vie économique ;
2. Le mouvement des partis politiques, dont les positions sur la nature des institutions prolétariennes évoluent en fonction de

74 Marc Ferro, *L'Occident devant la révolution soviétique, l'histoire et ses mythes*, Éditions Complexe, p. 67.

l'évolution de leur influence dans lesdites institutions – soviets, syndicats et comités d'usine.

Le seul véritable changement qui apparaît tout d'abord est chez les paysans et les soldats, qui sont le plus souvent les mêmes hommes : les paysans commencent à confisquer la terre, ce qui revient à la liquidation d'une classe sociale, la noblesse. Les mutineries dans l'armée, les désertions des paysans-soldats sont liées au partage des terres. Après l'échec de Kornilov, on assiste à une débandade massive. Le processus s'amplifie après le 25 octobre. Si, par révolution sociale, on entend transformation de la structure des classes avec disparition d'une classe dominante, la seule révolution sociale réelle se situe dans les campagnes : la noblesse terrienne disparaît complètement.

Effondrement économique

Après huit mois de pouvoir soviétique, le phénomène d'effondrement économique continue. Il n'y a quasiment plus de production industrielle, de livraison de produits agricoles sur le marché ; l'inflation est galopante, le rouble se déprécie plus vite qu'on n'arrive à l'imprimer. La planche à billets est la seule activité qui fonctionne pendant la période du communisme de guerre, mais les résultats ne sont pas ceux qu'escomptait Lénine lorsqu'on l'interrogeait sur la question avant la prise du pouvoir.

Il est presque impossible d'alimenter les villes. La désintégration des transports atteint son comble, plus de la moitié des locomotives ne fonctionnent plus. Au printemps de 1918 la Russie dispose du quart de l'équipement ferroviaire de 1913.

On assiste à un effondrement unique dans l'histoire. Le régime est impuissant à freiner cette désintégration. Il ne prend d'abord que peu de mesures, et celles qu'il prend sont inefficaces. Le problème urgent de l'heure, pendant les cinq premiers mois, est le problème de la guerre.

Effondrement politique

Le traité de Brest-Litovsk laisse un territoire russe terriblement réduit. De graves problèmes se posent entre mai et août. Celui du ravitaillement, notamment. Le monopole du commerce des céréales est créée.

On lance « la lutte des classes dans les villages », qui consiste à opposer les paysans pauvres aux « riches », c'est-à-dire en fait ceux qui disposent d'un capital de quelques vaches. Il s'agit de réquisitionner les surplus, mesure qui se révèle catastrophique, avant qu'on s'aperçoive

qu'il n'y a pas de surplus. C'est moins un impératif idéologique qui impose ces mesures que le besoin de survivre. La crise de l'alimentation est telle que la survie des populations urbaines est en jeu.

La politique communiste dans les campagnes entraîne la rupture avec les socialistes-révolutionnaires de gauche, qui ont fait partie de la coalition gouvernementale. Les SR s'étaient opposés aux bolcheviks sur la question de Brest-Litovsk et avaient démissionné du gouvernement. La politique du gouvernement dans les campagnes les fait entrer dans la clandestinité et la lutte armée. Les bolcheviks se trouvent donc confrontés maintenant à une opposition armée à l'intérieur du petit territoire qu'ils gouvernent. En juillet 1918 les socialistes-révolutionnaires de gauche assassinent Mirbach, l'ambassadeur allemand à Moscou, Eichhom, le commandant allemand en Ukraine, etc. pour provoquer une rupture du traité de Brest-Litovsk et pousser les bolcheviks à la guerre révolutionnaire. Les bolcheviks sont débordés à leur gauche par une action subversive. Les libéraux commencent aussi à s'agiter.

Dans le territoire réduit qu'ils gouvernent, les bolcheviks doivent faire face à la disette, à la révolte des SR et des libéraux, Fanny Kaplan tire sur Lénine, manquant le tuer. Tout semble sur le point de s'effondrer.

La terreur et le communisme de guerre

C'est alors que Lénine décrète la terreur.

De la prise du pouvoir à la création de la Tchéka (décembre 1917), il ne se passe que deux mois. Dans une lettre à un journal trotskiste belge, *la Lutte ouvrière*, Victor Serge rappelait en 1938 qu'il avait demandé à Trotski quand le bolchevisme avait commencé à dégénérer. Il faisait la remarque suivante :

« Le moment n'est-il pas venu de constater que le jour de l'année glorieuse 1918 où le Comité central du parti décida de permettre à des commissions extraordinaires d'appliquer la peine de mort *sur procédure secrète, sans entendre les accusés qui ne pouvaient se défendre, est un jour noir* ? Ce jour-là, le Comité central pouvait rétablir ou ne pas rétablir une procédure d'inquisition oubliée de la civilisation européenne. Il commit en tout cas une faute. Il n'appartenait pas nécessairement à un parti socialiste victorieux de commettre cette faute-là. La révolution pouvait se défendre à l'intérieur – et même impitoyablement – sans cela. Elle se serait même mieux défendue sans cela. »

Trotsky répondit que « Victor Serge lui-même traverse une “crise”, que ses idées s’embrouillent désespérément, cela se voit. Mais la crise de Victor Serge n’est pas la crise du marxisme. » Trotsky aurait pu rappeler que l’ex-anarchiste Victor Serge s’était montré un farouche apôtre de la Tchéka.

Si, au tout début, l’idée d’instaurer la terreur ne faisait pas l’unanimité dans le parti bolchevik, il convient de souligner que la terreur avait été dénoncée par d’autres marxistes, et notamment le social-démocrate allemand, Karl Kautsky, dans trois brochures, *La dictature du prolétariat* (1918), *Terrorisme et communisme* (1919) et *De la démocratie à l’esclavage d’État* (1921). Pour Kautsky, l’instauration du socialisme dans un pays arriéré est impossible et ne peut que conduire à la catastrophe. Selon Marx, on ne peut sauter les étapes nécessaires au développement historique du capitalisme.

C’est un retour à l’idéisme et à l’utopisme des précurseurs du socialisme pour lesquels la seule volonté suffit à transformer la société. Le léninisme est donc une régression du marxisme, c’est du blanquisme. Si les bolcheviks restent fidèles au marxisme ils seront inévitablement évincés du pouvoir ; s’ils se maintiennent à tout prix au pouvoir, ils devront renier leur identité et mettre en place un système totalement étranger aux intérêts du mouvement ouvrier.

L’étatisation de l’économie dans le contexte russe élimine la forme la plus progressive du capitalisme, « celle qui déploie une grande productivité du travail et crée les conditions d’une existence supérieure du peuple. Elle laisse subsister et développer, au contraire, ses formes les plus lourdes et les plus douloureuses ». Le régime qui est mis en place est plus proche du despotisme asiatique étudié par Marx que du socialisme. En effet, Kautsky constate l’apparition de formes économiques extrêmement archaïques telles que le féodalisme et l’esclavage d’État. L’agriculture kolkhozienne n’est que « la rechute dans la vieille exploitation par corvée (...), le domaine corvéable étant la propriété, non d’aristocrates de guerre, mais d’aristocrates communistes de guerre civile ».

Selon Kautsky, le prétendu « dépérissement de l’État » et la prétendue « démocratie directe des conseils ouvriers » ont donné lieu à une nouvelle division de la société entre une classe exploiteuse collective qui contrôle l’État, et le prolétariat et la paysannerie. Très minoritaires, les bolcheviks ne peuvent s’imposer que par la violence. Ils ont été à l’origine d’une contre-révolution thermidorienne, « celle qu’emprunta Napoléon I^{er} le 18 Brumaire 1799, puis son neveu, le troisième Napoléon, le 2 décembre 1852, et qui consiste à régner à l’aide de la supériorité d’une organisation centralisée sur la masse inorganisée du peuple... »

En 1921, les effectifs de la Tchéka comprenaient 250 000 hommes. Pendant les quatre premières années de son existence, la Tchéka exécuta 140 000 personnes⁷⁵. « Nous ne faisons pas la guerre contre les personnes en particulier. Nous exterminons la bourgeoisie comme classe. Ne cherchez pas, dans l'enquête, des documents et des preuves sur ce que l'accusé a fait, en actes ou en paroles, contre l'autorité soviétique. La première question que vous devrez lui poser, c'est à quelle classe il appartient, quelles sont son origine, son éducation, son instruction, sa profession⁷⁶. » Latzis, le dirigeant de la Tchéka, avoue lui-même près de un million sept cent mille victimes de la terreur, parmi lesquelles de nombreux ouvriers et paysans.

En juillet 1918, tout ce qui n'est pas bolchevik dans les soviets est supprimé. Fin août tous les partis sont mis hors la loi. On ne peut pas dire que ces dates représentent la fin de la démocratie soviétique car celle-ci a disparu depuis longtemps. Les élections aux soviets et dans les syndicats ont été supprimées, les comités d'usine liquidés. Un État à parti unique est créé. Sont déclarés ennemis de classe tous ceux qui s'opposent à l'État et au parti. C'est sur cette base que Lénine va définir le socialisme. Jusqu'à présent, le projet bolchevik était de mettre sur pied le capitalisme d'État, en attendant la révolution allemande qui briserait l'isolement de la Russie. Le socialisme n'était pas envisageable dans l'immédiat.

Au cours de l'été 1918, on va instaurer le communisme de guerre, l'étatisation générale de la société. Les mesures prises entre avril et décembre 1918 vont définir désormais ce qu'est le socialisme :

- étatisation de l'économie, des rapports sociaux, pouvoir centralisé, Parti unique et État-parti.
- planification. Après avoir tout étatisé, il faut faire fonctionner le tout : on crée un organisme central pour administrer l'économie, c'est le soviet pan-russe de l'économie nationale (BCHX).

75 • *Tche-ka; matériaux et documents sur la terreur bolcheviste recueillis par le Bureau central du Parti socialiste révolutionnaire russe.*

<https://ia800301.us.archive.org/10/items/tchekamateriauxe00part/tchekamateriauxe00part.pdf>

• *Répression de l'anarchie en Russie soviétique.*

• Paul Avrich, « The Russian anarchists and the Civil War », *The Russian Review*, volume 27, 1968.

• G.P. Maximoff, *The Guillotine At Work. The Leninist Counter-Revolution*, Cienfuegos Press.

• Jacques Baynac (avec Alexandre Skirda, Charles Urjewicz), *La Terreur sous Lénine*, Le Sagittaire, 1975.

76 Cf. Jacques Baynac, *La Terreur sous Lénine*, p. 75, Le Sagittaire, 1975. Robespierre disait « Pour punir les ennemis de la patrie, il suffit d'établir leur personnalité. Il ne s'agit pas de les punir, mais de les détruire. »

Il ne s'agit pas là de décisions à caractère idéologique mais de choix pratiques. Lénine prend pour modèle les économies capitalistes fonctionnant en période de guerre. C'est après coup qu'on trouvera des justifications idéologiques.

À partir de décembre, le système commence à fonctionner, mais on doit faire face à des difficultés terribles, et d'abord la disette. Pour y faire face, on décrète le monopole de la vente et de la distribution des céréales et on instaure la « lutte des classes dans les villages » en formant des comités de pauvres dans les villages et en envoyant des détachements armés en provenance des villes chargés de réquisitionner les vivres : les unités armées d'ouvriers, de gardes rouges confisquaient les quelques surplus de céréales dans les villages avec l'aide de mouchards issus de la paysannerie. Cette politique provoque l'hostilité des paysans et les pousse à faire la grève de la production. À partir de l'été 1918 il n'y a tout simplement plus de surplus.

Lénine finit par abandonner cette politique catastrophique à la fin de 1918. Désormais, c'est l'« alliance révolutionnaire des paysans pauvres et moyens avec le prolétariat » qui est prônée : un mélange de réquisitions organisés par des unités d'ouvriers armés et de gardes rouges et de trocs organisés par l'État. On tolère le marché noir. L'État n'arrive plus à créer quoi que ce soit et se rabat sur les formes économiques les plus primitives. L'idée de ferme collective n'apparaîtra qu'en 1919 mais là aussi ce sera un échec.

Dans l'industrie, le premier décret sur la nationalisation (13 juin 1918) précise que celle-ci doit être faite par l'État, non par les soviets locaux ou les comités d'usine locaux. Ce décret n'est pas motivé par les nécessités du communisme de guerre, il est destiné à contrer les positions des comités d'usine. De nombreuses socialisations sauvages apparaissent, dues à la disette : les ouvriers produisent pour le marché local pour pouvoir faire du troc avec les paysans. Il s'agit de parer au plus pressé. Le 28 juin, décret de nationalisation de toute l'industrie, la guerre civile impose la mobilisation générale. Entre septembre et décembre, toute l'économie est nationalisée. L'agriculture seule est épargnée.

Création de l'armée rouge

La révolte de l'armée tchèque en Sibérie avait posé le problème de la réinstauration du service militaire obligatoire, de la peine de mort, de la création de l'armée rouge. Constituée d'officiers de l'armée impériale contrôlés par des commissaires politiques, l'armée rouge est tout d'abord très inefficace. Le taux de désertion pendant la guerre civile est extraordinaire. Le même phénomène de « vote par les pieds »

qui avait miné l'armée tsariste mine maintenant l'armée chargée de défendre la révolution. Mais on arrive à aligner 250 000 hommes, ce qui donne une petite marge supplémentaire par rapport aux Blancs. L'économie de la Russie est entièrement tournée vers la nécessité d'alimenter l'armée, de la fournir en munitions et en uniformes. On assiste ainsi à une militarisation de la société en même temps qu'à son étatisation.

La situation au début de 1919 est catastrophique. Tout au long de l'année 1919 le régime aura à faire face à des soulèvements nationalistes, l'intervention alliée, l'action des Blancs.

L'État ne domine pas l'agriculture mais l'idée de fermes collectives a été lancée, qui débouchera en fait sur les fermes d'État. Tout ce qui n'est pas agriculture a été étatisé. On a baptisé cela socialisme, qui est en fait une forme de militarisation de la société effectuée pendant la guerre civile, qui a duré 18 mois.

À la fin de 1919, la crise est passée ; il restera l'affaire Wrangel, mais ce ne sera qu'un épisode.

Un certain nombre de conditions objectives ont permis à l'État de mettre la main sur la totalité de la société :

- l'effondrement économique ;
- la liquidation des classes sociales ; la classe ouvrière, de l'aveu même de Lénine est pratiquement liquidée : le prolétariat industriel a été disloqué, il a cessé d'exister en tant que prolétariat.
- seule la paysannerie garde une existence autonome après 1918.
- il ne reste plus que la bureaucratie de l'État.

La guerre civile et l'intervention étrangère

Les années de guerre civile sont souvent mentionnées comme une des causes de la dégénérescence bureaucratique de la révolution, pour les destructions qu'elle a causées, pour l'effort inouï qu'elle a exigé du prolétariat russe et le laminage qu'elle a effectué auprès de l'avant-garde de la classe ouvrière. Les destructions et les sacrifices ont effectivement été considérables. Cependant il faut considérer que l'état de délabrement de l'économie n'a pas été provoqué par la guerre civile elle-même : cette dernière a simplement accéléré un processus commencé déjà bien avant, dès le début de la guerre impérialiste.

Le laminage des effectifs du parti, des militants les plus conscients et expérimentés doit être considérablement relativisé. Non pas qu'il n'ait pas eu lieu, mais il faut garder à l'esprit que les effectifs du parti bolchevik en 1916 sont, selon Pierre Broué, de 6 000 ⁷⁷ ; ils passent à

77 *Histoire du parti bolchevik*, éd. de Minuit, p. 43.

15-17 000 en février 1917, à 115 000 en octobre 1917, 250 000 fin 1918 pour atteindre 600 000 fin 1920. Si on peut parler d'un « laminage » de « l'avant-garde », cette « avant-garde » était de toute façon très restreinte. Lorsqu'on lit que dans les années 20 il ne restait que 8 % des militants du début de la révolution, 8 % de 600 000 donnent 48 000, c'est-à-dire trois fois plus que les effectifs du parti en 1917. C'est absurde.

Si on peut parler de laminage, c'est plutôt de celui de la classe ouvrière qu'il s'agit. Le prolétariat industriel en 1917 était de 3 millions ; il tombe à 2,5 millions en 1918, 1,48 million en 1920 et 1,24 million en 1921 (selon Carr). En octobre 1921, Lénine déclare que le prolétariat « a cessé d'exister en tant que prolétariat », « le prolétariat a disparu »⁷⁸. Mais en même temps, il y a 5 millions de fonctionnaires !

La dégénérescence bureaucratique du régime est avant tout la conséquence d'un choix politique : le sureffectif de fonctionnaires qui pourraient être plus utiles en production – à condition bien sûr d'être capable d'organiser celle-ci.

En 1922 Boukharine déclara que « la ruine économique, le déclin de la production s'accompagnent indéniablement du déclin de la saine psychologie prolétarienne, ce qui, en faisant tomber le prolétariat au niveau d'une foule en haillons et en transformant des éléments ouvriers de valeur, avec une tradition d'activité productive, en éléments déclassés, crée une situation qui favorise plus ou moins les tendances anarchistes ». La situation semblait suffisamment grave pour que Boukharine soit chargé de rédiger un article contre l'anarchisme⁷⁹ !

En réalité, les effectifs de la classe ouvrière en production ont diminué parce qu'il n'y avait plus grand chose à produire ; La tentative psychologisante faite par Boukharine de déprécier la classe ouvrière sert à masquer le fait que le prolétariat restait extrêmement militant, mais qu'il était mobilisé *contre le pouvoir communiste* ! La classe ouvrière a continué de mener des actions collectives pendant toute la guerre civile : « chaque vague de protestation fut plus puissante que la précédente, culminant dans le mouvement de masse de la fin de 1920 », écrit Richard Sakwa.

Au début de 1921, « des unités de l'armée appelées à intervenir contre des ouvriers en grève refusèrent d'ouvrir le feu et furent remplacées par des détachements communistes armés », n'hésitèrent pas à tirer. « Le jour suivant, plusieurs usines se mirent en grève » et certains régiments « furent désarmés et consignés dans leurs casernes

78 Rapport au congrès des services d'éducation politique, 17 octobre 1921, *Œuvres complètes*, t. 33, p. 59.

79 « Anarchy and scientific communism », 1992, in *The Poverty of Statism, A Debate Bukharin, Fabbri, Rucker*, Cienfuegos Press, Over-the-Water, Sanday, KW17 2BL, Grande-Bretagne.

par mesure de précaution » par le gouvernement qui craignait de possibles fraternisations. Le 23 février 1921, « Moscou fut placé sous la loi martiale tandis que des détachements communistes et des unités fidèles de l'armée montaient la garde vingt-quatre heures sur vingt-quatre devant les usines »⁸⁰.

L'insurrection de Kronstadt qui éclate le 2 mars suivant a le plus souvent occulté la grève générale de Petrograd qui en est à l'origine. Or les grèves avaient été endémiques pendant toute l'année 1920, montrant une opposition massive de la classe ouvrière au régime : « au cours des six premiers mois de 1920 des grèves se produisirent dans 77 % des grandes usines et des entreprises de taille moyenne », écrit J. Aves⁸¹.

On comprend très bien que dans la littérature communiste la classe ouvrière, même réduite en nombre, disparaisse comme acteur positif de l'histoire dans la mesure où maintenant elle s'oppose au régime qui la réprime et qui a anéanti toute organisation ouvrière autonome. Le slogan des marins de Kronstadt : « Les soviets sans les communistes » n'avait en lui-même pas de sens dans la mesure même où s'il y avait eu des élections libres, les communistes auraient été laminés.

Face à l'armée rouge, les effectifs des Blancs étaient bien inférieurs, et répartis sur quatre fronts : le front d'Estonie, le front du Nord, le front de Sibérie occidentale avec Koltchak, et le front du Sud avec Dénikine. Les Blancs n'étaient pas mieux équipés que l'armée rouge. Au printemps de 1919 Koltchak avance par l'Oural jusqu'à la Volga. La paysannerie des arrières de Koltchak se révolte, craignant une restauration des propriétaires. L'armée rouge jette toutes ses forces sur lui et le bat. A l'automne, les bolcheviks doivent faire face à deux fronts à la fois, Dénikine au Sud et Youdénitch sur le front de la Baltique. Dénikine, qui marche sur Moscou, est battu grâce à l'intervention de l'armée makhnoviste. Youdénitch venu d'Estonie, est battu devant Petersbourg en octobre-novembre.

La guerre civile fut une épreuve terrible pour la population russe dans son ensemble, et le régime soviétique fut plusieurs fois à deux doigts de s'effondrer. Les armées blanches ont failli prendre Moscou ; elles sont arrivées dans les faubourgs de Petrograd. Au pire moment, elles ont occupé près de dix millions de kilomètres carrés, soit plus de la moitié de la Russie de l'époque. Mais c'est là aussi l'une des raisons de l'échec des offensives blanches : l'occupation d'un territoire beaucoup trop étendu relativement aux effectifs disponibles. A la fin de septembre 1919 les armées blanches du Sud occupaient un territoire

80 Richard Sakwa. *Soviet Communists in Power*, Macmillan Press, 1988. Voir : pp. 94, 94-95 et 245.

81 J. Aves, *Workers Against Lenin*, I.B. Tauris Publishers. Sur les grèves, voir pp. 69, 109 et 120.

deux fois grand comme la France. A l'Est, en Sibérie, elles occupaient 75 % d'un territoire de 12,5 millions de kilomètres carrés. Dans de telles conditions, les armées blanches se trouvaient confrontées à un grave problème de transports, accentué par l'étirement incroyable du réseau ferré, dont les travailleurs étaient pour l'essentiel acquis à la révolution.

La guerre civile était devenue une activité très lucrative pour beaucoup de gens, militaires et fonctionnaires civils. De nombreux transports, prioritaires par rapport aux convois de munitions ou de soldats allant vers le front, étaient chargés de « prises de guerre » qui partaient vers l'arrière. Très fréquent dans le Sud, la chose était généralisée à l'Est, en Sibérie, où soldats tchèques et fonctionnaires civils se livraient à un marché noir frénétique. Des officiers gonflaient substantiellement les effectifs de leurs troupes et empochaient les soldes et allocations d'effectifs n'existant que sur le papier ; d'autres avaient même inventé de toutes pièces des unités.

Le dirigeants blancs avaient tous des opinions unitaires en matière de politique russe, mais ils se trouvaient dans les franges extérieures de l'empire où se trouvaient de nombreux éléments fortement séparatistes, avec lesquels ils devaient collaborer. C'était particulièrement le cas en Ukraine, mais aussi dans le Caucase. Il en est résulté de nombreux problèmes, aussi bien politiques que militaires, les Cosaques par exemple refusant souvent d'opérer sur un territoire qui n'était pas le leur. De tels problèmes ont grandement handicapé l'efficacité de l'action des armées blanches.

Les généraux blancs envisageaient leur action d'un strict point de vue militaire et ont été incapables de mettre sur pied une politique cohérente et coordonnée. Le seul point commun de leur « programme » était l'unité de la Grande Russie, ce qui n'enchantait pas particulièrement les séparatistes. La paysannerie craignait que les Blancs ne restituent aux anciens grands propriétaires les terres qu'ils avaient récemment acquises. Face à cela, les généraux blancs se sont contentés de publier occasionnellement des proclamations extrêmement vagues. S'ils avaient compris que le problème agraire était le problème crucial du moment, ils n'ont jamais défini une politique précise et crédible dans ce domaine – et pour cause.

Koltchak avait fait une proclamation, reprise par Dénikine, dans laquelle il était question simplement de « laisser provisoirement les terres à ceux qui les cultivent – ceci jusqu'à la décision d'une assemblée future qui s'occupera d'un partage équitable ». Il est certain qu'un tel discours ne pouvait pas satisfaire les paysans, alors que les mots d'ordre des bolcheviks accordaient sans ambiguïté la terre aux paysans sans indemnités. Ajoutons que la proclamation de Koltchak ne satisfaisait pas non plus les anciens grands propriétaires... Wrangel

semblait plus conscient du problème politique et y consacra un peu plus d'attention, mais guère.

Contrairement à l'idée reçue, les chefs blancs n'étaient pas tous des partisans fanatiques de la monarchie absolue ; ils étaient dans l'ensemble, sur le plan politique, des libéraux, sauf Wrangel qui était vraisemblablement monarchiste, et avaient accepté l'idée d'une consultation populaire après le renversement des bolcheviks.

La victoire bolchevique a été rendue possible grâce à plusieurs facteurs.

– les bolcheviks occupaient le point central attaqué de plusieurs endroits différents. Ils bénéficiaient d'un réseau ferré et routier permettant d'amener rapidement des troupes sur le front. Les Blancs au contraire se battaient dans une position périphérique.

– les Blancs étaient dispersés sur quatre fronts et n'ont pas attaqué en même temps, alors que les rouges occupaient un noyau central plus facile à défendre.

– les Blancs s'appuyaient sur l'étranger, ce qui provoquait un réflexe nationaliste même chez les Russes qui n'appuyaient pas les bolcheviks.

– les Blancs, basés dans la périphérie où existaient des minorités nationales, ne cachaient pas leur projet d'une Russie une et indivisible, ce qui ne favorisait pas la collaboration avec lesdites nationalités.

A l'origine, les Blancs ont pu avancer rapidement parce que les paysans en avaient assez des réquisitions armées dans les villages. Sans enthousiasme, ils étaient favorables aux Blancs. Mais une fois ceux-ci arrivés, ils se sont aperçus que les Blancs effectuaient eux aussi des réquisitions forcées et qu'ils entendaient rétablir les anciens propriétaires. Les paysans ont donc choisi le moindre mal.

L'intervention des alliés ne fut pas du tout déterminante. Elle fut nulle sur le front Sud, où la garnison française d'Odessa se mutina, et désastreuse pour les Blancs en Sibérie. Les marins de la mer Noire se mutinent pour ne pas avoir à combattre la révolution. À Arkhangelsk, au nord de la Russie, une compagnie du 21^e bataillon d'infanterie coloniale refusa, le 15 octobre 1918, de combattre la révolution. Est-ce par conviction politique ou parce que des rumeurs d'armistice couraient ? Probablement un peu des deux. Après la guerre, l'opposition à l'intervention chez ceux qui devaient se faire tuer pour Clemenceau ou Llyod George grandit encore ⁸².

82 La correspondance entre l'état-major du général Janin, qui commandait le Corps expéditionnaire français en Sibérie orientale, et le ministère des Affaires étrangères fait clairement apparaître l'insistance du Parlement français à en finir avec cette aventure, considérée comme beaucoup trop coûteuse alors qu'il y avait la France à reconstruire. La capacité d'intervention du Corps expéditionnaire français en Sibérie

Les quatorze États qui ont eu des velléités de dépeçage de la Russie étaient eux-mêmes épuisés par la guerre mondiale qui venait de se terminer : leur classe ouvrière était à bout et hostile à l'intervention contre la révolution russe : mutineries, désertions, grèves, révoltes affaiblirent l'intervention. Si l'armée rouge l'a emporté, c'est en grande partie parce que l'opposition blanche était organisée et mal équipée. Inaptitude politique, corruption, indiscipline, étirement des lignes de communication furent des handicaps, auxquels il convient d'ajouter la démoralisation.

La mythologie communiste a évidemment intérêt à amplifier le rôle des différents corps expéditionnaires étrangers en Sibérie. Le corps expéditionnaire français en Sibérie fut constitué de 1100 hommes à son arrivée, effectifs réduits de moitié le 11 janvier 1919 par suite de démobilisations non remplacées.

La création du parti

Le parti communiste se constitua véritablement à cette période. En 1917, le parti gardait une structuration floue. Il n'était pas encore monolithique et sa centralisation était encore relative. Après la crise de 1918 il devint un appareil administratif, hiérarchique et centralisé. Le politbureau n'arrive à jouer un rôle dominant qu'à partir de 1918. Les effectifs gonflent de 6 000 en 1916 à 600 000 membres fin 1920, pour la plupart anciens contremaîtres, sous-officiers, fonctionnaires de l'ancien régime. Le parti monolithique est une création de la guerre civile.

Le programme des nationalisations est accéléré, mais cela correspond moins à un impératif politique que militaire, car le gouvernement craint que les propriétaires privés de l'industrie ne refusent de travailler pour l'armée. Dans ce processus, les syndicats vont jouer un rôle important. Les « fonctions étatiques » des syndicats, pour reprendre le terme de Lénine, s'étaient déjà considérablement étendues. Les dirigeants de l'appareil syndical sont des personnages puissants disposant d'un pouvoir étendu, mais leurs rapports avec la base sont loin d'être idylliques. Au II^e congrès pan-russe des syndicats (16-25 janvier 1919), un délégué se plaint que « même s'il existe dans

(par ailleurs très peu nombreux : quelques centaines d'hommes) se trouvait donc très réduite. En Sibérie un gouvernement provisoire s'était constitué pour lutter contre la révolution. Si les puissances occidentales avaient reconnu et soutenu ce gouvernement, les bolcheviks auraient été balayés. Au lieu de cela, les chefs des différents corps expéditionnaires en Sibérie se querellaient pour des questions de préséance ou manœuvraient en sous-main pour se neutraliser l'un l'autre tandis que l'Armée rouge avançait inexorablement, et que leurs gouvernements s'engageaient dans une énorme campagne de piratage destinée à s'emparer de l'or des Romanoff. (Recherches personnelles.)

la plupart de nos régions des institutions représentant le mouvement syndical, les membres de ces institutions ne sont ni élus, ni ratifiés. » Le même délégué se plaint également que « quand il y a des élections et que les individus élus ne plaisent pas au Conseil central ou aux pouvoirs locaux, les élections sont annulées très facilement et les élus remplacés par d'autres individus, plus dociles »⁸³. De telles plaintes sont loin d'être isolées.

Si les comités d'usine ont été complètement liquidés, les syndicats sont sous le contrôle total de l'État. Tomski déclare à ce congrès que dès lors que « les syndicats déterminent les salaires et les conditions de travail, les grèves ne peuvent plus être tolérées. Il est nécessaire de mettre les points sur les i ».

Un exécutif est mis en place, investi de l'autorité suprême entre les congrès. Les décrets de cet exécutif sont « obligatoires pour tous les syndicats dans les affaires de leur juridiction et pour chaque membre de ces syndicats ». « La violation des décrets ou le refus de les appliquer de la part de syndicats particuliers seront sanctionnés par leur expulsion de la famille des syndicats prolétariens »⁸⁴.

Le VIII^e congrès du parti marque une étape en ce sens que sont, d'une part, clairement confirmées les fonctions « étatiques » des syndicats et, d'autre part, attaqués les « éléments petits-bourgeois » qui « hésitent entre l'ancienne société et la nouvelle », ce qui est une façon de désigner ceux qui réclament la démocratie ouvrière dans les organisations de classe⁸⁵. En effet, des critiques de la gauche du parti se font entendre, en particulier contre le centralisme extrême de l'État. On trouve l'écho de ces critiques dans le projet de programme du parti rédigé par Lénine, dans lequel celui-ci recommande de « lutter de façon (...) impitoyable contre le soi-disant radicalisme, qui n'est en fait que grossière fatuité, prétendant que les travailleurs sont capables de venir à bout du capitalisme et du régime bourgeois sans apprendre chez les spécialistes bourgeois, sans les utiliser, sans avoir suivi une longue école de travail à leurs côtés »⁸⁶. Le VIII^e congrès vit aussi s'accroître l'argumentation en faveur de l'emploi de « spécialistes ». Lénine souligne en particulier que « la couche des ouvriers qui ont en fait dirigé le pays durant cette année et appliqué toute la politique, la couche des ouvriers qui ont fait notre force, est incroyablement mince en Russie »⁸⁷. L'historien de l'avenir, dit encore Lénine, verra que les

83 Maurice Brinton, « Les bolcheviks et le contrôle ouvrier », *Autogestion et socialisme*, n° 24-25, 1973, p. 132.

84 M. Brinton, *op. cit.*, p. 134.

85 Rapport d'activité du Comité central, VIII^e congrès, *Œuvres complètes*, t. 29, p. 145.

86 « Les tâches fondamentales de la dictature du prolétariat en Russie », projet de programme du PC(b)R, *Œuvres complètes*, t. 29 p. 110.

87 Rapport d'activité du Comité central, *Œuvres complètes*, t. 29, p. 156.

forces qui ont dirigé le pays pendant cette période sont infimes : « Infimes, parce que les dirigeants politiques cultivés, instruits et capables étaient rares en Russie. » C'est pourquoi il est indispensable de « rechercher les moyens pratiques permettant d'utiliser dans l'industrie et – chose plus importante encore – dans les campagnes des forces toujours nouvelles, à une échelle de masse, de faire participer au travail des Soviets des ouvriers et des paysans situés au niveau du paysan moyen, ou même au-dessous de ce niveau. Sans leur aide, à l'échelle de masse, il nous semble impossible de poursuivre notre activité »

« Certes, la plupart des spécialistes sont pénétrés de la mentalité bourgeoise. Il faut les entourer d'une atmosphère de collaboration fraternelle, de commissaires ouvriers, de cellules communistes ; il faut les placer dans un entourage dont ils ne pourront se dégager. Mais il faut leur ménager de meilleures conditions de travail que sous le capitalisme, car autrement cette couche sociale éduquée par la bourgeoisie ne travaillera pas. Obliger toute une couche sociale à travailler sous le régime de la trique n'est pas possible... (...) Dans cette période de transition, nous devons leur assurer des conditions d'existence aussi bonnes que possible⁸⁸. »

Les « spécialistes » de l'ancien régime sont en somme mieux traités que les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, qui sont considérés comme les ennemis principaux : « Les mencheviks sont les pires ennemis du socialisme, car ils se déguisent en prolétaires...⁸⁹ »

A tout prendre, l'appel aux anciens cadres tsaristes sera préférable à ces traîtres.

Les mencheviks dans l'opposition

La propagande du parti communiste présente invariablement les mencheviks comme des contre-révolutionnaires, des alliés des Blancs et des partisans de l'intervention étrangère. Si les socialistes-révolutionnaires se sont opposés les armes à la main aux bolcheviks après la signature du traité de Brest-Litovsk, il n'en est rien pour les mencheviks. Pendant quatre ans, le parti menchevik joua la carte de l'opposition légale aux communistes au pouvoir, excluant le recours à la lutte armée.

Partisans d'une nouvelle convocation de l'Assemblée constituante, dissoute par les bolcheviks, les mencheviks renoncèrent même, en

88 *Œuvres complètes*, VIII^e congrès, t. 29, p. 178.

89 *Œuvres complètes*, t. 29, p. 180.

décembre 1918, à cette revendication car elle risquait de faire le jeu de la contre-révolution.

En 1917, l'influence des mencheviks était tombée au plus bas, et beaucoup de leurs partisans s'étaient rangés du côté des bolcheviks. Pourtant, la politique du pouvoir devenait de plus en plus impopulaire et renversa la tendance. Une grande partie de la classe ouvrière les soutenait de nouveau vers le milieu de 1918, ce qui explique les pratiques systématiques de dissolutions de soviets, de syndicats, les arrestations massives lors de réunions et de congrès ouvriers, les manipulations d'élections dans tous les organismes populaires, toutes mesures sans lesquelles les bolcheviks n'auraient pu rester au pouvoir.

Lors des élections aux soviets du printemps de 1918, dans toute la Russie, il y eut un redoublement d'arrestations, de dissolutions par la force armée et même d'exécutions sommaires là où les mencheviks obtenaient une majorité ou même une minorité importante. Les mencheviks finirent par se faire exclure du comité exécutif central du soviet de Petrograd, où ne subsista que des communistes, mesure qui s'étendit ensuite à tous les soviets du pays. Le prétexte de ces mesures était la participation des mencheviks à des révoltes sur le Don et en Sibérie. Si le cas de participation armée est avéré pour les socialistes-révolutionnaires, il n'a jamais pu être démontré pour les mencheviks. Quelques militants avaient certes participé à la révolte de Iaroslav, mais ils furent exclus. Une conférence du parti tenue en décembre 1918 donna des instructions au Comité central du parti pour qu'il exclue toute personne ou groupe qui s'alliait avec les Constitutionnels démocrates, soutenait l'intervention alliée⁹⁰ ou avait recours à la lutte armée.

Malgré la répression constante, l'activité légale des mencheviks se poursuivait. Les ouvriers de plus en plus mécontents étaient sensibles à la revendication de la liberté d'élection aux soviets, de la liberté syndicale, de la liberté de parole et de presse pour les partis ouvriers et la suppression de la terreur et de la Tchéka.

A partir de 1919 l'influence menchevique s'accrut dans les syndicats, dont les militants de base n'appartenaient pas au parti communiste. En 1921, Zinoviev affirma qu'il y a 90 % d'anticommunistes chez les ouvriers de l'industrie. Trotski déclara que c'était là une « exagération monstrueuse », mais reconnaît qu'il y en a beaucoup. Lozovski, dirigeant du parti des Internationalistes, proche des mencheviks, dut interrompre son discours sous les huées au II^e

90 Les mencheviks de Géorgie avaient demandé l'intervention des alliés pour résister à l'occupation bolchevique, mais l'organisation géorgienne était totalement distincte de celle des mencheviks russes avec lesquels ils n'avaient plus aucune relation. La conférence de décembre du parti menchevik avait rejeté toute idée d'un contact organique avec les mencheviks géorgiens.

congrès pan-russe des syndicats, parce qu'il critiquait les cellules communistes qui étouffaient toute liberté syndicale dans le pays. Au III^e congrès pan-russe des syndicats (avril 1920), les mencheviks n'avaient que 70 délégués sur plus d'un millier, mais par le biais des manipulations bureaucratiques, cette représentation était bien en dessous de leur représentativité réelle à la base : ils avaient une majorité écrasante chez les typographes, et dans les fédérations syndicales de la métallurgie, de la chimie et du textile.

Au congrès suivant, les délégués mencheviks n'étaient plus que neuf. L'évolution de leurs effectifs dans les congrès était inversement proportionnelle à celle de leur influence dans la classe ouvrière, ce qui inquiétait beaucoup les communistes, d'autant que dans les rangs mêmes du parti au pouvoir montaient des voix qui réclamaient une plus large représentation ouvrière dans la gestion de l'industrie, sous la forme de représentants syndicaux librement élus. La liquidation des mencheviks se fit en même temps que celle de l'opposition interne au parti communiste. Le pouvoir ordonna la clôture de tous les congrès de syndicats, la dissolution de tous les organismes syndicaux où les mencheviks avaient obtenu la majorité et leur remplacement par des instances dominées par les communistes. Pendant le reste de l'année, des manifestations ouvrières et des grèves de protestation furent suivies d'arrestations massives.

Le même processus se déroula dans les soviets, sous la forme entre autres d'arrestations systématiques de tous les dirigeants locaux proches du parti menchevik la veille des scrutins. Les votes ayant par ailleurs lieu à main levée, les électeurs favorables aux mencheviks étaient aisément repérables et étaient sujets à des représailles, ce qui décourageait les votants.

La situation des mencheviks ne s'améliora pas après l'instauration de la *Nouvelle économie politique*, la NEP, que Lénine mit en place pour éviter l'effondrement du régime. Dans un pays qui avait connu la guerre, une révolution, une guerre civile et qui faisait face à la famine, il s'agissait de relâcher la pression de l'État sur l'économie pour tenter de la redynamiser. Cette politique était dans l'ensemble celle que les mencheviks préconisaient, ce qui les rendaient encore plus encombrants pour le parti communiste : en effet, on pouvait se demander pourquoi ce parti dont on adoptait la politique n'était pas au pouvoir.

« Ainsi périrent les mencheviks, sans avoir tiré un coup de fusil. Par une ironie de l'histoire, leur foi en la liberté démocratique n'a pas peu contribué à leur défaite. En refusant le pouvoir eux-mêmes et en hésitant à appuyer la coalition des partis antibolcheviques entre mars et novembre 1917, ils ont contribué à donner le pouvoir à

Lénine. Tout en disposant, après la révolution d'Octobre, du soutien d'une grande partie de la classe ouvrière, avantage dont n'a jamais bénéficié aucun autre parti d'opposition, ils ont refusé d'employer quelque procédé que ce soit en dehors des moyens rigoureusement constitutionnels pour le lui arracher⁹¹. »

Ensuite, en liquidant toutes les organisations de classe et les organes de la société civile, comme les coopératives⁹², dans lesquelles se trouvaient des éléments dynamiques, actifs et entreprenants, mais où les bolcheviks étaient peu représentés, le régime a suscité une réaction de découragement et de démoralisation dans la classe ouvrière et la paysannerie.

L'activité autonome du prolétariat russe dans les organes qu'il avait constitués dans la lutte aurait permis d'accomplir une partie importante du travail réclamé des « spécialistes » par l'État ; en outre, cette activité aurait de toute façon inclus la présence, dans les entreprises, de techniciens, qui auraient été intégrés dans le processus de production, et socialement intégrés dans la construction d'une société nouvelle, mais contrôlés directement par les travailleurs.

La politique du parti l'a conduit :

– d'une part, à utiliser nombre de « spécialistes » là où il n'y en avait pas besoin (dans les organes de répression) ou peu besoin (dans la bureaucratie, rapidement pléthorique, et dans les appareils de contrôle social et administratif). Lorsque le Sovnarkom décrète en janvier 1920 le service du travail obligatoire, un paragraphe du document regrette « la destruction du vieil appareil policier qui avait su recenser les

91 Léonard Schapiro, *Les bolcheviks et l'opposition*, pp. 179-180. Les informations contenues dans cet encadré sont inspirées du livre de Schapiro.

92 Le mouvement coopératif en Russie avait pris à partir de 1905 un essor considérable. Il s'agissait surtout de coopératives de consommation et de coopératives agricoles. En 1871 il y avait en Russie 61 coopératives de consommation et 21 coopératives agricoles ; en 1915 le chiffre est de 10 000 et de 6 800. Le premier congrès de toutes les associations coopératives se réunit en 1908 avec près de 2 000 délégués, et fut à l'origine d'un vaste réseau de coopératives qui avaient leur propre banque, la Banque populaire de Moscou. Le mouvement était surtout animé par des paysans moyens. Les socialistes-révolutionnaires étaient très actifs dans les coopératives agricoles. Le mouvement coopératif a joué un grand rôle dans l'amélioration des méthodes agricoles, le développement de la science agronomique et l'amélioration de la productivité en agriculture, qui était très faible. Pendant l'été de 1917, influencée par les socialistes-révolutionnaires qui voulaient respecter la légalité et attendre la convocation de l'Assemblée constituante, la direction du mouvement coopératif s'opposa à l'action des paysans qui exigeaient le partage immédiat des terres. En dépit de l'orientation choisie par sa direction, le mouvement coopératif avait constitué, au niveau national, une vaste infrastructure que le nouveau pouvoir s'évertua à liquider. (Cf. Ida Mett, *Les paysans russes dans la révolution et la post-révolution*, Spartacus.)

citoyens, non seulement dans les villes mais aussi dans les campagnes »⁹³ ;

– d’autre part, à faire appel à des « spécialistes » dans des conditions qui, au lieu de renforcer la capacité de la société civile à se développer, renforçaient au contraire le pouvoir d’État. En d’autres termes c’est moins la *société* qui avait besoin de « spécialistes » que le *pouvoir*.

On peut d’ailleurs considérer que les dirigeants bolcheviks sont eux-mêmes des « spécialistes » dont la fonction se limite à exercer le pouvoir et qui font appel à d’autres spécialistes pour administrer l’économie : Lénine accuse les mencheviks (« les pires ennemis du socialisme ») d’être des « demi-intellectuels », ce que sont précisément les cadres bolcheviks. Mais il est difficile d’imaginer que ces « spécialistes » auxquels il fait appel soient vierges de toute opinion politique et que leur entrée en masse dans le parti ne va pas influencer sur ses orientations. Le problème, c’est que, au lieu d’être nommés par la base, par les comités d’usine disparus par exemple, qui auraient pu les contrôler, et éventuellement les destituer, le régime leur aura donné les *pleins pouvoirs* de gestion de l’économie.

Pendant la guerre civile, les syndicats constituaient un élément capital de contrôle sur la classe ouvrière. « Chez nous, dit Lénine dans son rapport au VIII^e congrès du parti, nous ne pourrions nous maintenir un seul mois sans le soutien des syndicats »⁹⁴. C’est pourquoi le nouveau programme du parti déclare, dans le paragraphe 5 de la « Section économique », que « l’appareil d’organisation de l’industrie socialisée doit être basé essentiellement sur les syndicats (...). Les syndicats qui, conformément aux lois de la République soviétique et à la pratique quotidienne, participent déjà aux tâches de tous les organes centraux et locaux de l’administration industrielle, doivent procéder à la concentration effective dans leurs propres mains de toute l’administration de l’économie dans son ensemble, considérée comme une seule unité économique (...). La participation des syndicats à la gestion économique et leur rôle, qui consiste à entraîner de larges masses dans ce travail, constitue également la meilleure méthode de lutte contre la bureaucratisation de l’appareil économique »⁹⁵. »

Il sera beaucoup fait référence à ce « paragraphe 5 » de la « Section économique ». Ceux des bolcheviks qui avaient approuvé l’incorporation des comités d’usine dans les syndicats et qui avaient fini par comprendre leur erreur s’accrocheront à ce « paragraphe 5 » qui, à leurs yeux, justifiait une certaine forme de pouvoir de la classe ouvrière

93 Cité par M. Brinton, p. 145.

94 *Œuvres complètes*, t. 29, p. 153.

95 Cité par M. Brinton.

dans l'organisation de la production. Mais ils oubliaient qu'aucune des fonctions de l'appareil syndical n'était élective...

D'autres bolcheviks, parmi lesquels Riazanov, diront au contraire que la condition de l'arrêt du développement de la bureaucratie est l'abandon des prérogatives syndicales dans l'administration de la production.

Le soudain accès de « syndicalisme » de la direction du parti s'explique par la nécessité vitale de maintenir la production des usines pendant la guerre civile. L'appareil bolchevik dans les syndicats, nommé par l'État, jouera un rôle capital dans la mise en application de la politique du parti dans le domaine économique, dans le contrôle de la classe ouvrière. Le contexte particulier de la guerre civile donnait aux dirigeants bolcheviks des syndicats un poids déterminant dans le rapport des forces lors des congrès, mais il ne s'agit alors en aucun cas de rendre aux syndiqués le pouvoir dans leurs syndicats.

D'ailleurs, la bureaucratisation du parti lui-même suscite quelques oppositions. Ossinsky réclame que les ouvriers entrent en masse au Comité central de façon à le « prolétariser », conclusion à laquelle Lénine n'arrivera qu'en 1923. Comme si la « prolétarisation » d'un organe de 15 membres puisse compenser l'absence de tout pouvoir de décision de la classe ouvrière. C'est d'ailleurs un peu de cela qu'on discuta également au VIII^e congrès : le déclin des soviets, qui ne jouent plus aucun rôle actif dans les problèmes de production, et qui jouent un rôle mineur dans les autres affaires. Toutes les décisions étant prises par les membres du parti, les soviets ne sont plus que des organes de ratification. Ossinsky et Sapronov développaient l'idée que le parti ne devait pas « imposer sa volonté aux Soviets », thèses qui furent catégoriquement rejetées. Le congrès décida que les décisions prises devaient être appliquées d'abord, et discutées ensuite. Il précisa également que « tout ce qui concerne le déplacement des camarades qui font du travail de parti est entre les mains du Comité central. Ses décisions sont obligatoires pour tous. » Cette mesure servira à opérer des « déplacements politiques » permettant de neutraliser les opposants en les isolant dans des régions lointaines ou à l'étranger.

Militarisation du travail

C'est à ce moment que Trotski ouvre le débat sur les syndicats. Il soumet au Comité central, le 16 décembre 1919, ses « Thèses sur la transition de la guerre à la paix » pour faire face à l'effondrement de l'économie. La discussion sur ce texte ne devait pas sortir du cadre du Comité central. Des décisions sur la vie de millions de personnes allaient être discutées à huis clos. Trotski propose de mettre en œuvre la

militarisation du travail et de confier la direction de l'économie au commissariat de la guerre, qu'incidemment, il dirige. Lénine l'appuie. Boukharine, qui est rédacteur en chef de la *Pravda*, est en conflit avec Trotski, et publie – par « erreur » – ses thèses (17 décembre 1919) : le projet est finalement repoussé à une majorité écrasante par la fraction bolchevik des syndicats.

« Les communistes expriment les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière », disait Trotski. Mais quels critères permettent d'assurer que le parti « donne l'expression des intérêts du développement historique » ? C'est simple : « Nous avons écrasé les mencheviks et les socialistes révolutionnaires et il n'en reste rien. Ce critérium nous suffit. » Pour ce qui est des syndicats, « ils deviennent, à cette époque, les organes économiques les plus importants du prolétariat au pouvoir. Par ce fait même, ils tombent sous la direction du parti communiste ⁹⁶. » Et Trotski ajoute que c'est le Comité central du parti qui doit régler les « conflits sérieux qui peuvent avoir lieu à l'intérieur de ces organisations ». Car « l'ouvrier ne fait pas de marchandage avec le gouvernement soviétique ; il est subordonné à l'État, il lui est soumis dans tous les rapports du fait que c'est son État ⁹⁷. »

Les syndicats sont conçus comme les organes producteurs de l'État soviétique ; mais il ne faut pas entendre par là ceux qui décident, mais ceux qui font appliquer. « Les unions professionnelles ne s'opposent pas à lui [à l'État], elles se confondent avec lui », elles se chargent de la discipline du travail, elles exercent « la répression révolutionnaire à l'égard des indisciplinés, des éléments turbulents et parasites de la classe ouvrière » ⁹⁸. Cela n'empêchera pas Boukharine de s'allier peu après à Trotski pour proposer d'intégrer les syndicats à l'appareil d'État en les chargeant de la production, de la productivité, de la discipline du travail.

Lénine appuie sans réserve le point de vue de Trotski, contrairement aux affirmations de ceux qui disent qu'il s'y était opposé dès le début. Ce n'est qu'à la fin de 1920 que Lénine s'opposera à Trotski sur cette question, quand il constatera l'échec de cette politique et les oppositions grandissantes contre elle au sein du parti.

Le 27 décembre 1920 le gouvernement crée, avec l'approbation de Lénine, la commission du travail obligatoire avec Trotski comme président. Ce dernier est également commissaire à la guerre. Le 12 janvier, Lénine et Trotski demandent à la fraction bolchevik du Conseil central des syndicats l'appui des bolcheviks à la militarisation du travail. Deux seulement des soixante dirigeants syndicaux

⁹⁶ Trotski, *Terrorisme et communisme*, ch. 8.

⁹⁷ *Ibid.*

⁹⁸ *Ibid.*

bolcheviks acceptent. C'est la première fois que Lénine et Trotski se heurtent à une opposition aussi nette.

Au III^e congrès des Conseils de l'économie nationale, Lénine déclare (27 janvier 1920) que la direction collective a « quelque chose d'embryonnaire, d'indispensable à la première phase, lorsqu'il s'agit de construire à nouveau. Mais lorsque des formes plus ou moins stables ont été fixées, le passage au travail pratique entraîne la direction personnelle, système assurant au maximum la meilleure utilisation des capacités humaines et un contrôle réel, et non verbal, du travail accompli »⁹⁹.

Lénine se réfère explicitement au modèle d'organisation de l'armée : « L'expérience de l'armée nous a montré le développement normal de l'organisation de la direction, depuis les formes *primitives* [je souligne] de la direction collective jusqu'au commandement unique, appliqué maintenant dans au moins cinq cas sur dix. » (*Ibid.*) A la lecture des nombreux textes de Lénine sur cette question, il apparaît que cette orientation n'est pas seulement due aux nécessités de la guerre civile. Au moment où Lénine écrit, l'Ukraine et la région de la Volga ont été récupérées par l'armée rouge, l'offensive de Dénikine sur Moscou a été battue grâce à l'intervention des troupes makhnovistes, et celle de Youdénitch sur Petrograd a été battue, les Blancs subissent une débâcle en Sibérie, la Grande-Bretagne, la France et l'Italie lèvent le blocus. Cette orientation n'est pas non plus seulement justifiée par l'existence d'une « couche ténue de la classe prolétarienne dirigeante » ou par l'existence d'une « couche très restreinte de travailleurs si exténués depuis deux ans ». La direction uninominale est de toute évidence, la forme même de l'organisation de l'économie soviétique, la direction collective étant une forme par essence *primitive*.

Malgré les exhortations de Lénine, le congrès s'opposera à son orientation et adoptera une résolution en faveur de la gestion collective de la production. Les conférences régionales du parti à Moscou et à Kharkov iront dans le même sens, ainsi que la fraction bolchevik du Conseil central pan-russe des syndicats en janvier et mars. Tomski présenta des thèses, qui furent adoptées, qui étaient une critique implicite des positions de Lénine et Trotski. Il demandait que soit maintenu le principe de la gestion collective :

« Dans la constitution des organes qui régulent et administrent l'industrie, le principe fondamental, le seul qui puisse garantir la participation des larges masses apolitiques à travers les syndicats,

99 Discours au III^e congrès des Conseils de l'économie nationale, *Œuvres complètes*, t. 30, pp. 319-323.

est le principe, actuellement en acte, de l'administration collégiale¹⁰⁰... »

« Les syndicats sont les organisations les plus capables mais aussi les plus intéressées par le rétablissement de la production dans le pays et son bon fonctionnement » dit encore Tomski. Dans la pratique, il ne faut pas voir dans ces positions une défense de la démocratie ouvrière ou de la participation des masses aux décisions qui les concernaient mais un simple épisode d'un conflit interne au parti entre bureaucratie bolchevik des syndicats et bureaucratie bolchevik de l'État.

Une « mini-crise » allait montrer que la discipline et la centralisation restent de rigueur. La nomination, par le parti, de responsables syndicaux créait des tensions avec les syndicats. Certains éléments dissidents de la gauche du parti dans l'industrie tentèrent de créer une structure indépendante qui leur aurait permis de contrôler les organisations communistes dans les syndicats. Le Conseil central pan-russe des syndicats était contrôlé par la « gauche », qui tenta, avant le IX^e congrès du parti, de soumettre directement les fractions du parti dans les syndicats au Conseil central pan-russe des syndicats plutôt qu'aux organisations régionales du parti. Cela aurait créé un « parti-bis » dont la base sociale aurait été une bureaucratie relativement plus « prolétarienne », issue de l'appareil syndical de l'industrie, alors que la base sociale de l'appareil étatique du parti était beaucoup plus hétéroclite, constituée de plus en plus de membres de l'ancienne bureaucratie tsariste et d'adhérents opportunistes des classes moyennes. Là se trouve précisément les fondements du conflit. Il faut garder à l'esprit que ces divergences sur la stratégie syndicale se situaient entre personnes dont aucune n'avait été élue...

Si le projet de la « gauche » dans les syndicats avait réussi, celle-ci aurait contrôlé un pourcentage élevé des membres du parti, et dans des secteurs clés. Il est évident qu'une telle orientation était inacceptable. Précisons que là encore, l'enjeu n'est pas la restitution aux masses de leur liberté de choix, et en particulier du principe électif des responsabilités syndicales et politiques. Cette tentative ne visait en rien à remettre en cause la *nomination* des fonctions syndicales par un appareil centralisé, mais de mettre un autre appareil à la place de celui qui existait. Les « centralistes démocratiques » qui animaient cette tentative présentèrent une motion en vue du IX^e congrès du parti, votée par l'organisation moscovite, stipulant que « la discipline du parti doit toujours l'emporter sur la discipline syndicale ».

Du 17 au 25 mars 1920 se tint à Moscou le II^e congrès pan-russe des travailleurs de l'alimentation lors duquel se manifesta une forte tendance anarcho-syndicaliste, dont nous reproduisons les résolutions.

100 E.H. Carr, *La rivoluzione bolscevica*, Giulio Einaudi editore. p. 599-600.

Sur la bureaucratisation de l'État

C'est dès 1919-1920 que le parti bolchevik s'interroge sur la bureaucratisation croissante de l'État et que les militants remettent en cause son autoritarisme croissant. Au début de 1919, de profondes divergences étaient apparues entre les masses communistes et la direction du parti, le Comité central concentrant le pouvoir au sommet, cherchant à étendre son autorité et à empiéter sur les domaines des organismes locaux.

« En fait, dès la fin de 1919, c'était le centre qui détenait toute l'autorité dans l'État soviétique. Non seulement les soviets locaux avaient perdu toute importance, mais les comités exécutifs locaux avaient cessé d'être autre chose que des bureaux de fonctionnaires entièrement soumis au centre ¹⁰¹. »

Dès mars 1919, à partir du VIII^e congrès du parti, l'Orgbureau dispose du pouvoir de muter et de disperser dans le pays entier ceux qui pouvaient apparaître comme des militants indociles. Au IX^e congrès (29 mars-4 avril 1920) l'Orgbureau obtient le pouvoir d'effectuer les mutations et affectations sans même en référer au Politbureau. Les changements d'affectations provoquaient beaucoup de mécontentement en province. De telles procédures montrent évidemment que les postes de responsabilité dans les organismes locaux du parti n'étaient pas électifs. La guerre civile est pratiquement terminée. Les masses s'attendent à la fin des sacrifices, mais le IX^e congrès du parti prévoit l'extension de certaines dispositions du communisme de guerre, telles que la mobilisation de la main-d'œuvre, le travail obligatoire, le rationnement des biens de consommation, les salaires en nature, les réquisitions de produits agricoles. La militarisation du travail et la direction uninominale de l'industrie sont les deux points discutés.

Si dans un premier temps des bataillons non encore démobilisés avaient été employés à des travaux forestiers, on allait bientôt passer à l'organisation des civils en unités militarisées. On peut voir là les prémisses d'une pratique qui deviendra un élément important de l'économie soviétique : le travail forcé. Il ne s'agissait pas seulement d'obliger au travail mais de fixer les travailleurs à un travail, comme les serfs. « On ne peut permettre à la classe ouvrière de se promener à travers toute la Russie, dit Trotski. Il faut dire aux ouvriers où ils doivent être, les déplacer et les diriger, tout comme des soldats. (...) Les

101 L. Schapiro, *Les bolcheviks et l'opposition*, p. 218, éd. Les îles d'or, Paris 1958.

“déserteurs” du travail devront être incorporés dans des bataillons disciplinaires, ou mis dans des camps de concentration »¹⁰².

Trotsky préconise des méthodes qui ressemblent terriblement à celles employées aux pires moments de l’accumulation du capital et de la formation du capitalisme industriel en Europe occidentale, et *c’est bien de cela qu’il s’agit*. Il préconise, comme Lénine, des « salaires stimulants pour les ouvriers les plus efficaces » et se fait l’avocat de « la nécessité d’adopter ce qu’il y a d’essentiellement progressiste dans le taylorisme »¹⁰³. L’école du capitalisme est constamment évoquée par Lénine : « Les ouvriers n’ont pas encore été assez à l’école de la bourgeoisie » déclare-t-il à la même époque dans un discours aux travailleurs des transports fluviaux, le 15 mars 1920, ce qui justifie la direction uninominale.

L’« école du capitalisme »

L’« école du capitalisme » est une référence lancinante dans les écrits de Lénine et Trotsky à cette époque. Le fondement théorique de cette idée est que sous le capitalisme, le développement des forces productives et de ses contradictions crée les conditions qui rendent possible l’établissement du socialisme. De là, il n’y a qu’un pas pour déduire que le capitalisme le plus développé, le plus concentré – le capitalisme d’État – est *presque* du socialisme, qu’il suffit que le pouvoir d’État passe entre les mains de la classe ouvrière (entendre : entre les mains du parti qui s’autoproclame représentant de la classe ouvrière). C’est d’ailleurs ce que Lénine dit explicitement :

« ... je m’en réfère à la bourgeoisie : à quelle école irons-nous, si ce n’est la sienne ? Comment s’administrerait-elle ? Elle s’administrerait en tant que classe, du temps où elle avait le pouvoir ; mais ne nommait-elle pas de chefs ? Nous n’avons pas encore atteint leur niveau. Elle savait dominer en tant que classe et administrer par l’intermédiaire de n’importe qui, individuellement, pour son compte exclusif¹⁰⁴. »

On a encore là la transposition par Lénine du prolétariat-classe dominante sur le modèle de la bourgeoisie. Si sous le capitalisme les entreprises ont une direction uninominale sans que cela ne remette en cause la domination de la bourgeoisie en tant que classe, il peut en être de même sous le socialisme, où des dirigeants peuvent diriger au nom

102 Cité par Maurice Brinton, « Les Bolchéviks et le contrôle ouvrier », *Autogestion et Socialisme*, n° 24-25, Paris, p.150.

103 M. Brinton, *op. cit.*

104 Lénine, « Discours prononcé à la séance de la fraction communiste du conseil central des syndicats de Russie », 15 mars 1920, *Œuvres complètes*, t. 36, p. 536.

de la classe ouvrière, puisque l'État est un État ouvrier : « La domination de la classe ouvrière est dans la Constitution, dans le régime de propriété et dans le fait que c'est nous [sic] qui mettons les choses en train ¹⁰⁵. » Mais Lénine reconnaît en même temps que l'administration échappe au parti : « c'est autre chose, dit-il, c'est une question de savoir-faire, d'habileté. La bourgeoisie le comprenait admirablement, mais nous, nous ne l'avons pas encore compris. Faisons donc notre apprentissage ¹⁰⁶... » Il ne vient pas à l'esprit de Lénine que le socialisme puisse être une *rupture* complète avec les méthodes capitalistes, non pas dans le sens d'une *direction collective*, mais dans celui d'une *détermination collective* des orientations générales – le mode d'organisation des entreprises étant ensuite relativement secondaire.

La résolution du IX^e congrès du parti affirme que la direction individuelle « ne limite en aucune façon les droits de la classe ouvrière ou ceux des syndicats, car la classe ouvrière peut exercer son pouvoir de différentes façons, selon les nécessités du moment. C'est la classe dirigeante dans son ensemble [*lire : le parti*] qui, dans chaque cas, "nomme" tel ou tel individu à tel ou tel poste de direction et d'administration ». Superbe exemple de substitutisme. Dans la même veine, Lénine fait remarquer aux travailleurs fluviaux que la bourgeoisie anglaise est la plus expérimentée : « et ne nous donne-t-elle pas l'exemple du maximum de dictature personnelle, du maximum de célérité dans l'administration, tout en se réservant, en tant que classe, l'intégrité du pouvoir ? » Voyez donc, dit-il : les entreprises capitalistes sont dirigées par un seul homme, cela n'empêche pas la bourgeoisie d'être la classe dominante ! « Est-ce que la question de savoir si c'est un individu ou un groupe d'individus qui doit gouverner, se rattache à la question de classe ¹⁰⁷ ? » L'essentiel, selon Lénine, est *qui* dirige l'État. En Russie, c'est le parti communiste au nom de la classe ouvrière. « La direction collective serait celle des ouvriers et la direction personnelle ne serait pas ouvrière. Le seul fait de poser ainsi la question, d'argumenter de la sorte, montre que notre conscience de classe n'est pas encore assez claire, et plus encore, que notre conscience de classe est moins claire que celle de MM. les bourgeois. » (*Ibid.*)

Lénine considère comme acquis que la logique interne des mécanismes du capitalisme vaut pour le socialisme, ce qui justifie l'imitation (« aller à l'école ») du capitalisme. Bakounine avait fait remarquer que la dynamique du passage d'une société de classes à une société *sans* classes ne saurait être calquée sur celle du passage d'une société de classes à une autre société de classes. Sont oubliées les

105 *Ibid.*

106 *Ibid.*

107 *Œuvres complètes*, t. 30, 438-445.

résolutions du I^{er} congrès des syndicats, en janvier 1918, selon lesquelles « le contrôle ouvrier doit éliminer l'autocratie dans le domaine économique, comme elle a déjà été éliminée dans le domaine politique ». Dans une large mesure, cependant, Lénine a parfaitement raison de dire la question de savoir si c'est un individu ou un groupe d'individus qui dirige est une fausse question. La direction collective n'a en elle-même aucune vertu particulière. Le vrai problème, que Lénine ne pose pas, est celui du rapport entre la direction, qu'elle soit ou non individuelle, et les dirigés.

Lénine et Trotski se heurtent à l'opposition du groupe Centralisme démocratique au IX^e congrès, représenté par Préobrajenski, Ossinsky et Sapronov. Chliapnikov réclame la séparation des pouvoirs entre parti, soviets et syndicats. Ossinsky, au nom de Centralisme démocratique, appuie la position de Chliapnikov. Loutouvinov, un dirigeant métallurgiste, déclare que « seul le syndicat correspondant peut assumer la responsabilité de diriger un secteur de la production. Et pour l'industrie dans son ensemble, ce ne peut être que le Conseil central pan-russe des syndicats – et il ne peut en être autrement. » Ces positions seront taxées d'« anarcho-syndicalisme de contrebande » par Krestinsky, dans la *Pravda* du 12 mars 1920. Loutouvinov jouera un rôle important dans la formation de l'Opposition ouvrière la même année.

C'est Ossinsky qui, sans doute, révèle le mieux la nature profonde du véritable conflit à l'intérieur de la direction communiste, entre l'appareil économique du parti, dont la base sociale reste malgré tout attachée à ses racines prolétariennes, et l'appareil politique représentant une classe en formation, la bureaucratie d'État. Il y a, dit-il, un « conflit entre deux cultures », la culture « soviétique-militaire » et la culture « soviétique-civile ».

Il n'est pas question pour Lénine de laisser libre cours à cet « anarcho-syndicalisme de contrebande ». « Le parti communiste russe ne peut en aucun cas se contenter de la direction politique, laissant ainsi la direction de l'économie aux syndicats », dit-il alors¹⁰⁸. C'est un discours d'appareil de pouvoir contre un autre appareil concurrent. Le congrès décida qu'« aucun groupe syndical ne doit intervenir directement dans la gestion industrielle » et que les « comités d'usine doivent se consacrer aux problèmes de la discipline au travail, de la propagande et de l'éducation des ouvriers ». On nomma Radek et Boukharine, prolétaires bien connus, au conseil central pan-russe des syndicats pour représenter la direction du parti et garder un œil sur le Conseil.

108 Aux organisations du P.C.R. (b) sur la question de l'ordre du jour du Congrès du Parti, Neuvième Congrès ... Appendice 2, p. 474. (Cité par M. Brinton)

Le IX^e congrès, enfin, introduisit des modifications importantes dans le fonctionnement interne du parti, en soulevant de vives protestations. Désormais, les comités locaux du parti, qui étaient jusqu'à présent au moins formellement démocratiques, devront être subordonnés à des départements politiques créés par l'appareil dirigeant, lesquels exerceront un contrôle sur l'activité des structures de base du parti dans l'atelier, la localité. Ces mesures, manifestement copiées de l'organisation militaire, étaient évidemment moins conçues pour transmettre les opinions de la base vers le sommet que les ordres du sommet vers la base. Le bureau à l'organisation (Orgbureau), créé un an plus tôt, obtient le droit de transférer et de nommer les responsables du parti sans en référer au bureau politique. « Comme cela était déjà arrivé avant, et comme cela devait encore arriver si souvent dans les années à venir, les changements réactionnaires dans la politique industrielle allaient de pair avec des changements réactionnaires dans la structure interne du parti ¹⁰⁹. »

A considérer les choses avec un peu de recul, on se rend compte que la suppression des tendances au X^e congrès du parti, un an plus tard, apparaît non pas comme la conséquence de l'insurrection de Kronstadt, mais comme l'aboutissement logique d'une évolution commencée bien avant et qui se montre au grand jour au IX^e congrès. Le type de problème qui se fait jour à *l'intérieur du parti* laisse rêveur sur ce qui devait se passer *en dehors*. Les militants du parti, qui commençaient à réclamer plus de démocratie au sein de celui-ci, se préoccupaient peu, à de rares exceptions près, comme Miasnikov, de l'absence de démocratie en dehors.

Miasnikov, une exception

Miasnikov était un dirigeant de l'organisation du parti de Motovilikha (gouvernement de Perm). L'un des plus vieux membres et l'un des rares dirigeants ouvriers du parti bolchevik, il fut très affecté par l'abandon des principes de 1917, par l'accroissement du pouvoir de l'oligarchie dirigeante dans le parti, la transformation bourgeoise des couches dirigeantes, et la terreur exercée par le Comité central auprès des membres mêmes du parti.

Il expose ses vues sur la question vers la fin de 1920. Pour cela, il est démis de ses fonctions et appelé à Petrograd pour rester sous la surveillance du parti. Là, il est le témoin des débauches éthyliques de Zinoviev et du divorce complet du parti d'avec les travailleurs. Il rédige alors un mémorandum au Comité central. Lénine lui répond. Miasnikov réplique en exposant ses désaccords. Lénine cesse tout contact avec lui.

109 Maurice Brinton, *loc. cit.*, p. 155.

Sa tentative de persuasion ayant échoué, Lénine aura recours à d'autres méthodes.

Dans ce mémorandum publié à 500 exemplaires (pour les membres du parti seulement, novembre 1921), Miasnikov, se plaignait que c'étaient avant tout les ouvriers et paysans qui étaient arrêtés parce qu'ils désapprouvaient la politique du parti : « Ne savez-vous pas que des milliers de prolétaires sont gardés en prison parce qu'ils parlent comme je le fais maintenant, et que des bourgeois ne sont pas arrêtés pour cette raison pour la simple raison qu'ils ne sont jamais concernés par ces questions ? »

Constatant la totale désaffection des ouvriers envers le parti, qui se manifestait notamment par l'expulsion de militants communistes de réunions, par le fait que des travailleurs discutant entre eux changeaient de conversation dès qu'un communiste s'approchait, etc., de petits faits de tous les jours dont les histoires idéologiques de la révolution ne parlent jamais, Miasnikov demande à Lénine : « Pourquoi font-ils cela ? Allez-vous me dire qu'ils pénalisent le parti communiste sans aucune raison ? (...) Ma réponse est non. La classe ouvrière pénalise le parti parce que les méthodes employées par le parti en 1918-1920 contre la bourgeoisie sont maintenant utilisées contre la classe ouvrière. Cela ne peut pas durer. » (1921.)

Critiquant la servilité envers l'autorité qui règne dans le parti, Miasnikov écrit encore :

« Si un militant de base du parti a sa propre opinion, on le considère comme un hérétique et les gens se moquent de lui en disant : "Est-ce que Ilyich [*Lénine*] n'aurait pas eu la même idée si elle était réalisable ? Tu te crois très malin, hein ? tu veux être le plus malin de tous ? Ha ha ha ! Tu veux être plus malin qu'Ilyich !" Telle est "l'argumentation" typique de l'honorable fraternité communiste. »

Dans cette lettre à Lénine, Miasnikov se plaint également de la « désintégration et de l'ivrognerie des couches supérieures du parti ». « Le problème, écrit-il à Lénine, est que vous levez la main contre la bourgeoisie et que vous frappez les travailleurs. Quelle classe fournit le plus grand nombre de personnes arrêtées sur accusation de contre-révolution ? Les paysans et les travailleurs... » « Encore une fois je le dis, vous levez la main contre la bourgeoisie, mais c'est moi qui crache le sang, et c'est nous, les travailleurs, dont on brise les mâchoires ¹¹⁰. »

110 Voir Maximoff, *The Guillotine at work*, chapitre 11.

Également: « Bolshevik opposition to Lenin: G. T. Miasnikov and the Workers' Group », Paul Avrich, *RUSSIAN REVIEW*, Vol. 43, 1984 pp. 1-29. (<https://libcom.org/book/export/html/1200>)

Miasnikov avait écrit : « Le régime soviétique doit entretenir à ses frais un groupe de détracteurs comme le faisaient autrefois les empereurs romains ¹¹¹. »

Le 23 août 1921 le Comité central interdit à Miasnikov de s'exprimer en public ; tous ceux qui tentèrent d'intercéder en sa faveur furent accusés d'infraction à la discipline du parti. Il est exclu le 22 février 1922, emprisonné, puis exilé.

Il est significatif que les opposants ont toujours concentré leurs efforts sur la réforme des instances dirigeantes, en essayant de modifier les formes de contrôle politique ou en y injectant du « sang neuf », plus « prolétarien » – en fait des bureaucrates moins compromis dans l'appareil – sans jamais remettre en cause la source même du pouvoir.

En juillet, juste avant le deuxième congrès de l'Internationale communiste, paraît l'ouvrage de Trotski, *Terrorisme et communisme* ¹¹² sans doute destiné à l'édification des délégations étrangères. C'est l'exposé le moins ambigu des opinions de son auteur sur l'organisation du travail. Le lecteur y fait de fulgurantes découvertes qui résument la quintessence de la science historique marxiste : « Au fond, l'organisation du travail constitue l'organisation de la nouvelle société, toute société reposant sur l'organisation du travail ¹¹³. » « Sans les formes de coercition gouvernementale qui constituent le fondement de la militarisation du travail, le remplacement de l'économie capitaliste par l'économie socialiste ne serait qu'un mot creux ¹¹⁴. » On trouve une surprenante apologie du travail obligatoire, dont l'auteur se demande s'il est bien vrai qu'il ait « toujours été improductif ? » : « On est bien obligé de répondre à cela que c'est le plus pauvre et le plus libéral des préjugés. Toute la question est de savoir qui exerce la contrainte et pourquoi ? [...] L'organisation du servage a été, dans certaines conditions, un progrès et a amené à une augmentation de la production » ¹¹⁵ ...

On découvre également dans ce document de fondamentales convictions sur la nature humaine : « Selon la règle générale, l'homme s'efforcera d'éviter le travail. L'assiduité ne lui est pas innée ; elle est créée par la pression économique et par l'éducation du milieu social. »

C'est sans doute pour éviter le travail que les travailleurs des comités d'usine se sont efforcés d'élargir le champ d'action de ces derniers et qu'ils se proposaient d'organiser la production, et c'est sans doute parce que les travailleurs n'étaient pas assidus que ces comités

111 Cité par Leonard Schapiro, *Les Bolchéviks et l'opposition*, éd. Les Îles d'or, 1958, p. 270.

112 Le titre est repris d'une brochure de Karl Kautsky, parue en 1919.

113 Léon Trotski, *Terrorisme et communisme*, 10/18, p. 202.

114 *Ibid.*, p. 213.

115 *Ibid.*, p. 217.

ont été liquidés. Quiconque part de l'idée que l'homme s'efforce d'éviter le travail ne devrait pas se mêler de faire la révolution prolétarienne. Le livre de Trotski est en entier un florilège de tout ce qu'il faut écrire pour dégoûter quiconque de la révolution.

Une conférence spéciale du parti, dans laquelle se trouvaient des représentants du groupe Centralisme démocratique et de l'Opposition ouvrière, se réunit en septembre 1920 pour examiner la question du mécontentement intérieur – on se préoccupe guère du mécontentement extérieur. Les revendications de ces deux groupes portent essentiellement sur le droit de discussion, la fin des affectations autoritaires aux postes électifs et la fin de l'intervention exagérée du Comité central dans les organismes soviétiques et syndicaux, questions qui touchent peu les travailleurs mais beaucoup les cadres intermédiaires du parti.

En préparation du X^e congrès, le Comité central présente un rapport affirmant que des progrès considérables ont été accomplis, qu'on a cessé de persécuter les opposants et que les dirigeants ont été « obligés de revenir au travail parmi les masses » (ils l'avaient donc quitté?). Zinoviev réussit à obtenir de la conférence qu'elle accepte la création de commissions de contrôle centrales et régionales qui joueront peu après un rôle déterminant dans l'aggravation du poids de la bureaucratie.

Le 2 novembre 1920 se tient la 5^e Conférence pan-russe des syndicats, lors de laquelle Trotski révèle ses projets. Il faut, dit-il, réorganiser les syndicats en remplaçant les élections par des affectations.

« Nous avons construit et reconstruit les organismes économiques de l'État soviétique, nous les avons démolis et nous les avons reconstitués de nouveau en choisissant et en contrôlant soigneusement les divers collaborateurs dans leurs divers postes. Il est tout à fait évident qu'il faut entreprendre maintenant la réorganisation des syndicats, c'est-à-dire, avant tout choisir le personnel dirigeant syndical ¹¹⁶. »

Un tel discours ne pouvait que provoquer l'opposition des communistes des syndicats, qui, pourtant, ne protestaient pas contre la dissolution des syndicats lorsque les élections ne révélaient pas de majorité communiste suffisante, comme ce fut le cas des typographes de Moscou (Lénine semblait détester les typographes...). C'est d'ailleurs dès 1918 qu'eurent lieu les premières dissolutions par la

116 Cité par Pierre Broué, *Trotski*,
https://www.marxists.org/francais/broue/works/1988/00/PB_tky_17.htm#_ednref25

force de syndicats régulièrement élus. Les dirigeants communistes des syndicats n'avaient alors jamais protesté.

Le Comité central se divise sur deux positions, celle de Lénine et celle de Trotski. Une commission est nommée, présidée par Zinoviev, qui ne parvient pas à se départager. En fait, les deux positions sont guère différentes, sinon dans leur formulation, tous les deux étant d'accord sur les méthodes de contrainte. Mais Trotski disait les choses brutalement, tandis que Lénine exposait ses vues avec plus de diplomatie.

Si Trotski réclame ouvertement la militarisation du travail, Lénine, lui, déclare : « La principale méthode des syndicats n'est pas la contrainte, mais la persuasion, bien que cela ne les empêche pas, en cas de nécessité, d'appliquer avec succès la méthode de la contrainte prolétarienne. » C'est joliment dit.

Si Trotski réclame la haute main sur les nominations dans les syndicats, Lénine affirme la nécessité « d'étendre surtout (*sic*) l'élection des membres de tous les organismes du mouvement syndical », et il précise : « Il faut évidemment (*sic*) que le choix du personnel dirigeant au sein du mouvement syndical ait lieu sous le contrôle d'ensemble du parti. »

La militarisation du travail instaurée par Trotski, qui produisit un énorme appareil bureaucratique avec des résultats insignifiants, souleva une vive opposition chez les travailleurs. Les vues tranchées de Trotski en matière syndicale provoquèrent dans l'administration des transports ferroviaires, qu'il dirigeait, une crise majeure. En septembre 1920 Trotski s'était vu confier la reprise en main des chemins de fer, et il avait créé le Tsektran, issu de la fusion obligatoire du commissariat des Transports, des syndicats de cheminots et d'organisations du parti. La militarisation du travail y suscita de nombreuses réactions hostiles. Trotski expulsa les responsables syndicaux élus et en installa d'autres plus dociles. Il s'agissait en vérité autant de réorganiser que de reprendre en main un secteur dans lequel les bolcheviks n'étaient pas très implantés et où les mencheviks dominaient mais où il y avait aussi une forte présence anarcho-syndicaliste. On se souvient que le syndicat des cheminots avait imposé, après l'insurrection d'Octobre, des ministres non bolcheviks. Casser le syndicat, c'était aussi casser la résistance d'une opposition active au régime, dans un secteur par ailleurs vital pour l'économie.

De nombreux conflits d'intérêt opposaient les différents dirigeants bolcheviks. La militarisation du travail se heurta à l'opposition des dirigeants bolcheviks des syndicats. Le zèle de Trotski comme commissaire du peuple aux Transports se heurta aux organismes locaux du parti et des syndicats qui désapprouvaient les nominations et affectations décidées centralement. Trotski ne cachait pas son intention

de répartir à sa guise les dirigeants au sein des syndicats et menaça même d'arrêter les récalcitrants¹¹⁷. Ainsi Trotski dut faire face à l'opposition de Tomski, mais aussi à celle de Zinoviev qui déclencha, en tant que rédacteur en chef de la *Pravda* de Petrograd, une campagne démagogique contre le commissaire du peuple aux transports.

Le régime avait trop besoin des syndicats comme organes d'encadrement de la classe ouvrière. Lénine imputa à Trotski la responsabilité de la crise, due à son intransigeance sur la question syndicale. Lorsque Lénine fut mis en minorité à une réunion du plénum du Comité central (8-9 novembre 1920), lors de laquelle Trotski présenta un « projet de thèse » intitulé « Les syndicats et leur rôle futur », Lénine se désolidarisa aussitôt de lui et proposa une contre-proposition dans laquelle il réclamait « des formes saines de militarisation du travail... » Le Comité central interdit alors à Trotski de parler en public des rapports entre les syndicats et l'État... Précisons que Trotski n'avait fait qu'appliquer la politique du parti, décidée en son IX^e congrès¹¹⁸.

En tant que dirigeant du parti de Petrograd, Zinoviev tentait d'obtenir le contrôle de la flotte de la Baltique, soumise à l'autorité centrale d'une administration (le *Poubalt*) dominée par Trotski. Le comité de Petrograd recommanda même aux groupements du parti de ne plus obéir à l'autorité de cette administration. Zinoviev exploitait le ressentiment des marins communistes à l'égard de l'administration centrale qui ne laissait aucune initiative aux cellules locales.

15 février 1921 une réunion tumultueuse des communistes de la Flotte dénonce le *Poubalt* et appuie la revendication du comité de Petrograd. Certains délégués avaient exigé en outre la suppression de tous les départements politiques dans la marine, revendication qui ressemblait étrangement à l'une de celles des marins de Kronstadt, qui se soulèveront quinze jours plus tard, non pas contre le *Poubalt* mais contre le parti communiste tout entier.

L'organisation du X^e congrès était échue au comité du parti de Petrograd, c'est-à-dire à Zinoviev, qui mit en œuvre des mesures administratives pour assurer la défaite de l'opposition, à tel point que le comité de Moscou du parti vota une motion qui accusait publiquement l'organisation de Petrograd de « ne pas avoir respecté les règles d'une discussion correcte » et demanda au Comité central qu'il « garantisse une répartition équitable du matériel et des orateurs (...) afin que tous les points de vues puissent être représentés ».

117 Léonard Schapiro, *op. cit.* p. 215.

118 Une résolution du IX^e congrès stipulait : « Les syndicats [...] doivent se transformer peu à peu en organes auxiliaires de l'État prolétarien. »

Les thèses de Lénine sont publiées le 14 janvier dans un document connu sous le nom de « Plateforme des dix » que Zinoviev, Tomski et Staline entre autres, ont signée. Deux jours plus tard la *Pravda* publie la plateforme de Boukharine, que Lénine qualifie de « monument de décomposition idéologique ». Nous devons, dit Lénine, lutter « contre les éléments *malsains* de l'opposition qui en sont arrivés à renier toute "militarisation de l'économie", à renier non seulement la "méthode des désignations" qui a été pratiquée de préférence jusqu'à présent, mais encore toute "désignation", c'est-à-dire à renier en fin de compte le rôle dirigeant du *parti* à l'égard des masses sans parti. Il faut lutter contre la déviation syndicaliste qui causera la perte du parti si l'on ne s'en guérit pas une fois pour toutes »¹¹⁹.

Menace de scission

L'insurrection de Kronstadt survient donc à un moment où une masse importante de travailleurs commence à s'opposer aux orientations du parti ; une frange non négligeable de militants locaux s'opposent à la centralisation et à l'autoritarisme de l'État ; enfin, se font jour à la fois des conflits de personnalités, une lutte entre différentes factions du parti pour le pouvoir et le renforcement de l'autorité centrale du parti contre toute activité locale.

Une véritable scission menace le Comité central. Une fermentation croît à l'intérieur du parti sous forme d'oppositions constituées recueillant la sympathie des communistes du mouvement syndical, oppositions qui peuvent constituer une véritable menace pour l'appareil dirigeant. Lénine pensait que « si le Parti rompt avec les syndicats, ce sera la perte du pouvoir soviétique »¹²⁰. Au contraire de Trotski, il pensait qu'il ne fallait pas heurter de front les dirigeants syndicaux, qu'il fallait trouver des méthodes plus subtiles pour contrôler les syndicats et s'assurer de leur collaboration au Comité central. Bien mieux que Trotski, Lénine percevait les rapports de force. « Nous n'avons pas d'autre soutien que des millions de prolétaires, inconscients, le plus souvent incultes, peu évolués, illettrés, mais qui, en tant que prolétaires, suivent leur parti¹²¹. » Les syndicats sont l'organisation qui regroupe l'ensemble de la classe ouvrière sur des bases de classe ; ils sont un encadrement naturel du prolétariat, « une école du communisme », « le réservoir du pouvoir d'État », pourvu qu'ils soient, évidemment, contrôlés par le parti. A ce titre, ils ne sont

119 « La crise du parti », 19-01-1921, *Œuvres complètes*, t. 36, p. 46.

120 Lénine, Rapport au II^e congrès des mineurs de Russie, *Œuvres complètes*, t. 32, p. 52.

121 Lénine, *Ibid.*

pas seulement une administration, dit Lénine, ils sont « *la source d'où nous tirons tout notre pouvoir* »¹²².

A la veille du X^e congrès, prévu pour mars 1921, on ne sait pas quelle tendance du Comité central dominera le parti. La crise du Comité central déborde largement cet organisme et s'étale dans la presse du parti. Les débats sur la question syndicale sont vifs dans les journaux et les organismes de base. Des groupes profitent du débat sur la question syndicale pour étaler des griefs plus profonds, concernant notamment la dictature du Comité central, l'étouffement des initiatives locales.

Les militants de la tendance Centralisme démocratique considéraient que le conflit syndical n'était qu'un aspect d'un problème suscité par la centralisation exagérée du pouvoir, et que peu de chose séparaient les points de vue de Lénine et de Trotski, qualifiés comme « deux points de vue d'un seul et même groupe de militarisateurs de l'économie nationale ».

Tout cela menace évidemment l'autorité de la direction et incite celle-ci à taire ses divergences et à s'unir pour faire face au danger. Trotski convainc Lénine qu'un débat organisé et patronné par le Comité central couperait l'herbe sous les pieds de l'Opposition ouvrière qui avait l'écoute des milieux syndicaux¹²³. L'Opposition ouvrière affirmait la nécessité du contrôle de l'ensemble de l'industrie par les syndicats, point de vue qui était catalogué par Lénine de déviation anarcho-syndicaliste, mais qui intéressait nombre de syndiqués communistes. Ce débat eut lieu le 30 décembre 1920 à Moscou.

Les thèses de l'Opposition ouvrière étaient soutenues par les communistes du syndicat des métallurgistes, du syndicat des mineurs et d'autres dirigeants syndicaux. Selon eux, l'industrie devait être contrôlée par les syndicats à travers un organisme élu par les syndicats, groupé par branches professionnelles. Chaque usine devait être gérée par un Comité ouvrier relevant de l'organisme syndical hiérarchiquement supérieur. Les responsables syndicaux devaient être élus.

Il est évident qu'un tel programme retirait tout pouvoir au parti communiste ; dès lors que ce dernier perdait la possibilité de nommer les responsables syndicaux, il ne pouvait plus imposer sa politique par

122 Rapport au II^e congrès des mineurs de Russie, *Œuvres complètes*, t. 32, p. 52-53.

123 Peu avant le X^e congrès du parti communiste (8-16 mars 1921) parut un texte d'Alexandra Kollontaï intitulé « L'Opposition ouvrière » dont la direction du parti déclara qu'il fut tiré à 1 500 000 exemplaires mais qui ne le fut qu'à 1 500. L'organe des communistes de gauche britanniques publia le texte entre avril et août 1921, puis le texte parut en brochure en Grande-Bretagne et en Allemagne, en 1922. La *Revue anarchiste* publia la traduction française du texte en décembre 1923 et janvier 1924. Le texte a été réédité en 1962 par le groupe britannique Solidarity, et en 1965 dans la revue *Socialisme ou barbarie*.

l'intermédiaire des membres du parti dociles qu'il avait placés dans les instances syndicales.

« Le syndicalisme confie la gestion des branches de l'industrie ("comités principaux et centres") à la masse des ouvriers sans-parti, répartis dans les différentes productions, annulant de la sorte la nécessité du parti. (...)

« Si les syndicats, c'est-à-dire pour les 9/10, les ouvriers sans parti, désignent (...) la direction de l'industrie, à quoi le parti sert-il ¹²⁴ ? »

C'est une bonne question. Les thèses de l'Opposition ouvrière susciterent des réactions extrêmement violentes car elles inquiétaient sérieusement la direction du parti. Ce courant, selon R.V. Daniels, était implanté dans le Sud-Est de la Russie d'Europe, c'est-à-dire le bassin du Donetz, le Don de le Kouban, la province de Samara. L'Opposition ouvrière contrôlait l'organisation du parti à Samara et le syndicat des métallurgistes dans tout le pays ; dans la province de Moscou elle recueillait un quart des voix du parti ; avant la fin de 1920, ils avaient une majorité de sympathisants en Ukraine ¹²⁵.

Cependant, quelque « sympathique » que puisse paraître ce courant, somme toute le plus réaliste du parti bolchevik, il convient de rappeler qu'il n'intéresse que les *communistes* du mouvement syndical, qui formaient une minorité impopulaire bien que détenant les leviers de commande.

Ce qui se passait dans le parti entre la base et la direction se passait également dans le mouvement syndical entre militants et direction. L'appareil dirigeant du mouvement syndical était constitué de communistes professionnels qui avaient un véritable statut de hauts fonctionnaires, et qui n'avaient pour l'essentiel jamais adhéré à un syndicat en tant que travailleurs.

En outre, l'Opposition ouvrière n'envisageait pas que quiconque autre qu'un communiste puisse diriger les syndicats. Il ne s'agissait en rien de permettre aux ouvriers d'élire librement leurs représentants. L'Opposition ouvrière ne faisait aucune critique de la domination du parti sur l'ensemble du prolétariat. Lorsque Kollontaï déclare que « les nominations ne doivent être tolérées qu'à titre d'exception ; récemment elles ont commencé à devenir la règle », il ne lui vient pas à l'esprit que dans ce cas l'exception une fois instituée devient vite la règle. Aux yeux de la masse des travailleurs, l'Opposition ouvrière ne devait être rien d'autre qu'une parmi d'autres fractions qui se concurrençaient pour le

124 « La crise du parti », *Œuvres complètes*, t. 32, p. 43 et 44.

125 R.V. Daniels, *The Conscience of the Revolution*, Harvard University Press, 1960, p. 127.

contrôle de la classe ouvrière. Rappelons tout de même qu'Alexandra Kollontai, éminente porte-parole de cette tendance, participa à la répression de l'insurrection des marins de Kronstadt, qui eut lieu pendant le déroulement du X^e congrès ¹²⁶.

Avant le X^e congrès, la fraction léniniste obtient la démission de Préobrajenski et de Djerdjinski, trop timorés face à l'Opposition ouvrière et les trotskistes. Une campagne très active, dans laquelle le culte de la personnalité joue déjà un grand rôle, est menée contre les autres courants qualifiés d'« objectivement contre-révolutionnaires ». La tendance léniniste réussit à s'emparer de l'appareil du parti, même dans les régions traditionnellement en faveur de l'Opposition ouvrière.

Le X^e congrès du parti

Le discours d'ouverture de Lénine constate en tout premier lieu que « c'est la première fois que [le] congrès se tient alors que le territoire de la République soviétique est délivré des troupes ennemies ». « Nous avons vécu une année exceptionnelle, dit-il, nous nous sommes permis le luxe de discussions et de débats au sein de notre parti », alors que ce dernier est entouré d'ennemis : « ce luxe, ajoute Lénine, était vraiment surprenant ! »

Une partie importante des interventions de Lénine à ce congrès est consacrée à la critique de l'Opposition ouvrière, qualifiée de « déviation syndicaliste » et, « jusqu'à un certain point semi-anarchiste » ¹²⁷. Lénine insiste particulièrement sur le caractère « anarchiste, petit-bourgeois » de cette opposition (le terme « anarchiste » chez Lénine est presque systématiquement suivi de « petit-bourgeois ») : « J'affirme qu'il existe un lien entre les idées, les mots d'ordre de cette contre-révolution petite-bourgeoise, anarchiste, et les mots d'ordre de l'«opposition ouvrière». » Lénine reproche à l'opposition ouvrière de ne pas comprendre « pourquoi la contre-révolution [...] prend une forme anarchiste » ¹²⁸ : « ... tous doivent savoir que la déviation syndicaliste est une déviation anarchiste et que l'«opposition ouvrière» qui se

126 Il convient de réparer une injustice concernant la répression de l'insurrection de Kronstadt, habituellement attribuée au seul Trotski. Trotski n'assuma que le rôle officiel du responsable de la répression, mais c'est à Toukhatchevsky qu'échut le travail d'état-major et à Staline le sale boulot de liquidation effective du soulèvement, qui fit 14 000 morts chez les insurgés. Lénine et Trotski montraient de façon éclatante qu'ils choisissaient le pouvoir du parti contre le pouvoir des conseils, de la même façon que l'avaient fait les social-démocrates allemands Noske et Ebert le 9 novembre 1918 en écrasant les spartakistes. Noske se vantait d'être le « Trotski allemand ». (Ruth Fischer, *Stalin und der deutsche Kommunismus*, Verlag der Frankfurter Heft, 1948, p. 99.)

127 Rapport au X^e congrès, *Œuvres complètes*, t. 32, p. 184.

128 *Ibid.*, p. 202

retranche derrière le dos du prolétariat est un mouvement petit-bourgeois, anarchiste ¹²⁹. »

Ces camarades déclarent constituer une « opposition » au moment même de l'insurrection de Kronstadt, ce qui est une grave responsabilité, une violation de l'unité. Or, ces derniers temps, « au cours de réunions de sans-parti qui se sont tenues à Moscou, il est apparu manifestement qu'ils font de la démocratie et de la liberté des mots d'ordre tendant au renversement du pouvoir des Soviets ». Lénine reconnaît cependant qu'un grand nombre de représentants de l'Opposition ouvrière ont lutté contre ce mal, ont « combattu cet esprit contre-révolutionnaire petit-bourgeois ».

Il va de soi que l'Opposition ouvrière récuse l'accusation léninienne de déviation syndicaliste, et nombre de ses militants font le reproche à Lénine d'user de ce qualificatif. « Pourquoi la camarade Kollontaï écrit-elle que je lance à la légère le mot "syndicalisme" ? » Lénine n'a pas de mal à demander à ceux qui récusent cette accusation de la réfuter : il cite la page 25 de la brochure de Kollontaï : « L'organisation de la gestion de l'économie nationale appartient au congrès des producteurs de Russie, groupés en syndicats de production qui élisent un organisme central dirigeant l'ensemble de l'économie nationale ¹³⁰. » A satiété, Lénine répète qu'il s'agit là « d'un mouvement petit-bourgeois, anarchiste » dont les thèses vont à l'encontre de la « résolution du II^e congrès de l'Internationale communiste sur le rôle dirigeant du parti communiste et l'exercice de la dictature du prolétariat. C'est du syndicalisme ¹³¹... » Or, « la dictature du prolétariat est impossible sans l'intermédiaire du parti communiste ».

L'avant-projet de résolution « sur la déviation syndicaliste et anarchiste dans notre parti » commence ainsi :

« 1. Depuis quelques mois, une déviation syndicaliste et anarchiste s'est manifestement révélée dans les rangs du parti ; la lutte idéologique la plus résolue, l'épuration et l'assainissement du parti s'imposent.

« 2. Cette déviation a été provoquée d'une part par l'entrée au parti d'anciens mencheviks, ainsi que d'ouvriers et de paysans qui n'ont pas encore entièrement assimilé la doctrine communiste ; mais elle est due surtout à l'influence qu'exerce sur le prolétariat et le PCR l'élément petit-bourgeois exceptionnellement puissant dans notre pays, qui donne inévitablement naissance à des oscillations vers l'anarchisme ¹³²... »

129 *Ibid.*, p. 206.

130 *Ibid.*, p. 207.

131 *Ibid.*, p. 270.

Le fait que l'Opposition ouvrière ait été, plus que tout autre groupe d'opposition, constituée d'éléments authentiquement prolétariens ne semble pas affecter Lénine : « on ne saurait se tirer d'affaire comme le fait constamment le camarade Chliapnikov en invoquant son caractère authentiquement prolétarien¹³³. » L'une des critiques de l'Opposition ouvrière visait précisément l'entrée en masse des éléments opportunistes et petits-bourgeois dans le parti. En préconisant d'élire « des organisateurs chargés de diriger l'économie nationale », les syndicalistes et les anarchistes nient le rôle dirigeant du parti : « Le rôle dirigeant, éducatif et organisateur du parti au sein des syndicats du prolétariat, et de ce dernier dans les masses laborieuses à demi petites-bourgeoises ou franchement petites-bourgeoises, est ainsi totalement éludé et éliminé¹³⁴. »

« Aussi les idées de l'«opposition ouvrière » et des éléments analogues sont-elles fausses, non seulement du point de vue théorique, elles sont l'expression pratique des flottements petits-bourgeois et anarchistes ; elles affaiblissent pratiquement les fermes principes directeurs du Parti communiste et aident pratiquement les ennemis de classe de la révolution prolétarienne¹³⁵. »

Ainsi, la résolution sur l'unité du parti énonce-t-elle en son point 6 que sont dissous « tous les groupes sans exception qui se sont constitués sur tel ou tel programme » et que la non-exécution de cette dissolution entraîne l'exclusion. Toutes ces mesures furent approuvées à une écrasante majorité. Lorsque le congrès pan-russe du syndicat des métallurgistes élu au mois de mai 1921 une direction qui ne convenait pas au Comité central du parti, ce dernier nomma son propre comité à la tête du syndicat.

Trotski : « dénoncer les éléments hostiles au parti »

L'insurrection de Kronstadt éclate le 2 mars 1921 au moment même où se déroule le X^e congrès du parti bolchevik. Plusieurs groupes d'opposition sont représentés au congrès : tous condamnent l'insurrection, y compris l'Opposition ouvrière de Kollontaï et

132 « Avant-projet de résolution du 10^e congrès du Parti communiste de Russie sur la déviation syndicaliste et anarchiste dans notre syndicat. » 8-16 mars 1921. Lénine, *Œuvres complètes*, t. 32, p. 256-259.

133 Lénine, « Conclusion sur le rapport d'activité du Comité central du P.C.(b)R. Le 9 mars 1921 », *Œuvres complètes*, t. 32, p. 206.

134 Lénine, *Œuvres complètes*, Moscou, t. 32 p. 258.

135 « Avant-projet de résolution du 10^e congrès... », *Œuvres complètes*, Moscou, t. 32, p. 258.

Chliapnikov. De nombreux délégués – deux cents – quittent le congrès pour participer à la répression. Les événements de Kronstadt révèlent aux bolcheviks l'ampleur de la crise qui secoue l'État et la société russes. Une nouvelle politique économique, la NEP, est mise en œuvre. Mais en même temps qu'ils relâchent leur emprise sur l'économie, les bolcheviks vont restreindre encore plus la démocratie à l'intérieur du parti et au-dehors, *alors que la guerre civile est terminée depuis novembre 1920*. C'est à cette occasion que Radek déclare que si les mencheviks étaient laissés en liberté, maintenant que les communistes ont adopté leur politique, ils vont exiger le pouvoir :

« ...Radek mit les points sur les *i*, expliquant que si les mencheviks étaient laissés en liberté, maintenant que les communistes avaient adopté leur politique, ils auraient réclamé le pouvoir politique ; tandis que qu'accorder la liberté aux socialistes révolutionnaires, quand l'«énorme masse» des paysans était encore contraire aux communistes, aurait signifié le suicide ¹³⁶. »

Boukharine est chargé de lire au nom du Comité central un rapport sur la démocratie ouvrière – un des nombreux exemples où des dirigeants ne parlent jamais tant d'une chose que quand ils font le contraire. Le communisme de guerre, dit-il, a produit un centralisme extrême, « un appareil hautement centralisé sur la base d'un niveau culturel très arriéré des masses. » « La démocratie ouvrière rend impossible le système de la nomination, et se caractérise par l'éligibilité de tous les organismes, du haut vers le bas, par la responsabilité et le contrôle qui leur est imposé ¹³⁷. »

Boukharine semble donc découvrir, et sans doute le parti avec lui, que la démocratie ouvrière pourrait impliquer l'éligibilité des fonctions ; mais le fait que cela se fasse « du haut vers le bas », et non du bas vers le haut, est-il un lapsus ? Car qu'y a-t-il de plus ressemblant à une nomination qu'une éligibilité « du haut vers le bas » ?

Boukharine entend aussi fixer les limites de la démocratie ouvrière. Il annonce à ce sujet qu'il déposera une motion sur l'unité du parti, motion en fait dirigée contre l'Opposition ouvrière. C'est Lénine qui parlera et qui proposera deux textes, dans lesquels l'Opposition ouvrière est condamnée comme déviation anarcho-syndicaliste, et où sont condamnés les « indices de fractionnisme », l'apparition de « groupes avec leurs programmes propres et une tendance à se replier sur eux-mêmes jusqu'à un certain point et à créer leur propre discipline de groupe ».

136 Cf. Schapiro, *Storia del partito comunista d'Unione sovietica*, Milan, 1963, pp. 269-270.

137 Pierre Broué, *Le Parti Bolchévique*, Les Éditions de Minuit, p. 159.

Au sujet de l'Opposition ouvrière, Trotski dira ceci :

« Ils ont avancé des mots d'ordre dangereux. Ils ont transformé les principes démocratiques en fétiches. Ils ont placé le droit des ouvriers à élire leurs représentants au-dessus du parti. Comme si le parti n'avait pas le droit d'affirmer sa dictature, même si cette dictature entre momentanément en conflit avec l'humeur changeante de la démocratie ouvrière ¹³⁸ ! »

Lorsque vers la fin de 1921 Tomski abandonna les syndicalistes pour se rallier à Lénine, il tenta d'expliquer l'influence de l'Opposition ouvrière par la popularité des idées de démocratie industrielle et des idées anarcho-syndicalistes chez les métallurgistes, qui, rappelons-le, avaient constitué le fer de lance du mouvement des comités d'usine en 1917.

Les tendances sont donc interdites sous peine d'exclusion de leurs membres. Vingt-cinq délégués seulement ont voté contre la motion. La police secrète peut, dès lors, commencer à réprimer tous les groupes d'opposition dans le parti. Pourtant une forte solidarité maintient ensemble les militants qui avaient jusqu'alors combattu côte à côte. Beaucoup de bolcheviks, bien que dans la ligne, refusent de témoigner contre leurs camarades.

Djerdjinski, le chef de la Tchéka ¹³⁹, s'en plaint et obtint du Politburo une décision officielle exigeant que les membres du parti dénoncent ceux de leurs camarades engagés dans l'agitation contre la direction du parti. Trotski déclara alors que c'était une obligation « élémentaire » de dénoncer les éléments hostiles au parti ¹⁴⁰... Il ne faudra pas beaucoup d'années – quatre ou cinq – pour que ceux qui étaient majoritaires au X^e congrès se retrouvent minoritaires et bénéficient des dispositions répressives qu'ils avaient si inconsidérément approuvées.

138 Cité par Maurice Brinton, « Les bolcheviks et le contrôle ouvrier », *Autogestion et socialisme*, n° 24-25, 1973.

139 Le 17 janvier 1920 Djerdjinski, chef de la Tchéka, fait signer par Lénine un arrêté abolissant la peine de mort (qui sera par la suite vite rétablie). La nouvelle parvient dans la nuit aux détenus politiques. Le lendemain la Tchéka les massacra tous. (cité par Victor Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire*, p. 112.)

140 Cité par Robert Conquest, *The Great Terror*, Pelican book, 1971, p. 23.

SECONDE PARTIE : LES QUESTIONS

« L'octobre des ouvriers et des paysans, c'est la suppression du pouvoir des classes parasites, au nom de l'égalité et de l'autogestion.

L'octobre des bolcheviks, c'est la conquête du pouvoir par le parti de l'intelligentsia révolutionnaire, l'instauration de son "socialisme" étatique et de ses méthodes "socialistes" de gouvernement des masses. »

Piotr Archinov, « Les deux Octobres »

Le parti bolchevik

Il est convenu que les gagnants modèlent l'histoire à leur convenance. C'est particulièrement vrai pour la révolution russe. L'histoire revue et corrigée par les successeurs de Lénine occulte complètement les autres forces politiques et le rôle du prolétariat et de la paysannerie dans leur action spontanée contre le pouvoir.

Le rôle qu'a pu jouer le parti bolchevik ne peut se comprendre que si on se réfère aux conditions particulières de la société russe sous le tsarisme. Ces conditions rendaient nécessaires le surgissement d'un certain type d'organisation révolutionnaire. La lutte économique des travailleurs pour de meilleures conditions de vie se heurtait à une farouche répression. Toute revendication était impossible. Les ouvriers se trouvaient devant l'alternative suivante : se résigner ou lutter contre le tsarisme, c'est-à-dire devenir révolutionnaires. La dure réalité des voyages en Sibérie rendait le réformisme difficile.

Il ne faut cependant pas surestimer le rôle de ce contexte dans la formation d'un appareil clandestin, hiérarchisé et centralisé du type bolchevik. Les anarchistes espagnols ont vécu des conditions de clandestinité non moins difficiles que les révolutionnaires russes – avant l'arrivée du Front populaire en Espagne, 30 000 militants libertaires étaient en prison – et n'ont pas développé d'idéologie avant-gardiste et hiérarchisée¹⁴¹. Une telle idéologie est à mettre bien plus sur le compte de la nature de classe de la direction bolchevik et de son héritage marxiste que des conditions dites « objectives ». Le parti bolchevik n'était qu'une des alternatives possibles. Sa direction était composée essentiellement d'intellectuels d'origine petite-bourgeoise. La femme de Lénine, Kroupskaïa, indique qu'il n'y avait presque pas d'ouvriers dans les comités bolcheviks et au congrès. Elle écrit : « Le membre du comité était d'ordinaire un homme plein d'assurance, il voyait l'énorme influence que l'activité du comité avait sur les masses, en général le comitard n'acceptait aucune démocratie à l'intérieur du parti¹⁴². »

Entre 1903 et 1907 se constitue un groupe de révolutionnaires professionnels disciplinés, qui travaillent dans des cercles fermés et cloisonnés, mais qui restent en dehors des masses et n'entretiennent avec elles que des relations superficielles. On a vu que Pierre Broué estime les effectifs du parti en 1916 à 6 000. C'est cependant une armature solide et une poignée de cadres aguerris, expérimentés¹⁴³,

141 Cf. Pierre Cardan « Le rôle de l'idéologie bolchevik dans la formation de la bureaucratie (Introduction à l'opposition ouvrière d'Alexandra Kollontai) », *Socialisme ou barbarie* n° 35, Janvier-mars 1964.

142 Cité par Trotski dans *Lénine*, Grasset, p. 878.

143 Pierre Broué, *Histoire du parti bolchevik*, éditions de Minuit, p. 43.

mais dont la mythologie post-révolutionnaire a aussi beaucoup exagéré la cohésion.

Les principales étapes de la révolution sont révélatrices des rapports qui peuvent exister entre le parti et les masses. Lorsque les premiers soviets sont apparus en 1905, les bolcheviks de Saint-Pétersbourg montrèrent leur sympathie tant que le soviet se limitait au rôle de comité de grève, mais leur sympathie se changea en franche hostilité quand, après avoir survécu à la grève, il se transforma en organe de direction politique du mouvement ouvrier pétersbourgeois. Les bolcheviks parvinrent à faire adopter au comité fédératif réunissant les deux fractions du parti – bolcheviks et mencheviks – une résolution « exigeant du soviet qu’il adoptât officiellement le programme de la social-démocratie, en alléguant que des organismes apolitiques de ce genre étaient incapables de suivre une ligne politique distinctement prolétarienne et risquaient donc de nuire à la cause »¹⁴⁴.

La coexistence entre parti et soviet semblait inenvisageable. Un certain P. Mendeleev écrivit alors : « Le Conseil des députés ouvriers ne saurait exister en qualité d’organisation politique et les social-démocrates devraient s’en retirer attendu qu’il nuit, par son existence, au développement du mouvement social-démocrate¹⁴⁵. »

En d’autres termes, le soviet fait double emploi avec le parti. Plus grave encore, *il nuit au développement du parti*. Cependant, ce dernier finit par comprendre que le soviet peut jouer un rôle dans le jeu d’influences entre les partis qui se concurrencent pour la direction du mouvement de masse. On en vint alors à considérer la participation paritaire des représentants officiels des trois partis socialistes (menchevik, bolchevik, socialiste-révolutionnaire) comme une solution normale. Le soviet se transforme en un simple parlement ouvrier.

Si le soviet est une institution rendant les partis inutiles, c’est-à-dire s’il confirme les positions anarchistes, il faut qu’il cesse d’exister ; s’il est une instance dans laquelle les partis peuvent exercer leur direction sur le mouvement ouvrier, il faut en éjecter les anarchistes. C’est ce que dit Lénine, dans un texte daté du 24 novembre (7 décembre) 1905 :

« Le comité exécutif du Soviet des députés ouvriers a décidé hier, 23 novembre, d’opposer un refus aux anarchistes qui demandaient à être représentés au Comité exécutif et au Soviet des députés ouvriers. Le comité exécutif lui-même a exposé comme suit les motifs de sa décision “1) d’après l’usage international, les anarchistes ne reconnaissant pas la lutte politique comme un moyen d’atteindre leur idéal, ne sont pas représentés dans les congrès et les

144 Oskar Anweiler, *Les soviets en Russie, 1905-1921*, NRF-Gallimard, p. 94.

145 O. Anweiler, *op. cit.*, p. 95.

conférences socialistes ; 2) toute représentation doit émaner d'un parti ; or, les anarchistes ne forment pas un parti"¹⁴⁶. »

Ce qui vaut à Lénine le commentaire suivant : « Nous estimons que la décision du comité exécutif est au plus haut point légitime et qu'elle a une très grande importance théorique, pratique et politique. » Dès le départ, la conception bolchevique des soviets ne partait pas sur des bases particulièrement « démocratiques ». Passons sur le jésuitisme de l'argumentation. Il est difficile de mieux exprimer que le soviét n'est rien d'autre qu'un parlement, une instance de contrôle des partis sur la classe ouvrière. Lénine sera cependant parmi les premiers bolcheviks à reconnaître le caractère révolutionnaire des Soviets.

On constate de février à octobre 1917 une dégressivité en matière de mobilisation populaire. Février 1917 avait été une véritable insurrection populaire, avec mutinerie militaire, et plus de mille morts. En juillet, la fureur populaire contre le gouvernement provisoire, contre les socialistes modérés, était réelle. Fin août, la mobilisation populaire contre Kornilov est bien moindre. Ce n'est pas la foule insurgée mais les gardes rouges qui ont défait Kornilov. Octobre est un coup d'État au sein même de la révolution, préparé par les bolcheviks avec l'aide de quelques éléments populaires, mais une faible participation des masses. Octobre marque la fin d'une courbe décroissante de combativité populaire. Cela n'a rien à voir avec la mythologie construite après-coup.

Les bolcheviks ont en fait profité de l'inorganisation de l'État, de la décomposition politique générale : les KD (constitutionnels démocrates) ne parviennent pas à mettre sur pied une organisation politique, les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks sont faibles sur le plan organisationnel et indécis, et refusent d'assumer la responsabilité du pouvoir.

Les effectifs des bolcheviks sont faibles au début de la révolution, mais mieux organisés, en cellules, capables d'une action politique, surtout dans les grandes villes. Leur organisation à l'intérieur de la Russie est faible, tout est à construire, mais leurs effectifs s'accroissent rapidement : ouvriers des usines de Pétersbourg, de Moscou, soldats de certaines unités militaires du front, marins de Kronstadt. L'accroissement continu des effectifs du parti se fera cependant au détriment de l'engagement révolutionnaire des nouveaux adhérents : on aura de nombreux opportunistes, des gens cherchant des places, des fonctionnaires et militaires de l'ancien régime.

146 « Socialism and anarchism », 1905, Lenin, *Collected Works*, Progress Publishers, 1965, Moscou, Vol. 10, p. 71.

La direction du parti est constituée d'intellectuels, mais au début de la révolution le parti lui-même n'est pas organisé : on va aux réunions si on veut, il n'y a aucun encadrement pour transmettre les ordres du haut vers le bas.

« Ni Lénine ni le Comité central ne pouvaient commander à ce parti, et nous savons toutes les difficultés de Lénine avec le Comité central, les conflits politiques, le manque de cohérence à l'intérieur du parti jusqu'à l'été 1918¹⁴⁷. »

Le parti « n'a pas encore la structure monolithique que nous associons à l'idée d'un parti léniniste, et le fait n'est pas étonnant, car il était impossible de construire en quelques mois un appareil de parti dans les conditions d'anarchie qui régnaient à cette époque-là. Le groupe qui a pris le pouvoir en octobre 1917 n'était donc ni homogène ni organisé, incapable de gouverner : il n'avait pas les structures nécessaires. De plus, ce parti n'était pas unifié par une idée politique, les faits de 1917 et des premiers mois de 1918 le démontrent à l'évidence¹⁴⁸. »

Dans son *Histoire de la révolution russe*, Trotski donne de la révolution d'Octobre une image d'Épinal trop parfaite, qui évacue les incohérences du commandement bolchevik entre août et septembre. Lénine et Trotski sont isolés presque jusqu'à la dernière minute sur la question de l'insurrection. Le comité de liaison avec la garnison, dont Trotski fait grand cas dans son livre, manque d'organisation. Lénine n'avait aucune idée sur le gouvernement. Après octobre, les bolcheviks ne maîtrisent pas le pouvoir, la plus haute confusion règne : le nouveau gouvernement, pendant les premiers mois, n'a promulgué que des décrets de façade, ce que Lénine a reconnu en disant qu'ils n'avaient qu'une fonction de propagande. Les bolcheviks sont presque impuissants, leur prise du pouvoir n'a rien changé. La mise en place d'une politique communiste s'est faite par la contrainte et non par la participation des masses ouvrières et paysannes à un projet commun. Chaque crise, dans une société en décomposition, a été résolue par un pas supplémentaire dans la contrainte, dont la Tchéka, créée deux mois après la prise du pouvoir, a été l'instrument. À chaque étape, à chaque crise, le pouvoir se crispe un peu plus et la société se décompose un peu plus.

La révolution d'Octobre a été un coup d'État dans la révolution, organisé par un petit groupe d'hommes décidés dont le succès n'a été possible que grâce à la décomposition de toutes les forces politiques existantes, la dissolution de la société civile et la tactique d'une poignée

147 Martin Malia, *Comprendre la révolution russe*, Points Seuil.

148 *Ibid.*, p. 111.

de dirigeants qui ont su mettre en retrait le programme effectif de leur parti pour nager sur la vague des revendications populaires. L'histoire de la révolution après Octobre sera l'histoire des tentatives frénétiques du parti bolchevik pour se maintenir à tout prix au pouvoir, pour en conserver le monopole.

C'est la lutte d'un appareil qui se constitue très rapidement en organe de terreur contre la société civile tout entière. Le coup d'État d'Octobre, effectué la veille du II^e congrès pan-russe des soviets qui allait prendre le pouvoir, est le Thermidor de la révolution russe. Le basculement de la révolution russe dans la contre-révolution commence le 25 octobre (7 novembre) 1917.

Contenu de classe du bolchevisme

La première et la principale ligne de clivage entre l'anarcho-syndicalisme et les différentes écoles marxistes – et en particulier le léninisme – se situe sur la question de l'acquisition, par la classe ouvrière, de la conscience de classe et de la conscience révolutionnaire ou, pour reprendre l'expression de Proudhon, de la « capacité politique ».

Il s'agit de déterminer *qui* peut *légitimement* se réclamer de la direction de la classe ouvrière. Si celle-ci n'est pas capable d'atteindre seule la capacité politique, c'est-à-dire la conscience de la nécessité de renverser l'ordre social capitaliste, la direction légitime du mouvement ouvrier appartiendra au groupe qui sera en mesure de lui apporter cette conscience.

L'optique léniniste est connue :

« L'histoire de tous les pays atteste que, par ses seules forces, la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste, c'est-à-dire à la conviction qu'il faut s'unir en syndicats, mener la lutte contre le patronat, réclamer du gouvernement telles ou telles lois nécessaires aux ouvriers, etc. Quant à la doctrine socialiste, elle est née des théories philosophiques, historiques, économiques élaborées par les représentants instruits des classes possédantes, par les intellectuels. » (Lénine, *Que faire ?*)

Lénine ne peut s'appuyer sur aucun texte de Marx ¹⁴⁹ pour affirmer sa thèse – sinon il ne s'en serait pas privé –, aussi cite-t-il abondamment « les paroles profondément justes et significatives de Kautsky » (*Que faire?*) Lénine reconnaît avec Kautsky que « comme doctrine, le

149 « Marx se fiait uniquement au développement intellectuel de la classe ouvrière, tel qu'il devait résulter nécessairement de l'action et de la discussion communes » dit Engels en 1890 dans la préface de la réédition allemande du *Manifeste*.

socialisme a évidemment ses racines dans les rapports économiques actuels au même titre que la lutte de classe du prolétariat ». Mais il y a une coupure, ontologique, dirait-on, entre le socialisme et la lutte des classes qui ne « s'engendrent pas l'un l'autre », car ils « surgissent de prémisses différentes ». La conscience socialiste ne peut surgir que « sur la base d'une profonde connaissance scientifique » ; or, dit Lénine/Kautsky, « le porteur de la science n'est pas le prolétariat, mais les intellectuels bourgeois : c'est en effet dans le cerveau de certains individus de cette catégorie qu'est né le socialisme contemporain, et c'est par eux qu'il a été communiqué aux prolétaires intellectuellement les plus développés... » La conscience socialiste, dit encore Kautsky, est « un élément importé du dehors dans la lutte du prolétariat »¹⁵⁰.

La théorie de la conscience révolutionnaire chez Lénine part d'un amalgame. Il ne saurait y avoir de conscience révolutionnaire sans marxisme ; or le marxisme est une science ; par conséquent, la conscience révolutionnaire ne peut être apportée à la classe ouvrière que par ceux qui détiennent la « science » (marxiste), c'est-à-dire les intellectuels, qui sont, à l'époque, forcément d'origine bourgeoise. La thèse de Marx selon laquelle la conscience est le produit des conditions matérielles d'existence est complètement niée ; implicitement, Lénine considère qu'un prolétaire n'est pas capable de comprendre Marx.

On comprend mieux, dès lors, l'obstination avec laquelle Lénine et Trotski vont tenter de faire accepter, à partir de 1918, l'introduction des « spécialistes », c'est-à-dire des cadres techniques et administratifs de l'ancien régime, dans la gestion de l'économie soviétique. Il s'agit de la reconnaissance, par des « spécialistes » du pouvoir, de la qualification d'autres « spécialistes », de l'économie et de l'administration.

Bakounine est loin d'avoir négligé le problème de la « science » et de la nécessité pour la classe ouvrière de posséder une connaissance théorique indispensable à la lutte révolutionnaire. Mais « science » dans le vocabulaire bakouninien signifie « savoir ». Et Bakounine pose comme prémisses que « les masses ne se mettent en mouvement que lorsqu'elles y sont poussées par des puissances – à la fois intérêts et principes – qui émanent de leur propre vie...¹⁵¹ »

150 Il n'est pas possible d'identifier les positions de Marx à celles de Lénine (ou de Kautsky). Marx n'a jamais dit les choses aussi cyniquement que Lénine. Lorsque, parlant des communistes, il écrit dans le Manifeste qu'ils « ont sur le reste du prolétariat [je souligne] l'avantage d'une intelligence claire des conditions de la marche et des fins générales du mouvement prolétaire » et que parmi eux il y a des intellectuels bourgeois qui « à force de travail se sont élevés jusqu'à l'intelligence théorique de l'ensemble du mouvement historique », il se situe totalement en dehors du système de pensée léniniste.

151 Lettre à Celsio Cerretti, 14-17 mars 1872.

À Lénine, Bakounine avait, curieusement, répondu d'avance : « L'aristocratie de l'intelligence, cet enfant chéri du doctrinarisme moderne, ce dernier refuge de l'esprit de domination (...) n'a pu prendre naissance qu'au sein de la bourgeoisie. » Les partisans du « doctrinarisme moderne » sont opposés à l'émancipation du prolétariat et toutes leurs théories économiques, philosophiques, politiques et sociales « n'ont au fond d'autre fin que de démontrer l'incapacité définitive des masses ouvrières, et par conséquent aussi la mission de la bourgeoisie (...) de les gouverner jusqu'à la fin des siècles ¹⁵². »

Bakounine a d'ailleurs créé un concept, celui de « socialiste bourgeois », qu'il appelle aussi « exploiteur du socialisme ». Si la bourgeoisie n'a, pour *fonder* son droit, que la puissance de l'argent, elle doit le *justifier* par la science. Les socialistes bourgeois, eux, fondent leur action non pas sur le privilège de la richesse, dont ils sont souvent dépourvus, mais sur celui du savoir.

On notera au passage que Bakounine ne nie pas qu'il y a un décalage entre le savoir détenu respectivement par la bourgeoisie et la classe ouvrière – on dirait aujourd'hui un « différentiel de savoir » ¹⁵³... Il reconnaît que le « monde ouvrier est généralement ignorant » et que « la théorie lui manque encore tout à fait » ¹⁵⁴. Toute la différence réside dans la façon d'aborder ce « différentiel ». Pour Lénine, le fossé est irrémédiable : « il ne saurait être question d'une idéologie indépendante, élaborée par les masses ouvrières elles-mêmes au cours de leur mouvement ». « Toute diminution du rôle de "l'élément conscient", du rôle de la social-démocratie signifie par là même (...) un renforcement de l'idéologie bourgeoise sur les ouvriers. » (Lénine, *Que faire ?*) Cela ressemble furieusement à une justification théorique du rôle dirigeant de l'intellectuel ¹⁵⁵.

Que dit Bakounine ? Le mouvement ouvrier doit « s'emparer de cette arme si puissante de la science, sans laquelle il pourrait bien faire des révolutions, mais ne serait pas en état d'établir, sur les ruines des privilèges bourgeois, cette égalité, cette justice et cette liberté qui constituent le fond même de toutes les aspirations politiques et

152 « Les Endormeurs », paru dans *L'Égalité* n° 27 du 24 juillet 1869.

153 Parlant des décennies qui ont suivi la Révolution française pendant lesquelles le prolétariat français a progressivement pris conscience de lui-même, Bakounine écrit : « Avant même que les travailleurs eussent compris que les bourgeois étaient leurs ennemis naturels, encore plus par nécessité que par mauvaise volonté, les bourgeois étaient déjà arrivés à la conscience de cet antagonisme fatal. » (« Lettre aux internationaux du Jura »)

154 Bakounine, « La politique de l'Internationale », paru dans *L'Égalité*, de Bruxelles, 1869.

155 Le discours par lequel Lénine justifie le rôle dirigeant de la social-démocratie sur la classe ouvrière est, sur le plan politique et idéologique, le même que celui par lequel il justifiera le rôle dirigeant des « spécialistes » sur le plan technique à partir de 1918.

sociales.» (« Les Endormeurs ») C'est tout de même une autre perspective ! La démarche de Lénine ne laisse aucune place au doute : le chef révolutionnaire, l'intellectuel d'origine bourgeoise *élabore* la doctrine socialiste et la *transmet* au prolétariat – à ses éléments les plus avancés en tout cas.

La démarche de Bakounine est tout autre : la science sociale (élaborée par ces mêmes couches sociales), « ne fait autre chose que développer et formuler les instincts populaires » (Protestation de l'Alliance). Car « ni les écrivains, ni les philosophes, ni leurs ouvrages, ni enfin les journaux socialistes, ne constituent encore le socialisme vivant et puissant. Ce dernier ne trouve une réelle existence que dans l'*instinct* révolutionnaire éclairé, dans la *volonté* collective et dans l'*organisation* propre des masses ouvrières elles-mêmes, – et quand cet instinct, cette volonté et cette organisation font défaut, les meilleurs livres du monde ne sont rien que des théories dans le vide, des rêves impuissants ¹⁵⁶. »

Il est remarquable de constater à quel point la théorie de Lénine est en contradiction avec le matérialisme historique, dont il se réclame pourtant sans cesse, et selon lequel « ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur existence, c'est au contraire leur existence sociale qui détermine leur conscience » ¹⁵⁷. Lorsque Marx déclare dans le *Manifeste* que « les idées dominantes d'une époque n'ont jamais été que les idées de la classe dominante », il n'exclut pas qu'il y ait des idées *autres* que les idées dominantes, c'est-à-dire que des idées opposées à l'idéologie dominante puissent se formuler. Dès lors que les conditions d'existence se font jour qui permettent, par l'action et la pensée, la remise en cause d'un ordre social donné, l'« existence sociale » du prolétariat déterminera leur conscience, avec ou sans Lénine.

Les libertaires réclament simplement le droit pour le prolétariat de faire sa propre expérience : « Nous croyons que le peuple peut se tromper souvent et beaucoup, mais il n'y a personne au monde qui puisse corriger ses erreurs et réparer le mal qui en résulte toujours, que lui-même ; tous les autres réparateurs et redresseurs (...) ne faisant et ne pouvant qu'augmenter les erreurs et le mal ¹⁵⁸. »

Rosa Luxemburg de ce point de vue est beaucoup plus bakouninienne que marxiste lorsqu'elle écrit, en 1904 : « Les erreurs commises par un mouvement ouvrier vraiment révolutionnaire sont historiquement infiniment plus fécondes et plus précieuses que l'infailibilité du meilleur Comité central. » La même idée est reprise par Edouard Berth : « Dans la conception syndicaliste révolutionnaire,

156 « Lettres à un Français sur la crise actuelle », 1870.

157 Marx, Avant-propos à la *Critique de l'économie politique*.

158 Bakounine, « La théologie politique de Mazzini ».

le prolétariat est, au contraire, regardé comme une personne majeure et parfaitement autonome, qui n'a pas d'utopies toutes faites à réaliser par décret, mais qui entend parfaire son émancipation par lui-même et à son idée. »

La démarche léninienne est une aberration dialectique en ce sens que le problème ne consiste pas à déterminer si le socialisme est une production théorique des intellectuels bourgeois apportée au prolétariat, ou une création exclusive et spontanée (au sens bakouninien), de ce dernier. Un phénomène social chez Bakounine est spontané lorsqu'il est le produit exclusif de ses déterminismes internes, sans interférence de déterminismes extérieurs. On pourrait aisément conclure qu'un phénomène est spontané lorsqu'il est... déterminé. L'approche correcte du problème consiste à découvrir le mouvement dialectique de création et d'élaboration du socialisme : alors, les questions de « préséance » ne jouent plus.

Kropotkine, qui rejetait le concept de dialectique mais qui, tel M. Jourdain, pratiquait le raisonnement dialectique sans le savoir, a parfaitement résumé l'optique libertaire :

« Le socialisme est issu des profondeurs mêmes du peuple. Si quelques penseurs, issus de la bourgeoisie, sont venus lui apporter la sanction de la science et l'appui de la philosophie, le fond des idées qu'ils ont énoncées n'en est pas moins le produit de l'esprit collectif du peuple travailleur. Ce socialisme rationnel de l'Internationale, qui fait aujourd'hui notre meilleure force, n'a-t-il pas été élaboré dans les organisations ouvrières, sous l'influence directe des masses ? Et les quelques écrivains qui ont prêté leur concours à ce travail d'élaboration ont-ils fait autre chose que de trouver la formule des aspirations qui déjà se faisaient jour parmi les ouvriers ¹⁵⁹ ? »

Bakounine réclame pour les intellectuels d'origine bourgeoise le droit de s'associer au prolétariat dans sa lutte, ce qui implique évidemment, entre autres choses, leur contribution à l'élaboration théorique. « Les principes sociaux, disait-il, ne constituent la propriété de personne : ils sont plus naturellement représentés par les ouvriers que par l'intelligence qui s'est développée au milieu de la classe bourgeoise... Mais du moment que nous avons accepté ces principes autant par notre intelligence que par notre sentiment de justice, au point qu'ils sont devenus une condition vitale pour nous, personne, ni d'en haut ni d'en bas n'a le droit de nous défendre d'en parler, de nous associer et d'agir au nom de ces principes – qui sont à nous autant qu'aux ouvriers si même ils le sont d'une autre manière ¹⁶⁰. »

159 *Les Temps nouveaux*, n° 31, 20 décembre 1913.

160 Bakounine, « Protestation de l'Alliance ».

Le révolutionnaire russe s'oppose radicalement aux théories simplistes selon lesquelles le prolétariat n'a pas besoin des intellectuels. S'il est lucide et ne se fait pas d'illusions sur ces derniers, il se méfie aussi des « ouvriers à demi littéraires, prétentieux, ambitieux » qui « se posent comme des chefs, comme des hommes d'État des associations ouvrières » qui craignent « la compétence des hommes sortis de la bourgeoisie, souvent plus dévoués, plus modestes et moins ambitieux qu'eux-mêmes ».

Il y a cependant dans la classe ouvrière une « aristocratie bienfaisante », une aristocratie « non de la condition, mais de la conviction, du sentiment révolutionnaire, de la passion ardente, éclairée et de la volonté ». Ils réunissent en eux « dans leur compréhension de la question sociale (...) tous les avantages de la pensée libre et indépendante, de la connaissance scientifique ». Ils pourraient très bien abandonner leur classe et passer dans les rangs de la bourgeoisie, mais ils ont la « passion de la solidarité ». Si on ajoute à cette catégorie de travailleurs « celle des militants sortis de la classe bourgeoise, qui ont rompu tous les liens avec elle et qui se sont voués corps et âme à la grande cause de l'émancipation du prolétariat », vous aurez, dit Bakounine, « l'aristocratie utile et bienfaisante du mouvement ouvrier international ¹⁶¹ ».

On peut faire deux remarques :

1. – Le point de vue de Bakounine sur la genèse de la conscience socialiste dans la classe ouvrière apparaît comme infiniment plus « dialectique » que celui de Lénine qui, en fait, relève d'une perception parfaitement mécaniste. La théorie léninienne de la conscience révolutionnaire dévoile ses intérêts de classe de petit-bourgeois intellectuel avec une telle clarté qu'on se demande comment cela a pu abuser tant de gens ;

2. – La question du rôle des intellectuels dans la classe ouvrière ne se pose pas pour Bakounine en termes de *direction* mais de *collaboration*. Elle est en outre totalement dénuée d'illusion et de complaisance à l'égard aussi bien des socialistes bourgeois que des ouvriers embourgeoisés.

La logique interne du parti bolchevik

Le débat sur les modalités d'acquisition de la conscience révolutionnaire reste parfaitement académique tant que nous sommes dans une période de lutte contre le capitalisme. Lorsqu'une organisation

161 « L'Alliance révolutionnaire universelle de la démocratie socialiste » *Œuvres*, VI, p. 319.

fondée sur les principes léninistes prend le pouvoir, on ne saurait s'étonner que la politique qu'elle met en œuvre soit orientée vers le monopole du pouvoir par une minorité de gestionnaires.

C'est que la direction de l'avant-garde du prolétariat a, pour reprendre l'expression de Lucaks, reçu « son arme la plus effilée des mains de la vraie science », le marxisme, dont Lénine disait par ailleurs :

« On ne peut retrancher aucun principe fondamental, aucune partie essentielle de cette philosophie du marxisme coulée dans un seul bloc d'acier, sans s'écarter de la vérité objective, sans verser dans le mensonge bourgeois et réactionnaire ¹⁶². »

C'est là un exemple parfait de vision idéologique. Ce genre de proclamation, motivée par le désir d'affirmer une formulation scientifique, relève à l'évidence bien plus du credo religieux, et dévoile l'ampleur de la régression intellectuelle que font subir au marxisme les conceptions léniniennes.

Lorsque la vérité relève moins de la constatation des faits que de l'interprétation d'un dogme, on assiste rapidement à une effroyable dégénérescence politique dont on a pu constater quelques exemples : Trotski balayant d'un revers de main les « humeurs changeantes » de la démocratie ouvrière ¹⁶³ ; Radek décidé à ne pas céder aux « clameurs des travailleurs » ¹⁶⁴ qui ne « comprennent pas leurs vrais intérêts » ; Boukharine s'apitoyant sur les mauvaises conditions de travail... des tchékistes !

La possession de la « vraie science » constitue un véritable acte de propriété sur la classe ouvrière ; elle légitime ses détenteurs comme direction autoproclamée du mouvement ouvrier. La moindre contestation de la ligne du parti – qu'elle s'exprime à l'intérieur de celui-ci ou à l'extérieur – ne relève pas simplement d'une divergence politique, elle est une atteinte à la « vraie science » élaborée par les dirigeants, et se situe à ce titre en dehors de toute discussion. La moindre contestation des fondements de cette « vraie science »

162 Lénine, *Matérialisme et empiriocriticisme*, éditions du Progrès, p. 461.

163 Cité par Maurice Brinton, « Les bolcheviks et le contrôle ouvrier », *Autogestion et socialisme*, n° 24-25, 1973.

164 « Le parti est l'avant-garde politiquement consciente de la classe ouvrière. Nous en sommes maintenant au point où les ouvriers, à la fin de leurs épreuves, refusent désormais de suivre une avant-garde qui les mène à la bataille et au sacrifice... Devons-nous céder aux clameurs des travailleurs qui ont atteint les limites de leur patience mais qui ne comprennent pas leurs vrais intérêts comme nous le faisons ? Leur état d'esprit est maintenant franchement réactionnaire. Mais le parti a décidé que nous ne devons pas céder, que nous devons imposer notre volonté de vaincre à nos partisans épuisés et démoralisés. » Cité par Robert Conquest, *The Great Terror*, Pelican Book p. 24.

constitue une violation qui rejette sans discussion son auteur dans les rangs de l'ennemi de classe.

Face à un problème, il ne peut y avoir qu'une solution, celle donnée par les détenteurs et interprètes patentés de la science ; les autres solutions ne peuvent être que le produit de l'idéologie bourgeoise. Est-il besoin de dire que de telles conceptions de la « science » sont tragiquement limitatives, que l'histoire des sciences montre de nombreux exemples de résultats obtenus par des méthodes différentes, et que de plus, le propre d'une théorie scientifique est d'être systématiquement remise en cause par de nouvelles hypothèses, de nouvelles découvertes ?

Lénine se dissimule derrière le concept de science pour garantir au marxisme une pérennité qu'aucune science ne se reconnaît à elle-même : la science ne peut exister que parce que :

1° les conceptions dominantes d'une époque sont systématiquement examinées sous des points de vue différents, et,

2° parce qu'elles sont systématiquement rendues obsolètes par de nouvelles théories.

Tout le problème de la « science », du point de vue de Lénine, consiste à déterminer le degré de concordance d'une quelconque prise de position avec la doctrine de Marx, et qui, et selon quelles modalités, détermine la bonne interprétation, c'est-à-dire l'orthodoxie. Ainsi, lorsque Lénine déclare à N. Valentinov : « Le marxisme orthodoxe n'a besoin d'aucune modification, ni dans sa philosophie, ni dans sa théorie de l'économie politique, ni dans ses conséquences politiques »¹⁶⁵, il n'exprime pas seulement le point de vue le plus antiscientifique possible (à savoir : une théorie scientifique – le marxisme – est immuablement valable), il expose une aberration du point de vue dialectique. Mais le problème qu'il pose est bien celui de déterminer *qui* décide de la bonne interprétation.

C'est là un problème aisément résolu :

« Les classes sont dirigées par des partis, et les partis sont dirigés par des individus qu'on nomme les chefs. (...) C'est l'ABC, la volonté d'une classe peut être accomplie par une dictature, la démocratie soviétique n'est nullement incompatible avec la dictature d'un individu. (...) Ce qui importe c'est une direction unique, l'acceptation du pouvoir dictatorial d'un seul homme. (...) Toutes les phrases à propos de l'égalité des droits ne sont que sottises. »

165 Valentinov, N. *My talks with Lenin*.

On a donc affaire à une « science » qui n'est pas accessible à l'entendement par son contenu propre, par les démonstrations qu'elle peut proposer, mais qui a besoin d'être interprétée, dont les mauvaises interprétations ne révèlent pas une erreur de compréhension des faits, mais expriment des intérêts de classe ennemis, et dont l'interprétation, en définitive, ne peut être fournie que par un seul homme. Toute divergence d'opinion est nécessairement provoquée par une idéologie de classe ennemie. Pour résoudre une opposition, il faut « expliquer patiemment » ; si elle subsiste, c'est que jouent des intérêts de classe, des survivances de l'esprit petit-bourgeois, de l'anarchisme, etc.

Il n'y a qu'un seul prolétariat, dans lequel il ne peut y avoir qu'une seule pensée directrice, un seul parti qui en soit l'expression. Ainsi, dès le début de 1918 la Tchéka est présentée comme l'instrument « de la dictature du prolétariat, de la dictature inexorable d'un seul parti » destiné à anéantir « la bourgeoisie en tant que classe »¹⁶⁶).

Les modalités de la détermination de l'orthodoxie peuvent être (relativement) pacifiques *avant* la prise du pouvoir, mais *après*, les enjeux sont tels que, ayant épuisé toutes les procédures, en une escalade constituée d'étapes où la discussion cède progressivement le pas à la violence physique, on aboutit inévitablement à l'extermination des opposants – ceux qui sont en dehors du parti d'abord, ceux qui sont à l'intérieur ensuite.

Ainsi, lorsqu'à l'occasion du dernier round qui a opposé Zinoviev et Staline, les organisations du parti de Leningrad, fief du premier, et de Moscou, contrôlées par le second, votaient des résolutions unanimes se condamnant réciproquement, Trotski demandait ironiquement : quelle est l'explication sociale¹⁶⁷ ?

La question est parfaitement justifiée.

Mais on imagine aisément l'ambiance qui peut régner dans une organisation où les divergences politiques sont perçues comme l'expression – chez l'autre – d'intérêts de classe ennemis. Pourtant, la question que le marxiste Trotski *aurait dû* – mais qu'il ne pouvait évidemment pas – poser est : quelle est « l'explication sociale », la nature sociale d'une organisation dans laquelle les divergences se règlent dans ces termes ?

Des coucous programmatiques

Lénine considérait que l'établissement du capitalisme d'État dans la Russie post-révolutionnaire constituait un progrès par rapport à la

166 In : *Histoire et bilan de la révolution soviétique*, Association d'études et d'informations politiques internationales, Paris, 1-15 oct. 1957, p. 140.

167 R.V. Daniels, *The Conscience of the Revolution*, Oxford 1960, p. 28.

situation antérieure, pourvu que ce capitalisme d'État fût contrôlé, en théorie par la classe ouvrière, en réalité par le parti bolchevique qui s'était approprié le droit exclusif de la représenter. Le modèle d'organisation auquel Lénine se référait était le système postal allemand, étendu à la société tout entière :

« Un spirituel social-démocrate allemand des années 70 a dit de la poste qu'elle était un modèle d'entreprise socialiste. Rien n'est plus juste. La poste est actuellement une entreprise organisée sur le modèle du monopole capitaliste d'État ¹⁶⁸. »

C'est dire que l'échec du « communisme » dont se gaussent les ténors du libéralisme mériterait d'être quelque peu remis en perspective... La période qui va de l'appropriation du pouvoir par les bolcheviks à la remise de celui-ci à Eltsine n'a été en réalité qu'une transition vers le capitalisme ¹⁶⁹.

C'est dès le lendemain de la prise du pouvoir que les choses se gâtent, et la notion de « dégénérescence » de l'« État ouvrier » chère aux trotskistes doit être récusée dans la mesure où elle implique qu'il y avait, à l'origine, un État qui n'était pas « dégénéré ». En d'autres termes, c'est le léninisme qui est une dégénérescence : une dégénérescence du marxisme orthodoxe représenté alors par la social-démocratie, qui considérait que les conditions n'étaient pas mûres pour prendre le pouvoir ; et une dégénérescence intellectuelle tout court, caractérisée par la conviction que l'élite dirigeante avait pour mission historique de diriger et de représenter le prolétariat ¹⁷⁰.

La thèse de la dégénérescence suggère qu'en d'autres circonstances, plus favorables, les bolcheviks auraient pu conduire la révolution à son terme, ce qui est démenti par tout ce que nous pouvons savoir des méthodes du parti. Ce n'est en effet pas une cause externe qui pousse le parti bolchevik à détruire tout mouvement de la classe ouvrière qui n'est pas entièrement contrôlé par lui.

Ce ne sont pas des causes externes qui expliquent que le parti n'avait aucune idée de ce qu'il fallait faire une fois au pouvoir (grâce à son flirt anarchisant) et qu'il s'est approprié la politique agraire des socialistes-révolutionnaires – ce que Lénine a explicitement reconnu, d'ailleurs –, et la politique industrielle des mencheviks. Ce ne sont pas

168 Lénine, *L'État et la révolution*.

169 Cf. René Berthier, « De l'accumulation primitive au capitalisme » (1991) <http://ml.ficedl.info/spip.php?article251>

170 Précisons que cette interprétation n'a rien d'original, elle est partagée à l'époque même de Lénine par Rosa Luxembourg, Pannekoek, Gorter, les communistes de gauche allemands.

des causes externes qui expliquent qu'aucun poste important n'était élu. (Cf. le lapsus de Boukharine sur les « élections de haut en bas ».)

Ce ne sont pas des causes externes qui expliquent que les bolcheviks aient tour à tour utilisé à leurs propres fins, puis réduit à rien la fonction des soviets, des syndicats, des comités d'usine, qu'ils aient détruit les coopératives, qu'ils aient saboté toute tentative faite par les travailleurs de gérer les usines, de coordonner leur activité productrice en dehors du contrôle du parti.

En l'absence de toute idée sur ce qui devait être fait, les bolcheviks n'ont fait que suivre les masses – parfois de très loin – pendant plusieurs mois. Dans son *Histoire de la révolution russe*, Trotski montre le retard constant des bolcheviks sur les masses : « Les soviets se laissaient devancer par les comités d'usines. Les comités d'usines – par les masses. (...) Sur la dynamique révolutionnaire retardait aussi le parti, c'est-à-dire l'organisation qui moins que toute autre a le droit de se laisser devancer, surtout en temps de révolution. (...) Le parti le plus révolutionnaire qu'ait connu à ce jour l'histoire humaine fut néanmoins pris à l'improviste par les événements de la Révolution. Les masses se trouvaient, au moment du tournant, cent fois plus à gauche que le parti d'extrême gauche ¹⁷¹. »

Pendant les journées de février, le parti était complètement débordé, « le représentant du Comité central, le camarade Chliapnikov, se trouvait dans l'impuissance de donner des directives pour la journée suivante » ¹⁷². Trotski s'oublie à évoquer la « conscience créatrice » ¹⁷³ des masses, mais ne peut s'empêcher de répondre que ceux qui avaient dirigé la révolution de février étaient « des ouvriers conscients et bien trempés qui, surtout, avaient été formés à l'école du parti de Lénine »... « Ces anonymes, rudes politiques de l'usine et de la rue, n'étaient pas tombés du ciel ; ils devaient avoir été éduqués » ¹⁷⁴... (*Je souligne*)

En juillet 1917 il en sera de même. Pire, les bolcheviks tenteront de freiner l'action. Dans les conseils ouvriers, ce n'est que dans la mesure où les militants, quelle que soit leur appartenance politique, collaient à l'action qu'ils étaient nommés. « C'est ainsi que les bolcheviks étaient saisis et entraînés dans le mouvement tout en cherchant à justifier leurs actes qui allaient à l'encontre de la décision officielle du parti », dit Trotski ¹⁷⁵.

Le mouvement s'est déclenché sans dirigeants : cinq mois après le début de la révolution, trois mois avant la prise du pouvoir par les

171 Trotski, *Histoire de la Révolution russe*, Février, Seuil, pp. 488-489

172 *Ibid.*, p. 171.

173 *Ibid.* p. 180.

174 *Ibid.* pp. 177-178.

175 *Ibid.* t. II, *Octobre*, p. 28.

bolcheviks, ces derniers ne peuvent se persuader qu'ils dirigent le mouvement que dans la mesure où ils le suivent. Kamenev déclare : « Notre tâche maintenant est de donner au mouvement un caractère organisé », c'est-à-dire de le récupérer ¹⁷⁶.

Pour imposer la prise du pouvoir en octobre, Lénine joue la base du parti contre son sommet, au mépris des règles les plus élémentaires du centralisme démocratique, ce qui fait dire à Trotski : « C'est déjà dresser presque ouvertement le parti contre le Comité central. Lénine ne se résolvait pas à la légère à faire de tels pas. Mais il s'agissait du sort de la révolution. »

C'est qu'il fallait faire vite : les soviets devaient réunir leur II^e congrès et s'approprier le pouvoir, ce qui leur aurait donné une légitimité que les bolcheviks n'auraient pas pu leur contester. Il fallait à tout prix les prendre de vitesse. « Laisser passer l'occasion présente et attendre le Congrès des Soviets serait une idiotie complète et une trahison complète » écrit Lénine dans un article ¹⁷⁷.

La prise du palais d'Hiver s'effectue presque sans pertes. Lénine sort de la clandestinité. Aussitôt, il annonce dans un discours les perspectives :

« Les masses elles-mêmes créeront leur pouvoir » ;

« Le vieil appareil d'État sera détruit de fond en comble et un nouvel appareil de direction sera créé sous la forme des organisations soviétiques » ;

« L'une des tâches à l'ordre du jour, c'est de mettre fin à la guerre » ;

« Il faut d'abord vaincre notre capitalisme lui-même. Nous serons aidés dans cette lutte par le mouvement ouvrier du monde entier » ;

« Nous gagnerons la confiance des paysans par un seul décret qui anéantira la propriété foncière » ;

« Nous instituerons le contrôle ouvrier de l'industrie ».

Dans la période qui suit immédiatement la prise du pouvoir, Lénine fait preuve d'un idéalisme touchant. Une question importante se pose, rapporte Trotski dans *Ma Vie* : comment s'appellerait le nouveau gouvernement ? « Surtout pas de ministres ! Le titre est abject, il a traîné partout » dit Lénine.

« On pourrait dire “commissaires”, proposai-je ; mais il y a beaucoup trop de commissaires à présent... Peut-être “hauts-commissaires”... Non, “haut-commissaire” sonne mal... Et si on

¹⁷⁶ *Ibid.*

¹⁷⁷ « La crise est mûre », 27 septembre 1917, *Œuvres complètes*, t. 26, pp. 68-79, Paris-Moscou.

mettait : “commissaires du peuple” ?... » – “Commissaire du peuple ?” Ma foi, il me semble que cela pourrait aller... reprend Lénine. Et le gouvernement dans son ensemble ?

– Un soviet, bien entendu, un soviet... Le soviet des commissaires du peuple, hein ?

– Le soviet des commissaires du peuple ? s’écrie Lénine. C’est parfait. Ça sent terriblement la révolution ¹⁷⁸ !... »

Manifestement, Trotski ne se rendait pas compte qu’en rapportant cette anecdote, il démontrait que le pouvoir avait changé dans ses formes mais pas dans sa nature...

L’anarchiste Efim Yartchouk, délégué de Kronstadt au Soviet de Petrograd, répondit en quelque sorte par anticipation à ce dialogue reproduit par Trotski. Lorsque la constitution du gouvernement fut annoncée au soviet, il s’exclama : Quel gouvernement ? Nous n’avons besoin d’aucun gouvernement ! » ; et lorsque la création du soviet des commissaires du peuple fut annoncée, il s’écria : « Quel soviet des commissaires ? Qu’est-ce que c’est que cette invention ? Tout le pouvoir doit aller aux soviets locaux ! »

Interrogé, avant la prise du pouvoir, sur le fait que personne ne savait faire fonctionner le mécanisme gouvernemental, Lénine avait répondu : « N’importe quel ouvrier saura faire fonctionner un ministère au bout de quelques jours. Cela ne demande aucune connaissance spéciale. Les fonctionnaires assureront le travail », répondit Lénine. Et pour l’argent, lui demanda-t-on alors, comment ferez-vous, puisque vous comptez annuler l’ancienne monnaie ? « Nous ferons marcher la planche à billets. On en imprimera autant qu’il faudra » ¹⁷⁹, répondit Lénine. C’est d’ailleurs exactement ce qu’il fit. C’est donc fort de ces saines conceptions de politique économique que le parti s’apprêtait à prendre le pouvoir.

Lénine n’envisageait pas d’autre initiative économique que celle prise par l’État sous la forme d’émission de monnaie ou de gestion des ministères par « n’importe quel ouvrier ». Là encore, un anarchiste, I.S. Bleikhman, répondit en quelque sorte à la remarque de Lénine : « Pourquoi aurions-nous besoin d’argent, tout Petrograd est aux mains des ouvriers ; tous les appartements, tous les magasins de vêtements, toutes les usines et les fabriques, les tissages, les magasins, d’alimentation, tout est aux mains des organisations sociales. La classe ouvrière n’a pas besoin d’argent. » C’est une perspective radicalement

178 Léon Trotski, *Ma Vie*, Le livre de poche, p. 392.

179 David Shub, *Lénine* Idées-Gallimard, p. 204.

différente. Arrêté en 1918, Bleikhman mourut en 1921 dans un camp de concentration ¹⁸⁰).

Le II^e congrès des soviets s'ouvre le même jour que l'insurrection. Les bolcheviks obtiennent une majorité de 390 délégués, les mencheviks et les SR paient leurs hésitations à prendre le pouvoir et reculent à 80 et 60 délégués. Les leaders de ces deux partis quittent la salle et tentent d'organiser un défilé vers le Palais d'Hiver, puis forment un comité de salut du pays et de la révolution.

Pourtant la plupart des délégués continuent de siéger. L'insurrection avait duré quelques heures et le comité militaire révolutionnaire annonça dans une proclamation que le pouvoir se trouvait aux mains du soviet de Petrograd. La première mesure prise par les bolcheviks est d'interdire la presse bourgeoise, mais la liberté d'agitation demeure. Le comité de salut créé par les modérés se présente comme le seul légitime successeur du gouvernement provisoire. Il conserve une certaine influence auprès des fonctionnaires, dont les syndicats sont contrôlés par les mencheviks, réticents à servir le nouveau pouvoir, et qui pratiquent la résistance passive.

Lorsque Lénine apparaît à la séance du 26 octobre, il propose en premier lieu la paix sans indemnités ni annexions. Ensuite, reprenant intégralement le programme agraire des socialistes-révolutionnaires, il communique le décret abolissant la propriété foncière privée. Cette loi agraire jetait les bases d'un régime de petite propriété que les bolcheviks avaient jusque-là combattu.

Ils s'étaient toujours opposés à la petite propriété terrienne et avaient constamment préconisé l'étatisation. Le mot d'ordre « la terre aux paysans » n'était qu'une mesure tactique due à la nécessité de se lier aux masses paysannes, qui n'avaient pas attendu le décret pour exproprier. Ce décret ne faisait que consacrer un fait accompli.

Parvenus au pouvoir dans des conditions qui rendaient le maintien de celui-ci hasardeux, les bolcheviks n'avaient pas d'autre parti à prendre que de réaliser un programme agraire qui n'était pas le leur mais qu'il leur était nécessaire de mettre en application pour garder le pouvoir.

« La loi agraire de Lénine tendait à jeter les bases d'un régime de petite propriété, objectif primordial des SR depuis le premier jour, et en butte à l'opposition violente des bolcheviks. Le style de Lénine, empruntant sans vergogne un programme social mis au point par un parti qu'il avait passé sa vie à combattre, est encore une

180 Les citations de Yartchouk et de Bleikhman sont tirées de l'introduction d'Alexandre Skirda à « La répression de l'anarchisme en Russie soviétique » (1923) publié dans *La terre sous Lénine*, de Jacques Baynac.

vivante illustration de l'improvisation qui présida à la prise du pouvoir ¹⁸¹. »

Un socialiste-révolutionnaire s'écria à ce propos : « Le beau marxiste qui, pendant quinze ans, nous a harcelés de sa grandeur pour nos lacunes scientifiques petites-bourgeoises et puis qui exécute notre programme au moment où il prend le pouvoir ! » A quoi Lénine répondit, assez justement : « Le beau parti qu'il faut bouter hors du pouvoir pour que soit réalisé son programme ¹⁸² ! »

Dans ces propos se trouvent en germe tous les problèmes qui surgiront quelques mois plus tard. Destiné à affermir leur pouvoir, le décret sur la terre – qui n'a fait qu'*entériner un fait massivement accompli* – avait, du strict point de vue de la doctrine marxiste, une portée nettement contre-révolutionnaire.

L'anarchisme : une implantation profonde mais divisée

Nous n'entendons pas faire l'histoire du mouvement libertaire russe. En 1917 ce mouvement était très présent. Il convient cependant de rappeler quelques faits, dont certains étaient inédits ou peu connus du public jusqu'à ce qu'Alexandre Skirda publie son livre, *les Anarchistes dans la révolution russe* ¹⁸³.

Lorsque la révolution éclate, le mouvement ouvrier russe n'est pratiquement pas organisé. Les syndicats sont interdits, les militants traqués par la police. Les ouvriers qui travaillent dans l'industrie, très concentrée, n'ont pas de tradition et commencent à peine la lente élaboration vers une pratique et une théorie autonomes, qui ne peuvent être que le résultat de dizaines d'années de luttes et d'expérience. Les anarchistes russes furent les seuls à militer pour la révolution sociale avant octobre 1917, alors que les partis d'obéissance marxiste, bolcheviks compris, entendaient se limiter à l'instauration d'une république démocratique bourgeoise.

181 Joel Carmichael, *Histoire de la révolution russe*, Gallimard/Idees, p. 327.

182 *Ibid.*

183 L'ensemble des ouvrages d'Alexandre Skirda sont à consulter : Kronstadt 1921, prolétariat contre bolchevisme, éd. La Tête de feuilles, 1972 (épuisé) ; Les Anarchistes dans la révolution russe, La Tête de feuilles, 1973 (épuisé) ; Nestor Makhno, le cosaque de l'Anarchie, A.S., 1982 (épuisé) ; réédité sous le titre Les cosaques de la liberté, éd. Jean-Claude Lattès, 1985 ; N. Makhno, La lutte contre l'État et autres écrits, présentation et traduction d'A. Skirda, J.P. Ducret, 1984 ; Autonomie individuelle et force collective, Les anarchistes et l'organisation de Proudhon à nos jours, A.S., 1987.

« En 1917, les anarchistes furent, comme dans la révolution précédente, les seuls défenseurs de la révolution sociale. Ils se tenaient constamment et obstinément sur la voie de la vraie révolution sociale, malgré leur faiblesse et leur manque de préparation au point de vue organisation. En été 1917, ils aidèrent invariablement, par la parole et par l'action, les mouvements agraires des paysans qui enlevaient les terres aux seigneurs. Invariablement, ils étaient avec les ouvriers lorsque, longtemps avant le "coup d'octobre", ceux-ci s'emparaient, en différents endroits de la Russie, des entreprises industrielles et s'efforçaient d'y organiser la production sur les bases de l'autonomie ouvrière¹⁸⁴). »

Il faut garder à l'esprit que le caractère « prolétarien » du mouvement révolutionnaire russe dans son ensemble doit être relativisé. A l'époque où en Europe occidentale, et en France en particulier, ainsi qu'aux États-Unis, entre 1890 et 1910, s'élabore dans le mouvement ouvrier industriel une doctrine et une pratique qui sera qualifiée de syndicalisme révolutionnaire, cela fait peu de temps que les serfs ont été émancipés en Russie (1861). La classe ouvrière russe a fait son apparition dans les centres urbains, mais, à l'aube de la révolution, les ouvriers ne sont qu'environ trois millions.

Les théories socialistes se développent, mais attirent surtout l'intelligentsia, avec les conséquences que cela comporte : soit l'avant-gardisme dirigiste de ceux qui pensent que le prolétariat ne peut de lui-même acquérir la conscience révolutionnaire, soit le spontanéisme et le refus de toute organisation chez ceux qui parent la classe ouvrière de toutes les vertus.

Le syndicalisme révolutionnaire, d'apparition récente en Europe occidentale, commence cependant à s'implanter au début du siècle¹⁸⁵. Les premiers soviets apparus en 1905 semblaient confirmer le modèle d'organisation préconisé par Proudhon Bakounine¹⁸⁶. De nombreux

184 *Répression de l'anarchisme en Russie soviétique*, p. 31, éditions de la Librairie sociale, 1923.

185 Le terme « anarcho-syndicaliste » semble avoir été inventé par un militant russe, Novomirski. Les informations contenues ci-dessous proviennent de deux sources inédites citées par Alexandre Skirda : deux historiens soviétiques, S.N. Kanev : « questions d'histoire », 9, 1968, Moscou ; E.N. Kornoukhov : « L'activité du parti bolchevik contre les révolutionnaires petits-bourgeois anarchistes dans la période de la préparation et de la victoire de la révolution d'Octobre », « Lénine, le parti, Octobre », 1967. (Cf. le remarquable ouvrage d'Alexandre Skirda : *Les anarchistes dans la révolution russe*, éd. La Tête de feuilles.)

186 « Pour ma part, ce n'est pas en France mais en Russie, que je suis devenu proudhonien, et si je suis venu en France, c'est pour mieux approfondir ma connaissance de Proudhon. Je porte donc un témoignage personnel direct. Les premiers soviets russes ont été organisés par des proudhoniens, ces proudhoniens qui

militants tentaient d'adapter à la Russie le modèle de la CGT française d'alors (notamment Maria Korn, Georgi Gogeliia-Orgeiani, Daniil Novomirski [de son vrai nom Iakov Kirillovski]). Ces militants avaient cependant conscience que leur propagande « n'était pas adaptée aux conditions spécifiquement russes ». Selon Novomirski, un militant d'Odessa, dans le Sud, les syndicats devaient assurer la poursuite de la lutte économique quotidienne en même temps qu'ils préparaient la classe ouvrière à la révolution, après quoi ils deviendraient « les cellules de la future société de travailleurs » (Novomirski). En attendant, la minorité agissante dans les syndicats, dont la fonction était de servir de « pionniers » dans la lutte révolutionnaire, devait empêcher les syndicats de devenir les instruments des partis politiques. Les ouvriers anarchistes pensaient qu'il fallait créer dans les syndicats des cellules chargées de combattre l'« opportunisme » socialiste.

Le groupe anarcho-syndicaliste de Novomirski recruta entre 1905 et 1907 de nombreux ouvriers, mais aussi des intellectuels. Il y avait également dans son groupe des marins, des dockers et des salariés du petit commerce.

Le mouvement anarcho-communiste recrutait également beaucoup, à Moscou dans les usines de Zamoskvoretchie et de Presnia, dans les usines des villes alentour ; des cellules organisaient des manifestations dans les grandes entreprises comme Zündel ou la Centrale électrique ; le groupe la Commune libre (*Svobodnaïa kommouna*) recrutait de nombreux adhérents chez les métallurgistes et les typographes. Une Conférence des groupes anarcho-communistes de l'Oural avait appelé en 1907 à la création de « syndicats illégaux sans distinction de parti » et appelait les anarchistes à entrer dans les syndicats existants pour contre l'influence des « opportunistes socialistes ». Aux États-Unis et au Canada, l'Union anarcho-syndicaliste des ouvriers russes des États-Unis et du Canada recrutait des milliers d'émigrés, dont une grande partie allait revenir en Russie en 1917.

Les premiers mois de la révolution voient le développement important de l'anarcho-syndicalisme. L'Union de propagande anarcho-

venaient des éléments de gauche du parti socialiste révolutionnaire ou de l'aile gauche de la social-démocratie russe. Ce n'est pas chez Marx qu'ils ont pu prendre l'idée de la révolution par les soviets de base, car c'est une idée essentiellement, exclusivement proudhonienne. Comme je suis l'un des organisateurs des soviets russes de 1917, je peux en parler en connaissance de cause. » Ainsi s'exprimait le grand sociologue Georges Gurvitch en 1965 lors d'un colloque sur Proudhon. Gurvitch précise ailleurs : « Je peux témoigner de l'extraordinaire pénétration des idées proudhoniennes aussi bien parmi les intellectuels russes que dans les syndicats ouvriers russes. » (Georges Gurvitch, « Proudhon et Marx », in *L'actualité de Proudhon*, Colloque de novembre 1965, Centre national d'étude des problèmes de sociologie et d'économie européennes. Éditions de l'Institut de sociologie, Université libre de Bruxelles, p. 96.)

syndicaliste Golos Trouda (la Voix du travail) en Russie du Nord (Petrograd) publia un hebdomadaire puis un quotidien de l'été 1917 au printemps 1918. Les bolcheviks liquidèrent l'organisation en 1919. En Russie centrale la Fédération des groupes anarchistes de Moscou publia aussi un quotidien. Le 12 avril 1918 la police attaque les locaux de l'organisation à l'artillerie, 600 anarchistes sont arrêtés. C'est la première fois qu'anarchistes et bolcheviks se combattent les armes à la main. « Enfin le pouvoir soviétique débarrasse, avec un balai de fer, la Russie de l'anarchisme » dira Trotski.

Mais l'organisation la plus importante fut la Confédération des organisations anarchistes de l'Ukraine, dite Nabate (le Tocsin), du nom de son journal. Elle éditait également *la Voie vers la liberté*, tantôt hebdomadaire, tantôt quotidien. L'armée insurrectionnelle makhnoviste, qui publiait *la Voix du makhnoviste*, eut un rôle très important dans la lutte contre les nationalistes ukrainiens (Petlioura), contre les gouvernements fantoches à la solde des Austro-allemands après la paix de Brest-Litovsk (l'hetman Skoropadski), les généraux blancs Dénikine et Wrangel, et enfin contre l'armée rouge en 1920. La Confédération d'Ukraine fut l'embryon de la Confédération anarchiste pan-russe qui tenta de réunir tous les libertaires avant de disparaître sous les coups des bolcheviks.

À partir de 1920, et particulièrement après Kronstadt, en mars 1921, il n'existe que des groupes isolés fuyant la répression. Il convient de préciser que les libertaires russes et ukrainiens ont toujours subordonné leur ligne politique aux impératifs de la lutte contre la réaction. En Ukraine, où les anarchistes étaient la plus grande force révolutionnaire, l'armée insurrectionnelle makhnoviste s'allia aux bolcheviks et supporta le plus gros des efforts militaires contre les Blancs.

Des dizaines de milliers d'anarchistes payèrent leur tribut à la révolution, beaucoup d'entre eux avant octobre 1917, comme Matiouchenko, le meneur de l'insurrection du Potemkine, un anarcho-syndicaliste exécuté en 1907. Pendant la guerre, les militants étaient soit en prison, soit en exil : aux États-Unis, une organisation d'ouvriers libertaires, éditant un quotidien, regroupait 10 000 personnes.

Lorsque la révolution de février survient (23 février 1917 pour le calendrier julien), des milliers de bagnards sont libérés et les exilés reviennent : les effectifs grimpent. La fédération anarchiste-communiste de Petrograd compte 18 000 membres. Archinov, militant de la fédération de Moscou en 1917, estime le nombre d'anarchistes à 40 000 dans la seule Russie, sans inclure l'Ukraine, les pays Baltes, etc., c'est-à-dire des effectifs nettement supérieurs à ceux des bolcheviks. Lorsque le pouvoir bolchevik et Makhno négocieront une alliance militaire contre les Blancs, en octobre 1919, les makhnovistes exigeront la libération de 200 000 libertaires.

Une conférence organisée par la fédération anarchiste-communiste de Petrograd le 9 juin 1917 regroupe les délégués de 95 usines et unités militaires ; deux jours plus tard il y aura 150 délégués. Cette conférence désigne un Comité révolutionnaire provisoire et les bolcheviks envoient des délégués. Il faut que le Comité central intervienne pour que les délégués se retirent.

Les anarchistes sont à l'origine de la création de la Garde rouge. Le 2 août 1917 a lieu une réunion du noyau d'initiative pour créer la garde rouge, dont l'anarchiste Zouk est l'un des responsables. Les bolcheviks attermoient, et Zouk leur déclare : « Nous n'avons pas à tourner autour du pot. Il n'y a pas à attendre, il faut tout de suite commencer à taper sur les bourgeois. » Zouk commandait un détachement de 200 Gardes rouges des chantiers navals de Schlüsselbourg lors de la prise du Palais d'Hiver, dont un autre anarchiste, Zélesniakov, fut nommé commandant, après l'assaut. C'est Zélesniakov et ses gardes qui, plus tard, dispersèrent l'Assemblée constituante, initiative que les bolcheviks n'osaient pas prendre. Zouk et Zélesniakov moururent en combattant contre les blancs. Jusqu'à Octobre donc, anarchistes et bolcheviks travaillent ensemble sans trop de problème, les anarchistes collant bien plus près des masses que les bolcheviks et étant bien plus en avance sur eux.

De fait, le programme que propose alors Lénine dans un discours à la fraction bolchevik des soviets est fédéraliste et décentralisateur : remplacement des « autorités locales et régionales désignées par l'État » par « des soviets de représentants du peuple, organes réunissant les pouvoirs législatifs et exécutifs », l'autonomie des soviets locaux, l'interdiction aux autorités centrales de s'immiscer dans les programmes scolaires, l'armement des milices, l'exercice de la justice, l'inviolabilité de la personne et du domicile, les libertés illimitées (*sic*) de conscience, de parole, de presse, de réunion, de grève et d'association, etc.

C'est évidemment un fait que les auteurs léninistes passent sous silence, mais il n'est pas exagéré de dire que l'influence du parti bolchevik dans la classe ouvrière au début de la révolution n'a pu s'enraciner que grâce à son adoption de mots d'ordre de caractère anarchiste.

Le mouvement libertaire russe avait importé les divisions et les polémiques du mouvement libertaire européen. La révolution de 1905 n'avait pas suscité de remises en cause stratégiques ni organisationnelles – si tant est que le mouvement de l'époque fût capable de telles considérations. Les principes organisationnels restent la libre entente entre les individus, la libre union des groupes selon leurs

affinités. Les décisions de congrès, quand il y en a, n'engagent à rien. Il ne saurait être question de confier à des comités les fonctions de liaison ou de coordination. L'unanimité est la seule façon de parvenir à une décision, et, s'il est impossible de parvenir à une entente, aucune décision n'est prise. L'idée d'un journal exprimant une position d'ensemble n'est pas concevable car toute publication ne peut représenter que le point de vue du groupe qui l'édite.

« Toutes ces prises de positions sont émises lors d'une assemblée de communistes libertaires russes en exil, en 1906, à Londres. C'est en quelque sorte une mise au point théorique de l'anarchisme, compte tenu de la révolution russe de 1905, et au diapason de l'orientation générale du mouvement international. » (A. Skirda, *Autonomie individuelle et force collective*, éd. A.S., p. 103.)

Le mouvement libertaire russe affrontera donc la révolution en 1917 avec des conceptions qui limitent l'organisation à un conglomerat de groupes autonomes. On conçoit dans ces conditions qu'il se soit montré incapable, malgré des effectifs au départ bien supérieurs, à faire face au bolchevisme.

Un anarchiste russe, Novomirski, tenta de tirer les leçons de 1905, en s'inspirant du syndicalisme révolutionnaire français, et élaborait un programme anarcho-syndicaliste. Il semble que ce soit lui qui ait inventé le terme. Il proposa une organisation générale des anarchistes sur le plan russe et international en s'affranchissant des généralités habituelles. L'organisation doit être une « organisation politique dans le meilleur sens du terme, car elle doit aspirer à devenir la force politique nécessaire pour briser la violence organisée que représente l'État. » Novomirski propose de construire un Parti anarchiste ouvrier un peu de la même manière que Pouget en France voulait faire de la CGT le « parti du travail »¹⁸⁷. Ce parti devait avoir une plateforme théorique sans laquelle il est « impossible d'atteindre l'unité d'action », ainsi que des conceptions tactiques répondant aux besoins des travailleurs. La lutte armée contre la terreur gouvernementale devait se doubler d'une organisation économique par le moyen de syndicats révolutionnaires : « Il nous est indispensable d'élaborer un programme et une tactique claires et, sur la base de principes généraux de ce programme et tactique, d'unir tous les éléments sains de l'anarchisme russe en une fédération unique : le Parti ouvrier anarchiste. »

Novomirski préconise le boycott des établissements d'État, armée et parlement, et « la proclamation dans les villages et les villes de

187 Cf. « La CGT », suivi de « Le Parti du travail », préface de Jacques Toublet, éditions CNT région parisienne, 1997.

communes ouvrières avec des soviets de députés ouvriers, en qualité de comités industriels, à leur tête ».

Si les réflexions de Novomirski, faites en 1907, peuvent être considérées comme une tentative de tirer le bilan de la révolution de 1905, cette démarche eut un équivalent au niveau international, la même année, lors du congrès anarchiste international d'Amsterdam, marqué par les prises de position d'Amédée Dunois, qui fit une critique virulente des aspects les plus farfelus de l'anarchisme d'alors : l'opposition à l'organisation et l'individualisme. L'initiative individuelle, censée suffire à tout, dit-il, aboutit en réalité à la négation de la lutte des classes ; toute action collective est repoussée sous prétexte que l'organisation est conçue en soi comme une forme d'oppression de l'individu.

« La révolution sociale ne peut être que l'œuvre de la masse. Mais toute révolution s'accompagne nécessairement d'actes qui, par leur caractère – en quelque sorte technique – ne peuvent être que le fait d'un petit nombre, de la fraction la plus hardie et la plus instruite du prolétariat en mouvement. Dans chaque quartier, chaque cité, chaque région, nos groupe formeraient, en période révolutionnaire, autant de petites organisation de combat, destinées à l'accomplissement des mesures spéciales et délicates auxquelles la grande masse est le plus souvent inhabile. »

Dunois replace l'anarchisme sur le terrain de la lutte des classes, comme théorie révolutionnaire de la classe ouvrière. Faisant écho sans doute au rejet, par les social-démocrates, de la participation des anarchistes aux soviets, en 1905, le compte rendu du congrès déclare qu'il ne sera « plus possible à nos adversaires social-démocrates d'invoquer notre vieille haine de toute espèce d'organisation pour nous bannir du socialisme sans autre forme de procès¹⁸⁸). »

Les avertissements de Novomirski et de quelques autres n'ont pas modifié fondamentalement les pratiques du mouvement libertaire russe avant la révolution. Ces pratiques ont évolué après 1917 et ont alors suscité un vaste mouvement d'intérêt dans la classe ouvrière, mais il était trop tard.

Dès les premières années de la révolution, des militants libertaires – mais aussi de nombreux ouvriers sans parti – dénoncent à l'occasion des congrès la bureaucratisation, la substitution du parti à la classe ouvrière, le capitalisme d'État, la contre-révolution bolchevique. Ces militants n'ont certes pas développé une théorie achevée de la

188 Le texte de Novomirsky s'intitule « Du programme de l'anarcho-syndicalisme », Odessa, 1907. Il est cité par A. Skirda, *Autonomie individuelle et force collective*, p. 105.

bureaucratie, comme d'autres ont pu le faire à tête plus reposée, mais ils ont posé le problème de façon extrêmement claire.

En avril 1922 Alexandre Berkman publie un texte dans *la Revue anarchiste* :

« Une centralisation mécanique paralyse l'activité du pays (...) Le gouvernement monopolise toute la vie : la révolution est enlevée au peuple. Une machine bureaucratique est née, effrayante quant au nombre, à l'inefficacité et à la corruption. Rien qu'à Moscou cette nouvelle classe de sovbur (bureaucrates bolchevistes) est supérieure en nombre au total des employés de l'administration du régime tsariste de 1914. »

En 1922 également, Emma Goldman écrit un livre, *My further disillusionments in Russia*, dont la *Revue anarchiste* publie un extrait en 1925. Elle y indique que l'échec de la révolution n'a pas été dû « uniquement aux pratiques des bolcheviks. Fondamentalement ce fut le résultat des principes et des méthodes du bolchevisme. »

Elle pose donc dès cette époque le problème que développera la revue *Socialisme ou Barbarie* quelque quarante ans plus tard : le rôle de l'idéologie bolchevik dans la naissance de la bureaucratie.

En 1921, Rudolf Rocker, militant anarcho-syndicaliste allemand, publie un livre, *la Faillite du communisme d'État* (que les éditions Spartacus ont publié sous le titre stupide de *les Soviets trahis par les bolcheviks*). Rocker écrit de façon prophétique : « La politique de Robespierre a conduit la France au IX Thermidor puis à la dictature militaire de Napoléon. A quels abîmes la politique de Lénine et de ses camarades conduira-t-elle la Russie ? »

En 1929 Arthur Lehning écrit *Marxisme et anarchisme dans la révolution russe* dans lequel il montre que la révolution ne se confond pas avec la prise du pouvoir par les bolcheviks, que la dictature du prolétariat n'a été que celle du parti et des bureaucrates : « On ne peut séparer les conceptions bolchevistes de l'État et du socialisme : les bolcheviks étaient des socialistes d'État et la doctrine économique du socialisme fixait aussi les moyens politiques propres à la réaliser. »

Une théorie du capitalisme d'État est esquissée à la fin du livre :

« Mais si le monopole capitaliste devient un monopole d'État, si le capitalisme devient un capitalisme d'État, si ces deux monopoles de pouvoir et de propriété arrivent à avoir de plus en plus le même caractère, se confondent et se réunissent dans une même main, alors au lieu de se détruire mutuellement, au lieu de se neutraliser ils deviennent par leur union une formidable puissance. (...) La concentration forcée de l'oppression politique et de l'exploitation

économique n'engendre pas la liberté mais entraîne au contraire un esclavage rationalisé. »

Sans la radicalisation de la classe ouvrière, le parti n'aurait pas été autre chose qu'un groupuscule d'extrême gauche. Une fois au pouvoir il n'a fait, au début, qu'entériner des faits déjà accomplis : appropriation des terres par les paysans, expropriation des capitalistes, etc. S'il y a eu pendant un temps une incontestable convergence entre les bolcheviks et les masses, c'est parce que les mots d'ordre des bolcheviks ont suivi, se sont adaptés aux aspirations de masses. Pendant cette période, l'activité du mouvement anarchiste, qui s'amplifie, leurs rangs gonflant considérablement, est très étroitement liée à celle du parti bolchevik.

Se référant à ce qu'ils avaient entendu sur les soviets, de nombreux militants anarchistes, anarcho-syndicalistes et syndicalistes révolutionnaires français allaient soutenir la révolution. Le caractère particulier qu'elle prit à ses débuts, ainsi que l'éloignement, firent que beaucoup de militants étaient convaincus que les bolcheviks étaient des bakouniniens¹⁸⁹). A l'inverse, un peu plus tard, nombre d'anarchistes refuseront de croire que Makhno était anarchiste !

Fritz Brupbacher résume cette période :

« C'est l'époque à laquelle, par enthousiasme pour la révolution russe, le syndicalisme révolutionnaire accomplit son propre suicide. La révolution d'Octobre nous avait plongés dans une telle joie que, tous tant que nous étions, nous oubliâmes ce que nous savions pourtant depuis toujours : que les bolcheviques n'auraient rien de plus pressé que de nous étouffer dès qu'ils auraient, avec notre aide, écrasé la bourgeoisie. Nous fûmes beaucoup, alors, à suivre la même route que Pierre Monatte. (...) Il avait accepté l'idée de la dictature du prolétariat, dont au reste le syndicalisme révolutionnaire avait été l'anticipation. De même, il avait fait sienne l'idée de l'État telle que Lénine la définit dans son livre l'État et la révolution. (...) L'organisation résultant de la dictature et de l'existence de l'État prolétarien, nous la voulions plus large, plus démocratique, plus libre, plus conforme aux principes mêmes des soviets. A nos yeux, ce n'était pas un appareil central constitué de telle manière, qui devait former la base de l'organisation dans la société nouvelle, mais bien la masse des individus eux-mêmes. Le syndicalisme révolutionnaire a toujours proclamé qu'une minorité dirigeante doit entraîner les masses. En 1921, Monatte pensait que le

189 Ce fait m'a été révélé par des militants qui ont vécu cette période, notamment Gaston Leval.

parti communiste était peut-être capable d'être cette minorité dirigeante¹⁹⁰). »

On notera que Brupbacher parle de « minorité dirigeante », alors que le terme consacré était « minorité agissante »... Monatte sera exclu peu après du parti pour avoir soutenu l'indépendance des syndicats face au parti.

Une certaine confusion régna quelque temps, puisque peu après l'arrestation de Monatte, le 3 mai 1920, pour complot contre la sûreté de l'État, la police arrêta des dirigeants d'une « Fédération communiste des soviets » et d'un « Parti communiste », tous deux de tendance... anarchiste ! En France s'était créé au début de 1919 un Parti communiste, se déclarant section française de l'Internationale communiste, et ne comptant quasiment que des anarchistes. En décembre 1919 ce parti communiste se transforme en une Fédération communiste des soviets ayant une structuration fédérale : les soviets de base formant des soviets de région qui forment à leur tour un soviet central. Inutile de dire que cette organisation ne fut pas reconnue par Moscou... Nombre de militants libertaires connus pour leur intransigeance à défendre l'individu se convertissent – momentanément pour la plupart – en partisans de la dictature du prolétariat, parmi lesquels Lorulot¹⁹¹, Armand, Mauricius et Charles-Auguste Bontemps, ce dont aucun ne se vantera par la suite.

Merrheim, qui avait participé à la conférence de Zimmerwald en 1915, et qui s'était heurté à Lénine, n'avait quant à lui aucune complaisance pour Lénine : « C'est un guesdiste, cent fois plus sectaire que tous les guesdistes réunis, ce qui n'est pas peu dire, de désirant que la "dictature sur tout et sur tous, sa dictature à lui, dût la civilisation reculer d'un siècle¹⁹²). »

L'État et la révolution

Il est significatif que les deux grands dirigeants communistes, Marx et Lénine, aient chacun produit en deux circonstances révolutionnaires un ouvrage généralement interprété comme étant de caractère libertaire : *La Guerre civile en France* de Marx, écrit pendant la Commune de Paris, et *l'État et la révolution* de Lénine.

Bien que ni Proudhon ni Bakounine n'y soient pour quoi que ce soit, ce sont les conceptions fédéralistes qui dominèrent dans la Commune

190 Frits Brupbacher, *Socialisme et liberté*, éditions de la Bâconnière, Neuchâtel, p; 264.

191 Lorulot écrira que « la dictature de fer du prolétariat » sera une « dictature des élites sur les brutes ».

192 Cité par Alexandre Skirda, *Autonomie individuelle et force collective*, « Les anarchistes et l'organisation de Proudhon à nos jours », p. 155, éditions A.S., 1987.

de Paris : fédérations de communes décentralisées, substitution à l'appareil d'État de délégués élus et révocables, ce qui tranche considérablement avec l'apologie de l'œuvre de centralisation commencée par la monarchie, telle qu'on la trouve développée dans le *18-Brumaire*. Maintenant, Marx adhère à l'œuvre de la Commune, et l'Adresse du Conseil général de l'AIT, connue sous le titre de *la Guerre civile en France*, rédigée par lui, a été écrite en épousant le point de vue même des communards. Jusqu'à présent, la création d'une société socialiste était, pour le *Manifeste*, conditionnée par la création d'un État prolétarien démocratique issu du suffrage universel ou, pour *les Luttes de classes en France*, par la création d'un État dictatorial. L'approbation de l'œuvre de la Commune – et en 1871, Marx avait-il le choix ? – correspond donc à un renversement complet du point de vue sur la question du pouvoir, à l'abandon du point de vue décentralisateur et au ralliement aux thèses proudhoniennes et bakouninistes (encore qu'il ne faille pas assimiler ces deux derniers points de vue, selon lesquelles la destruction de l'appareil d'État et l'instauration d'une structure politique décentralisée, à laquelle le fédéralisme assure une cohésion d'ensemble, est la condition préalable à l'instauration du socialisme.

Bakounine définit à juste titre la Commune comme une « négation désormais historique de l'État ¹⁹³ ». L'insurrection communaliste de Paris, écrit-il, a inauguré la révolution sociale ; son importance ne réside pas dans les « bien faibles essais qu'elle a eu la possibilité et le temps de faire », mais dans les idées qu'elle a remuées, « la lumière vive qu'elle a jetée sur la vraie nature et le but de la révolution, les espérances qu'elle a réveillées partout, et par là même la commotion puissante qu'elle a produite au sein des masses populaires de tous les pays ¹⁹⁴ ». Et il ajoute :

« L'effet en fut si formidable partout, que les marxistes eux-mêmes, dont toutes les idées avaient été renversées par cette insurrection, se virent obligés de tirer devant elle leur chapeau. Ils firent bien plus : à l'envers de la plus simple logique et de leurs sentiments véritables, ils proclamèrent que son programme et son but étaient les leurs. Ce fut un travestissement vraiment bouffon, mais forcé. Ils avaient dû le faire, sous peine de se voir débordés et abandonnés de tous, tellement la passion que cette révolution avait provoquée en tout le monde avait été puissante ¹⁹⁵. »

193 *Œuvres*, Champ libre, III, 213.

194 *Œuvres*, Champ libre, III, 166.

195 *Ibid.*

Si Bakounine perçut le contraste entre les positions antérieures de Marx et celles qu'il défend au moment de la Commune, d'autres le perçurent aussi. Le biographe de Marx, Franz Mehring, note lui aussi que *La Guerre civile en France* est difficilement conciliable avec le *Manifeste*, et que Marx y développe un point de vue proche de celui de Bakounine. « Si brillantes que fussent ces analyses, dit en effet Mehring, elles n'en étaient pas moins légèrement en contradiction avec les idées défendues par Marx et Engels depuis un quart de siècle et avancées déjà dans le *Manifeste communiste*. » (...) « Les éloges que l'Adresse du Conseil général adressait à la Commune de Paris pour avoir commencé à détruire radicalement l'État parasite étaient difficilement conciliables avec cette dernière conception. » (...) « On comprend aisément que les partisans de Bakounine aient pu facilement utiliser à leur façon l'Adresse du Conseil général ¹⁹⁶ ».

Madeleine Grawitz écrit à ce sujet : « Marx, vexé de voir la révolution éclater, comme il l'avait prévu, mais la jugeant à tort bakouniniste, arrive après la défaite à s'appropriier un mouvement qui, non seulement l'ignore, mais se trouve opposé à toutes ses théories ¹⁹⁷ ... »

Les conceptions « libertaires » qui se sont imposées à Marx sous la pression des événements restent parfaitement opportunistes et isolées dans son œuvre, et ne correspondent en rien à sa pensée réelle ¹⁹⁸ ; elles répondent de façon irréfutable à une volonté de récupérer le mouvement. Irréfutable ? Les réfugiés communards ingrats ne se ralliant pas à lui, Marx écrira à Sorge, furieux : « Et voilà ma récompense pour avoir perdu presque cinq mois à travailler pour les réfugiés, et pour avoir sauvé leur honneur, par la publication de *la Guerre civile en France* ».

Ces quelques précisions n'auraient pas grand intérêt pour notre sujet si les références idéologiques ne jouaient un si grand rôle dans la détermination – ou plutôt dans la justification – de la ligne politique de Lénine au moment de la révolution russe. En effet, les références à la Commune de Paris seront innombrables dans ses écrits pendant les premiers mois de la révolution, pour disparaître ensuite, évidemment.

L'État et la révolution est rédigé en août-septembre 1917 : à cette époque, le mouvement ouvrier russe a cessé de compter sur les socialistes modérés, il règne une grande agitation révolutionnaire, les structures de base telles que les comités d'usine accroissent les expropriations. Lénine insiste avec force pour que le parti prenne le pouvoir par une insurrection, alors que la quasi totalité des dirigeants du

196 Franz Mehring, *Karl Marx, Histoire de sa vie*, Éditions sociales, p. 504.

197 Madeline Grawitz, *Michel Bakounine*, Plon, 1990, p. 466.

198 D'ailleurs Mehring lui-même précise que plus tard Engels en reviendra totalement à l'idée du *Manifeste*.

pari y sont opposés. Le mouvement anarchiste et anarcho-syndicaliste est aux avant-postes de la lutte révolutionnaire, ils ont de plus en plus l'oreille des masses et constituent une force avec laquelle il faut compter. Mais, surtout, le tour pris par les événements, avec ou sans les libertaires, confirment, à cette étape de la révolution, les analyses libertaires concernant l'instauration d'organismes de base fédérés entre eux se substituant à l'État. Il convient de préciser que cette évolution n'est pas *forcément* la conséquence de l'activité des libertaires, mais qu'elle est un phénomène naturel dans la classe ouvrière.

C'est pourquoi Lénine tente de reformuler une doctrine marxiste de l'État en se référant inlassablement au seul texte de Marx qui peut l'aider dans cette tâche, *la Guerre civile en France*. La révolution prolétarienne devra, selon l'exemple de la Commune, détruire l'État bourgeois et le remplacer par une nouvelle forme d'organisation, une nouvelle sorte d'État : « Nous ne sommes par le moins du monde en désaccord avec les anarchistes quant à l'abolition de l'État en tant que but. » Dès sa constitution, l'État commencera à dépérir. « Il ne faut au prolétariat qu'un État en voie d'extinction, c'est-à-dire constitué de telle sorte qu'il commence immédiatement à s'éteindre et ne puisse pas ne point s'éteindre ».

Jacques Toublat, dans son introduction à la réédition de *la Confédération générale du travail* d'Émile Pouget¹⁹⁹, fait une analyse du texte de Lénine que nous nous contentons de reproduire, parce qu'il est inutile de redire autrement ce qui est parfaitement exprimé :

« 1. Deux logiques en effet s'affrontent dans *l'État et la révolution*, avant d'ailleurs de s'affronter sur le terrain de la lutte de classes : la logique des *conseils* et de la « démocratie pour le peuple », ce que Lénine nomme *l'organisation des masses*, et la logique du *parti éduqué par le marxisme* ».

« La première de ces logiques implique le pouvoir du peuple en révolution tout entier, c'est-à-dire la pluralité des opinions et des groupes politiques, l'organisation pluraliste de la défense, la recherche de la solution des conflits par le débat, l'échange réciproque entre les conseils des villes et ceux des campagnes pour la production et la consommation. Dans cette logique, le peuple justifie sa souveraineté sur lui-même et sur la société parce qu'il est la somme des individus, à l'exception des quelques anciens exploités ».

« La seconde logique sous-entend le pouvoir du parti sur la grande masse de la population grâce à l'organisation de la violence, comme Lénine le dit lui-même (« les paysans, les petits-bourgeois, les semi-

199 Émile Pouget, « La Confédération générale du travail », suivi de « Le Parti du travail », préface de Jacques Toublat, éditions CNT région parisienne, 33, rue des Vignolles, 75020 Paris.

prolétaires”, sans oublier les ouvriers qui n’auront pas été éduqués correctement par le marxisme, cela fera beaucoup de monde contre qui il sera nécessaire d’employer la force..., c’est-à-dire l’établissement d’une sorte de despotisme partidaire qui s’autoproclame éclairé et progressiste et dont la raison ultime, comme d’autres pouvoirs avant lui, sera les canons. Dans cette logique, la souveraineté appartient au parti, qui justifie cette exorbitante prétention parce qu’il aurait réuni une “avant-garde” éduquée par le marxisme et capable, par le fait même qu’elle est éduquée, de “mener le peuple tout entier vers le socialisme, de diriger et d’organiser un régime nouveau, d’être l’éducateur”, etc. Comme nous le verrons plus loin, cette conception de l’homme, ou du groupe, porteur, par son savoir, de la science historique n’est pas une exception dans le marxisme.

« Le conflit entre ces deux logiques – chacune, en 1917, représentée par des groupes sociaux : d’un côté les paysans, avides de terre ; les ouvriers et les travailleurs en général, désireux de maîtriser leur travail et d’améliorer leur vie ; les citoyens, souhaitant participer à la gestion de leur lieu de vie ; de l’autre côté, les intellectuels, dont le savoir-faire et les connaissances n’avaient jamais trouvé à s’employer sous le tsarisme et qui s’enflamment pour le nouveau messianisme athée –, qu’on le caractérise comme une lutte de classes entre le peuple producteur et une bureaucratie devenue vite exploiteuse ou comme un conflit de la modernité démocratique contre un archaïsme quasi théocratique, a eu raison de la forme sociale née de la révolution russe, après soixante-dix ans d’une existence qui a causé un mal immense à l’idée même de socialisme.

« 2. Lénine a opéré une falsification presque complète des orientations politiques de la Commune de Paris – il a dû le faire pour justifier théoriquement, à partir des textes de Marx, la nécessité, tout à fait controversée par la plupart des marxistes de l’époque, d’une révolution violente, armée, qui briserait “la machine bureaucratique et militaire” de l’État bourgeois pour construire autre chose en remplacement, à savoir, pour Lénine, son État prolétarien : il devait, en analysant la Commune à sa manière, justifier par avance la prise du pouvoir qu’il envisageait avant la tenue de l’Assemblée constituante et la dictature du parti qui la suivrait.

« Ce qui est piquant, c’est qu’il a dû reconstruire un message politique étatiste, “centraliste” à partir d’un texte, écrit sans doute par son maître à penser, mais tout à fait hétérodoxe, voire même contradictoire, avec les thèmes principaux du marxisme. Quelques exemples succincts suffiront à le montrer. La Commune de Paris, peut-on lire dans *la Guerre civile en France*, texte que Marx écrit pour le Conseil général de l’Association internationale des travailleurs en mai 1871, préconisait la production coopérative : une coordination des

“associations coopératives qui [devait] régler la production nationale sur un plan commun”. “Que serait-ce, sinon du communisme, du très ‘possible’ communisme ?” s’interroge Marx à propos de cette structure économique. La Constitution de la France devait être communaliste, et cette organisation des communes de France “devait devenir, affirme *la Guerre civile*, une réalité par la destruction du pouvoir d’État”. »

Communisme et taylorisme

On connaît l’argument léniniste ultra-rabâché selon lequel l’anarcho-syndicalisme est l’expression des intérêts d’un prolétariat archaïque encore lié par sa mentalité à la production artisanale, alors que le marxisme est l’expression d’un prolétariat industriel moderne ²⁰⁰. Le fait que le syndicalisme révolutionnaire soit apparu dans des pays où existait une industrie moderne alors que le léninisme est le produit caractéristique d’un pays arriéré, semi-féodal, dominé par l’impérialisme ne suscite que peu de questions parmi les partisans de cette thèse. On peut mesurer la distance qui sépare anarcho-syndicalisme et léninisme en évoquant des débats qui eurent lieu entre 1912 et 1920 dans les deux courants sur les techniques de production industrielle.

Alors que Lénine développait une admiration sans bornes pour les formes de production du capitalisme industriel développé (taylorisme, travail à la chaîne etc. et entendait faire adopter ces formes à l’économie soviétique, le syndicalisme révolutionnaire commençait déjà une réflexion critique sur ces formes de production.

« Apprendre à travailler, voilà la tâche que le pouvoir des soviets doit poser au peuple dans son ampleur. Le dernier mot du capitalisme sous ce rapport, le système Taylor, allie, de même que tous les progrès du capitalisme, la cruauté raffinée de l’exploitation bourgeoise aux conquêtes scientifiques les plus précieuses concernant l’analyse des mouvements mécaniques dans le travail, la suppression des mouvements superflus et malhabiles, l’élaboration des méthodes de travail les plus rationnelles, l’introduction des meilleurs systèmes de recensement et de contrôle, etc. La république des soviets doit faire siennes, coûte que coûte, ces conquêtes les plus précieuses de la science et de la technique dans ce domaine. Nous pourrons réaliser le socialisme justement dans la mesure où nous aurons réussi à combiner le pouvoir des soviets et le système

200 « L’individualisme outrancier et le subjectivisme des anarchistes traduisaient la protestation de la petite bourgeoisie contre le développement de la grosse production industrielle qui l’acculait à la ruine... » *Sur l’anarchisme et l’anarcho-syndicalisme*, Avant-propos, Éditions du Progrès, Moscou.

soviétique de gestion avec les plus récents progrès du capitalisme. Il faut organiser en Russie l'étude et l'enseignement du système Taylor²⁰¹... »

Ce texte est caractéristique du décalage existant entre les impératifs qui s'imposent aux bolcheviks et les luttes du mouvement ouvrier européen de l'époque²⁰²). Le 5 décembre 1912 une grève éclate aux usines Renault contre les méthodes de rationalisation du travail, et particulièrement le chronométrage. Ainsi, il est significatif qu'alors que Lénine fait l'apologie du taylorisme, Merrheim, un syndicaliste révolutionnaire, publie dans les numéros 108 et 109-110 de *La Vie ouvrière* une étude extrêmement critique sur l'application de ce même système, où il conclut : « Dans les écoles d'apprentissage patronales (...) on dressera des spécialistes sans initiative, sans volonté, sans conscience, sans dignité, suivant le chef d'allure comme le chien son maître, exigeant qu'il ne quitte pas un instant ses talons. Une seule puissance sera capable de refréner les abus et la férocité de cette exploitation : l'organisation ouvrière puissante, capable à tout instant de se dresser devant les exigences capitalistes. »

Merrheim ne fait pas une critique « réactionnaire », passéiste du système Taylor, comme le feraient des artisans qualifiés écrasés par des méthodes modernes de production (argument souvent employé par les marxistes pour « démontrer » que l'anarcho-syndicalisme est le passé et le marxisme l'avenir). Merrheim sait que le taylorisme est inévitable. « Il faut, dit-il, que les travailleurs se pénètrent bien de cette idée que nous sommes arrivés à un stade de l'évolution industrielle qui nécessite des méthodes nouvelles de production et de travail. »

Mais il dit également que dans les méthodes de Taylor, le patronat « a pris et prendra de plus en plus tout ce qu'elles ont d'odieuses, de brutal et de sauvage ». Il paraît difficile d'exprimer plus clairement le fossé existant entre le léninisme et l'anarcho-syndicalisme.

Il est révélateur que l'étude de Merrheim fasse largement état de critiques du taylorisme émanant d'*entrepreneurs capitalistes ou de leurs représentants*, qui contestent l'efficacité et la rentabilité du système dans des termes étonnamment proches des critiques capitalistes d'*aujourd'hui*, après qu'ils eurent fait le bilan de l'inattention, de l'ennui, du manque de motivation, de l'absentéisme, de la résistance passive qui réduisent la productivité, la qualité et donc menacent les profits.

201 Lénine, « Les tâches immédiates du pouvoir des soviets », 1918, *Œuvres complètes*, t. 27, p. 268.

202 Même en tenant compte de l'état de la société russe de l'époque. D'ailleurs, contrairement à l'idée reçue, l'industrie russe était une industrie récente, extrêmement concentrée.

On objectera qu'en Russie les ouvriers sont alors « au pouvoir » tandis qu'en France ils ne le sont pas. Mais que le parti bolchevik fût ou non au pouvoir, il est peu probable que son optique eût varié, dans la mesure même où celui-ci avait de toute façon explicitement pris en charge la tâche de construire en Russie une économie capitaliste, que Lénine nomme lui-même « capitalisme d'État »...

Que Lénine reconnaisse que le système Taylor soit d'une « cruauté raffinée » tout en préconisant que la république des soviets doit « faire sienne coûte que coûte » cette méthode laisse rêveur lorsqu'on considère que Merrheim déclare que le système « dressera des spécialistes sans initiative, sans volonté, sans conscience, sans dignité ».

De là à déduire que la république des soviets dûment confisquée par les bolcheviks ait pour objectif de créer des travailleurs « sans initiative, sans volonté, sans conscience, sans dignité », il n'y a qu'un pas. Et lorsque Merrheim déclare que seule une organisation puissante pourra se dresser contre les exigences capitalistes en ce domaine, on est en droit de conclure que le pouvoir bolchevik veillera à ce qu'une telle organisation ne puisse pas exister.

Les textes de Lénine des premières années de la révolution et ceux de Taylor sont curieusement identiques dans leur insistance sur le recensement, la classification et le contrôle. Distinguer, comme le fait Robert Linhart ²⁰³, entre :

– le « prodigieux élan démocratique », la « participation des larges masses aux tâches d'administration et de comptabilité économique », s'exerçant sur le plan économique, et

– sur le plan technique, la « concentration extrême de l'autorité et une soumission des masses à une direction du procès de travail qui lui est extérieure »,

relève d'une lecture qui nous semble un peu partielle. Le « prodigieux élan démocratique » a effectivement eu lieu sous la forme de comités d'usine, mais il a été quelque peu occulté précisément sous des prétextes techniques par la concentration extrême de l'autorité.

Lorsque, *dans un même texte* – « Les Tâches immédiates du pouvoir des soviets » –, Lénine en appelle à la fois à la démocratie économique (« la participation effective des masses laborieuses aux tâches de gestion » ²⁰⁴), etc., et à la dictature non seulement technique, mais individuelle (« le pouvoir dictatorial personnel », la « soumission sans réserve à une volonté unique » ²⁰⁵), on est en droit de douter que la démocratie économique l'emporte, sachant par ailleurs que ce concept

203 *Lénine, les paysans, Taylor*, Le Seuil, p. 105 sq.

204 *Œuvres complètes*, t. 27, p. 269.

205 *Ibid.*, p. 278-279.

était particulièrement honni pour ses connotations anarcho-syndicalistes.

Il convient de préciser que la version publiée en avril 1918 de l'article de Lénine a eu une variante inédite à l'époque, dans laquelle l'auteur s'étend beaucoup plus sur les aspects négatifs du système Taylor et sur la nécessité de détourner ce système au profit des travailleurs, notamment en réduisant la journée de travail, alors qu'aux États-Unis il avait pour fonction d'intensifier le travail en maintenant sa durée. « Ce qu'il y a de négatif dans le système Taylor, c'est qu'il était appliqué dans le cadre de l'esclavage capitaliste, et qu'il servait à tirer des ouvriers une quantité de travail double ou triple pour le même salaire, sans se préoccuper le moins du monde de savoir si les ouvriers étaient capables de donner sans dommage pour l'organisme humain cette quantité de travail double ou triple durant un nombre inchangé d'heures de travail ²⁰⁶. »

Alors que la première version, non publiée, envisageait que « l'introduction du système Taylor, *orientée correctement par les travailleurs eux-mêmes, s'ils sont suffisamment conscients* » pouvait être le moyen de réduire considérablement la journée de travail, la version de l'article effectivement publiée occulte cette considération et révèle le choix politique qui a été fait.

Le double langage de Lénine, « démocratique » en ce que les masses doivent acquérir un savoir technique et l'utiliser sur le lieu de production, et gestionnaire impliquant la dictature du dirigeant sur le processus de production, cache mal le fait qu'en aucun cas les masses ne sont appelées à décider des orientations générales de la politique économique, qui relève de la seule compétence du parti et non d'un quelconque « congrès des producteurs ». La compétence du prolétariat se limite en effet à « concilier les tâches des meetings *sur* les conditions de travail avec celles de la soumission sans réserve à la volonté du dirigeant soviétique, du dictateur, *pendant* le travail ²⁰⁷. » C'est que, dit Lénine, « la production est toujours nécessaire, pas la démocratie » ²⁰⁸. C'est « une catégorie relevant du seul domaine politique ». « La démocratie de la production engendre une série d'idées radicalement fausses. Ce terme prête à confusion. On peut le comprendre comme une négation de la dictature et de la direction unique » ²⁰⁹. C'est que, à ce moment-là, à la veille du X^e congrès du parti (mars 1921), Lénine sait que ce dernier se heurte à l'hostilité de la quasi-totalité de la

206 *Œuvres complètes*, t. 42, p. 64.

207 « Les tâches immédiates du pouvoir des soviets », 28 avril 1918, *Œuvres complètes*, t. 27, p. 280.

208 « Les syndicats, la situation actuelle », 30 décembre 1920, *Œuvres complètes*, t. 32, p. 19.

209 « A nouveau les syndicats », janvier 1921, *Œuvres complètes*, t. 32, p. 80.

population : « Imaginez un peu comment les masses peuvent interpréter le mot d'ordre "démocratie ouvrière" si nous le lançons », dit-il ²¹⁰ ...

Il y a ainsi chez Lénine une séparation fondamentale de l'économique et du politique, le premier relevant d'une activité essentiellement technique qui n'a aucun contenu de classe.

« L'économie – les "rapports de production" – cessait d'être la "base" de la société pour devenir une espèce d'épiphénomène de la politique au sens le plus étroit du terme ²¹¹. »

Le système Taylor, par exemple, est en lui-même *neutre*, sa nature de classe relevant de la nature supposée du régime qui le met en œuvre, idée que l'anarcho-syndicaliste Émile Pouget rejette catégoriquement en montrant qu'il est une forme consubstantiellement capitaliste ²¹². Il n'est pas question d'envisager le système Taylor sous l'angle du renforcement de la fonction de direction qu'il implique, de la séparation entre pensée et action, du rôle du bureau des méthodes, des pointeurs etc. Proudhon avait montré que la mécanisation – le taylorisme n'existait évidemment pas – était le fondement de la hiérarchisation autoritaire de la société puisque le développement technique accroît l'asservissement du travailleur et l'accaparement du savoir par le capital. « Avec la machine et l'atelier, le droit divin, c'est-à-dire le principe d'autorité, fait son entrée dans l'économie politique » disait Proudhon ²¹³. La division du travail qui réduit l'ouvrier à une activité parcellaire introduit une séparation entre l'élite gestionnaire et la masse des ouvriers.

Proudhon fait de la machine un rapport social, ce que Marx nie. Pour Proudhon, les instrumentations utilisées par l'économie sont les révélateurs de la nature de la société ; il ne saurait donc être question de distinguer les moyens de l'économie de ses fins, la machine et le rapport social que cette machine réalise, car la machine, ou d'une façon générale l'organisation particulière de l'atelier, sont des éléments intégrés à la réalité sociale et contribuent à la définir.

Lénine a une vision dichotomique du rapport économie/politique. Son rêve, dans la version inédite des « Tâches immédiates », est de répartir les activités productive et politique en « six heures de travail physique par jour pour chaque citoyen adulte et quatre heures de travail d'administration de l'État », les deux étant strictement séparés.

210 « Les syndicats, la situation actuelle », 30 décembre 1920, *Œuvres complètes*, t. 32, p. 27.

211 Kostas Papaioannou, *Lénine ou l'utopie au pouvoir*, Spartacus.

212 Émile Pouget, *L'organisation du surmenage : le système Taylor*, Bibliothèque du mouvement prolétarien, Marcel Rivière, 1914.

213 Proudhon, *Système des contradictions économiques*, 10/18, p. 115.

L'activité politique ne s'exerce pas sur le lieu de travail, ce dernier n'étant pas un lieu, ni un sujet de débat et de prise de décision collective. La participation des ouvriers à la direction de l'État reste une activité d'exécution, non un processus collectif de décision sur les orientations de celui-ci, puisque, on l'a vu, c'est là de l'anarcho-syndicalisme, et que la participation des ouvriers sans-parti aux décisions est une négation du rôle dirigeant du parti.

Lorsque Trotski écrit en 1920, dans *Terrorisme et communisme*, que « l'ouvrier ne fait pas de marchandage avec le gouvernement soviétique : il est subordonné à l'État. Il lui est soumis dans tous les rapports du fait que c'est son État », il ne fait qu'exprimer la vérité du système bolchevik sous un langage dont Lénine récusera un peu plus tard la forme mais pas le contenu. Dire que la militarisation du travail était nécessaire, par suite des conditions terribles imposées par la guerre civile, évacue toute interrogation sur le processus collectif des choix en matière de politique économique pour faire face à ces mêmes conditions.

L'institution révolutionnaire

On n'en aura sans doute jamais fini de parler et d'écrire sur la révolution russe. Elle fut un des événements les plus marquants du XX^e siècle. Les événements de 1917 en Russie constituent encore aujourd'hui un sujet de réflexion incontournable pour quiconque s'intéresse aux formes institutionnelles adoptées par le mouvement populaire, mais aussi aux formes qu'il pourrait adopter dans l'avenir.

La révolution russe a posé toutes les questions, soulevé tous les problèmes. Elle a mis en œuvre un ensemble étonnant d'instances dans lesquelles la classe ouvrière, mais aussi la paysannerie, a tenté à la fois de survivre et d'assurer son avenir :

- Les coopératives, dont on ne parle jamais mais dont un important réseau s'étendait sur le pays ;
- Les soviets, une institution totalement étrangère au projet social-démocrate, et que les bolcheviks ont tout d'abord tenté d'occulter parce qu'ils faisaient concurrence au parti ;
- Les comités d'usine ;
- Les syndicats ;
- Et évidemment les partis politiques.

A l'exception des partis, qui sont des structures affinitaires, toutes les autres institutions constituent, peu ou prou, des structures de classes

constituées naturellement par le mouvement populaire pour répondre à des objectifs concrets qui ne relèvent pas de l'opinion.

Or, l'examen des événements montre que les partis politiques se sont évertués à assujettir systématiquement ces structures de classe qu'ils n'avaient pas créées, se comportant ainsi comme de véritables parasites.

La domination d'un seul parti sur l'État qui s'est créé à la suite du coup d'État d'Octobre – auquel seuls quelques bolcheviks se sont opposés – a conduit très rapidement à la mise en place d'un système totalitaire au sein duquel très rapidement aucune voix discordante n'était permise. Ceux des militants syndicalistes ou politiques européens qui ont donné leur soutien à ce régime ont feint d'oublier que la Tchéka fut créée en décembre 1917, que dès la fin de 1918 le mouvement ouvrier russe était écrasé et que toutes les institutions qu'il avait créées avaient été détruites ou se trouvaient contrôlées par des fonctionnaires nommés par l'État.

On a vu que l'idée de soviets était une importation récente dans la doctrine bolchevique. L'histoire de la révolution russe révèle le conflit permanent entre les formes organisationnelles naturelles du prolétariat, ses organisations de classe créées par les besoins de la lutte ou par le besoin de survivre, et les groupements idéologiques, les partis, qui tentèrent en permanence d'en capter la force collective pour mettre en œuvre une politique décidée en dehors des organisations de classe. Il s'agit littéralement d'un conflit entre la société civile en construction et l'État en projet. Ce conflit allait très rapidement trouver son issue, dès la fin de 1918, par la subordination complète de la société civile et des institutions révolutionnaires à l'appareil d'État et au parti communiste. C'est ce processus que nous allons tenter de décrire.

Trois types d'institution existent à ce moment-là : les soviets, les syndicats, les comités d'usine, auxquels on peut ajouter les coopératives, d'implantation déjà ancienne et qui jouent un rôle considérable dans le maintien d'un semblant d'activité dans le chaos ambiant. Le parti bolchevik va sans cesse fluctuer dans ses prises de position concernant ces différentes institutions, en fonction de nécessités essentiellement tactiques. En gros, ils attaqueront celles dans lesquelles ils ne sont pas majoritaires et feront la promotion de celles qu'ils dominent.

Les syndicats en Russie ne jouent pas un grand rôle dans le mouvement ouvrier russe avant 1917 ; ils sont persécutés et réprimés sous le tsarisme, condamnés à la clandestinité. En outre, l'industrie russe est récente, l'expérience syndicale du prolétariat est faible. La clandestinité à laquelle les syndicats sont contraints favorise l'émergence de groupes politiques radicalisés constitués d'ouvriers

politisés et prêts à risquer leur liberté : ce sont ces militants qui constituent l'épine dorsale du syndicalisme, ce qui explique que les syndicats sont placés sous la dépendance du mouvement politique. Dès le début de la révolution, les syndicats sont étroitement contrôlés par les organisations politiques, qui vont y introduire leurs méthodes, inspirées du parlementarisme.

Les syndicats s'accroissent considérablement après février pour atteindre 1,5 million d'adhérents, mais la lutte syndicale, au sens traditionnel, est en quelque sorte désamorcée par le fait que tout gréviste est menacé par la mobilisation dans l'armée ; en outre, l'effondrement total de l'économie, l'inflation galopante, la rareté des biens de consommation rendent la lutte revendicative difficile et incitent à une remise en cause globale du système.

Les comités d'usine et d'atelier, les conseils ouvriers et les conseils des anciens apparaissent dans tous les grands centres urbains. La plupart du temps ils se créent tout simplement parce que les propriétaires ou directeurs ont disparu après la révolution de février. Ceux qui sont ensuite revenus ont en général récupéré leurs fonctions, mais ont dû faire avec les comités d'usine qui s'étaient constitués dans l'intervalle. Dès le début, ces derniers ne se sont pas limités à la question des salaires mais ont abordé l'organisation du travail, prérogative de la direction.

La première grande bataille des comités d'usine eut lieu en mars sur la question de la journée de huit heures. Certains patrons ont signé des accords dans ce sens mais d'autres ont catégoriquement refusé, sous prétexte que l'affaire était trop importante pour être réglée entre patrons et ouvriers et que c'était une affaire d'État. A Petrograd la journée de huit heures devint cependant la règle, avec ou sans l'accord des patrons, parfois imposée unilatéralement. L'existence de comités d'usine était cependant perçue comme une menace à la fois par les patrons et l'État.

Le 2 avril 1917 eut lieu une conférence préparatoire des comités d'usine des industries de guerre de Petrograd, à l'initiative des ouvriers du département de l'artillerie. La conférence vota une « constitution d'usine » qui déclarait notamment que « du comité d'usine viennent toutes les ordonnances concernant le règlement intérieur fixé par la loi, comme la réglementation du temps de travail, les salaires, l'embauche, le licenciement, les congés etc., avec notification au directeur de l'usine ou de la section ». Il est stipulé également que « tout le personnel administratif : cadres supérieurs, chefs de section ou d'atelier, techniciens est engagé avec l'accord du comité d'usine qui doit en faire la déclaration lors de la réunion générale de toute l'usine, ou par l'intermédiaire des comités d'atelier ». « Le comité d'usine contrôle l'activité de la direction dans les domaines administratifs, économiques et techniques (...) Pour le tenir au courant, tous les documents officiels

de la direction, le budget de production et le détail de tous les articles qui entrent ou sortent de l'usine doivent être présentés au représentant du comité. »

Ainsi, lorsque Lénine, arrivé en Russie, publie ses fameuses thèses d'avril dans lesquelles il déclare que la tâche immédiate est « non pas d'«introduire» le socialisme mais uniquement de passer tout de suite au *contrôle* de la production sociale et de la répartition des produits par les soviets des députés ouvriers », il préconise des mesures qui sont déjà en retrait par rapport à celles qui sont appliquées sur le terrain.

Le gouvernement provisoire tente de restreindre le champ d'action des comités par une loi votée le 23 avril, mais les ouvriers n'en tiennent pas compte et déterminent leurs propres lois dans le cadre de leur constitution d'usine, en fonction des rapports de force. Le patronat et la presse bourgeoise réagissent fortement contre les comités d'usine et la journée de huit heures. Alors que les soldats sont au front, la presse présente les ouvriers comme des paresseux qui ont des revendications abusives. De nombreux comités d'usine réagirent en invitant des délégués de soldats à visiter les usines pour qu'ils se rendent compte des conditions de vie et de travail des ouvriers.

La fonction des comités d'usine n'est pas définie de façon homogène partout, elle varie selon les lieux, mais il se fait une intense réflexion au sein de la classe ouvrière. A Kharkov, en province, une conférence des comités d'usine affirme que « les comités d'usine doivent prendre en main la production, la sauvegarder, la porter à son point maximum ».

En général, les délégués bolcheviks tentent de freiner l'ardeur des ouvriers qui veulent étendre au maximum la fonction des comités. Les positions de Lénine ne font que suivre le mouvement²¹⁴, mais le contrôle ouvrier est perçu par Lénine comme un *prélude à la nationalisation*. Dans « La ruine est imminente »²¹⁵, un projet de programme pour le parti, Lénine appelle à la « *participation* » inconditionnelle des travailleurs au contrôle des cartels qui pourrait être obtenue par un décret qui pourrait être rédigé « en un seul jour ». L'idée qu'un décret peut résoudre presque instantanément un problème revient fréquemment dans la littérature léninienne de l'époque.

Ceux qui appellent à une extension maximale des fonctions des comités d'usine sont toujours des non-bolcheviks, soit des libertaires, soit des travailleurs sans parti.

Du 30 mai au 5 juin 1917 a lieu la 1^{re} conférence des comités d'usine de Petrograd. La moitié des comités représentés viennent de l'industrie mécanique. Les délégués bolcheviks sont majoritaires et

214 Cf. « Les tâches du prolétariat dans notre révolution », 10 avril 1917, Oeuvres complètes, t. 24, pp. 47-84.

215 27 mai 1917, t. 24, pp. 404-406.

leurs interventions tournent autour de la nécessité de « rétablir l'ordre » et de « maintenir la production », thèmes qui préfigurent celui de la direction uninominale, la direction par un seul homme nommé par l'État, que Lénine introduira plus tard. L'idée que le contrôle ouvrier est un moyen pour apprendre à réaliser une économie socialiste fait cependant son chemin.

Les bolcheviks ne s'opposent pas ouvertement aux comités d'usine. Ils ont en vue une économie étatisée, hiérarchisée, dans laquelle les comités, comme toutes les autres instances prolétariennes, ne sont que des rouages de transmission. Les socialistes modérés, obligés de s'en accommoder, tentent également d'en limiter le rôle : « la régulation et le contrôle de l'industrie, c'est l'affaire de l'État » déclare lors de la conférence le ministre menchevik du travail, tenant un langage absolument identique à celui des bolcheviks une fois qu'ils prendront le pouvoir. Les syndicalistes ne voient pas non plus d'un œil favorable les comités d'usine, qui les concurrencent, et souhaitent les voir constituer « les cellules de base des syndicats », selon les termes d'un syndicaliste. Cette idée fut, lors de la conférence, violemment critiquée par les participants, y compris par les bolcheviks. C'est que, à cette époque, les syndicats étaient pour l'essentiel sous influence des mencheviks.

Concernant les institutions prolétariennes qui se créent à alors – soviets, comités d'usine, syndicats –, les positions qu'adoptent les partis politiques qui se concurrencent pour le pouvoir ne dépendent pas de la plus ou moins grande adéquation de ces institutions par rapport au but poursuivi. Le seul critère de soutien ou de rejet dépend du degré de contrôle que chaque parti exerce ou espère exercer sur ces institutions.

Le discours de Lénine à la 1^{re} conférence des comités d'usine préfigure la politique qui sera appliquée après Octobre : le contrôle ouvrier signifie qu'« une majorité d'ouvriers doivent entrer dans les institutions responsables et que l'administration devrait rendre compte de ses actions aux organisations ouvrières les plus représentatives »²¹⁶. Dans cette formulation, il est clair que « l'administration » est une puissance tutélaire qui ne laisse que peu de marge de manœuvre aux comités.

La résolution finale de la conférence est un texte de compromis qui n'interdit aucun développement ultérieur : les comités d'usine sont définis comme des organisations de lutte, élues sur la base de la démocratie la plus large, avec une direction collective, dont l'objectif est la création de nouvelles conditions de travail, l'organisation d'un contrôle minutieux des travailleurs sur la production et la distribution. Cette résolution réclame également une majorité prolétarienne dans

216 Discours prononcé à la 1^{re} conférence des comités d'usine de Petrograd, 31 mai 1917, Œuvres complètes, t. 24, pp. 574-575.

toutes les institutions ayant un pouvoir exécutif. Les comités d'usine s'étendront considérablement dans les semaines suivantes et, parfois, ils évinceront les directions, prenant en charge le fonctionnement des usines.

Les dirigeants syndicaux considéraient avec méfiance les comités d'usine. Une conférence syndicale tenue à Petrograd les 20-28 juin [3-11 juillet 1917] devait rappeler que « les syndicats défendent les droits et les intérêts de la classe ouvrière (...) et ne peuvent donc assumer des fonctions administratives et économiques dans la production » (3^e conférence panrusse des syndicats). Le rôle des comités d'usine devrait se cantonner à vérifier que les lois pour la défense des travailleurs et les conventions collectives soient respectées et à veiller à ce que tous les travailleurs de l'entreprise adhèrent aux syndicats, à « travailler pour renforcer et développer les syndicats, contribuer à l'unité dans leur lutte » et « renforcer l'autorité des syndicats aux yeux des travailleurs inorganisés ». Ce sont les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires qui dominent cette conférence alors que les bolcheviks sont bien implantés dans les comités d'usine : ceci explique cela. Mencheviks et socialistes-révolutionnaires insistaient pour que les comités d'usine soient élus sur la base de listes présentées par les syndicats.

Les bolcheviks voulaient que l'administration centrale des syndicats soit flanquée de « commissions de contrôle économique », composées de membres de comités d'usine, chargées de coopérer avec les syndicats dans l'entreprise. Les comités d'usine rempliraient une fonction de contrôle pour les syndicats, mais dépendraient d'eux financièrement.

La conférence créa un Conseil panrusse des syndicats dont les représentants étaient élus proportionnellement à l'importance numérique des diverses tendances politiques en concurrence, ce qui équivalait à introduire dans le syndicalisme les méthodes du parlementarisme et à abandonner les critères de classe.

« Les bolcheviks jouaient alors sur les deux tableaux, cherchant à étendre leur influence, et dans les syndicats, et dans les comités ; et quand la poursuite de ce double objectif exigeait qu'ils tiennent deux langages différents, ils n'hésitaient pas à le faire. Dans les syndicats étroitement contrôlés par les mencheviks, les bolcheviks demandaient une large autonomie pour les comités d'usine ; dans les syndicats qu'ils contrôlaient eux-mêmes, ils montraient infiniment moins d'intérêt pour la chose ²¹⁷. »

217 Maurice Brinton, « Les Bolcheviks et le contrôle ouvrier, 1917-1921 », *Revue Autogestion* n° 24-25.

Les comités d'usine réussissent à résister contre leur subordination aux syndicats grâce à une alliance entre les anarchistes et les bolcheviks, les premiers s'opposant à leur subordination par principe, les seconds par tactique. C'est surtout dans la construction mécanique que cette résistance fut la plus forte et que les comités d'usine atteindront leur plus fort développement. C'est aussi dans ce secteur que les bolcheviks, une fois au pouvoir, auront le plus de mal à se débarrasser des comités d'usine autonomes.

Du 7 au 12 août se tient la « 2^e conférence des comités d'usine de Petrograd, ses environs et les provinces voisines », qui décida qu'une part des salaires de tous les travailleurs (0,24 %) servirait à soutenir un soviet central des comités d'usine, ce qui les rendait indépendants des syndicats. L'initiative venait des militants bolcheviks, ce qui suscita la méfiance de nombreux travailleurs pourtant convaincus de la nécessité d'une coordination des comités d'usine. Cette conférence adopta un grand nombre de résolutions qui accordaient en fait au comité d'usine les pleins pouvoirs en matière d'organisation et d'administration dans l'entreprise, laquelle continuait cependant d'être détenue par son employeur.

Les comités d'usine étaient engagés dans une logique qui les poussait inexorablement à l'expropriation des patrons : cela ne pouvait pas rester sans réponse de la part du gouvernement provisoire. Une campagne fut lancée en août 1917 contre les comités d'usine dans les chemins de fer, et le vice-ministre de la Marine proposa la proclamation de la loi martiale dans ce secteur et la dissolution des comités – mesures que Trotski proposera également en 1920...

L'état catastrophique des chemins de fer était attribué aux comités d'usine : « ... la substitution du pouvoir du patron par la direction des ouvriers est la destruction de l'ordre normal de la vie économique de toute entreprise » déclare Struve, un économiste bourgeois. Une conférence patronale crée l'Union des associations patronales, dont la mission déclarée est « l'élimination de l'ingérence des comités d'usine dans les fonctions patronales »²¹⁸.

Golos Trouda, le journal de l'Union de propagande anarcho-syndicaliste, dont le premier numéro est paru le 11 août, publie le 25 août un éditorial dans lequel on peut lire ceci :

« Nous disons aux ouvriers, aux paysans, aux soldats, aux révolutionnaires russes : avant tout et surtout, *continuez la révolution*. Continuez à vous organiser solidement et à relier entre eux vos organismes nouveaux : vos communes, vos unions, vos comités, vos soviets. Continuez – avec fermeté et persévérance,

218 Cité par A.M. Pankratova, *Autogestion* n° 4, décembre 1967, p. 25.

toujours et partout – à participer de plus en plus largement, de plus en plus efficacement, à l'activité économique du pays. Continuez à prendre entre vos mains, c'est-à-dire entre les mains de vos organisations, toutes les matières premières et tous les instruments indispensables pour votre travail. Continuez à éliminer les entreprises privées. Continuez la révolution ! N'hésitez pas à affronter la solution de toutes les questions brûlantes de l'actualité. Créez partout les organes nécessaires pour réaliser ces solutions. Paysans, prenez la terre et mettez-la à la disposition de vos propres comités. Ouvriers, préparez-vous à mettre entre les mains et à la disposition de vos organismes sociaux – partout sur place – les mines et le sous-sol, les entreprises et les établissements de toutes sortes, les usines et les fabriques, les ateliers, les chantiers et les machines²¹⁹. »

En novembre, le journal anarcho-syndicaliste presse les travailleurs à « organiser la vie économique et sociale du pays sur des bases nouvelles. Alors commencera à se réaliser facilement, et d'une façon naturelle, une sorte de "dictature du travail". Et le pays saura, peu à peu, s'y faire. »

De nombreuses grèves éclatent à cette époque, chez les tanneurs et dans le textile, à Moscou, dans la construction mécanique à Petrograd, le pétrole à Bakou, les mineurs du Dombas. A chaque fois, les patrons font des concessions sur les salaires mais refusent de reconnaître les comités d'usine, dont l'existence est une entrave à leur pouvoir dans l'entreprise. De plus en plus, l'idée que les soviets doivent prendre le pouvoir s'affirme, car les travailleurs se rendent compte que la lutte pour la « constitution d'usine » ne peut s'accomplir que si la classe ouvrière devient maîtresse collective de l'économie.

Le 28 août, la campagne de la presse bourgeoise contre les comités d'usine et « l'anarchisme dans la classe ouvrière » atteint son paroxysme lorsque le ministre du Travail, le menchevik Skobelev, interdit les réunions pendant les heures de travail et autorise les patrons à déduire du salaire des ouvriers le temps qu'ils consacraient aux comités d'usine.

Cette décision, particulièrement inopportune, survenait dans un contexte où les modérés reprenaient du poil de la bête : les bolcheviks et les anarchistes avaient été réprimés après les manifestations de juillet, Lénine était en exil ; une conférence d'État avait été convoquée, destinée à « réunir les forces vives du pays » mais dans laquelle ouvriers, paysans, soldats, représentés au soviet, s'étaient vu attribuer seulement 10 % des sièges.

219 Cité par Voline, *La révolution inconnue*, ch. 6.4

Mais la décision d'éliminer les comités d'usine survenait aussi au moment où le général Kornilov marchait sur Petrograd et où le gouvernement provisoire, affolé, comprenant enfin que son existence était menacée, opère un revirement aussi opportuniste qu'unitaire en proposant aux bolcheviks un front commun contre le général.

Les socialistes modérés, au gouvernement provisoire, s'étant complètement discrédités, il n'y a donc rien d'étonnant que les bolcheviks obtiennent en septembre la majorité dans les soviets de Petrograd.

Le 10 septembre a lieu la 3^e conférence des comités d'usine, qui débat essentiellement des circulaires du gouvernement provisoire limitant le pouvoir des comités d'usine. Un menchevik explique que ces circulaires ne privent pas les travailleurs du *droit de contrôle* sur l'embauche et les licenciements, mais seulement du droit d'embaucher et de licencier... position que les bolcheviks défendront eux-mêmes peu après.

Pour tenter de briser les comités d'usine, les patrons pratiquent de plus en plus le lock-out. Entre mars et août 1917, 568 entreprises employant plus de 100 000 ouvriers fermèrent ainsi, et plus encore les mois suivants, le plus souvent pour riposter contre l'existence des comités, mais aussi, il faut le dire, parfois par manque de combustible et de matières premières. Les fermetures d'usines pour ces raisons-là furent souvent mises sur le compte de l'incapacité des comités d'usine à organiser la production. En réalité, elles eurent lieu dès avant la révolution et furent causées par les déficiences structurelles de l'économie et du capitalisme russes : éloignement des sources d'approvisionnement, bas niveau productif, désorganisation politique. La révolution de février n'avait fait que mettre en relief une situation qui existait déjà.

Il est vrai que le mouvement des comités d'usine n'a pas abouti à une prise en main généralisée et immédiate de la production, des transports et des services et à la mise en œuvre de l'approvisionnement des villes en nourriture, comme ce fut le cas lors que la révolution espagnole. Le prolétariat espagnol avait bénéficié de 70 ans de propagande libertaire, qui avait expliqué inlassablement qu'il fallait s'emparer des moyens de production – les usines et la terre – et les collectiviser. Dès le lendemain de l'insurrection en Catalogne le prolétariat sut ce qu'il fallait faire. Le prolétariat et la paysannerie russes n'avaient pas la même expérience historique, les anarchistes russes ne tenant pas, comme leurs camarades espagnols, leur filiation théorique de l'expérience d'une puissante section de l'AIT. La propagande marxiste, par ailleurs, ne s'était *jamais* préoccupée de ce qu'il faudrait faire le lendemain de la révolution, en dehors de quelques

considérations générales sur les nationalisations. La propagande marxiste n'a en particulier jamais tenté d'introduire dans la paysannerie la notion de collectivisation, comme ce fut le cas en Espagne.

On peut dire que, sur le plan des principes, le marxisme, toutes tendances confondues, se préoccupait essentiellement de la prise en main de l'État, qui devait réaliser par en haut la transformation de la société, alors que le projet libertaire consiste à prendre en main la société en la transformant par en bas, réalisant de ce fait l'abolition de l'État.

Lénine au début parle beaucoup de contrôle ouvrier, mais dans un sens restrictif. A la fin de septembre 1917, il écrit « Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ? » dans lequel il affirme que « la prise du pouvoir dans sa totalité par les seuls bolcheviks est non seulement une question tout à fait fondée, mais encore une question d'une actualité pressante ». La principale difficulté de la révolution est, à son avis, de « réaliser à l'échelle nationale l'inventaire et le contrôle le plus précis et le plus scrupuleux, le *contrôle ouvrier*, de la production et de la répartition des produits ». La remise en marche de l'économie est *toujours* conçue comme un processus partant du haut. Le contrôle ouvrier n'est en aucune manière la gestion ouvrière.

L'expression « contrôle ouvrier » soulignée par Lénine lui-même, semble être plaquée là pour suivre la mode du jour, mais n'a en fait aucun sens. D'ailleurs Lénine se défend de tomber dans le « syndicalisme » : « Quand nous disons : "contrôle ouvrier", ce mot d'ordre étant toujours *accompagné* de celui de la dictature du prolétariat, le *suivant* toujours, nous expliquons par là de quel État il s'agit. » Sachant que le pouvoir sera détenu « dans sa totalité par les seuls bolcheviks » (*sic*), on comprend que le contrôle ouvrier se limitera à une fonction passive des travailleurs.

Toute la littérature de Lénine sur les comités d'usine, comme d'ailleurs sur le socialisme en général, réduit ceux-ci à une sorte de « technologie sociale » qui se résume au *recensement*²²⁰, au travail de statistique et d'enregistrement, de centralisation²²¹. Le socialisme, dans l'esprit de Lénine, est une immense administration à l'échelle de la société tout entière dominée par un parti unique, qui met en œuvre une technique de gouvernement fondée sur le recensement et la statistique. Il n'est *jamais* question des modalités de détermination de la politique

220 Sous la dictature du prolétariat le contrôle ouvrier devient le « recensement national, général, universel, le plus minutieux et le plus scrupuleux de la production et de la répartition des produits. » (Lénine, « Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ? »)

221 « Vouloir prouver aux bolcheviks, centralistes par conviction, par leur programme et par leur tactique de tout le parti, la nécessité de la centralisation, c'est vraiment enfoncer une porte ouverte », dit Lénine. (« Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ? »)

de cette administration par les masses populaires, puisque le parti unique, centralisé, détient seul la capacité de décision. La démocratie consiste à appuyer les positions du parti, puisque le parti est l'expression de la volonté des masses (que cela leur plaise ou pas).

Cet appareil administratif n'est d'ailleurs pas créé pour l'occasion, il est emprunté à l'État capitaliste : on « s'appuie sur les conquêtes déjà réalisées par le grand capitalisme » : « Le capitalisme a créé des *appareils* de contrôle sous forme de banques, de cartels, service postal, coopératives de consommation, associations d'employés. *Sans les grandes banques, le socialisme serait irréalisable.* » « Les grandes banques *constituent* l'«*appareil d'État*» dont nous *avons besoin* pour réaliser le socialisme et que nous *prenons tout prêt* au capitalisme : notre seule tâche est alors de *retrancher* de cet excellent appareil d'État ce qui en *fait un monstre capitaliste*, de le *renforcer encore*, de le rendre plus démocratique, plus universel. »

Une banque d'État ayant ses ramifications dans chaque canton, chaque usine, « voilà déjà les neuf dixièmes de l'appareil *socialiste* », « voilà la *comptabilité* à l'échelle nationale, le *contrôle* à l'échelle nationale de la production et de la répartition des produits, quelque chose, pourrions-nous dire, comme la *charpente* de la société socialiste. » Cet appareil d'État, dit Lénine, « nous pouvons nous “en emparer” et le “faire fonctionner” en frappant un seul coup, par un seul décret, car le travail effectif de comptabilité, de contrôle, d'enregistrement, de statistique et calcul est accompli dans ce cas par des *employés* qui sont en majorité des prolétaires ou des semi-prolétaires. » (Tous les passages en italique et entre guillemets des citations de Lénine sont de leur auteur.)

« “L'étatisation” de la masse des employés des banques, des cartels du commerce, etc., etc., est une chose parfaitement réalisable et du point de vue technique (grâce au travail préliminaire accompli à notre profit par le capitalisme et par le capitalisme financier), et du point de vue politique, si le contrôle et la surveillance par les *soviets* sont réalisés. »

« Nous n'inventons pas une forme d'organisation du travail, nous l'empruntons toute faite au capitalisme : banques, cartels, usines modèles, stations expérimentales, académies, etc. ; il nous suffira d'emprunter les meilleurs types d'organisation à l'expérience des pays avancés. »

Pour réaliser ce programme, Lénine a une idée simple : la Russie était autrefois administrée par 130 000 propriétaires fonciers ; aujourd'hui, les 240 000 membres du parti bolchevik pourront avantagement les remplacer.

A aucun moment n'est indiqué comment la classe ouvrière, les masses populaires dans leur ensemble, vont être impliquées dans le processus de détermination des orientations de l'État, de la politique et de l'économie : c'est que ces orientations sont le monopole du parti au pouvoir, c'est-à-dire en fait de la direction du parti. Il n'y a aucun texte qui identifie le contrôle ouvrier à une participation effective des masses aux processus de décision.

On aurait pu d'ailleurs s'en douter, dans la mesure où, dit Lénine, « nous n'inventons pas une forme d'organisation du travail, nous l'empruntons toute faite au capitalisme ». Il n'y a donc aucune *rupture* avec le capitalisme. Il s'agit donc d'une organisation capitaliste de la société qui prend le nom de socialiste *par le seul fait* que le parti bolchevik est à la tête de l'État. C'est là une approche totalement idéaliste.

La position des anarcho-syndicalistes russe est évidemment toute différente. *Golos Trouda* réclame un « contrôle ouvrier total sur toutes les activités de l'usine, un contrôle réel et non fictif, contrôle de la réglementation du travail, de l'embauche et du licenciement, des horaires, des salaires et des méthodes de fabrication ». La propagande libertaire était à ce moment intensive et rencontrait un grand écho auprès des masses. Les soviets et les comités d'usine, beaucoup plus proches de la vie des gens que les syndicats, surgissent partout et se font les porte-parole des aspirations des masses.

Les mencheviks accusent les bolcheviks, embarrassés, d'abandonner le marxisme et de verser dans l'anarchisme parce que ces derniers soutiennent les comités d'usine.

Du 17 au 22 octobre a lieu la 1^{re} conférence panrusse des comités d'usine organisée par le journal des comités d'usine, *Novy Put* (la Nouvelle voie). Ce journal, selon G.P. Maximoff, était « fortement influencé par une sorte d'anarcho-syndicalisme d'un genre nouveau, quoi qu'il n'y eût pas d'anarcho-syndicalistes à proprement parler dans son comité de rédaction ». Sur les 137 délégués, 86 étaient bolcheviks, 22 socialistes-révolutionnaires, 11 anarcho-syndicalistes, 6 maximalistes et 4 sans parti.

Les bolcheviks sont sur le point de prendre le pouvoir et leur attitude commence à changer. On commence à dire que le développement des comités d'usine s'est fait aux dépens des organisations centralisées de la classe ouvrière telles que les syndicats, et que cela a abouti à des résultats indésirables. Pourtant, d'autres délégués affirment que les « commissions de contrôle ne doivent pas être de simples commissions de surveillance, elles doivent être les cellules de l'avenir qui dès maintenant préparent le transfert de la production entre les mains des ouvriers ». « Les comités d'usine sont

les cellules de l'avenir (...) Ce sont eux, et non l'État, qui devraient maintenant gérer le pays. » Ces sont des idées totalement inacceptables pour les bolcheviks.

Le lendemain du renversement du gouvernement provisoire, Lénine fait un discours, le 26 octobre, dans lequel il annonce que de nouvelles lois seront prochainement édictées et que l'une des plus importantes portera sur le contrôle ouvrier de la production et la normalisation de l'industrie. Les grèves et les manifestations sont désormais nuisibles : « Nous vous prions de cesser immédiatement toutes les grèves économiques et politiques, de reprendre le travail et de l'accomplir en ordre parfait (...) Chacun à sa place ! Le meilleur moyen de soutenir le gouvernement des soviets en ces jours est d'accomplir son travail. »

Le 3 novembre 1917 la *Pravda* publie le « Projet de règlement sur le contrôle ouvrier » de Lénine²²². Le premier point déclare que « dans toutes les entreprises industrielles, commerciales, bancaires, agricoles et autres, qui emploient au moins cinq ouvriers et employés (en tout) ou dont le chiffre d'affaires est d'au moins 10 000 roubles par an, est établi le *contrôle ouvrier* de la production, de la consommation, de la vente et de l'achat de tous les produits et de toutes les matières brutes ». Point 2 : « Le contrôle est exercé par tous les ouvriers et tous les employés de l'entreprise, soit directement si l'entreprise est assez petite pour que ce soit possible, soit par les représentants élus qui doivent être élus *immédiatement* dans des assemblées générales, avec un procès-verbal des élections et la communication au gouvernement et aux soviets locaux des députés ouvriers, soldats et paysans du nom des élus. » Le troisième point déclare que « *tous* les livres et documents sans exception doivent être ouverts à ces représentants élus, ainsi que *tous* les dépôts et réserves de matériaux, d'outillage et de produits, sans aucune exception. »

Ces points du projet ont été abondamment cités, mais ne font que légaliser des pratiques déjà largement répandues. En revanche le projet introduit des réserves qui en liquident pratiquement toute portée : en effet, le cinquième point avance que les décisions prises par les représentants élus sont obligatoires pour les propriétaires mais qu'elles peuvent être abrogées par les syndicats et par les congrès ; cette clause va littéralement vider de toutes leurs fonctions les comités d'usine, qui seront intégrés dans les syndicats, que les bolcheviks contrôlent désormais.

Dans le sixième point, les propriétaires, les élus ouvriers et employés sont déclarés, dans les entreprises « d'importance nationale », « responsables devant l'État de l'ordre le plus strict, de la discipline et de la protection des biens » ; la confiscation de tous leurs biens et une

222 *Œuvres complètes*, t. 26, pp. 272-273.

peine allant jusqu'à 5 ans d'emprisonnement attend ceux qui se rendent coupables de négligence, de dissimulation de réserves, etc. « Sont reconnues d'importance nationale toutes les entreprises qui travaillent pour la défense, ainsi que celles qui sont liées de façon ou d'autre avec la production des denrées nécessaires à l'existence de la population ».

Ce n'est bien entendu pas le *principe de responsabilité* des élus qui est condamnable, mais le fait que l'annulation des décisions des comités d'usine puisse être faite par une instance qu'ils ne contrôlent pas, et que les comités d'usine aient à rendre compte à un État dans les organes duquel ils n'ont aucune voix.

Le projet de Lénine souleva de nombreuses objections à la fois chez ceux qui défendaient l'autonomie des comités que chez de ceux qui défendaient la direction centralisée de la production. Il fallut deux semaines pour qu'un compromis soit trouvé, mais l'hégémonie des syndicats se trouvait confirmée. Milioutine résumait bien la tendance dominante selon laquelle il fallait « unifier dans un solide appareil d'État le contrôle ouvrier, qui se réalisait de manière improvisée²²³ ». La nouvelle mouture du projet établit une structuration des organes de contrôle, chaque comité étant responsable devant un conseil régional du contrôle ouvrier, lui-même responsable devant un conseil panrusse de contrôle ouvrier. Cette structuration parfaitement banale, n'est pas critiquable en soi ; ce qui l'est, en revanche, c'est que la composition de tous les organes du contrôle ouvrier au-dessus de l'entreprise était décidée par le parti, et que sur 26 représentants, elle n'incluait que cinq représentants des comités d'usine !

L'expansion du mouvement des comités d'usine, qui avait commencé de se coordonner à l'échelle nationale, a été littéralement cassée net par le coup d'État d'octobre. Il était en effet hors de question de laisser un mouvement se développer dans lequel l'influence anarcho-syndicaliste était grandissante. Isaac Deutscher révèle que « quelques semaines après l'insurrection, les comités d'usine tentèrent de former *leur propre* organisation nationale, ce qui, de fait, leur aurait assuré une dictature économique virtuelle. Les bolcheviks utilisèrent alors les syndicats pour rendre un remarquable service au jeune État bolchevik, en disciplinant les comités d'usine. Les syndicats s'opposèrent fermement à toutes les tentatives des comités pour former leur propre organisation nationale. Ils empêchèrent la convocation projetée du congrès panrusse des comités d'usine, et exigèrent la totale subordination des comités d'usine »²²⁴.

Il convient de préciser qu'il n'entre absolument pas dans le projet anarcho-syndicaliste de se limiter à un socialisme d'entreprise qui

223 E.H. Carr, *La rivoluzione bolscevica*, p. 483, Giulio Einaudi editore.

224 Isaac Deutscher, *Soviet Trade Unions*, Royal Institute of International Affairs, London, 1950, p. 17.

encouragerait les travailleurs à se sentir propriétaires de leur usine et à se désintéresser de l'usine d'à côté et de l'économie dans son ensemble. Une telle vision correspond à l'image que les *adversaires* de l'anarcho-syndicalisme aimeraient imposer. Au contraire, l'anarcho-syndicalisme se soucie grandement de l'organisation macro-économique et insiste sur la nécessité absolue d'une organisation globale de la production et des échanges, sans laquelle aucune société ne peut fonctionner. L'argumentation aussi bien des réformistes que des bolcheviks contre les comités d'usine repose sur le fait que ceux-ci se limitaient à une vision trop étroite des choses alors que l'économie globale du pays était en ruine. Maurice Brinton expose bien la situation à laquelle étaient confrontés les comités d'usine :

« Or les comités n'auraient pu commencer à s'attaquer à des problèmes à une échelle régionale et nationale que s'ils avaient eu d'abord la possibilité de se fédérer sur une base régionale et nationale ; c'était là, de toute évidence, une condition préalable. C'est donc le comble de l'hypocrisie de la part des bolcheviks d'aujourd'hui que d'accuser les comités de 1917-1918 d'avoir fait preuve d'un esprit de clocher borné alors que le parti lui-même faisait tout ce qui était en son pouvoir pour empêcher les comités de se fédérer de façon autonome. Le "Soviet central des comités d'usine", parrainé par les bolcheviks, fut mis au rebut après le renversement du gouvernement provisoire, aussi rapidement qu'il avait été créé. Le centre révolutionnaire des comités d'usine, un organe d'inspiration anarchiste, qui fonctionna pendant plusieurs mois, ne réussit pas à prendre sa place, trop d'obstacles étant mis sur son chemin ²²⁵... »

Les attaques des bolcheviks contre les « rêves anarchistes des communes productives autonomes » (I.I. Stepanov) et la « "politique de propriétaire" des comités d'usine isolés » (A. Pankratova) masquaient mal la volonté du parti de Lénine d'établir son hégémonie sur toute l'organisation de l'économie du pays, laquelle, faute d'en appeler à l'organisation autonome des masses, ne pouvait se faire que par la réintroduction, dans les entreprises, non seulement des méthodes capitalistes, mais aussi des anciens dirigeants. La masse des travailleurs ne voyait pas les comités d'usine comme un moyen transitoire, une étape vers « d'autres modes de normalisation de la vie économique » (A. Pankratova), ils voyaient dans le contrôle ouvrier le moyen naturel de réaliser le socialisme. La question : qui détient le pouvoir dans l'usine ? n'est pas, contrairement à ce que voulaient faire croire les

225 Maurice Brinton, « Les bolcheviks et le contrôle ouvrier, 1917-1921 », *Autogestion et socialisme*.

bolcheviks, l'expression d'un sentiment de propriété des travailleurs sur « leur » usine mais le reflet de la conscience que si les travailleurs ne *commencent pas* par détenir le pouvoir dans l'usine où ils travaillent, puis dans l'ensemble collectif d'usines, ils ne détiennent aucun pouvoir ailleurs, car qui dirige la production dirige tous les aspects de la vie sociale. Le vrai problème est donc : quelle sera l'institution grâce à laquelle le prolétariat pourra le mieux exercer son pouvoir collectif de décision sur la production, et quelles seront les modalités de fonctionnement de cette institution.

Le point de vue du prolétariat russe est parfaitement exprimé dans le numéro de janvier 1918 de *La Voix des métallurgistes* par un certain N. Filippov : « La classe ouvrière, de par sa nature, doit occuper la place centrale dans la production et spécialement dans son organisation. A l'avenir toute la production doit refléter l'esprit et la volonté prolétariens ²²⁶. » Les anarchistes, selon Voline, préconisaient à la même époque « l'expropriation – progressive mais immédiate – de l'industrie par des organismes de *production collective* ». [Je souligne.]

Le 28 novembre 1918 le tout nouveau Conseil panrusse du contrôle ouvrier se réunit. Les manœuvres pour subordonner les comités d'usine aux syndicats s'amplifient. Un militant bolchevik déclare que les syndicats représentent les intérêts généraux des travailleurs tandis que les comités d'usine représentent leurs intérêts particuliers : il faut donc que les seconds soient subordonnés aux premiers. Un représentant des comités d'usine répond : « Dans les comités d'usine nous élaborons les instructions qui viennent de la base, dans la perspective de voir comment elles peuvent s'appliquer à l'industrie *dans son ensemble* [je souligne] ; ce sont là des instructions de l'atelier de la vie ; ce sont les seules instructions qui puissent réellement avoir de la valeur. Elles montrent de quoi sont capables les comités d'usine et devraient donc tenir la première place dans tout ce qui concerne le contrôle ouvrier. » Les représentants de comités d'usine déclarent que « les comités de chaque ville devraient se réunir (...) et établir une coordination sur des bases régionales ».

Le conseil panrusse du contrôle ouvrier, dominé par des éléments qui avaient été nommés par le parti, vida rapidement le contrôle ouvrier de toute substance. « Ceux-là mêmes qui soutenaient les plus en paroles le contrôle ouvrier et en encourageaient l'« expansion » s'employaient habilement à tenter de le brider et de le rendre ineffectif par sa transformation en une grande institution publique centralisée » ²²⁷. En janvier 1918, Riazanov déclara que le conseil panrusse du contrôle ouvrier ne se réunit qu'une seule fois, mais plus tard il déclara qu'il ne

226 Notes du groupe Solidarity à « L'Opposition ouvrière », d'Alexandra Kollontaï, *Socialisme ou Barbarie*, n° 35, janv.-mars 1964, p. 110.

227 E.H. Carr, *op. cit.* p. 485.

se réunit jamais ; selon une autre source il « chercha à se réunir » mais n'obtint pas le quorum.

Le mouvement des comités d'usine fut définitivement liquidé lorsque le conseil panrusse du contrôle ouvrier, lui-même créé pour désamorcer le mouvement, fut définitivement liquidé avec la création du conseil économique suprême (Vesenka) chargé d'élaborer un « plan d'organisation de la vie économique du pays et des ressources financières du gouvernement ». Cet organisme était rattaché au conseil panrusse des commissaires du peuple – autrement dit au gouvernement – entièrement constitué de bolcheviks. La Vesenka comprenait pour la forme quelques membres du conseil panrusse du contrôle ouvrier. De l'aveu même des bolcheviks, c'était un pas vers l'étatisation de l'économie

Il ne s'agit là encore aucunement de nier la nécessité d'une organisation globale de l'économie dépassant le niveau de la gestion de l'entreprise par les salariés qui y travaillent. Les premiers mois de la révolution montrent que deux options se sont confrontées.

– La première part du constat fait par les travailleurs du chaos résultant de la guerre et de la nécessité d'y faire face. C'est un processus progressif et naturel. Dans un premier temps les comités d'usine avaient pour fonction de pallier la déficience des patrons qui s'étaient enfuis. Peu à peu les ouvriers russes en sont arrivés à vouloir assumer seuls les fonctions d'organisation de la production. Les faits montrent qu'ils étaient conscients de la nécessité d'une organisation globale et qu'ils étaient en train de la mettre en œuvre. C'est là une approche réaliste, pragmatique et naturelle.

– La seconde approche est essentiellement idéologique. Au lieu de constater le phénomène de construction d'une société nouvelle et de transformation des rapports de production qui se déroulait sous leurs yeux, et d'y apporter leur soutien, les bolcheviks vont tout faire pour le casser, parce que cette transformation menace leur hégémonie politique.

Il ne faut cependant pas se limiter à cette hypothèse. Il faut aussi envisager que ce que les bolcheviks voyaient se dérouler sous leurs yeux ne cadrait pas du tout avec leurs idées préconçues. Il n'était en tout cas pas question d'encourager le processus d'organisation qui était en cours parce que c'était un processus qui partait du bas. Ainsi, la coupure qui s'est fait jour dans la révolution russe ne se situe pas entre « réformistes » et « révolutionnaires » mais entre mouvement de classe et social-démocratie. Les bolcheviks et les mencheviks, également opposés aux comités d'usine *pour les mêmes raisons*, se retrouvent du même côté de la barrière. La position du parti bolchevik est une position strictement social-démocrate, fondée sur l'à-priori du rôle

nécessairement dirigeant du parti et de l'incapacité de la classe ouvrière de parvenir à la conscience révolutionnaire, alors que toute l'histoire de la révolution russe montre que le parti bolchevik n'a pu se maintenir comme élément moteur qu'en suivant la vague révolutionnaire et en adoptant une politique qui allait systématiquement à l'encontre de son programme et de ses présupposés théoriques. L'obsession du rôle dirigeant du parti et de l'élimination des structures de classe du prolétariat ne fait que refléter le désir profond *de ne pas modifier les rapports de production*.

L'assujettissement des comités d'usine a été celui de la classe ouvrière, et s'est fait en plusieurs étapes :

- la subordination des comités d'usine au conseil panrusse du contrôle ouvrier, lui-même soumis à l'influence du parti ;
- l'incorporation du conseil panrusse du contrôle ouvrier à la Vesenka dont les représentants étaient nommés par l'État ;
- la direction communiste de gauche de la Vesenka fut alors évincée ;
- enfin, on liquida l'influence des syndicats dans la Vesenka en nommant les responsables syndicaux.

« A chacune de ces étapes, il allait y avoir une résistance, mais chacune des batailles allait être perdue. Chaque fois, l'adversaire se présentait sous les couleurs du nouveau pouvoir "prolétarien". Et chaque défaite rendit de plus en plus difficile la gestion directe de la production par les travailleurs eux-mêmes, c'est-à-dire la transformation fondamentale des rapports de production ²²⁸. »

On rétorquera que si la classe ouvrière a été battue dans ce conflit c'est qu'elle n'était pas mûre pour prendre en main directement son destin. Cette remarque est justifiée dans le cadre d'une approche bourgeoise de la révolution, elle ne l'est pas du point de vue révolutionnaire. En effet il n'a jamais été question de nier la nécessité d'une organisation révolutionnaire, dont la fonction est précisément de garantir, d'encourager, de promouvoir les initiatives des masses – et non de les casser. Le mouvement naturel du prolétariat n'a pas échoué parce qu'il était condamné d'avance mais parce que l'organisation qui aurait dû le soutenir a tout fait pour le détruire. Ce constat n'est donc pas celui de la condamnation de principe de l'organisation révolutionnaire, mais celle de la condamnation de la politique du parti bolchevik.

Si les comités d'usine sont enterrés officiellement à leur 6^e conférence, les ouvriers et la base du parti n'allaient pas enterrer le fait sans réagir.

228 M. Brinton, *op. cit.*

Début décembre le conseil central des comités d'usine de Petrograd publie un *Manuel pratique pour l'exécution du contrôle ouvrier dans l'industrie*, qui fut largement distribué, à la grande fureur du parti. Ce document est intéressant parce qu'il contredit nombre d'accusations faites contre les comités d'usine, en particulier celle du refus de faire appel à des spécialistes et à des techniciens. Il suggère que les comités d'usine devraient organiser quatre commissions de contrôle chargées d'« inviter des techniciens choisis parmi le personnel, avec voix consultative ». Ces commissions seraient chargées d'organiser la production, de reconverter la production de guerre, de l'approvisionnement en matières premières, de l'approvisionnement en combustibles. Contrairement aux positions de Lénine, ce texte déclare que le contrôle ouvrier ne se limite pas au recensement mais à la totalité du processus de production. La fonction de chaque commission est précisément décrite, notamment celle de la commission de la production, qui doit se charger « d'établir les liaisons nécessaires entre les différentes sections de l'usine, de surveiller l'état des machines, de prévoir et de surmonter les nombreuses déficiences dans l'aménagement des usines ou des ateliers, de déterminer les coefficients d'exploitation dans chaque section, de décider du nombre optimum d'ateliers et de travailleurs dans chaque atelier, de calculer l'amortissement des machines et des bâtiments, de déterminer l'attribution des salaires (depuis le poste d'administrateur jusqu'au manœuvre), et de prendre en charge les problèmes financiers de l'usine. »

Les rédacteurs du Manuel annoncent qu'ils entendent grouper les comités d'usine en fédérations régionales, puis en fédération panrusse et, pour être sûrs d'être bien compris, ils déclarent que « le contrôle ouvrier sur l'industrie, en tant que partie indivise du contrôle sur l'ensemble de la vie économique du pays, ne doit pas être considéré dans le sens étroit d'une vérification mais dans le sens le plus large d'*ingérence* (...). Le contrôle suppose la participation à la gestion de la production. »

Le parti n'allait évidemment pas en rester là. Les *Istvestia* publient en réponse les *Instructions générales sur le contrôle ouvrier conformément au décret du 14 novembre*, texte qui sera connu sous le nom de Contre-manuel. Il s'agit de l'exposé des thèses léniniennes sur la question, limitant le contrôle ouvrier à un rôle de surveillance et rappelant que « le droit de donner des ordres concernant la gestion, la marche et le fonctionnement des entreprises revient au seul propriétaire. La commission de contrôle ne participe pas à la gestion de l'entreprise, et n'a aucune responsabilité se rapportant à son fonctionnement. Cette responsabilité incombe toujours au propriétaire. » Il est expressément interdit aux comités d'usine d'exproprier les propriétaires et de gérer les

entreprises. Enfin, le contre-manuel enjoint les comités d'usine de fusionner avec l'appareil syndical.

Le 20 décembre est publié dans le journal officiel des syndicats (*Le Messenger syndical*) un article déclarant qu'en « unissant leur destin à celui d'un parti politique, les syndicats doivent, en tant qu'organisations de lutte du prolétariat, appuyer les mots d'ordre et l'activité politique du parti du prolétariat qui, à un moment donné, permet d'accomplir plus rapidement d'autres tâches historiques... »

Dès cette époque – décembre 1917, trois mois après la prise du pouvoir – le parti a supprimé la liberté d'agitation pour les organisations socialistes, interdit leurs journaux, exerce une violence systématique contre les grévistes, retire les cartes de ravitaillement, c'est-à-dire ôte le droit de manger à ceux qui, dans la classe ouvrière elle-même, s'opposent à sa politique.

L'année 1918 est celle d'âpres débats sur le contrôle ouvrier lors desquels le mouvement anarchiste et anarcho-syndicaliste interviendra abondamment.

Le I^{er} congrès panrusse des syndicats, tenu à Petrograd du 7 au 14 janvier, révèle sans fard le point de vue réel des bolcheviks sur les comités d'usine. Furent prises à ce congrès « des mesures radicales pour "étatiser" le mouvement ouvrier russe », dit Paul Avrigh dans *Les anarchistes russes*²²⁹.

Le syndicaliste bolchevik Lozovski estime alors que « les comités d'usine étaient à ce point maîtres des lieux qu'ils étaient, trois mois après la révolution, dans une grande mesure indépendants par rapport aux organes de contrôle »²³⁰. Un menchevik, Maïski, disait que « ce n'était pas quelques prolétaires, mais presque tout le prolétariat, spécialement à Petrograd, qui considérait le contrôle ouvrier comme l'avènement du royaume socialiste » ; le même se plaint que « l'idée même du socialisme était incarnée par le concept du contrôle ouvrier »²³¹. Un menchevik déclare que « sous le couvert des comités d'usine et du contrôle ouvrier, une vague d'anarchisme déferle sur notre mouvement ouvrier russe »²³².

Les anarchistes, qui avaient abandonné les syndicats pour les comités d'usine, n'avaient que peu de délégués, bien qu'ils aient eu une influence considérable dans certains syndicats, chez les dockers, les mariniers, les ouvriers des chantiers navals, les mineurs du Donetz, les boulangers, dans l'industrie alimentaire, chez les postiers et les télégraphistes, dans la métallurgie, le textile et chez les cheminots. G.P.

229 Paul Avrigh, *Les Anarchistes dans la révolution russe*, Maspéro, p. 192.

230 I^{er} congrès panrusse des syndicats, 7-14 janvier 1918. Cité par Brinton.

231 *Ibid.*

232 *Ibid.*

Maximoff explique ce décalage entre l'influence réelle et le nombre de délégués par les tripatouillages opérés par les bolcheviks.

Les anarchistes furent attaqués par les mencheviks, qui estimaient que la Russie ne pouvait connaître autre chose qu'une révolution « bourgeoise-démocratique » : Tcherevanine déclara que sur cette question comme sur bien d'autres, son parti avait « une opinion diamétralement opposée » à celle des anarcho-syndicalistes. Bolcheviks et mencheviks se joignirent pour condamner les efforts prématurés des anarchistes qui réclamaient le « fédéralisme industriel », qualifié d'« idyllique », par Lozovski, lequel préconisait « une centralisation du contrôle ouvrier ». Le tout nouveau bolchevik Riazanov, quant à lui, presse les comités d'usine de « se suicider et de se transformer totalement en éléments de la structure des syndicats »²³³.

On voit à quel point les positions des deux courants de la social-démocratie, réformiste et radical, concordent. On voit également à quel point ces deux courants se sont efforcés d'opérer une véritable expropriation de la classe ouvrière de ses acquis et de son expérience historique alors en voie d'élaboration. Le problème en effet était beaucoup moins de savoir s'il fallait centraliser *ou* décentraliser, planifier *ou* ne pas planifier, mais quel serait le *processus* par lequel l'économie s'organiserait.

Les délégués anarcho-syndicalistes se battirent pour préserver l'autonomie des comités d'usine. Selon Maximoff, il était absurde d'affirmer que la Russie en était encore au stade bourgeois du processus révolutionnaire car, grâce aux comités d'usine, le capitalisme et l'autocratie avaient été « saisis à la gorge ». Maximoff affirma même que ses camarades et lui étaient de meilleurs marxistes que les mencheviks et les bolcheviks, ce qui provoqua des remous dans la salle... Un autre délégué anarcho-syndicaliste, Bill Chatov, pressa les ouvriers de « s'organiser dans les villes pour créer une Russie nouvelle, sans Dieu, sans tsar et sans chef syndical », et traita les syndicats de « cadavres vivants ».

« Riazanov protesta contre la façon dont Chatov flétrissait les syndicats, mais Maximoff prit la défense de son camarade et rejeta les objections de Riazanov, intellectuel aux mains blanches qui n'avait jamais travaillé, jamais sué, qui ignorait tout de la vie²³⁴. »

Un autre délégué anarcho-syndicaliste, Laptev, rappela que la révolution n'avait pas été l'œuvre des seuls intellectuels mais aussi des masses, et qu'il fallait « écouter la voix des masses laborieuses, la voix

233 *Ibid.*

234 Paul Avruch, *Les Anarchistes dans la révolution russe*, Maspéro, p. 194.

de la base », base que les dirigeants bolcheviks ne tenaient plus à écouter.

« Fils de la révolution, déclara Maximoff, les comités créeraient une nouvelle production sur de nouvelles bases ». Les anarcho-syndicalistes estimaient que les syndicats correspondaient à des rapports économiques dépassés et qu'ils avaient fait leur temps. Maximoff prévoyait « un grand conflit entre le pouvoir central de l'État et les organisations exclusivement composées de travailleurs dans les localités », exprimant par là que le clivage se situait moins entre partisans de la centralisation et ceux de l'initiative locale, mais entre l'État et la classe ouvrière ; Maximoff déclara en effet : « Le but du prolétariat était de coordonner toutes les activités, tous les intérêts locaux, de créer un centre, mais pas un centre de décrets et d'ordonnances, un centre au contraire de coordination, d'orientation – et seulement un centre de ce genre pouvait organiser la vie industrielle du pays »²³⁵, ce qui situait le débat bien au-delà du problème du centralisme et de la décentralisation.

Aux dirigeants du parti qui critiquaient les comités « parce qu'ils n'agissaient pas conformément aux règlements », un travailleur répliqua que les dirigeants du parti étaient eux-mêmes incapables de présenter un plan cohérent, qu'ils ne savaient que parler. « Devons-nous rester tranquilles à l'échelon local à attendre et à ne rien faire ? Ce serait certainement la meilleure façon de ne pas commettre d'erreurs. Seuls ceux qui ne font rien ne commettent pas d'erreurs. » En effet, dans nombre d'usines désertées par leurs propriétaires et leur encadrement, les travailleurs avaient repris les choses en main, initiatives qui étaient découragées, voire sabotées par le nouveau pouvoir, ce qui entraînait une grande démoralisation chez les ouvriers.

La résolution anarcho-syndicaliste énonce, en son point 6 : « Ce n'est pas par la voie bureaucratique avec la création d'institutions étatiques, où domineraient le fonctionnaire ouvrier, pas plus que par ces parodies pitoyables de la bourgeoisie, que l'on pourra sauver le pays de la ruine. » Le point n° 8 déclare qu'il est nécessaire que la production soit confiée à la « classe laborieuse », et non à l'État ni à quelque appareil de fonctionnaires, composé de « membres de la classe ennemie ».

Le congrès vota dans son écrasante majorité pour la transformation des comités d'usine en organes syndicaux. Mencheviks et socialistes-révolutionnaires votèrent avec les bolcheviks.

La politique du parti bolchevik était de liquider l'influence des comités d'usine en utilisant les syndicats, qu'ils contrôlaient désormais.

235 Cité par Brinton, p. 96.

Pendant un temps, on va donc demander que « les organisations syndicales, en tant qu'organisation de classe du prolétariat sur une base d'industrie, assument la tâche essentielle de l'organisation de la production et du rétablissement des forces productives, si affaiblies, du pays »²³⁶. Une résolution proclame que « la centralisation du contrôle ouvrier était l'affaire des syndicats ». Le contrôle ouvrier est défini désormais comme « l'instrument par lequel le plan économique général doit être réalisé localement », ce qui implique une « normalisation dans la sphère de la production ». Il est même regretté que « les travailleurs se méprennent et interprètent faussement le contrôle ouvrier ». Les délégués des syndicats dans les usines sont chargés d'expliquer que « le contrôle de la production *ne signifie pas* le transfert de l'entreprise entre les mains des travailleurs de l'entreprise, qu'il *n'équivaut pas* à la socialisation de la production et de l'échange ».

F.I. Kaplan résume parfaitement la situation :

« Si les travailleurs réussissaient à maintenir leurs droits sur les usines qu'ils avaient saisies, s'ils faisaient marcher ces usines pour eux-mêmes, s'ils considéraient que la révolution était ainsi accomplie, et que le socialisme avait été établi – on ne voyait pas quel besoin ils pourraient avoir alors de la direction révolutionnaire des bolcheviks²³⁷. »

L'auteur fait remarquer que si les bolcheviks avaient eu la majorité à la 1^{re} conférence panrusse des comités d'usine et avaient réussi à y imposer leurs résolutions, ils n'avaient pu obtenir que les résolutions soient appliquées contre la volonté des comités : « les comités d'usine n'avaient accepté la direction des bolcheviks qu'aussi longtemps que les divergences sur les objectifs n'étaient pas apparues clairement²³⁸. » Autrement dit, c'est entre la 1^{re} conférence panrusse des comités d'usine (17 octobre 1917) et le I^{er} congrès panrusse des syndicats (7-11 janvier 1918) que se situerait le moment où le parti bolchevik cesse de chevaucher la vague en se laissant guider par elle et où il commence à la canaliser. En d'autres termes, c'est là que commencerait la contre-révolution.

Lors du I^{er} congrès panrusse des syndicats (7 au 11 janvier 1918) eurent lieu également des discussions sur le rôle des syndicats et leur rapports avec l'État. Selon les mencheviks, qui gardaient en tête le schéma mécanique de succession des modes de production hérité de

236 Cité par Brinton.

237 Frederick I. Kaplan, *Bolchevik ideology and the Ethics of Soviet Labour, 1917-1920 : The Formative Years*, Peter Owen, London, 1969, p. 128.

238 *Ibid.* p. 181.

Marx, la révolution ne pouvait que conduire à une « république démocratique-bourgeoise » ; en conséquence, puisque le capitalisme reste intact, le rôle du syndicat est inchangé. Il convient de rappeler que les entreprises étaient alors encore la propriété de leurs patrons, que les expropriations opérées par les comités d'usine n'étaient pas légales, et que les mencheviks luttèrent *contre* les comités d'usine *précisément* pour préserver l'autorité et les droits des patrons sur les entreprises. Les syndicats, en conséquence, devaient garder leur fonction traditionnelle.

La résolution adoptée par le congrès sur ce point accorde aux syndicats la tâche de l'organisation de la production, le redressement des forces économiques du pays, la participation « énergique » à tous les organes centraux de régulation de la production, l'organisation d'un « contrôle ouvrier », le recensement et la distribution de la force de travail, l'organisation des échanges entre la ville et la campagne, la lutte contre le sabotage, la mise en vigueur des dispositions sur le travail obligatoire : en somme, ils « devront, dans le processus de l'actuelle révolution socialiste, devenir des organes de pouvoir socialiste, et, comme tels, devront travailler en coordonnant – et subordonnant – leur activité à celle d'autres organes en vue de mettre en pratique les nouveaux principes » [à l'élaboration desquels ils n'auront pas contribué...]. « Les syndicats se transformeront inévitablement en organes de l'État socialiste. La participation à la vie syndicale doit être pour tous les membres de la population employés dans l'industrie, un devoir vis-à-vis de l'État. »

Les vues des syndicalistes bolcheviks n'étaient pas homogènes sur la question. Tomski pensait que les intérêts particuliers des travailleurs devaient être « subordonnés aux intérêts de la classe tout entière » ; il expliquera peu après (28 septembre 1918), au I^{er} congrès panrusse des cheminots ce qu'il entendait par là : « La tâche des communistes a été : premièrement, de créer des syndicats solides dans leurs industries respectives ; deuxièmement de s'emparer de la direction de ces organisations par un travail tenace ; troisièmement, de rester à la tête de ces organisations ; quatrièmement, d'expulser tout groupe non prolétarien [*lire : tout groupe non bolchevik*] ; cinquièmement, de soumettre les syndicats à notre propre influence communiste²³⁹. »

Riazanov pensait que le prolétariat russe devait « maintenir son organisation syndicale » ; pour Zinoviev l'indépendance syndicale sous un gouvernement ouvrier était synonyme de soutien aux saboteurs. Tsyperovitch proposa que le droit de grève soit maintenu mais une résolution allant dans ce sens fut repoussée.

239 Cité par M. Brinton, « Les bolcheviks et le contrôle ouvrier, l'État et la contre-révolution », revue *Autogestion et socialisme* n° 24-25, 1973, p. 129.

Toutes les conditions sont en place pour l'étape suivante, l'instauration de la gestion individuelle et dictatoriale des entreprises. Cette controverse commença au printemps de 1918. Le texte de Lénine, « Les Tâches immédiates du pouvoir des soviets », écrit en avril 1918 (mais publié en 1924), expose pour la première fois « en clair » le programme *réel* de la majorité des dirigeants bolcheviks, programme qui tranche totalement avec leur discours antérieur sur le contrôle ouvrier. On trouve dans ce texte quelques allusions formelles à l'initiative de la base, mais l'argumentation est surtout portée sur le renforcement de la discipline, l'obéissance et l'inévitabilité de la gestion individuelle plutôt que collective. Mais renforcer la discipline « impose la contrainte », « plus précisément sous la forme de la dictature ». Il ne suffit pas de « réprimer impitoyablement la résistance des exploités », il faut imposer une « main de fer » à l'intérieur. Il faut « mater les exploités aussi bien que les fauteurs de désordres », le concept de « fauteur de désordre » étant laissé à la seule appréciation du pouvoir.

Lénine se plaint que « notre pouvoir est beaucoup trop doux : bien souvent il rappelle de la mélasse plutôt que de l'airain ». L'ennemi principal, dans toute la littérature léninienne de l'époque, n'est en fait pas l'exploitateur, le capitaliste, le contre-révolutionnaire, ni même l'intervention étrangère. Curieusement, l'intervention étrangère semble présentée comme un événement ennuyeux, mais pas décisif et assez facilement surmonté. Le danger principal, c'est le *petit-bourgeois*, voire le *petit-bourgeois anarchiste*. Lénine le dit explicitement dans un article de la même période, qui reproche aux communistes de gauche de révéler leur nature petite-bourgeoise en ne voyant pas « dans l'élément petit-bourgeois l'ennemi *principal* auquel se heurte chez nous le socialisme »²⁴⁰. Le problème, c'est que le petit-bourgeois peut être n'importe qui : c'est un épithète qui n'a pas de contenu *sociologique* ; est petit-bourgeois *quiconque n'est pas d'accord avec Lénine*.

« Plus nous sommes près d'avoir achevé l'écrasement militaire de la bourgeoisie, et plus dangereux devient pour nous cet élément anarchique petit-bourgeois²⁴¹. »

C'est pourquoi, dans la gestion des chemins de fer, des « pouvoirs dictatoriaux » ont été conférés à certains dirigeants. Ceux qui s'opposent à cette mesure sont des « partisans du laisser-aller petit-bourgeois ». Pour Lénine, la question de principe est :

240 « Sur l'infantilisme "de gauche" et les idées petites-bourgeoises », mai 1918, *Œuvres complètes*, t. 27, p. 350.

241 Lénine, « Les Tâches immédiates du pouvoir des soviets », *Œuvres complètes*, tome 27, pp. 286-287, Pravda, 28 avril 1918.

« La nomination de telles ou telles personnes investies de pouvoirs dictatoriaux illimités est-elle compatible en général avec les principes fondamentaux du pouvoir des Soviets ²⁴² ? »

La réponse, affirmative, évidemment, s'appuie sur des analogies historiques, méthode qu'affectionne particulièrement Lénine : si c'est arrivé une fois, ça peut se faire de nouveau :

« Que la dictature personnelle ait très souvent été, dans l'histoire, l'agent de la dictature des classes révolutionnaires, c'est ce qu'atteste l'expérience irréfutable de l'histoire ²⁴³. »

Mais on n'en saura pas plus. On apprend simplement que « les soviets sont la forme supérieure de la démocratie, et même plus : le principe de la forme *socialiste* de la démocratie ». Mais nous ne sommes pas des anarchistes, dit Lénine, nous devons accepter la nécessité de la *contrainte*, c'est-à-dire de l'État. C'est pourquoi il n'existe « absolument aucune contradiction de principe entre la démocratie soviétique (*c'est-à-dire* socialiste) et le recours au pouvoir dictatorial personnel. »

Et voilà. La dictature du prolétariat, c'est en principe la dictature exercée par une *classe sociale* contre une classe adverse vaincue. Il ne s'agit pas de gestion dictatoriale des chemins de fer s'exerçant contre les travailleurs de cette activité économique. Or, pour Lénine, la gestion dictatoriale d'une branche d'industrie par quelques individus nommés par l'État devient un élément déterminant de la dictature du prolétariat s'exerçant contre... la classe ouvrière ! Le paradoxe ne semble pas gêner Lénine, qui estime que la dictature du prolétariat s'exerce « *par le truchement d'individus* »...

Obsédé par l'« unité de volonté » nécessaire pour faire fonctionner « la grande industrie mécanique » qui est « la source et la base matérielle de production du socialisme », Lénine ne peut envisager la chose que sous la forme de la « soumission de la volonté de milliers de gens à celle d'une seule personne ». « La soumission sans réserve à une volonté unique est absolument indispensable pour le succès d'un travail organisé sur le modèle de la grande industrie mécanique. » C'est pourquoi la révolution exige que « les masses obéissent sans réserve à la volonté unique des dirigeants du travail ».

En aucun cas l'unité de volonté ne saurait être le résultat d'un processus collectif d'élaboration et de décision ; l'unité de volonté est *toujours* celle du dirigeant, jamais celle de la classe ouvrière organisée. D'ailleurs, précise Lénine, pour ceux qui en douteraient, le parti communiste – sous-entendu : à l'exclusion de tout autre –, est

242 *Ibid.*

243 *Ibid.*

l'« interprète conscient des aspirations des exploités à leur libération » ; sa tâche est de se « mettre à la tête de la masse exténuée et qui s'épuise en efforts pour trouver une issue, de l'orienter dans la bonne voie, la voie de la discipline du travail », d'une « discipline de travail quotidienne » précise Lénine quelques paragraphes plus loin. « *Ce qu'il nous faut*, dit-il pour conclure son article, *c'est la marche cadencée des bataillons de fer du prolétariat* ²⁴⁴. »

L'argument habituellement avancé pour justifier les positions de Lénine est que le prolétariat russe n'était pas assez organisé, conscient, qu'il n'avait pas suffisamment assimilé les traditions de discipline de la classe ouvrière d'Europe occidentale. Mais le prolétariat russe avait quand même été suffisamment conscient pour renverser le tsar, créer les soviets, les comités d'usine, etc. L'autre argument est que le prolétariat russe était épuisé. Ce n'est pas le cas en 1918 : il va continuer de fournir, pendant la guerre civile, un immense effort jusqu'en 1920. On peut dire en revanche que, la politique poursuivie étant « en contradiction si flagrante avec les promesses des bolcheviks sur le contrôle ouvrier, qu'elle mena rapidement à la démoralisation, au cynisme et à la fatigue les secteurs les plus avancés du prolétariat russe ²⁴⁵. »

A partir de la signature du traité de Brest-Litovsk, le 3 mars 1918, on peut dire que la routine centralisatrice et répressive entre en jeu. Des mesures sont progressivement prises, qu'il serait fastidieux d'énumérer, pour ôter aux organismes prolétariens toute autonomie, toute indépendance. En mai, le journal anarcho-syndicaliste *Goloss Trouda* (La Voix du travail) est interdit.

La gauche du parti bolchevik commence à s'interroger sur le contrôle ouvrier, maintenant qu'il est pratiquement liquidé. L'« Opposition de gauche » publie le premier numéro d'une revue théorique, *Kommunist*, dirigée par Boukharine, Radek, Ossinsky, et plus tard Smirnov. La revue critique la « politique du travail destinée à imposer une discipline aux travailleurs, sous couvert d'« auto-discipline » », la restauration de la gestion capitaliste dans l'industrie, etc. Qualifiés par Lénine de « petits-bourgeois », d'intellectuels petits-bourgeois déclassés, etc., les communistes de gauche feront un diagnostic parfaitement pertinent de la situation du moment :

« L'introduction de la discipline du travail en liaison avec la restauration de la gestion capitaliste dans l'industrie ne peut pas augmenter vraiment la productivité des travailleurs, mais elle

244 Lénine, « Les tâches immédiates du pouvoir des soviets », *Œuvres complètes*, t. 27, pp. 286-287, *Pravda*, 28 avril 1918.

245 Notes du groupe Solidarité à « L'Opposition ouvrière », d'Alexandra Kollontai, *Socialisme ou Barbarie*, n° 35, p. 105.

diminuera l'initiative de classe, l'activité et la capacité d'organisation du prolétariat. Elle soulèvera le mécontentement parmi les éléments arriérés aussi bien que dans l'avant-garde du prolétariat. Pour introduire ce système, devant la haine des "saboteurs capitalistes" qui règne à présent dans le prolétariat, le Parti communiste serait obligé de s'appuyer sur les petits-bourgeois contre les ouvriers, et de cette manière il se détruirait lui-même comme parti du prolétariat ²⁴⁶. »

Le problème est que ce qui est décrit ici comme une éventualité est déjà advenu.

Une campagne de dénigrement fut orchestrée à Leningrad contre l'Opposition de gauche, qui dut transférer sa publication à Moscou. Le journal dut paraître comme porte-parole non officiel d'un groupe de militants. Une conférence du parti de Leningrad demanda que les partisans de *Kommunist* « mettent fin à leur existence organisationnelle séparée ». Pourtant, les tendances ne seront officiellement interdites qu'en 1921. Les léninistes reprirent en main les organisations régionales du parti qui soutenaient l'opposition de gauche.

Lénine répliquera férocement aux positions de l'Opposition de gauche. Dans « Six thèses sur les tâches immédiates du pouvoir des soviets » (9 mai 1918) ²⁴⁷, il demande de « renforcer la discipline », justifie le salaire aux pièces et l'application des « nombreux éléments scientifiques et progressifs que contient le système Taylor », exige une « soumission absolue aux ordres personnels des dirigeants soviétiques » et se plaint que le « pouvoir est trop clément ». Lénine fustige également « le courant "communiste de gauche" qui s'abaisse jusqu'aux procédés révolutionnaires petits-bourgeois et imite les socialistes-révolutionnaires de gauche ».

Le quatrième et dernier numéro de *Kommunist* parut en mai 1918 comme l'organe privé d'une tendance. L'expérience avait duré deux mois. C'était resté une affaire strictement interne au parti. Manifestement, les masses, dont l'opposition de gauche se disait le porte-parole, n'avaient pas été invitées à la fête, ou en tout cas ne s'étaient pas senties concernées...

En mai, dans le dernier numéro de *Kommunist*, Préobrajenski lance un avertissement : « Le Parti aura bientôt à décider dans quelle mesure la dictature de quelques individus sera étendue des chemins de fer et d'autres branches de l'économie, au parti lui-même. » Certains cadres du parti commencent à s'interroger sur le problème de la démocratie,

246 *Kommunist*, organe des communistes de gauche, n° 1, p. 8, avril 1918, cité par Brinton, *op. cit.*

247 Lénine, *Œuvres complètes*, t. 27.

maintenant que le parti lui-même est menacé. Mieux vaut tard que jamais ²⁴⁸.

La révolution a créé une masse de « permanents », ouvriers, soldats, employés qui ont été élus dans les diverses instances créées par le mouvement de masse : soviets, comités d'usine, de quartiers, garde rouge, etc. Dans un premier temps ces militants élus conservent leur activité d'origine, mais peu à peu ils finissent par être employés à temps partiel dans leur fonction, puis à plein temps. Leur mode de vie évolue. Un groupe social nouveau apparaît, dont l'adhésion au bolchevisme est moins idéologique que pratique, mais dont la situation est indissolublement liée au nouvel État, et qui profite du fait que peu à peu les élections aux postes de responsabilité soient supprimées. Ces éléments, d'origine indiscutablement populaire, se greffent sur le corps de l'État en formation et sont solidaires du régime ²⁴⁹.

Ce processus est particulièrement vrai des animateurs des comités de quartier qui s'insèrent dans les bureaux des soviets contrôlés par l'intelligentsia bolchevik, et des gardes rouges qui, intégrés dans l'Armée rouge, finiront dans l'administration. A ces deux groupes s'ajoutent les membres de l'ancienne bureaucratie et du corps des officiers tsaristes, qui se rallient au nouveau régime, en petit nombre au début et en grand nombre lorsque les communistes décident de faire appel aux « spécialistes », à partir de 1918. C'est à ce moment-là que le parti passe de 250 000 à 600 000 adhérents, alors que par ailleurs le prolétariat se détache du parti : la composition sociale de cet afflux n'est donc pas un mystère. Enfin, il y a la direction du parti bolchevik elle-même, composée presque entièrement d'intellectuels bourgeois.

L'adhésion non idéologique d'une partie importante des couches populaires de la société russe au bolchevisme s'explique par le fait que les autres partis socialistes, les dirigeants mencheviks et socialistes-révolutionnaires ne reconnaissaient pas la légitimité des instances dans lesquelles ces couches avaient trouvé une occasion de promotion sociale. La prise du pouvoir par les bolcheviks a garanti à ces couches leur intégration dans l'appareil d'État. « Pour la première fois, les classes populaires participent ainsi massivement à l'exercice du pouvoir, et en province peut-être de façon plus frappante encore qu'à Petrograd », dit Marc Ferro dans *Des soviets au communisme bureaucratique*. Les dirigeants bolcheviks de la vieille garde du parti disposent ainsi « d'une première clientèle, organiquement liée à eux,

248 Cf. *Les bolcheviks et le contrôle ouvrier*, Maurice Brinton, op. cit.

249 Pour la composition sociologique des couches dirigeantes du nouvel État soviétique, cf. le remarquable ouvrage de Marc Ferro, *Des soviets au communisme bureaucratique*, coll. Archives Gallimard-Julliard, auquel nous empruntons ces données.

ces hommes et femmes qui sont plus encore solidaires du régime que les ouvriers demeurés ouvriers, ou les paysans demeurés paysans, et qui, tout en bénéficiant d'avantages que leur apporte Octobre, en attribuent le mérite autant à leur propre action qu'au parti bolchevik. Il se pourrait même que ces apparatchiki aient été plus inconditionnels du nouveau régime que bien des militants bolcheviks qui n'étaient pas nécessairement en accord avec la politique de leurs dirigeants²⁵⁰. »

La survie du régime stalinien n'aurait pas été possible par la simple terreur et s'il n'avait suscité une large adhésion. Makhno, déjà, considérait qu'une partie du prolétariat urbain trouvait son compte dans le soutien au régime²⁵¹. Un aveu de Lénine confirme cette hypothèse : « ... si nous considérons Moscou – 4 700 communistes responsables – et si nous considérons la machine bureaucratique, cette masse énorme, qui donc mène et qui est mené ? Je doute fort qu'on puisse dire que les communistes mènent [...] C'est eux qui sont menés²⁵². » Aveu terrible... La logique enclenchée par le parti bolchevik a créé une situation qui lui échappe complètement : une « dictature du prolétariat » avec 1 240 000 ouvriers, 5 millions de fonctionnaires (comparés aux 130 000 de l'ancien régime !) et 160 millions de paysans. Le parti au pouvoir a axé toute sa politique économique sur le développement des fonctions de direction de la production au lieu de libérer l'initiative locale des organisations de producteurs. C'est une armée où il y a trois fois plus d'officiers que de soldats. Et la seule solution que le parti envisageait pour réduire le phénomène bureaucratique était de « prolétarianiser » davantage l'appareil de direction, c'est-à-dire de soustraire encore plus de prolétaires aux usines...

Les bolcheviks oppositionnels, motivés par des considérations politiques, ne se heurtent pas seulement à la direction du parti et à Lénine mais à tout un appareil déjà constitué qui tient à conserver le *statu quo* : « De qui se composait cette vaste armée de permanents des Soviets qui s'est ruée sur les divers commissariats et commissions, directions et sections, bureaux et comités ? », demande *Kommunist* : « cette couche semi-intellectuelle, pas très riche de connaissances, qui n'avait pas de débouché sous l'ancien régime, alors qu'aujourd'hui, grâce au sabotage du personnel technique bien instruit, quiconque possède ne fût-ce que des connaissances quelconques ou même sait simplement compter, lire et écrire est devenu un homme précieux et nécessaire, auquel on se raccroche des deux mains » :

« Ces demi-intellectuels (commis de boutique, secrétaires, petits fonctionnaires, petits employés, etc.) qui n'auraient même pas pu

250 Marc Ferro, *op. cit.*

251 Cf. Alexandre Skirda, *Les cosaques de la liberté*, p. 332, éd. JC-Lattès.

252 Lénine, *Œuvres complètes*, tome 33, p. 293.

songer à une “carrière” quelconque sous l’ancien régime, aujourd’hui “s’en sont sortis pour devenir quelqu’un” grâce à la révolution d’Octobre qui a provoqué une énorme demande pour toute espèce de techniciens et spécialistes ; dans l’ensemble [...] ils sont, bien entendu, intéressés à conserver leur situation privilégiée, et cette situation est effectivement privilégiée : un certains “poids” et une certaine considération aux yeux des gens de leur entourage, un traitement décent, une ration alimentaire supérieure, une multitude de petites faveurs et priorités, tout cela fait que le permanent soviétique moyen tient à sa place et cela ne le prédispose pas à l’audace révolutionnaire²⁵³. »

Ces permanents soviétiques, sont devenus « un groupe social *conservateur* ». Dès juin 1918 apparaît une double coupure : entre le prolétariat et le parti ; entre les éléments les plus radicaux du parti et l’appareil. Prolétariat et opposition interne dans le parti se heurtent non seulement à la direction politique du parti mais à tout un appareil intermédiaire solidaire de la direction. Une nouvelle classe sociale est en train de se mettre en place, dont des textes tels que « Les tâches immédiates du pouvoir des soviets » sont de véritables exposés programmatiques. Lénine se trouve littéralement dans la position de ce « chef révolutionnaire » décrit par Engels, qui se trouve contraint malgré lui de réaliser le programme d’une classe dont il n’est pas le représentant²⁵⁴ :

« C’est le pire qui puisse arriver au chef d’un parti extrême que d’être obligé d’assumer le pouvoir à une époque où le mouvement n’est pas encore mûr pour la domination de la classe qu’il représente et pour l’application des mesures qu’exige la domination de cette classe. Ce qu’il *peut* faire ne dépend pas de sa volonté, mais du stade où en est arrivé l’antagonisme des différentes classes et du degré de développement des conditions d’existence matérielles et des rapports de production et d’échange, qui déterminent, à chaque moment donné, le degré de développement des oppositions de classes. Ce qu’il *doit* faire, ce que son propre parti exige de lui, ne dépend pas non plus de lui, pas plus que du degré de développement de la lutte de classe et de ses conditions. Il est lié aux doctrines qu’il a enseignées et aux revendications qu’il a posées jusque-là, doctrines et revendications qui ne sont pas issues de la position momentanée des classes sociales en présence et de l’état momentané, plus ou moins contingent, des rapports de production et

253 K. Sorin, paru dans *Kommunist* (revue des communistes de gauche), n° 4, juin 1918. Traduit par Marc Ferro dans *Des Soviets au communisme bureaucratique*.

254 Engels, *La Guerre des paysans en Allemagne*, éditions sociales, p. 149-150.

d'échange, mais de sa compréhension plus ou moins grande des résultats généraux du mouvement social et politique. Il se trouve ainsi nécessairement placé devant un dilemme insoluble : ce qu'il *peut* faire contredit toute son action passée, ses principes et les intérêts immédiats de son parti, et ce qu'il *doit* faire est irréalisable. En un mot, il est obligé de ne pas représenter son parti, sa classe, mais la classe pour la domination de laquelle le mouvement est précisément mûr. Il est obligé, dans l'intérêt de tout le mouvement, de réaliser les intérêts d'une classe qui lui est étrangère et de payer sa propre classe de phrases, de promesses et de l'assurance que les intérêts de cette classe étrangère sont ses propres intérêts. Quiconque tombe dans cette situation fautive est irrémédiablement perdu. »

Jamais aucune opposition interne au parti ne pourra obtenir l'adhésion des masses. Deux hypothèses peuvent expliquer ce fait.

La première est que le prolétariat russe ne voit dans les différentes oppositions internes que des querelles de chapelles entre fractions divergentes qui se concurrencent pour la direction d'un parti dont ils se sentent de toute façon éloignés ;

La seconde est que toutes les oppositions choisiront, au moment décisif, la soumission au parti plutôt que la coupure, et que les dirigeants de ces oppositions se renieront et trahiront allègrement leurs propres partisans. On peut aussi ajouter que les opposants réclameront la démocratie à l'intérieur du parti lorsqu'ils estimeront qu'ils n'en profitent pas mais ne nieront jamais ou presque la nécessité de la dictature du parti sur la société civile.

« Sur l'infantilisme "de gauche" et les idées petites-bourgeoises » (mai 1918) fournit à Lénine l'occasion de faire une mise au point sur la nature du régime soviétique. Les communistes de gauche reprochent-ils à Lénine de vouloir instaurer le capitalisme d'État ? Lénine le revendique.

« Le capitalisme d'État serait un immense pas en avant même si (...) nous le payions plus cher qu'à présent, car cela vaut la peine de payer pour "s'instruire", car c'est utile aux ouvriers, car la victoire sur le désordre, la désorganisation, l'incurie est plus importante que tout, car la continuation de l'anarchie inhérente à la petite propriété est le pire, le plus grave des dangers, celui qui (si nous n'en venons pas à bout) nous conduira certainement à la faillite, tandis que si nous payons un tribut plus élevé au capitalisme d'État, cela ne nous nuira en rien, mais servira au contraire à nous conduire au socialisme par le chemin le plus sûr. Quand la classe ouvrière aura appris à défendre l'ordre d'État contre l'esprit anarchique de la

petite propriété, quand elle aura appris à organiser la grande production à l'échelle de l'État, sur les bases du capitalisme d'État, elle aura alors, passez-moi l'expression, tous les atouts en mains et la consolidation du socialisme sera assurée²⁵⁵. »

En septembre 1917, déjà, Lénine avait affirmé, dans « La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer », que « le socialisme n'est pas autre chose que l'étape immédiatement consécutive au monopole capitaliste d'État » ; « le capitalisme monopolistique d'État est la préparation *matérielle* la plus complète du socialisme, l'*antichambre* du socialisme, l'étape de l'Histoire qu'*aucune autre étape intermédiaire ne sépare* du socialisme »²⁵⁶. A l'époque, ceux qui allaient devenir les communistes de gauche n'avaient pas relevé.

« Le capitalisme d'État, dit encore Lénine dans « L'infantilisme de gauche » est, au point de vue *économique*, infiniment supérieur à notre économie actuelle. » Ensuite, le capitalisme d'État « ne contient rien que le pouvoir des soviets doit redouter », puisque l'État soviétique est un État où « le pouvoir des ouvriers et des pauvres est assuré », ce que les communistes de gauche, semble-t-il, n'ont pas compris, selon Lénine, car ils ne comprennent rien à l'économie politique, mais que tout marxiste est « obligé de reconnaître ». Parlons-en, justement. Selon Lénine, c'est la qualité de celui qui détient le pouvoir qui détermine la nature du système social dominant. Puisque la classe ouvrière détient le pouvoir – affirmation déjà très contestable pour la Russie de 1918 – le mode de production dénommé « capitalisme d'État » n'est pas une menace pour le socialisme. Une telle affirmation disqualifie définitivement Lénine comme penseur marxiste²⁵⁷.

Le capitalisme d'État se définit donc comme un mode de production dans lequel l'ensemble du capital – des moyens de production – est détenu et géré par l'État. Par extension, c'est aussi un système où les moyens de production se trouvent entre les mains de gestionnaires désignés par l'État, qui assument la fonction de classe dominante. Les trotskistes refuseront de considérer ce système comme du capitalisme parce qu'il n'y a pas de « propriété privée », il n'y a pas de « titres de propriété ». *Il y a* un titre de propriété : c'est le décret du 28 juin 1918 qui nationalise les entreprises industrielles et qui déclare leur actif « propriété de la république socialiste fédérative soviétique de Russie » ; *il y a* une propriété privée, c'est celle qui est oligarchiquement détenue (c'est-à-dire détenue collectivement par une

255 Lénine, *Œuvres complètes*, t. 27, p. 354.

256 Lénine, *Œuvres complètes*, tome 25, pp. 388 et 390.

257 « Les rapports de production sont intimement liés aux forces productives. En acquérant de nouvelles forces productives, les hommes changent leur mode de production, et en changeant le mode de production, la manière de gagner leur vie, ils changent tous leurs rapports sociaux. » Marx, *La Sainte famille*.

minorité) par les membres de l'appareil d'État, la bureaucratie. La notion de propriété collective d'une minorité est une parfaite banalité dans le capitalisme : les 100 000 actionnaires d'une grosse société se trouvent dans ce cas. Le capitalisme d'État n'est que la dernière étape du processus de concentration du capital, c'est la concentration ultime du capital. Pour Lénine, la concentration ultime du capital aux mains de l'État, c'est ça, le socialisme.

Le capitalisme d'État est pour Lénine un mode de production qui ne détermine pas des rapports de production :

« Pour éclaircir encore plus la question, donnons avant tout un exemple très concret de capitalisme d'État. Tout le monde sait quel est cet exemple : l'Allemagne. Nous trouvons dans ce pays le “dernier mot” de la technique moderne du grand capitalisme et de l'organisation méthodique au service de l'impérialisme, des bourgeois et des junkers. Supprimez les mots soulignés, remplacez l'État militaire, l'État des junkers, l'État bourgeois et impérialiste, par un autre État, mais un État de type social différent, ayant un autre contenu de classe, par l'État soviétique, c'est-à-dire prolétarien et vous obtiendrez tout l'ensemble de conditions qui donne le socialisme²⁵⁸. »

De tels propos sont une parfaite horreur du point de vue marxiste. Le pauvre Marx en aurait avalé sa barbe. Lénine suggère qu'il y a un mode de production, d'une part, et un État de l'autre, les deux étant apparemment sans corrélation nécessaire et inévitable. On conserve le mode de production, mais on met « un autre État », de « type social différent », prolétarien. En termes marxistes, si on a un État de type social prolétarien, c'est qu'il y a des *rapports de production* de type prolétarien ; il ne devrait donc pas y avoir de raison d'aller chercher ailleurs un État. Mais pour Lénine, ce qui définit le type social d'un État, ce ne sont pas les rapports de production mais les *intentions affichées* du groupe qui détient le pouvoir d'État. C'est de l'idéalisme pur et simple, un crime capital pour le marxisme. On retrouve là la vision « technologique » de la révolution chez Lénine. L'Allemagne constitue le modèle de la « technique moderne du grand capitalisme » : il suffit de plaquer sur ce modèle technique un « État prolétarien » et on a « l'ensemble de conditions qui donne le socialisme » ; il ne vient pas à l'esprit de Lénine que la technique moderne du grand capitalisme et de son organisation méthodique est *précisément* ce qui définit les rapports de production capitalistes, et que développer ces rapports de production dans un « État prolétarien » aboutit à créer un « État capitaliste » :

258 « Sur l'infantilisme “de gauche” et les idées petites-bourgeoises », *Œuvres complètes*, tome 27, p. 354-355.

« Le socialisme est impossible sans la technique du grand capitalisme, conçue d'après le dernier mot de la science la plus moderne, sans une organisation d'État méthodique qui subordonne des dizaines de millions d'hommes à l'observation la plus rigoureuse d'une norme unique dans la production et la répartition des produits. » (*Ibid.*)

L'application mécanique d'un marxisme très « sollicité » conduit Lénine à considérer qu'il y a « deux moitiés de socialisme », séparées et voisines. L'Allemagne incarne « la réalisation matérielle des conditions du socialisme, les conditions économiques, productives et sociales », tandis que la Russie en représente des « conditions politiques ». En termes marxistes, on dirait alors que l'Allemagne aurait acquis des rapports de production socialistes sans État socialiste, tandis que la Russie aurait un État socialiste sans rapports de production socialistes. C'est absurdité totale.

L'économie de guerre allemande constitue pour Lénine le modèle à réaliser. En attendant que la révolution éclate en Allemagne « notre devoir est de nous mettre à l'école du capitalisme d'État des Allemands, de nous appliquer de *toutes nos forces* à l'assimiler, de ne pas ménager les procédés *dictatoriaux* pour l'implanter en Russie encore plus vite que ne l'a fait Pierre I^{er} pour les mœurs occidentales dans la vieille Russie barbare, sans reculer devant l'emploi de méthodes barbares contre la barbarie. » (*Ibid.*)

Il est significatif que pour les bolcheviks, la nature prolétarienne du régime provenait du caractère prolétarien affiché par ceux qui s'étaient emparés du pouvoir. De façon parfaitement idéaliste ils projettent sur la société ce qu'ils croient être eux-mêmes. A aucun moment la nature du régime ne pouvait dépendre de la nature des rapports existant dans la production. Pour Lénine, *les rapports de production ne sont pas un élément déterminant de la nature d'un système social !*

« Le socialisme n'est autre chose que le monopole capitaliste d'État mis au service du peuple entier et qui, pour autant, a cessé d'être un monopole capitaliste. »

L'organisation administrative et technique de la production, de la société entière, sont des éléments socialement *neutres*, ce qui est une aberration en termes marxistes. L'État lui-même est une superstructure neutre : tout dépend qui le dirige. *Lénine était en fait sur les positions de Lassalle*, que Marx avait féroceement combattues !

Les positions de Lénine n'étaient pas acceptées sans critique par le parti. Au premier congrès panrusse des conseils économiques régionaux, qui se tint à Moscou du 24 mai au 4 juin 1918, Lénine

défendit la discipline au travail, la gestion d'un seul homme et l'emploi de spécialistes bourgeois. Ossinsky, soutenu par Smirnov, membre de l'opposition de gauche, et par nombre de délégués régionaux, défendit la démocratisation de l'industrie et s'en prit au salaire aux pièces et au taylorisme. Un délégué, Lomov, défendit l'extension du contrôle ouvrier et déclara : « la centralisation bureaucratique (...) est en train de paralyser les forces du pays. On ôte aux masses tout pouvoir créateur réel dans tous les secteurs de notre économie ²⁵⁹. »

L'opposition de gauche exigeait que les deux tiers des sièges aux conseils d'administration des entreprises aillent à des représentants ouvriers élus. Elle réussit à faire passer cette résolution dans une sous-commission du congrès, ce qui rendit Lénine furieux contre cette « décision stupide ». Une séance plénière du congrès corrigea cette « erreur » en mettant sur pied une structure hiérarchique complexe au sommet de laquelle le Conseil supérieur de l'économie nationale (la Vesenska, créée en décembre 1917) détenait le droit de veto. Le congrès accepta le principe du salaire aux pièces et les primes de rendement.

Lénine, lors de la prise du pouvoir, s'était opposé à la nationalisation totale des moyens de production. Certaines industries avaient été nationalisées par décret, d'autres avaient été expropriées de fait par les comités d'usine, dans d'autres cas les propriétaires étaient encore en place bien qu'étroitement contrôlés par les comités d'usine. Les communistes de gauche réclamaient la nationalisation, qui aurait évité la confusion.

La nationalisation allait dans le sens des revendications de l'opposition de gauche, qui considérait qu'elle était un fondement essentiel du socialisme. Radek, qui était dans l'opposition de gauche, retourna sa veste et se rallia à Lénine : il accepta le principe de la gestion uninominale contre les décrets de nationalisation de juin 1918 qui, à son avis, garantissaient le fondement prolétarien du régime. Boukharine aussi rentra au bercail, abandonnant Ossinsky, qui forma le groupe Centralisme démocratique.

C'est pendant le premier congrès panrusse des conseils économiques régionaux qu'eurent lieu des soulèvements dans l'Oural, en Sibérie et dans le sud-est de la Russie, qui marquèrent le début de la guerre civile. La menace de l'intervention étrangère avait motivé la nationalisation et allait aboutir à une centralisation accrue et à une militarisation de l'économie. Le communisme de guerre, qui allait commencer, allait aboutir à la perte du peu de pouvoir qui restait à la classe ouvrière russe.

C'est à cette époque qu'eut lieu la première conférence panrusse des anarcho-syndicalistes. Ils réclamaient l'abolition immédiate du

259 Cité par Brinton, *op. cit.*

Sovnarkom²⁶⁰ et son remplacement par une fédération de soviets libres choisis directement dans les usines et les villes et débarrassés de ces « politiciens bavards qui parviennent à s’y immiscer en s’inscrivant sur les listes des partis qui transforment [les soviets] en salon où l’on cause »²⁶¹. La conférence appelait également les ouvriers et les paysans à prendre les armes pour se substituer à l’armée, considérée comme inadaptée.

Le programme de communisme de guerre est fermement rejeté. Dans le domaine agricole, les anarcho-syndicalistes affirment que la politique du pouvoir allait créer un nouveau servage et que la paysannerie serait la victime des koulaks et de l’État. Ils préconisaient le partage équitable des terres et la formation progressive de communes paysannes autonomes. Ils exigeaient la cessation immédiate des réquisitions de céréales par l’État et proposaient de confier la distribution des vivres à des organisations mixtes, composées d’ouvriers et de paysans.

La résolution sur la situation dans l’industrie accuse le gouvernement d’avoir trahi la classe ouvrière en supprimant le contrôle ouvrier au profit de méthodes capitalistes telles que la direction d’un seul, la discipline dans le travail, l’emploi de spécialistes bourgeois. La résolution accuse également les bolcheviks d’avoir abandonné les comités d’usine pour les syndicats, qualifiés d’« organisations mortes » et d’avoir créé un « monstre », le capitalisme d’État. On ne pourra se débarrasser de la dictature politique et du capitalisme d’État sans une « révolution totale et immédiate » faite par les travailleurs eux-mêmes.

**RÉSOLUTIONS DE LA 1^{re} CONFÉRENCE
DES ANARCHO-SYNDICALISTES**

MOSCOU, 25 AOÛT-1^{er} SEPTEMBRE 1918²⁶²

a) Sur le moment présent

Considérant que notre révolution est une révolution sociale qui doit provoquer l’embrasement mondial d’un affrontement décisif des classes ; et prenant en considération qu’elle se trouve actuellement sous la triple menace contre-révolutionnaire de la bourgeoisie étrangère, de la contre-révolution intérieure et du parti actuellement dominant, devenu contre-révolutionnaire après la conclusion de la paix de Brest-Litovsk et de la trahison du prolétariat et de la paysannerie de Pologne, de Lituanie, d’Ukraine, de Finlande et autres

260 Soviet Narodnykh Komissarov, équivalent du Conseil des ministres.

261 Paul Avrich, *Les anarchistes russes*, F. Maspéro, p. 218.

262 Cf. *Les anarchistes dans la révolution russe*, La Tête de feuilles, 1973, textes recueillis et traduits par Alexandre Skirda.

– la 1^{re} conférence panrusse des anarcho-syndicalistes estime indispensable et de toute urgence d'organiser ses forces pour la lutte contre les ennemis de la Révolution et de la classe ouvrière afin de poursuivre et approfondir la Révolution commencée.

Dans ce but, la conférence des anarcho-syndicalistes recommande aux camarades, en ce moment donné, de tendre à réaliser et d'imprégner la conscience des classes laborieuses de la nécessité de lutter pour :

1.– La suppression du capitalisme d'État et de tout pouvoir ;

2.– La révolution communiste, sur le plan politique, par l'union des soviets libres sur la base du fédéralisme ; la révolution syndicaliste, sur le plan économique, par une même union des organisations indépendantes des ouvriers et paysans sur une base de production.

3.– La création de soviets libres de délégués des ouvriers et paysans, et la suppression de l'institution des commissaires du peuple, en tant qu'organisation hostile aux intérêts de la classe ouvrière.

4.– La suppression de l'armée, en tant qu'institution, et l'armement général des ouvriers et paysans, en montrant l'absurdité de la « patrie socialiste », car il n'y a que le monde entier qui puisse être tel.

5.– Le combat contre la réaction blanche, comme par exemple les Tchécoslovaques et autres mercenaires de l'impérialisme mondial, sans oublier que le parti anciennement archi-révolutionnaire des bolcheviks est devenu le parti de la stagnation et de la réaction.

6.– Le transfert de la question du ravitaillement entre les mains des organisations paysannes prolétariennes, l'arrêt des réquisitions forcées et des mesures policières à la campagne ; de telles mesures provoquent l'hostilité des paysans envers les ouvriers, affaiblissent le front révolutionnaire et font le jeu de la contre-révolution.

b) Sur les soviets

Prenant en considération :

1.– Le rôle des soviets dans la lutte contre la contre-révolution ;

2.– Le mécontentement des ouvriers vis-à-vis de la tactique des bolcheviks à l'égard des soviets et des autres organisations ouvrières, qui ne fait que croître ;

3.– La dictature des bolcheviks sur les soviets et les organisations ouvrières qui pousse les ouvriers à droite, vers l'Assemblée constituante ;

4.– Que pour sortir la Révolution de l'impasse, il faut une grande énergie et une pleine responsabilité de la part des travailleurs, et qu'il est pour cela nécessaire de restaurer les soviets en tant qu'organisations purement de classe ;

5.– Que les travailleurs doivent avoir des soviets une compréhension plus claire et déterminée, afin de mener un combat victorieux,

Nous, anarcho-syndicalistes, déclarons :

1.– Nous sommes pour les soviets qui tendent à la destruction des formes centralistes actuelles ;

2.– Nous avons lutté et lutterons pour les soviets, en tant que forme politique transitoire, car nous considérons que la fédération des villes et des communes libres apparaît comme la forme politique transitoire de la société, devant inévitablement mener à la suppression totale de l'État et au triomphe définitif du communisme ;

3.– Nous sommes pour les soviets, mais sommes catégoriquement contre le Soviet des commissaires du peuple, en tant qu'organe ne découlant pas de l'œuvre des soviets, mais au contraire ne faisant que la gêner ;

4.– Nous sommes pour les soviets réellement représentatifs, organisés sur des bases collégiales, sous réserve d'une délégation directe des ouvriers et paysans d'une usine donnée, d'une fabrique, d'un village, etc., et non de politiciens bavards y entrant sur des listes de parti et qui transforment les soviets en salons de bavardages démagogiques ;

5.– Nous sommes pour la fédération des soviets, où les soviets locaux autonomes s'unissent sur le plan du district et de la région ; et aussi pour que périodiquement des congrès généraux panrusses s'assemblent et s'organisent en commissions conçues sur le modèle du soviet ;

6.– Nous sommes pour les soviets libres ne prenant de mesures qu'après consultation des électeurs locaux. A cette fin, la Conférence des anarcho-syndicalistes recommande aux camarades d'entrer dans les soviets locaux qui se tiennent à l'écart des comités centraux de tous les partis possibles, s'il est encore possible d'y mener un travail libre et créateur.

c) Sur les comités d'usine et de fabrique et les syndicats

1.– Il est indispensable de procéder à une transformation radicale et immédiate de l'économie du pays, la bourgeoisie impérialiste l'ayant acculée, par la guerre et le gaspillage, à une situation désespérée ; il faut abolir le système capitaliste d'État et le remplacer

par un système socialiste basé sur des principes communistes libertaires.

2.– Les organisations ouvrières doivent jouer le rôle le plus actif dans cette œuvre, chacune sur son terrain défini par la vie, sans permettre en cela aucune intervention de l'État ou d'organisations étatiques.

3.– Les syndicats, ainsi que l'a montré la révolution actuelle, ne peuvent être l'axe du mouvement ouvrier, du fait qu'ils ne correspondent pas à la situation politique et économique changeante actuelle, ni par leur forme, ni par leur nature.

A présent, une nouvelle forme d'organisation ouvrière correspond pleinement aux nouvelles formes révolutionnaires de la vie économique et politique, tant par ses structures que par sa nature.

Cette nouvelle forme d'organisation est le produit de la grande révolution laborieuse : les comités d'usine et de fabrique. Dorénavant, le centre de gravité des aspirations ouvrières doit se transporter dans cette forme d'organisation.

4.– Les syndicats – dans leur sens habituel – sont des organisations mortes. Désormais, ils apparaissent comme une section du comité d'usine et de fabrique, menant un travail complètement autonome dans les secteurs suivants :

- éducatif et culturel (seulement là où les organisations prolétariennes culturo-éducatives n'ont pas pris corps) ;
- de solidarité ;
- dans les cas d'aide individuelle, où le comité d'usine, la bourse du travail et la coopérative ouvrière de consommation n'ont pas à intervenir.

5.– Le comité d'usine et de fabrique est la forme organisationnelle de combat de tout le mouvement ouvrier, considérablement plus achevée que les soviets de délégués ouvriers, paysans et soldats, du fait qu'il apparaît comme l'organisation autogérée de production à la base et parce qu'il se trouve sous le constant et vigilant contrôle des ouvriers. C'est sur lui que la révolution fait reposer l'organisation de la vie économique à partir des principes communistes.

Là où il n'est pas possible de créer des comités d'usine et de fabrique, les syndicats remplissent leurs fonctions.

6.– Le comité d'usine et de fabrique est notre organisation future, jeune et dynamique, pleine de vie et d'énergie ; les syndicats notre organisation ancienne, vieille et usée.

Le comité d'usine et de fabrique est l'une des formes les plus achevées d'organisation ouvrière, dans les limites de l'ordre étatique et capitaliste actuel en train de crouler ainsi que le premier organe social de base dans la future société communiste libertaire.

Toutes les autres formes d'organisation ouvrière doivent s'effacer devant lui, car elles ne peuvent être que ses ramifications.

Avec l'aide des comités d'usine et de fabrique et de leurs unions, réalisées fédérativement, la classe ouvrière anéantira aussi bien l'esclavage économique actuel que son nouvel aspect, le capitalisme d'État, qui se fait appeler « socialisme ».

Volny Golos Trouda (La Voix libre du travail) a remplacé *Golos Trouda* interdit en mai, et sera de nouveau interdit en septembre après quatre numéros. Les libertaires se lancent dans une critique violente du capitalisme d'État. Le journal de la Fédération anarchiste de Briansk déclarait que sous la domination bolchevique, l'État était devenu « une espèce de machine terrifiante, un formidable réseau qui cumulait toutes les fonctions : à la fois juge, éducateur, fabricant de saucisses, entrepreneur, collecteur d'impôts, chef de la police ; c'est lui qui fait cuire la soupe, qui extrait le charbon ; c'est lui qui laisse les hommes moisir en prison, qui mobilise les troupes et brode les décorations ²⁶³... »

Volny Golos Trouda fait une critique en règle du capitalisme d'État dans un article, « Les chemins de la révolution », signé « M. Sergven » mais dont tout laisse à penser qu'il s'agit de Grigori Maximoff. Les paysans et les ouvriers sont désormais sous la domination d'« une nouvelle classe d'administrateurs, nouvelle classe issue pour une large part de l'intelligentsia ». Cependant, l'article se démarque de la critique habituelle dénonçant les bolcheviks comme traîtres à la révolution. Dans l'article en question, écrit Avrich, les bolcheviks « ne sont pas obligatoirement des cyniques qui, de sang froid et avec une habileté machiavélique, ont édifié une nouvelle structure de classes destinée à satisfaire leur soif de pouvoir. Il est fort possible qu'ils aient été inspirés par un réel désir de remédier aux souffrances humaines. Cependant, ajoutait amèrement l'auteur, si l'on instaure un pouvoir centraliste, les meilleures intentions du monde ne peuvent aboutir. De la centralisation de l'autorité résulte inexorablement la division de la société en administrateurs et en ouvriers. (...) Une fois séparées les fonctions de direction et de travail, la première étant l'apanage d'une minorité d'"experts", et la seconde le lot des masses ignorantes, toute possibilité de dignité et d'égalité est détruite. »

L'article conclut en disant que la Russie est entrée, sous la direction de Lénine, dans une période de capitalisme d'État, non de socialisme, et que ce capitalisme d'État est « une nouvelle digue élevée contre le flot de notre révolution sociale » : ceux qui croyaient que la classe ouvrière était assez nombreuse et puissante pour abattre cette digue ne se rendent pas compte que la nouvelle classe d'administrateurs et de fonctionnaires

263 Paul Avrich, *op. cit.*, p. 219-221.

constitue un adversaire redoutable. L'auteur, enfin, déplore que les anarcho-syndicalistes aient été trop mal organisés pour empêcher que la révolution ne dévie – un thème qu'on trouve souvent dans les écrits de Maximoff. Celui-ci s'en prend aux rêveurs du camp anarchiste et aux « visionnaires romantiques » qui avaient la nostalgie des utopies pastorales et oubliaient la « complexité des forces à l'œuvre dans la société moderne ».

Maximoff et les anarcho-syndicalistes furent féroce­ment accusés par une partie du mouvement d'être des « Judas anarcho-bureaucratiques ». Un autre article qualifiait le système de « communisme d'État », en opposition au communisme anarchiste. *Volny Golos Trouda* fut immédiatement interdit.

Ce journal, durant sa brève existence, avait prôné la constitution d'une confédération panrusse des anarcho-syndicalistes dont l'objectif aurait été de pousser la révolution hors de sa voie centraliste et bureaucratique. Une seconde conférence panrusse des anarcho-syndicalistes se réunit en novembre 1918, et le premier point à l'ordre du jour fut celui de la création d'une organisation à l'échelle nationale. Les délégués exprimèrent également le souci d'avoir des contacts plus étroits avec le mouvement anarchiste à l'étranger. La conférence résolut d'intensifier la propagande parmi les ouvriers de l'industrie avec pour mot d'ordre la décentralisation en économie et en politique. Les délégués reconnaissaient que l'État ne pouvait disparaître du jour au lendemain mais entendaient remplacer l'État bolchevik par une confédération de soviets libres qui assurerait une transition vers une société sans État. Selon Avrich, cette confédération n'eut qu'une existence nominale après la conférence :

« Il semble que le Bureau exécutif n'ait guère eu de succès dans ses tentatives pour coordonner les activités des clubs et des cercles constituant le mouvement syndicaliste, pour augmenter de manière appréciable le nombre de leurs adhérents ou étendre leur influence sur les comités d'usine et les syndicats. Le bureau ne parvint pas davantage à faire cesser les querelles avec les anarcho-communistes. Au début de 1919, une poignée d'anarchistes connus représentant les deux tendances du mouvement (en particulier Nikolai Pavlov et Sergueï Markous pour les syndicalistes, Vladimir Barmach, German Askarov et I.S. Bleikhman pour les anarcho-communistes) firent une timide tentative de rassemblement en créant l'Union des anarcho-syndicalo-communistes. Mais cet essai comme tous les précédents se solda par un lamentable échec²⁶⁴. »

264 Paul Avrich, *op. cit.*, p. 224.

L'initiative dont il est question eut lieu en novembre 1918. Elle intervint beaucoup trop tard, car à cette date l'État bolchevik avait déjà largement pris en main l'ensemble des rouages politiques et économiques du pays et mis en place un appareil de répression jamais vu. On pourrait multiplier les indicateurs montrant le début de la contre-révolution, *dès avant la guerre civile* :

- le Politburo devient l'organe dirigeant du parti ;
- l'appareil du parti se centralise complètement ;
- décembre 1917-janvier 1918 : remplacement, dans les syndicats, des élections par les nominations par les instances du parti ; liquidation des comités d'usine ; les soviets sont épurés des partis non bolcheviks (automne 1918) ;
 - mars-août 1918 : désarmement des gardes rouges ; retrait de tout pouvoir aux soviets locaux ; les membres des soviets sont nommés par l'appareil du parti ; répression des SR de gauche et des anarchistes et suppression de leurs journaux.
- la police est prise en main : centralisation de la Tchéka ;

Un indicateur semble cependant particulièrement pertinent : l'évolution du pourcentage des délégués bolcheviks au congrès panrusse des soviets entre juin 1917 et novembre 1918 :

Juin 1917	13 %
Novembre 1917	51 %
Janvier 1918	61 %
Avril 1918	64 %
Juillet 1918	66 %
Novembre 1918	97 %

Aucune personne saine d'esprit ne peut imaginer qu'un score de 97 % au profit d'un seul parti est le fait d'élections libres : à cette date, tout ce qui n'est pas bolchevik a été éliminé de toutes les institutions politiques et économiques existantes.

Pierre Broué, qu'on ne peut soupçonner d'antipathie à l'égard des bolcheviks, résume parfaitement la question :

« Comment les bolcheviks pourraient-ils accepter la libre confrontation des idées et la libre compétition dans les élections aux soviets quand ils savent que les neuf dixièmes de la population leur sont hostiles », et sachant par ailleurs que les mencheviks et les

anarchistes représentent désormais « une force réelle parmi les ouvriers »²⁶⁵ ?

On peut dire sans risque d'erreur qu'à partir de novembre 1918, la classe ouvrière russe est définitivement écrasée.

Bolchevisme et question syndicale

La révolution avait éclaté dans un pays presque sans classe ouvrière, avec une énorme classe paysanne, presque sans bourgeoisie – autrement dit dans un contexte totalement opposé à l'orthodoxie marxiste – ce que certains militants ne manquèrent pas de relever. Pour justifier cette situation, on expliqua que la révolution avait éclaté dans le « maillon faible » de la chaîne impérialiste, et qu'on attendait qu'elle se répande en Allemagne.

Or malgré les destructions de la guerre, les pays capitalistes développés, qui constituaient le maillon fort de cette chaîne, avaient résisté, leur tissu social ne s'était pas délité, leurs institutions s'étaient maintenues en place, et leur classe ouvrière, contrairement aux prévisions, n'avait pas « sanctionné » la social-démocratie. Trotski accusait « les anciens partis, les anciennes organisations syndicales » de ne s'être manifestées qu'« en la personne de leurs chefs », incapables de « comprendre les problèmes posés par l'époque nouvelle »²⁶⁶. On pourrait plutôt dire que ce sont les dirigeants bolcheviks qui furent incapables de comprendre la réalité des problèmes des pays industrialisés, et qu'ils finirent par imposer des méthodes et des raisonnements hérités du passé du mouvement ouvrier.

Selon Robert Wohl, Lénine ne comprenait rien au mouvement ouvrier allemand, se désintéressait du mouvement ouvrier français, et était presque complètement ignorant du mouvement ouvrier espagnol et italien. « Le fait est que Lénine ne s'intéressait au mouvement ouvrier occidental que dans la mesure où il lui offrait des arguments qu'il pouvait utiliser dans sa polémique contre les autres socialistes russes »²⁶⁷. Le constat vaut également pour Zinoviev. Rappelant le séjour que fit Lénine à Paris pendant plus de trois ans et demi, R. Wohl continue : « Nous savons par sa femme qu'il n'avait presque aucun contact avec les dirigeants du mouvement ouvrier français, y compris les militants de l'aile gauche. Même Rosmer dut admettre que peu de

265. Broué, *Le Parti bolchévique*, p. 156.

266 Manifeste, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste, 1919-1923, Paris, Librairie du Travail, 1934, p. 33.

267 R. Wohl, *op. cit.*, p. 170.

socialistes ou de syndicalistes connurent Lénine pendant son exil à Paris²⁶⁸. »

En 1919, le premier congrès de l'Internationale communiste n'accorde pas de place à la question syndicale. Ce sont à leurs yeux des structures dépassées, liées à une époque révolue. Ce qui est au programme, c'est l'expansion de la révolution internationale, en particulier aux autres pays industrialisés, et en particulier à l'Allemagne. Pour réaliser cet objectif, il faut d'autres institutions que les syndicats, il faut les soviets, qui ont dépassé la distinction entre le politique et l'économique. Paradoxalement, au moment même où se déroule le congrès de l'IC, les soviets ont été complètement assujettis aux bolcheviks.

L'intérêt que les bolcheviks commenceront à accorder à la question syndicale dès le 2^e congrès de l'IC tient en fait à la mise en œuvre d'une politique de survie du régime qui remplace la politique d'expansion de la révolution mondiale. On a vite compris – dès l'échec de la République des conseils en Hongrie (été 1919) – que la révolution mondiale avait vécu. Dès lors, les bolcheviks condamneront les comportements scissionnistes dans les organisations de masse au profit de la pénétration dans celles-ci pour en prendre le contrôle. Ce qui n'empêchera pas la politique de l'Internationale communiste et de l'Internationale syndicale rouge de provoquer des scissions, de toute façon. La condamnation des scissions, de plus en plus ferme, ne répond pas au souci de préserver le principe de l'unité syndicale : elle vise les groupes « gauchistes » qui poursuivent une politique non conforme aux intérêts internationaux de la Russie soviétique.

La scission n'est pas écartée par principe, elle est simplement écartée temporairement tant que le rapport des forces n'est pas favorable. Ce qui est condamné, ce sont les scissions prématurées qui auraient pour résultat de constituer des centrales syndicales aux effectifs peu nombreux et de laisser la masse du prolétariat entre les mains des réformistes.

L'idée de la création d'une internationale syndicale, parallèlement à l'internationale des partis, commence à émerger, qui « lutterait la main dans la main avec la 3^e internationale » pour « réaliser la dictature du prolétariat ». C'est ainsi qu'un « syndicaliste » aussi éminent que Zinoviev²⁶⁹ écrit dans l'organe de l'Internationale communiste :

« Le mouvement syndical russe doit prendre sur lui l'initiative de grouper l'internationale rouge des syndicats, comme il en fut pour le Parti Communiste russe dans la création de la 3^e »

268 *Ibid.*

269 Zinoviev est Président du Comité exécutif de l'Internationale communiste.

Internationale. Aux Congrès de l'Internationale Communiste doivent participer non seulement les organisations du Parti Communiste mais aussi les syndicats qui montrent par toute leur action qu'ils se placent sur le terrain de la dictature prolétarienne et du pouvoir soviétiste. De plus il est d'ores et déjà nécessaire de procéder à l'organisation d'une union internationale des syndicats isolés qui se placent sur la plateforme de l'Internationale Communiste²⁷⁰. »

Il faut, dit-il ailleurs, « opposer à l'Internationale jaune des syndicats (...) l'Internationale rouge des syndicats, réellement prolétariens, l'Internationale syndicale qui œuvrera d'accord avec la 3^e Internationale communiste ». L'idée de Zinoviev est en fait d'intégrer les syndicats à l'Internationale communiste :

« L'Internationale communiste veut unifier non seulement les organisations politiques des travailleurs, mais aussi toutes les organisations ouvrières reconnaissant non en paroles, mais en action la lutte révolutionnaire et tendant à la conquête de la dictature prolétarienne. Le Comité exécutif de l'Internationale communiste estime que ce ne sont pas seulement les partis politiques communistes qui doivent prendre part aux congrès de l'Internationale communiste, mais aussi les syndicats adoptant la plateforme révolutionnaire. Les syndicats rouges doivent s'unir internationalement et devenir partie intégrante (section) de l'Internationale communiste²⁷¹. »

Le texte précise que « la désagrégation qui se sont produites dans les partis politiques du prolétariat se produiront inmanquablement dans le mouvement syndical ».

Il est clair que l'objectif poursuivi par les dirigeants communistes est de supplanter l'hégémonie du courant réformiste sur le mouvement ouvrier. La méthode employée relève de l'auto-suggestion²⁷², et se situe

270 Zinoviev, « Le Parti Communiste et les syndicats », XVI. – Les syndicats et l'Internationale, 1920. En français : *Bulletin communiste*, 23 décembre 1920. Ce texte de Zinoviev fait partie des thèses qu'il a présentées au 9^e Congrès du Parti Communiste russe (bolchevik). Un autre texte que celui de Zinoviev a été adopté lors du 2^e congrès de l'IC.

271 « Aux syndicats de tous les pays », Comité exécutif de l'Internationale Communiste, avril 1920. Source : numéro 33 du *Bulletin communiste* (première année), 30 septembre 1920.

272 « L'Allemagne qui fut le rempart du mouvement bourgeois professionnel jaune dont le mouvement fut dirigé par les Legien et les Noske, voit toute une série de syndicats se détourner des social-démocrates jaunes et passer à la révolution prolétarienne. Plusieurs syndicats ont déjà chassé les anciens chefs qui livrèrent naguère le mouvement professionnel aux capitalistes. Les syndicats italiens adoptent presque entièrement la plateforme du pouvoir soviétiste. Le mouvement prolétarien

dans une perspective de court terme, tant on est persuadé que le réformisme va s'effondrer. Toute la politique de l'Internationale communiste va donc se fonder sur une erreur d'analyse.

En effet, les masses ouvrières après la guerre ne semblent pas vouloir sanctionner les social-démocrates « traîtres », car c'est dans les partis et syndicats traditionnels de l'avant-guerre qu'elles affluent. Les effectifs des syndicats traditionnels gonflent considérablement pour atteindre un pic en 1920 : « L'accroissement des effectifs implique un véritable saut de qualité dans la vie et la structure des syndicats concernés », écrit Bruno Groppo²⁷³.

Alors que l'Allemagne est au centre de la stratégie révolutionnaire de l'Internationale communiste, les effectifs des syndicats passent de 3 millions en 1913 à 6,5 millions en 1919 et presque 9 millions en 1920. L'écrasante majorité des travailleurs allemands est sous l'influence des réformistes, dont les positions sont renforcées par l'attitude même des communistes allemands qui ont pratiqué une politique scissionniste, isolant l'« avant-garde » communiste de la masse. Le même processus s'est déroulé dans d'autres pays.

En Grande-Bretagne, les effectifs doublent, passant de 4 millions avant la guerre à plus de 8 millions en 1920. En France, ils doublent également, passant de 1 million en 1913 à 2 millions en 1919. La Confederazione Generale del Lavoro italienne passe de 320 558 adhérents en 1914 à 1 150 062 en 1919 et 2 200 100 en 1921. L'Unione sindacale italiana, d'inspiration syndicaliste révolutionnaire, passe de 100 000 adhérents en 1913 à 500 000 en 1919.

On comprend dès lors que la Fédération syndicale internationale, reconstituée à Amsterdam pendant l'été de 1919, et qui regroupe les centrales syndicales réformistes, soit perçue comme l'adversaire principal d'une Internationale communiste presque dépourvue de base ouvrière, alors même que Moscou s'est proclamée dès le printemps de 1919 comme centre de la révolution mondiale.

Loin d'être « condamnée », comme l'ont cru les dirigeants russes, la FSI est au contraire florissante.

révolutionnaire s'accuse [s'accentue] de plus en plus énergiquement dans les syndicats scandinaves. Les masses ouvrières des syndicats français, anglais, américains, néerlandais, espagnols renient l'ancienne tactique bourgeoise et exigent de nouvelles méthodes révolutionnaires. En Russie trois millions et demi de syndiqués soutiennent sans réserve et avec un entier dévouement la dictature prolétarienne. Dans les pays balkaniques, la plupart des syndicats nouent des relations étroites avec les partis communistes et se placent eux-mêmes sous le glorieux drapeau communiste. » (*Ibid.*)

273 « La création du Conseil international des syndicats (Moscou, juillet 1920) » *Communisme*, revue d'études pluridisciplinaires, 1, 1982, p. 9.

La création d'une l'Internationale syndicale rouge deux ans après celle de l'Internationale communiste, et parallèlement à celle-ci, exprime le relatif désintérêt que les communistes russes avaient éprouvé au début pour la question syndicale. Les dirigeants bolcheviks regardaient cette question d'un œil d'autant plus extérieur qu'aucun d'eux ou presque n'avait travaillé. Le mouvement syndical restait un lieu où les militants communistes allaient piocher pour recruter des adhérents et pour faire de l'agitation politique. De plus, après la prise du pouvoir, beaucoup de communistes pensaient que puisque les travailleurs étaient censés être au pouvoir, l'existence de syndicats chargés de les défendre n'avait plus lieu d'être. Et surtout, le syndicalisme était perçu par les dirigeants bolcheviks comme une forme dépassée de l'organisation des travailleurs.

Les bolcheviks restaient avant tout des social-démocrates formés par leurs camarades allemands, notamment Kautsky, et s'en tenaient strictement à la division du travail parti-syndicat dans laquelle le syndicat tenait un rôle subordonné. Leur univers syndical, pour autant qu'ils en aient eu un, restait très stéréotypé²⁷⁴, calqué sur le modèle allemand, et ils ignoraient tout de la réalité de la lutte des classes dans des pays comme la Grande-Bretagne, la France, l'Espagne ou l'Italie, pour ne pas parler de l'Amérique latine.

Dans la période de constitution de l'ISR, l'incompréhension des communistes russes à l'égard des syndicalistes étrangers apparaît totale. Il y a entre bolcheviks et syndicalistes révolutionnaires une profonde différence de langage. Pour les Russes, le modèle bolchevik est indépassable, il a valeur d'exemple qui ne saurait être discuté. Les dirigeants russes ne semblent pas avoir perçu qu'ils ont pris le pouvoir en profitant de la totale dissolution des structures politiques, économiques et sociales d'un pays où la production industrielle s'était effondrée, où la classe ouvrière ne représentait en 1917 que 3 % de la population – une classe ouvrière qui, au moment même où se déroulent les discussions sur la fondation de l'Internationale syndicale rouge, a pratiquement déserté les centres urbains.

Forts d'une expérience qu'ils n'ont pas, les dirigeants bolcheviks entendent imposer leurs vues à des militants révolutionnaires dont beaucoup ont des dizaines d'années d'expérience de lutte des classes dans des pays développés où cette déliquescence de la société n'a pas eu lieu. Les communistes russes considèrent qu'il n'est pas question d'accorder aux syndicats la moindre indépendance par rapport au Parti communiste, tandis que la grande majorité des syndicalistes

274 Cela apparaît de manière très claire dans *Que faire ?*, qui n'est pour une grande part qu'une paraphrase de Kautsky.

révolutionnaires considèrent que la subordination du syndicat parti est inacceptable.

Ce sont deux logiques totalement différentes qui s'affrontent.

La question paysanne

Le cadre conceptuel dans lequel les bolcheviks envisageaient le rôle de la paysannerie dans la révolution est hérité de Marx et d'Engels, qui ont inséré la question paysanne dans leur schéma d'évolution des modes de production et ont attribué à cette classe des comportements et une fonction en accord avec leurs conceptions théoriques. La disparition des paysans est pour Marx un des « miracles » de l'ère bourgeoise. En dépeuplant les campagnes, dit le *Manifeste*, le capitalisme a libéré « une part considérable de la population du crétinisme de la vie rurale ».

Bien des années plus tard, Marx continue, dans le *Capital* : « Dans la sphère de l'agriculture, l'industrie moderne agit plus révolutionnairement que partout ailleurs en ce sens qu'elle détruit le paysan, le rempart de la vieille société, et le remplace par le salarié. Ainsi, le besoin d'une transformation sociale et la lutte des classes sont ramenés dans les campagnes au même niveau que dans les villes²⁷⁵. »

Pour Engels, la destruction des paysans est la « loi naturelle » de la production capitaliste. Le compagnon de Marx déconseille même aux socialistes de « protéger les paysans contre les prélèvements, la rapacité et les manœuvres intéressées des grands propriétaires fonciers » (Lettre à Sorge, 10 novembre 1894). Marx n'avait-il pas dit que « jamais aucun mouvement communiste ne peut partir de la campagne²⁷⁶ » ?

L'une des raisons pour lesquelles, selon Marx, l'Angleterre seule peut « servir de levier pour une révolution sérieusement économique » est que « c'est le seul pays où il n'y a plus de paysans » (Lettre à Kugelmann, 28 mars 1870).

Le marxiste russe Plekhanov dira au congrès socialiste international de 1889 que « le mouvement révolutionnaire russe triomphera seulement en tant que mouvement des ouvriers ou ne triomphera pas du tout », ce qui est un peu présomptueux, sachant que la proportion d'ouvriers dans la population russe totale est infime.

L'obchtchina, la commune rurale, n'est pas considérée comme la cellule socialiste naturelle à partir de laquelle pourrait se développer une agriculture collectivisée, mais comme la cause de l'arriération politique, culturelle, économique de la paysannerie, car elle entrave la marche en avant du capitalisme, que les social-démocrates

275 Marx, *Le Capital*, La Pléiade, II, p. 180.

276 Marx, *L'Idéologie allemande*, La Pléiade, Philosophie, p. 1249.

considéraient comme une étape indispensable au développement du mouvement révolutionnaire. Pourtant, l'idée était largement répandue parmi la paysannerie que la terre est la propriété du peuple entier.

Le rôle de la paysannerie dans la révolution sociale est abordé par les marxistes du point de vue de la théorie de l'évolution des formes successives de production. Le capitalisme fait disparaître la paysannerie, transforme les paysans en salariés, d'une part, et en gros propriétaires capitalistes, de l'autre. La paysannerie en tant que telle est une classe réactionnaire car appelée à disparaître ; en tant que telle elle est accrochée aux formes et aux idées anciennes. La paysannerie qui tombe dans le salariat est assimilée au prolétariat, et on n'a donc pas à raisonner sur son compte de façon différente.

Une telle approche, que nous qualifierons d'idéologique, évacue tous les aspects pratiques d'une révolution. Les seules considérations politiques que l'on peut retrouver chez Lénine après 1917 sont d'ordre essentiellement *tactique*, c'est de la politique à court terme. Le parti soutient la paysannerie parce que le partage des terres détruit l'ordre féodal et fournit une masse de manœuvre énorme qui soutiendra le nouveau pouvoir. « Nous ne réalisons pas le programme bolcheviste, dira Lénine. Notre politique agraire est puisée dans les cahiers des paysans »²⁷⁷. Le parti bolchevik n'aurait jamais accédé au pouvoir sans cela. L'idéalisme de Lénine consiste à croire que malgré cela le parti pourra créer les conditions rendant possible le socialisme.

Les expériences historiques de l'Ukraine et de l'Espagne révèlent chez les libertaires une approche radicalement différente, beaucoup plus pratique, beaucoup plus *politique*, pourrait-on dire. Une révolution sociale qui ne peut pas nourrir la population est immédiatement vouée à l'échec. Le rapport entre prolétariat et paysannerie ne saurait être d'ordre simplement tactique, mais d'ordre stratégique. Mieux, paysannerie et prolétariat sont deux classes intimement liées au sort de la révolution, elles y ont intérêt *au même titre*.

Les libertaires n'ignoraient pas que la paysannerie n'est pas une classe homogène et qu'il existe en son sein aussi bien des salariés agricoles que de petits propriétaires pauvres, jusqu'aux gros propriétaires. Ils n'ignoraient pas non plus le rôle de l'idéologie qui les porte à adopter le conservatisme social plutôt que la remise en cause de la société.

Dans le cas de la Russie les distinctions trop précises entre catégories étaient un peu spécieuses, dans un pays où l'écrasante majorité des paysans utilisaient encore la charrue de bois et où la production industrielle était réduite à sa plus simple expression par suite

277 Cité par Boris Souvarine, *Staline*, p. 195.

de l'épuisement des matières premières, des combustibles, de l'effondrement de la monnaie, de la paralysie des transports. Les « paysans aisés » dénoncés par Lénine avaient une ou deux vaches. Zinoviev dira en 1924 qu'« on qualifiait de koulak tout paysan qui avait de quoi manger »²⁷⁸.

Dire par conséquent que « la petite production engendre le capitalisme et la bourgeoisie continuellement, chaque jour, chaque heure, spontanément et massivement » et que « le paysannat donne constamment naissance à la bourgeoisie » est quelque peu exagéré, dans un pays où le capitalisme n'existait plus, non par son renversement révolutionnaire mais parce que presque plus rien n'était produit, et où le socialisme restait un problème tout à fait académique devant les nécessités de la simple survie.

En Russie et en Ukraine, le problème était moins de « construire le socialisme » que de survivre dans un contexte qui était tombé à un niveau précapitaliste, sans monnaie, sans matériel, avec des moyens de transport limités. Si tant est que le prolétariat – 3 % de la population – pouvait impulser un mouvement émancipateur dans la société tout entière, *encore fallait-il qu'il se nourrisse*. Au niveau où était tombé l'infrastructure productive du pays, les relations intimes qu'une bonne partie du prolétariat conservait avec la paysannerie pouvait être un avantage, alors que la politique des bolcheviks en a fait un inconvénient.

Au cours des huit mois du gouvernement provisoire, une moyenne de 738 000 tonnes de blé avaient été fournies pour l'armée et les villes. Après la révolution d'octobre, le rythme décroît de façon tragique :

- novembre 1917 : 641 000 tonnes ;
- janvier 1918 : 136 000 (début de la famine) ;
- mai 1918 : 3 000 ;
- juin 1918 : 2 000.

Après juin 1918 les livraisons cessent. Les livraisons ont diminué au fur et à mesure que le gouvernement bolchevik avait accru son contrôle sur le ministère du ravitaillement, mais les dirigeants bolcheviks ne reconnurent pas que la famine était la conséquence de leur politique. Chaque échec pour obtenir du blé est suivi par des mesures plus répressives, qui aboutissent à un échec plus cuisant.

« Parmi les mesures prises pour assurer le ravitaillement, ni la collecte du blé à la taxe, ni les échanges ne donnèrent de résultat. La première à cause de la dévaluation presque totale du rouble, la seconde en raison de la faible quantité d'articles industriels qui fut

278 B. Souvarine, *Staline*, p. 348.

répartie dans les campagnes et ne couvrit même pas 20 % des produits agricoles que l'imposition forcée permit de récupérer²⁷⁹. »

Un décret du 11 juin 1918 avait créé une « organisation des paysans pauvres ». Il s'agissait de créer des comités de paysans pauvres prêtant leur concours aux services de ravitaillement pour obliger les paysans à livrer leurs excédents de céréales et procéder à la répartition du blé, des instruments de première nécessité et des instruments agricoles. A leur propos, Lénine déclara : « On nous accuse d'avoir introduit la guerre civile dans les villages. Nous serions plutôt disposés à nous en vanter. » Ces comités échouèrent lamentablement.

Alors, Lénine demanda aux ouvriers qu'ils organisent une « croisade » du blé. Des groupes mobiles de ravitaillement se constituèrent, recrutés parmi les ouvriers et paysans. Une véritable organisation militaire est mise en place, avec un Bureau militaire de ravitaillement, des groupes mobiles de 75 hommes disposant de trois mitrailleuses.

L'activité des comités de paysans pauvres échappa au contrôle de l'État. Ils tentèrent un nouveau partage des terres, du bétail, des outils et des réserves de blé en automne et en hiver 1918, « s'appropriant tous les articles destinés à l'échange. Fréquemment, ils gardaient le blé enlevé aux cultivateurs et n'envoyaient rien aux villes affamées, de sorte que le VI^e congrès des soviets (6-9 novembre 1918) dut les dissoudre en tant qu'organismes d'État sur le territoire de la RSFSR. » (Ida Mett, p. 29).

« La nature même de l'activité des comités de paysans pauvres attira les éléments douteux de la campagne et souvent des ivrognes chroniques²⁸⁰. Ces éléments, par leurs procédés déloyaux, contribuèrent fortement à maintenir l'atmosphère de la guerre civile dans les villages avec toutes les horreurs qui s'ensuivirent. Rappelons que ces comités avaient le droit de garder pour eux une partie des céréales réquisitionnées ainsi que des marchandises industrielles venant des villes. Ils étaient donc intéressés à arracher aux paysans le plus possible de céréales sans aucun rapport avec les réelles possibilités des cultivateurs et sans tenir compte de leurs besoins alimentaires ni des réserves pour les semailles.

279 Ida Mett, *Le paysan russe dans la révolution*, Spartacus, p. 29.

280 L'ironie de l'histoire veut que dans son projet de programme agraire datant de 1907 (cf. supra), Lénine voulait que la terre des grands domaines soit partagée « en propriété » entre les seuls paysans sérieux, ceux qui étaient suffisamment compétents pour s'insérer dans les normes de productivité capitalistes, « aux exigences du capitalisme » (*Œuvres complètes*, t. 13, p. 292), et non entre « les paysans "tire-au-flanc", cette « masse de "tire-au-flanc" inadaptés et inadaptables, qui ne peuvent pas devenir fermiers ».

« La première conséquence de ces faits fut la diminution considérable des surfaces ensemencées. Cependant, l'État continuait à pomper dans les campagnes les vivres nécessaires au ravitaillement des villes et de l'armée, sans donner quoi que ce soit en échange. Ainsi, en 1920-21, l'État stocka 5 600 000 quintaux de céréales au lieu de 800 000 en 1918. Conséquence : en automne 1921, les provinces de l'Est, de la Volga, de l'Ukraine se trouvèrent frappées par une effroyable famine qui coûta des millions de vies paysannes. » (Ida Mett, op. cit. p. 30.)

La famine de l'hiver 1921-1922 fit sept millions de victimes. Ces provinces étaient aussi des régions où existait une forte opposition au régime. Lénine sous-évalua systématiquement cette famine ; il dit en août 1921 qu'elle fut un désastre « à peine moins grand que le désastre de 1891 » (700 000 morts)²⁸¹ alors qu'elle fut dix fois pire et fit sept fois plus de victimes que la guerre civile (1 million de morts) et presque autant que la famine de 1918-1920 (7,5 millions). Lénine attribuera « dans une certaine mesure » cette situation à la guerre civile et au blocus impérialiste, alors que le blocus a été levé le 16 janvier 1920.

Dans l'Ukraine contrôlée par les makhnovistes, les liens entre les centres urbains et la campagne n'ont jamais été rompus, en ce sens que la révolution s'accomplissait sous la forme *simultanée* de l'approvisionnement des villes en nourriture et de la fourniture des campagnes en matériel, ville et campagne ayant également commencé un processus de collectivisation de la production.

Le problème dans l'Espagne révolutionnaire se posait autrement dans la mesure où les forces productives étaient beaucoup plus développées. Il existait, en particulier en Catalogne, une importante production industrielle et un prolétariat bien organisé. De longue date, la propagande libertaire touchait les campagnes. La collectivisation des terres ne s'est pas seulement effectuée dans les grandes exploitations où les salariés agricoles ont exproprié les propriétaires, mais aussi dans les régions de petites exploitations où fermiers et petits propriétaires ont formé des collectivités agricoles.

Un tel processus a été possible pour plusieurs raisons :

– d'une part l'adhésion à la collectivité n'était pas obligatoire pour les petits propriétaires, mais le travail collectif, l'utilisation commune du matériel rendaient la vie beaucoup plus facile. Ceux qui n'adhéraient pas à la collectivité, appelés péjorativement « individualistes » par les anarchistes, ne bénéficiaient pas de ses avantages. Sur les terres

281 « Appel aux paysans d'Ukraine », *Œuvres complètes*, t. 32, p. 535.

collectivisées, la productivité du travail agricole avait augmenté. La révolution avait *amélioré* la situation des paysans. Ce constat explique que nombre de petits propriétaires avaient rejoint les collectivités.

– des comités ouvriers de ravitaillement avaient été mis en place par les anarchistes, et fonctionnaient efficacement, en liaison avec les campagnes. La distribution de l'alimentation était assurée par le système de la vente directe des produits organisés par les comités des syndicats.

– la collectivisation immédiate de l'industrie, des transports, etc. avait permis une continuation de la production et évité la désorganisation de celle-ci. De ce fait, les campagnes continuaient d'être fournies en matériels dont elles avaient besoin. La productivité du travail industriel avait augmenté²⁸².

– enfin, dans la mesure où prolétariat urbain et agricole était organisé en syndicats *dans la même organisation*, il n'y avait pas de coupure entre eux, ils débattaient, organisaient la société nouvelle dans les mêmes instances.

La révolution en Russie avait produit une énorme désorganisation de la société. Cette désorganisation s'explique en grande partie par la guerre qui avait précédé la révolution, mais aussi par la politique même menée par les bolcheviks – ou plutôt par leur absence de politique.

En Espagne la propagande libertaire, depuis la création de la section espagnole de l'AIT, répétait inlassablement qu'au lendemain de la révolution il faudrait que les ouvriers et les paysans prennent en mains collectivement leurs outils de production et s'organisent pour les faire fonctionner à leur compte. L'organisation syndicale, par sa structuration *fonctionnelle* en fédérations d'industrie (par opposition à la structuration *idéologique* des partis), fournissait le cadre dans lequel l'organisation globale de la production pourrait s'effectuer – l'Opposition ouvrière en Russie ne disait pas autre chose, ce qui la fit qualifier d'anarcho-syndicaliste par Lénine.

Cette propagande avait abouti à la constitution d'un « mythe positif », en ce sens que les masses organisées par les anarcho-syndicalistes se faisaient une représentation assez précise de ce que serait la société nouvelle, représentation qui les motivaient et leur apportait la conviction qu'elles y prendraient une part active. Il ne s'agit pas de prendre ici le mot « mythe » dans le sens d'« opposé à la réalité » mais dans le sens de construction collective anticipée ayant une cohérence, mais aussi une efficacité pratique immédiate²⁸³. Les libertaires, à commencer par Bakounine, ne partageaient pas l'idée de

282 L'appareil productif de l'Espagne après la victoire de Franco était en bien meilleur état qu'avant la guerre civile, à tel point que Franco fit détruire des usines pour ne pas avoir à reconnaître le fait.

Marx selon laquelle il ne faut pas donner les recettes de la marmite de la révolution :

« Nul ne peut vouloir détruire sans avoir au moins une imagination lointaine, vraie ou fausse, de l'ordre de choses qui devrait selon lui succéder à celui qui existe présentement ; et plus cette imagination est vivante en lui, plus sa force destructrice devient puissante ; et plus elle s'approche de la vérité, c'est-à-dire plus elle est conforme au développement nécessaire du monde social actuel, plus les effets de son action destructrice deviennent salutaires et utiles ²⁸⁴. »

La propagande marxiste en Russie, plus récente, n'avait pas inculqué dans les masses ouvrières et paysannes le sentiment de leur communauté d'intérêt et de leur rôle actif dans la révolution. C'est ce qui explique la perplexité des marxistes devant l'apparition des premiers soviets, qui ne cadraient pas du tout avec leurs conceptions, en ce sens que les soviets étaient des instruments de participation directe des masses à la révolution. Pour les marxistes, toutes tendances confondues, la révolution se limitait à la prise du pouvoir d'État, notion parfaitement abstraite ; et pour les marxistes russes, toutes tendances confondues également, la révolution prolétarienne n'était même pas à l'ordre du jour en 1917. Ils n'avaient développé aucun travail de propagande dans les campagnes (les socialistes-révolutionnaires, très implantés dans la paysannerie, n'étaient pas marxistes). La révolution venue, le parti bolchevik a donc dû improviser une politique, consistant essentiellement à suivre la vague.

La notion même de collectivisation était tout à fait étrangère aux conceptions bolcheviques.

Avant la révolution, l'essentiel de la production du blé destiné au ravitaillement des villes et à l'exportation était faite par les grands propriétaires fonciers et les paysans cossus. Une propagande de plusieurs dizaines d'années dans un contexte où la masse de la paysannerie était persuadée que la terre appartenait au peuple tout entier aurait pu mener à la collectivisation de ces grands domaines sous-exploités et à l'augmentation de la productivité.

La productivité de la masse des paysans pauvres était faible, les surfaces dont ils disposaient étaient petites, les outils étaient primitifs et

283 Le mouvement ouvrier d'aujourd'hui a perdu la signification de ses mythes, en tant qu'éléments constitutifs d'une communauté rassemblant la classe ouvrière autour de récits, de symboles, d'images. De là, à notre avis, son incapacité à lutter efficacement contre l'implantation sans doute durable de l'extrême droite dans ses rangs.

284 Bakounine, *Protestation de l'Alliance*, Stock, VI, p. 66.

leurs connaissances agronomiques limitées. La révolution a fait disparaître la principale source d'approvisionnement en blé des villes en liquidant les grandes propriétés, mais n'a pas mis en place un système alternatif. Le partage des terres a amélioré la situation de millions de paysans et accru leur consommation, mais ces populations vivaient auparavant à la limite de l'économie de subsistance. En 1922 les paysans sans terre ne représentent que 4,1 % de la population agricole, mais 34 % d'entre eux n'ont pas de bêtes de trait, c'est-à-dire ne peuvent pas labourer... Il est *impensable* qu'un minimum de coopération n'ait pas été envisageable au sein de la paysannerie, pourvu qu'un minimum d'initiative lui ait été laissée. L'entraide a *toujours* été le facteur déclenchant de la collectivisation, partout où celle-ci s'est réalisée.

L'accroissement de la consommation paysanne ne correspondait pas à un accaparement sordide de la nourriture mais à un ajustement normal. La faible productivité de cette agriculture sous-équipée ne permettait pas de fournir, au-delà de ce réajustement, beaucoup d'excédents de blé pour l'approvisionnement des villes. Seul le travail collectif aurait pu permettre d'augmenter la productivité, comme cela a été le cas en Espagne, mais il fallait pour cela que, du point de vue du paysan, cela « vaille le coup », c'est-à-dire qu'il puisse échanger les excédents contre des produits manufacturés, ce qui n'était pas le cas, puisque la production industrielle s'était effondrée. Il fallait 16 kg de blé pour obtenir deux boîtes d'allumettes... De fait, le pouvoir a fait cesser les réquisitions quand il s'est aperçu qu'il n'y avait pas d'excédents de blé à réquisitionner.

Seule une politique de fourniture de produits manufacturés aurait permis de mettre en place une collaboration réelle avec la paysannerie. La fourniture d'outillages agricoles aurait permis d'accroître la productivité et évité les 7 millions de morts par famine entre janvier 1918 et juillet 1920. Or, on assiste à une chute de la production industrielle à 1/5 de la normale. Les produits industriels disparaissent du marché, la monnaie n'a plus aucune valeur. On prend alors au paysan « tous les excédents, et parfois même ce qu'il n'avait pas en excédent, une partie des produits nécessaires à sa subsistance » reconnaît Lénine. Si on ne peut écarter les raisons « objectives » d'une telle situation – la guerre civile, l'intervention étrangère, l'héritage de la désorganisation due à la guerre – il convient aussi de mettre en relief les causes qui sont liées directement à la politique du parti bolchevik et à ses conceptions, héritées directement, comme on l'a vu, de Marx et d'Engels.

Du point de vue marxiste, la collectivisation des terres ne constitue pas un progrès, si on entend par là la constitution de groupes de paysans

qui s'unissent pour exploiter la terre en commun, comme ce fut le cas en Ukraine, où les makhnovistes avaient exproprié les grands domaines et distribué la terre aux paysans pauvres. Des communes s'étaient organisées, comprenant entre cent et trois cents personnes, fonctionnant sur des bases égalitaires et d'entraide. Des congrès régionaux de paysans et d'ouvriers déterminaient la distribution à chaque commune du bétail, des outils et d'autant de terre que ses membres pouvaient cultiver sans employer de salariés.

L'armée makhnoviste n'a jamais connu les terribles problèmes d'approvisionnement qu'a connus l'armée rouge. Ce qui a été réalisé en Ukraine aurait pu l'être ailleurs, s'il y avait eu une volonté politique de le faire. Mais les collectivisations étaient précisément contraires au projet communiste. Une telle expérience, selon le marxisme, reste dans le cadre de la production capitaliste, ce n'est qu'une forme de coopérative. Seule la nationalisation de la terre et la gestion centralisée de la production peut permettre de mettre en place les conditions de l'édification socialiste. Là aussi, la production – agricole dans ce cas – n'est qu'un problème d'exécution de décisions prise par en haut, elle n'est pas un processus collectif d'élaboration d'une politique décidée par les producteurs associés.

A partir de juillet-août 1917 les paysans un peu partout commencent à s'emparer des terres des seigneurs. C'est le Partage noir. Des millions d'hommes passent à l'action, sans se préoccuper des programmes des partis. Ce mouvement va contraindre toutes les forces politiques présentes sur la scène à se déterminer par rapport à lui. Seuls les bolcheviks et les anarchistes soutiendront l'expropriation des terres.

La date de ce mouvement d'expropriation n'est pas le seul fait du hasard. Juillet-août est la période de pointe des travaux agricoles, une échéance décisive. C'est pourquoi le mouvement de masse de la paysannerie s'amplifie à ce moment-là et s'étend encore à l'automne. C'est aussi l'échéance des travaux aux champs qui a accru l'ampleur des désertions dans l'armée. Ces déserteurs, la plupart du temps armés, sont un élément moteur des actions illégales dans les campagnes. Pendant la guerre civile, après la prise du pouvoir par les bolcheviks, le même mouvement de désertions qui désorganisait l'armée tsariste désorganisera l'armée rouge.

Le gouvernement provisoire tarde à convoquer l'Assemblée constituante, les partis bourgeois ainsi que les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks temporisent et insistent sur la nécessité d'une réforme agraire faite dans la légalité constitutionnelle. En février, les socialistes-révolutionnaires défendaient le principe du

partage des terres. Leur participation au gouvernement provisoire va modifier leur attitude. Il faut désormais attendre la convocation de l'Assemblée constituante, il n'est plus question de laisser les paysans procéder par eux-mêmes. Les bolcheviks, en constatant que le mouvement s'amplifie, l'encouragent au contraire. Les socialistes-révolutionnaires avaient présenté un projet de décret sur la terre que les députés paysans avaient adopté ; mais maintenant que les bolcheviks déclarent soutenir ce décret, les socialistes-révolutionnaires ne le soutiennent plus que mollement. L'attitude des bolcheviks, impulsée par Lénine à son arrivée en Russie, en avril, n'est pas programmatique, elle résulte de considérations tactiques. A vrai dire, même en avril la position de Lénine reste très « orthodoxe » : nationalisation de la terre, grandes exploitations agricoles sur les anciennes terres seigneuriales en s'appuyant sur les paysans pauvres. En tout cas, pas de partage.

Si le programme agraire de la social-démocratie russe a toujours été très vague, l'intérêt pour la question paysanne était important. Lénine y consacre bien avant la révolution de nombreuses pages. La révolution de 1905, en bousculant les idées reçues des partis d'opposition, les a obligés à se repositionner sur la question paysanne. En 1907 Lénine rédige un long texte sur la question, intitulé « Programme agraire de la social-démocratie dans la première révolution russe de 1905-1907 »²⁸⁵, qui ne sera publié qu'en septembre 1917, et dans lequel il tente de tirer les leçons de 1905. Il nous semble intéressant d'examiner ce texte pour comparer les positions qui y sont développées avec la politique que suivra le parti dix ans plus tard.

La révolution de 1905, lors de laquelle le prolétariat et la paysannerie russes sont apparus massivement sur le devant de la scène pour la première fois, a amené Lénine à reconsidérer la question du programme agraire de la social-démocratie. « C'est pourquoi la révision du programme agraire des social-démocrates russes du point de vue de cette expérience de deux années se présente-t-elle comme une nécessité impérieuse... »

La révision du programme agraire de la social-démocratie est nécessaire pour deux raisons :

– Les représentants de la paysannerie étaient intervenus publiquement pour la première fois à la Douma, opposant leur programme agraire à ceux du gouvernement et de la bourgeoisie libérale. Ce qu'ils y ont dit est d'une importance capitale et impose une modification radicale des positions de la social-démocratie sur la question ;

285 Lénine, *Œuvres complètes*, t. 13, pp. 229-452.

– Des données récentes sur la propriété foncière permettent d'établir avec précision « l'essence économique de tous les programmes agraires de notre époque » et établissent « la base économique de la lutte effective ».

Lénine consacre plus de 200 pages à l'analyse des données statistiques de l'agriculture russe et à leurs conséquences politiques et idéologiques. Ces pages sont intéressantes d'une part parce qu'elles établissent les fondements de ce que sera la stratégie léninienne en 1917, d'autre part parce que, fondées sur la *Statistique de la propriété terrienne de 1905* publiée par le Comité statistique central en 1907, elles dressent un tableau précis de la structure de la propriété foncière et des classes sociales dans la société agraire russe.

Lénine tout d'abord s'attache à mettre en relief la distribution de la terre propre à la culture dans les cinquante provinces de la Russie d'Europe :

Terres privées	101,7 millions d'ha ²⁸⁶
Terres communautaires	138,8 " "
Terres appartenant au Domaine et aux institutions	39,5 " "
Total	280,0 " "

Les terres communautaires sont les terres concédées en jouissance aux paysans contre rachat après l'abolition du servage. Elles étaient de toute façon en possession de la communauté et distribuées aux paysans par partages successifs. En d'autres termes on a fait payer aux paysans une terre qui leur appartenait déjà...

Une partie des terres privées (15,8 millions d'ha) appartiennent à des « associations et sociétés », dont 11,3 millions à des associations et sociétés paysannes et constituent de la petite propriété. 3,7 millions d'ha appartiennent à des associations industrielles, commerciales et manufacturières et constituent de la grande propriété.

A.– En faisant un bilan de la répartition des *terres communautaires*, on constate que :

2,8 millions de « feux » (ou familles) ont en moyenne 1 ha ;

3,3 millions de « feux » (ou familles) ont en moyenne 5 ha,

²⁸⁶ Un déciatine équivaut à un tout petit peu plus qu'un hectare. Pour simplifier nous parlerons donc d'hectares. Dans les citations de Lénine nous laisserons le mot « déciatine ».

c'est-à-dire plus de la moitié des feux (6,1 millions sur 12,3) possèdent jusqu'à 8 ha, soit une quantité de terre nettement insuffisante pour l'entretien d'une famille. 10,1 millions de feux possèdent jusqu'à 15 ha.

« Plus des quatre cinquièmes de la totalité des feux sont placés, étant donné l'état actuel de la technique agricole paysanne, à la limite d'une existence de famine », dit Lénine. Les 2,2 millions de feux moyens et aisés possèdent en moyenne 29 ha. « On ne peut qualifier de riches que ceux qui ont plus de 30 déciatines, il n'y en a en tout que 0,6 million de feux soit la vingtième partie du total des feux. » Ces informations sont intéressantes pour la suite des événements, car elles révèlent :

– qu'une proportion très importante de paysans exploitent une surface insuffisante pour nourrir leur famille ;

– que la paysannerie qualifiée de riche constitue une infime proportion des exploitations du pays (indépendamment de la surface exploitée),

conditions qui sont optimales pour une propagande socialiste qui encouragerait la collectivisation. Or la politique adoptée par le parti une fois au pouvoir encouragera dans un premier temps la petite exploitation privée, pour, dans un second temps, exercer la terreur de masse pour obliger les paysans à collectiviser.

B.– La répartition de la propriété terrienne privée fait ressortir une énorme prédominance de la grande propriété : 619 000 petits cultivateurs ont jusqu'à 50 ha chacun, tandis que 699 propriétaires détiennent à peu près 30 000 ha chacun, et 28 000 propriétaires ont 2 227 ha chacun. « Ces chiffres révèlent avec la plus grande clarté le caractère moyenâgeux de la propriété terrienne des féodaux. »

« Dix millions de feux paysans ont à leur disposition 73 millions de déciatines de terre. Vingt-huit mille nobles terriens et assimilés s'en partagent 62 millions. Tel est le cadre fondamental dans lequel se déroule la lutte paysanne pour la terre. Sur ce fond d'ensemble le retard surprenant de la technique est inévitable de même que l'état d'abandon de l'agriculture, l'accablement et l'hébétude de la masse paysanne, les formes infiniment variées de l'exploitation féodale par corvées. » (p. 237)

Lénine fournit une précision intéressante : l'étendue des propriétés ne correspond pas à l'envergure des exploitations. Il ne s'agit pas de grandes propriétés capitalistes. Dans les grandes propriétés prévaut la petite culture sous différentes formes de location féodale et asservissante : prestations de travail (les corvées), la louée d'hiver,

c'est-à-dire la louée de main-d'œuvre en hiver, à des conditions très dures, à une époque où les paysans étaient pressés par le manque d'argent, les servitudes multiples.

Lénine distingue quatre groupes essentiels de possessions foncières :

« 1° Une masse d'exploitations paysannes écrasées par les latifundia féodaux, intéressées de près à leur exploitation, et qui gagnent directement et par-dessus tout à cette expropriation ;

« 2° Une faible minorité de la paysannerie moyenne qui possède déjà des terres en quantité acceptable pour permettre un faire-valoir convenable ;

« 3° Une faible minorité de paysans aisés qui se transforme en bourgeoisie paysanne et qui, par une série de transitions, se trouve liée au faire-valoir capitaliste ;

4° Des latifundia féodaux dont l'étendue dépasse de loin les domaines capitalistes actuels en Russie, et qui tirent surtout un revenu de l'exploitation asservissante et par prestations de la paysannerie. » (p. 238)

En résumé, Lénine établit la répartition de la terre pour les différents groupes envisagés :

10,5 millions d'exploitations de paysans ruinés et écrasés sous l'exploitation féodale ayant en moyenne 7 hectares ;

1 million d'exploitations de paysans moyens ayant 15 hectares ;

1,5 million de paysans bourgeois et de possessions foncières capitalistes ayant en moyenne 46,7 hectares ;

30 000 latifundia féodaux ayant en moyenne 2 333 hectares.

« Tels sont les rapports suscitant la lutte des paysans pour la terre. Tel est le point de départ de la lutte des paysans... » Le projet de Lénine consiste à supprimer les latifundia féodaux, à créer une paysannerie agraire libre et aisée, capable de « développer les forces productives, de faire progresser la culture agricole ». Lénine précise que cette modification de la distribution de la terre ne change rien des rapports de production, ne change rien de la domination du marché sur le producteur. Il ne s'agit donc en rien d'une transformation socialiste. L'objectif de Lénine est de liquider la féodalité dans l'agriculture russe, et l'abolition des latifundia « est sans aucun doute imposée dans un tel pays par le développement capitaliste ». (p. 249)

Il s'agit bien de promouvoir une « révolution *bourgeoise* conséquente ». Si Lénine s'en prend aux populistes qui voient dans l'« égalisation » et la mise en avant du « principe du travail » une fin en

soi, il critique aussi les marxistes qui ne voient pas que ces mots d'ordre expriment « le *démocratie* petit-bourgeois avancé, révolutionnaire » qui sert de drapeau à la « lutte décisive contre la vieille Russie féodale ». « L'idée d'égalité est l'idée la plus révolutionnaire dans la lutte contre le vieux régime de l'absolutisme en général, contre le vieux régime de la grosse propriété féodale en particulier. » En somme il faut « déblayer de la façon la plus systématique les voies devant le capitalisme ». (p. 250)

Le nœud de la lutte est constitué par les latifundia féodaux qui sont l'incarnation la plus marquante et l'appui le plus solide aux vestiges du servage en Russie. Le progrès de l'économie marchande et du capitalisme mettra un terme à ces survivances, mais les formes de ce développement peuvent être doubles. Lénine distingue entre la voie prussienne – la réorganisation des domaines seigneuriaux – et la voie américaine – la suppression des latifundia, c'est-à-dire au moyen de la réforme ou de la révolution :

– « Dans le premier cas l'exploitation féodale se transforme lentement en exploitation bourgeoise à la manière des *junkers*, en vouant les paysans pour des dizaines d'années à la plus dure exploitation et à l'asservissement, dégageant une faible minorité de "Grosbauern" (gros paysans). »

– « Dans le second cas le domaine seigneurial n'existe pas ou bien il est détruit par la révolution qui confisque et fractionne les propriétés féodales. Dès lors le paysan prédomine, devenant l'agent exclusif de l'agriculture et se transformant en fermier capitaliste. » (p. 251-252)

Il va de soi, commente Lénine, qu'avec la seconde solution le développement du capitalisme et celui des forces productives seraient plus larges et plus rapides. Les populistes et les socialistes-révolutionnaires font l'erreur de croire que l'économie seigneuriale est la source du capitalisme agraire tandis que l'économie paysanne, fondée sur le principe du travail, évolue vers le socialisme. Ces deux types d'évolution sont de caractère bourgeois, mais il convient d'en saisir les différences. « Dans l'intérêt du développement des forces productives (ce critère suprême du progrès social), nous devons soutenir non pas l'évolution bourgeoise du type seigneurial, mais l'évolution bourgeoise du type paysan. » (p. 256)

Ainsi se mesure la nature du soutien des bolcheviks à l'appropriation des terres par les paysans, en 1917, et l'identité *apparente* de leurs vues avec celles des socialistes-révolutionnaires. « La tactique de la social-démocratie dans la révolution bourgeoise russe est déterminée non par le soutien à la bourgeoisie libérale, ainsi

que le présument les opportunistes, mais par le soutien à la paysannerie en lutte. » Il s'agit bien, en bon social-démocrate, de soutenir la bourgeoisie dans la révolution démocratique antiféodale, mais *la bourgeoisie dont il s'agit, cette fois, est la paysannerie.*

La ligne de partage entre les programmes agraires de droite et de gauche, selon Lénine, est déterminée par les intérêts des deux classes principales de la société russe qui luttent pour la terre : les grands propriétaires fonciers et les paysans. Le passage de la grande propriété latifundiaire aux mains des paysans ne fait que suivre « la ligne de l'évolution capitaliste de l'agriculture russe », qui conduit à transformer les paysans libres en fermiers. Il faut, dit Plekhanov, cesser de craindre la révolution agraire paysanne. Mais les divergences au sein de la social-démocratie se situent désormais sur la question du statut des terres seigneuriales expropriées : faut-il en faire la propriété des paysans, faut-il les municipaliser, ou les nationaliser ?

Le programme actuel de la social-démocratie, que Lénine critique (en 1907), « reconnaît (sous une forme particulière) la propriété sociale des terres confisquées (nationalisation des forêts, des eaux et du fonds de peuplement, la municipalisation des terres privées), tout au moins en cas de "développement victorieux de la révolution" ». Mais le programme social-démocrate reconnaît en même temps la propriété des terres que les paysans et les petits cultivateurs possèdent déjà. Il y a donc un « double régime de la terre dans la Russie bourgeoise rénovée ». Les auteurs du programme justifient cette dualité par la crainte de se mettre en désaccord avec la paysannerie et de la dresser contre la révolution. Selon ces auteurs, la tentative de nationaliser la terre aurait amené à un mouvement contre-révolutionnaire, une Vendée généralisée. (p. 272)

Lénine va tenter de montrer que ces scrupules ne sont pas fondés et que la paysannerie russe est *favorable à la nationalisation*. En effet, dit-il, des représentants de la paysannerie venus de tous les points de Russie ont pris la parole dans ce sens lors de la première et de la deuxième Douma. De même, les groupes qui, traditionnellement, se font les interprètes des paysans – troudiviks, socialistes-populistes et socialistes-révolutionnaires – se sont prononcés pour la nationalisation du sol, se montrant plus clairvoyants, selon Lénine, que les rédacteurs du programme actuel du parti social-démocrate.

« En réalité, le mot d'ordre de nationalisation du sol n'est point dû à une forme spéciale de propriété terrienne, ni "à des habitudes et à des instincts communautaires" des paysans, mais aux conditions générales de toute la petite possession paysanne (tenanciers de terre communautaire et détenteurs d'un lot individuel), écrasée sous les latifundia féodaux. » (p. 283.) C'est l'asservissement du petit paysan

au régime féodal qui suscite chez les petits cultivateurs le soutien à la nationalisation du sol. Lénine profite au passage pour faire perfidement remarquer que les socialistes-révolutionnaires, traditionnellement implantés dans la paysannerie, ont subi un coup très dur dès la première apparition des paysans dans l'arène politique avec leur présentation d'un programme agraire distinct.

« Et qu'est-ce que la nationalisation du sol préconisée par les troudoviks dans la révolution russe ? C'est un "nettoyage des terres" par les paysans au profit du capitalisme. » Ainsi, la nationalisation du sol n'est en aucun cas présentée comme une mesure socialiste. Elle permet de liquider les rapports agraires et les usages moyenâgeux dans l'agriculture, liquidation sans laquelle la révolution bourgeoise ne peut se faire. Anton Pannekoek donne une explication de la politique léninienne en matière agraire : il « ne connaissait du capitalisme que sa forme coloniale : il ne concevait la révolution sociale que comme la liquidation de la grande propriété foncière et du despotisme tsariste. On ne peut reprocher au bolchevisme russe d'avoir abandonné le marxisme, pour la bonne raison qu'il n'a jamais été marxiste »²⁸⁷.

Lénine éprouve pour les structures communautaires de la paysannerie russe les mêmes réserves que Bakounine, qui ne voit dans le *mir*, la communauté rurale traditionnelle, aucune base d'évolution positive. Le *mir*, dit Bakounine, n'a jamais eu d'évolution interne. Le seul processus qui s'en dégage et la désintégration. Lénine déclare que « conserver la propriété communautaire, c'est conserver l'état d'hébétéude, le retard et la servitude ». (p. 297.) Pressentant même le développement d'une nouvelle classe de koulaks, Bakounine pense que « tout moujik un peu aisé et un peu plus fort que les autres s'efforce aujourd'hui de toute son énergie de se dégager de la communauté rurale qui l'opprime et l'étouffe ». « Apathie » et « improductivité », dit-il enfin, telles sont les principales caractéristiques de la communauté rurale russe. Le Bakounine anarchiste des années 1870, conscient des réticences paysannes devant la révolution, insistera quant à lui sur la nécessité « d'établir une ligne de conduite révolutionnaire qui tourne la difficulté et qui non seulement empêcherait l'individualisme des paysans de les pousser dans le parti de la réaction, mais qui au contraire s'en servirait pour faire triompher la révolution »²⁸⁸. Bakounine fait même une prédiction que les bolcheviks auraient dû méditer. Si on cherchait à « imposer par décret le collectivisme aux campagnes », cela aboutirait à « rejeter dans le camp de la réaction les dix millions de paysans français » ; les campagnes se soulèveront, et il faudra recourir

287 Anton Pannekoek, *Lénine philosophe*, p. 103, Spartacus, 1970.

288 Champ libre, VII 116. Voir également p. 53.

au « terrorisme des villes contre les campagnes », lever une immense force armée et toute la machine de l'État serait reconstituée : « ceux qui se serviront d'un moyen semblable tueront la révolution »²⁸⁹.

L'insistance que met Lénine à liquider le « fatras » ancien s'explique par l'extraordinaire multiplicité des statuts et des catégories introduites par l'ancien régime : les détenteurs gratuits, les propriétaires, les pleins propriétaires, les paysans du Domaine, les paysans du Domaine avec possession communautaire, les paysans du Domaine ex-seigneuriaux, ceux des apanages, les fermiers de lots du Domaine, les sans-terre, les propriétaires anciens serfs seigneuriaux, les paysans établis sur une terre soumise au rachat, les propriétaires anciens paysans des apanages, les colons propriétaires, les colons, détenteurs gratuits ex-seigneuriaux, les propriétaires anciens paysans du Domaine, les affranchis, exempts de redevances, les libres laboureurs, les temporairement redevables, les paysans précédemment lotis par une fabrique, etc.

Cette multiplication de catégories est encombrée par « une masse de tire-au-flanc inadaptés et inadaptables, qui ne peuvent pas devenir fermiers », dit Lénine. Si partage des terres il doit y avoir, il faut qu'il « corresponde réellement aux conditions nouvelles, aux conditions capitalistes de l'agriculture » ; il faut que « la base soit constituée par les exigences d'une agriculture libre et marchande. Pour satisfaire aux exigences du capitalisme, le partage doit s'effectuer entre les *fermiers*, et non pas entre les paysans "tire au flanc" dont l'immense majorité exploite selon la routine... » (p. 92-293.) Pour garantir ces conditions, il faut nationaliser le sol, c'est-à-dire « l'abolition totale de la propriété privée de la terre, la liberté totale du faire-valoir sur la terre, la liberté pour l'ancienne paysannerie de se transformer en fermiers libres ».

Les représentants de la paysannerie russe après la révolution de 1905 ne se sont pas prononcés pour l'ancienne communauté, puisque le « programme des 104 », qu'ils ont élaboré, n'en souffle mot.

Il semble là qu'il y ait une contradiction dans l'argumentation de Lénine : comment *l'abolition* de la propriété privée du sol peut-elle assurer l'existence d'une classe de paysans libres, d'une production marchande et le « développement maximal des forces productives de la terre sous le régime de la production marchande » ? (p. 295) Comment peut-on parler de « terre libre, *c'est-à-dire* nationalisée » ?

Tout d'abord la « libération » de la terre par la nationalisation consiste à la débarrasser de « toute la vieille pourriture de toutes les formes de possession foncière moyenâgeuse ». (p. 295.) La nationalisation du sol implique l'existence d'un propriétaire unique qui

289 Bakounine, « Lettres à un Français sur la crise actuelle », *Œuvres*, Champ libre, p. 116.

loue la terre à des fermiers, lesquels reversent une rente. C'est une garantie contre « le propriétaire libéral, qui rêve de rachats ».

Selon Lénine, la nationalisation du sol garantit « la liberté la plus complète de l'économie paysanne » : « Nous nous trouvons en présence d'un régime de production marchande. Le marché lie et se soumet les petits producteurs. De l'échange des produits se dégage le pouvoir de l'argent ; derrière la transformation du produit agricole en argent suit la transformation de la force de travail en argent. La production marchande devient production capitaliste. (...) Plus cette économie est à l'abri de l'exiguïté territoriale, de l'oppression du seigneur, de la pression des rapports et du régime moyenâgeux de propriété foncière, de la servitude et de l'arbitraire, et plus fortement se développent les rapports capitalistes au sein de l'économie paysanne. »

L'idée de la nationalisation du sol, répète sans cesse Lénine, « est une catégorie de la société marchande et capitaliste » (p. 311) ; « la nationalisation du sol dans le cadre des rapports capitalistes, c'est la remise de la rente à l'État », ce qui suppose « le travail salarié en agriculture, la transformation du cultivateur en fermier, entrepreneur ». (p. 312.)

Contrairement aux populistes, Lénine estime que nier la propriété privée de la terre n'est pas nier le capitalisme, c'est au contraire « exprimer les exigences du plus pur développement capitaliste ». (p. 330.) La liberté de la propriété « est impossible sans la liberté d'achat et de vente de la terre », dit-il. Se référant à Marx, il précise que la propriété privée signifie la nécessité de dépenser du capital pour l'achat de la terre. Cette dépense de capital fait que ce dernier ne peut être investi dans la culture. En somme la nationalisation du sol libère le fermier de ses dettes, de l'usure, lui évite cette dépense et accroît le capital qui circule dans la sphère de la production. La propriété privée de la terre, avec les immobilisations de capital liées à son achat, est un « obstacle au libre investissement du capital dans la terre » (p. 332), elle est une pénétration détournée du capital privé dans l'agriculture, sous formes d'usure, d'intérêts bancaires, « l'asservissement de la terre par le propriétaire foncier, la cession de la terre au fermier possesseur de capital ».

Les positions de Lénine suscitent quelques réserves dont celui-ci semble avoir conscience, et dont il se sort de façon peu convaincante. La nationalisation, dit-il, aboutira à un partage de la terre. Les fermiers, dans le nouveau régime de *possession*, en viendront à exiger la « consécration de ce nouveau régime agraire, c'est-à-dire la remise des terrains qu'ils tiennent à bail de l'État en leur propriété ». Certains possesseurs pourront vouloir assurer la consolidation des nouveaux rapports agraires ou « augmenter leur revenu aux dépens du reste de la

société». Lénine objecte très vaguement que « la force opposée constante sera le développement du capitalisme qui accentue la supériorité de la grosse agriculture et exige que la “consolidation” des petits terrains des fermiers en des terrains plus étendus s’affirme avec une facilité constante.» En d’autres termes, après avoir préconisé l’éparpillement de la terre en de multiples mains, il s’en remet au mécanisme de concentration de la terre propre au capitalisme. Il déclare, sans préciser, qu’il est « impossible de prédire exactement les conditions où la revendication du partage émise par les nouveaux fermiers l’emportera sur toutes les influences qui s’y opposent. Or, il importe de tenir compte du fait que le capitalisme, en se développant, créera inéluctablement après la révolution bourgeoise lesdites conditions. »

La politique préconisée par Lénine semblerait incohérente si on ne gardait pas à l’esprit que son *seul* objectif est la liquidation des structures féodales de l’agriculture russe ; pour le reste, une fois cet objectif atteint, il s’en remet aux mécanismes de l’économie capitaliste : « Par conséquent, l’abolition de la propriété privée de la terre est la suppression au maximum possible en société bourgeoise de toutes les barrières qui s’opposent au libre emploi du capital dans l’agriculture et au libre passage du capital d’une branche de production dans l’autre. La liberté, l’ampleur et la rapidité du développement du capitalisme, la pleine liberté de la lutte des classes, l’élimination de tous les intermédiaires superflus, qui font ressembler l’agriculture à une industrie “aux cadences infernales”, voilà ce qu’est la nationalisation de la terre sous le régime de la production capitaliste. » La liquidation des structures féodales restera en 1917 le projet de Lénine. Les libéraux et les socialistes modérés, en temporisant, en exigeant d’attendre la convocation de l’Assemblée constituante, font œuvre de contre-révolution. La libération des forces paysannes que Lénine attend en 1917 n’a pas pour objectif l’instauration du socialisme mais la liquidation du féodalisme par l’appropriation des terres par les paysans. La mise sur pied d’une agriculture capitaliste, rend possible « la pleine liberté de la lutte des classes », c’est-à-dire l’intervention du parti social-démocrate sur son terrain naturel. On comprend mal cependant comment la nationalisation de la terre pourrait être maintenue avec « la liberté d’achat et de vente de la terre » (p. 330). La politique agraire de Lénine en 1917 se résume littéralement à ceci : liquidons les structures féodales, prenons le pouvoir *et après, on verra*. Il le dit d’ailleurs expressément dans ses *Lettres sur la tactique* en avril 1917.

Le programme que Lénine propose consiste, en résumé, à exproprier les latifundiaires et à remettre la terre à une masse de paysans devenus les fermiers de l’État. Cette éventualité est parfaitement « orthodoxe » d’un point de vue marxiste. Le paiement de la rente foncière à l’État est

une des mesures de *transition* contenues dans le *Manifeste du parti communiste*, et Marx précise dans une lettre à Sorge du 30 juin 1881 que « cette conception, à l'origine, appartient aux économistes bourgeois ». Le versement de la rente foncière à l'État, disait encore Marx en 1847, dans son pamphlet contre Proudhon, est « la franche expression de la haine que le *capitalisme industriel* voue au *propriétaire foncier*, qui lui paraît une inutilité, une superfétation dans l'ensemble de la production bourgeoise ». Mais, précise Marx dans sa lettre à Sorge, « ce desideratum des économistes bourgeois *radicaux* d'Angleterre, en faire la *panacée socialiste*, déclarer que cette procédure est la solution des antagonismes cachés au sein de la production de notre époque, c'est ce qui a été fait d'abord par Colins (...). Tous ces "socialistes", depuis Collins, ont ceci en commun qu'ils laissent subsister le *travail salarié*, et donc la *production capitaliste* ; ils veulent se leurrer, ou leurrer le monde, en promettant que, par la transformation de la rente foncière en impôt payé à l'État, *toutes les tares* de la production capitaliste vont disparaître d'elles-mêmes. » On voit que Marx décrit une situation en tous points identique à celle à laquelle Lénine est confronté.

Cependant, il y a quelques différences de contexte qui ne sont pas négligeables. Marx envisage les choses dans le cadre d'une société capitaliste développée. Lénine essaie de convaincre le lecteur que la chose est possible, voire encore plus facile, dans une société capitaliste en formation : « L'opinion selon laquelle la nationalisation n'est réalisable que sous le régime du capitalisme hautement évolué, ne peut être qualifiée de marxiste. » (p. 337.) Décrivant une situation correspondant au capitalisme développé, il ne peut s'agir pour Marx que d'une société où s'est opérée une forte concentration du capital foncier, c'est-à-dire où existent de grandes propriétés terriennes. Ceux qui sont censés verser la rente foncière à l'État sont les grands propriétaires ; or Lénine entend créer une situation où une multitude de petits exploitants se trouveraient dans cette situation. Marx avait envisagé cette possibilité, mais l'opinion qu'il en a ne conviendrait certainement pas à Lénine : « Nationaliser la terre, pour la louer par petits morceaux à des individus ou à des associations de travailleurs, ce serait, sous un gouvernement bourgeois, donner le départ d'une concurrence effrénée, qui aboutirait, par l'accroissement progressif de la "rente", à donner aux usurpateurs de nouveaux moyens de vivre aux dépens des producteurs », dit Marx dans un texte datant de 1872, *La nationalisation de la terre*. (La Pléiade, I, 1478.) On peut se demander pourquoi, quitte à « innover », Lénine n'en est pas venu à préconiser une politique d'association de l'énorme masse des paysans sans terre, des petits et moyens propriétaires, association qui aurait abouti à la

collectivisation. Une telle démarche lui était impossible, à cause des pesanteurs de sa vision idéologique de la révolution.

L'examen de la position développée par Lénine en 1908 est intéressante d'abord parce qu'elle fournit des indications sur les positions qu'il développera en 1917. La question paysanne est abordée du strict point de vue de l'analyse économique. L'action politique du parti doit être de créer le contexte économique permettant l'intervention du parti social-démocrate, intervention qui ne peut se faire efficacement que dans une société capitaliste. Il faut donc créer une classe paysanne bourgeoise dont l'existence instituera la lutte des classes. C'est une vision idéologique des choses, en ce sens que Lénine présuppose un contexte général idéal d'intervention du parti ouvrier, et tente d'en créer les conditions de réalisation. La paysannerie *doit* se transformer en paysannerie bourgeoise : Lénine le dira dans ses *Lettres sur la tactique en 1917* en avril 1917 : « quand la paysannerie se séparera de la bourgeoisie, prendra la terre contre elle, alors s'ouvrira une nouvelle étape de la révolution démocratique bourgeoise, dont il faudra s'occuper tout spécialement ²⁹⁰ » (Je souligne). La prise de la terre par la paysannerie ouvre une période nouvelle de lutte des classes en introduisant le capitalisme dans les campagnes. A *aucun moment* Lénine ne parle de collectivisation de la terre, même comme objectif lointain. Lénine calque sur la question de la terre les éléments du programme industriel de la social-démocratie: il compare l'agriculture future à « une industrie "aux cadences infernales" ».

Les anarcho-syndicalistes espagnols ne se posaient pas le problème de l'alliance avec la paysannerie en termes de savoir si la théorie des phases successives d'évolution des modes de production était respectée. Ils savaient que si la paysannerie était contre la révolution, celle-ci ne survivrait pas, parce qu'il faut nourrir les villes. La structure sociale de la paysannerie espagnole présentait certaines analogies avec celle de la paysannerie russe, par la coexistence de très grandes propriétés employant des ouvriers agricoles et une petite paysannerie constituée de fermiers et de propriétaires. Les ouvriers agricoles des grands domaines ne se sont pas *partagé* la terre, ils ont *exproprié* les grands propriétaires et ont géré collectivement – et efficacement – la production ; les petits exploitants ont eux aussi collectivisé la terre. Dans ce dernier cas, le « moteur » de la collectivisation a été extrêmement simple : le travail en commun, l'utilisation commune de matériels agricoles rendaient la tâche *plus facile*. Ceux qui refusaient de rejoindre la collectivité étaient qualifiés d'« individualistes » et ne bénéficiaient pas des avantages d'entraide qu'elle procurait. Beaucoup finissaient par la rejoindre, non

290 Lénine, *Œuvres complètes*, tome 24, p. 38.

par *idéologie* mais par *intérêt*. La productivité de l'agriculture avait grandement augmenté grâce à la collectivisation ²⁹¹.

Bien qu'il faille considérer la différence de contexte entre les deux situations, la différence d'approche entre les bolcheviks et les anarcho-syndicalistes se résume ainsi :

– Les anarcho-syndicalistes espagnols ont toujours su et dit que la révolution dans l'industrie devait être simultanée avec la révolution dans l'agriculture ; ils avaient par conséquent axé depuis le début leur propagande et leur action dans ce sens. Lorsque le prolétariat espagnol se soulève contre le coup d'État de Franco, il y avait eu 70 ans de propagande et de luttes allant dans ce sens.

– Les bolcheviks n'ont pas bénéficié de la même durée : la social-démocratie s'est constitué en 1898, le bolchevisme en 1903 comme tendance, et en 1912 comme parti. Cela n'aurait d'ailleurs pas changé grand chose. Le parti bolchevik se considérait comme l'avant garde du *prolétariat* ; le socialisme était une stricte affaire de classe ouvrière. Tout au plus pouvait-on *s'allier* avec la paysannerie pauvre et moyenne.

– Les anarcho-syndicalistes, au contraire, entendaient instaurer le communisme libertaire, fondé sur la gestion collective des moyens de production, industrie et agriculture indifférenciés. La perspective est totalement différente.

– Les anarcho-syndicalistes savaient que seule la collectivisation de l'agriculture permettrait au prolétariat urbain de survivre ; les bolcheviks l'ont découvert à leurs dépens, mais trop tard. Dans le texte de Lénine datant de 1908 il n'est *jamais* question de cela. Plus tard Lénine parlera d'alliance, de dictature révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie et autres expressions creuses, mais uniquement dans la perspective de *neutraliser* la paysannerie pendant que le prolétariat – en fait le parti au pouvoir se réclamant du prolétariat – affermit son pouvoir. Il n'est jamais question de *collaboration* entre paysannerie et classe ouvrière mais toujours de rapports de hiérarchie, de domination. La paysannerie est toujours perçue par Lénine comme une classe potentiellement ennemie qu'il faut politiquement neutraliser ²⁹². Le seul

291 Dans les villes, des comités ouvriers de ravitaillement, furent mis en place par les anarchistes, fonctionnaient efficacement, et assuraient la distribution de l'alimentation par le système de la vente directe des produits organisés par les comités des syndicats. Ce n'est que lorsque les choses furent prises en main par les communistes, qui remirent la distribution au commerce privé, que la situation se détériora : les prix augmentèrent, provoquant la pénurie.

292 « La tâche du parti socialiste est de neutraliser la paysannerie, c'est-à-dire qu'il faut obtenir que le paysan reste neutre dans la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie ; que le paysan ne puissent pas prêter une aide active à la bourgeoisie contre nous. » (*Œuvres complètes*, tome 29, p. 205.) Une telle position reconnaît implicitement que le prolétariat n'a rien à apporter à la paysannerie, que la paysannerie n'a rien à gagner à la révolution. Bakounine disait que la prétention du monde ouvrier à

fait qui pousse les paysans à soutenir le pouvoir est qu'ils craignent encore plus le retour des Blancs que le communisme.

– Dès lors que les paysans collectivisent la terre, il n'y a pas de différences de perception entre paysannerie et classe ouvrière chez les anarcho-syndicalistes espagnols. Tous sont dans la même organisation, avec le même projet.

– D'une part, la collectivisation de la terre a grandement amélioré les conditions de vie de la paysannerie ; elle a permis aux centres urbains de se nourrir ; conséquemment, la collectivisation de l'industrie, des services et des transports a permis à l'industrie d'approvisionner les campagnes en produits manufacturés. C'est un cercle de rapports interdépendants que les bolcheviks n'ont jamais été capables de construire, sinon par la plus extrême violence, notamment par des expéditions armées de réquisitions, chose inimaginable en Espagne, où ce sont les troupes du communiste Lister, héritier d'Octobre, qui entreront dès l'été 1937 en Aragon pour tenter de liquider par la terreur les collectivités agricoles libertaires et les remettre aux anciens propriétaires. L'adhésion des masses paysannes aux collectivisations était telle que la tentative de Lister se heurta à un échec cuisant.

En conclusion, la question qu'on est tenté de se poser est : pourquoi les anarchistes réussissent-ils à impulser la collectivisation de la terre et pas les communistes ? Car en Ukraine, dans les zones contrôlées par l'armée insurrectionnelle makhnoviste, des collectivités agraires se sont également constituées, que l'armée rouge détruira. La question, à la réflexion, est mal posée. En effet, les communistes n'ont *jamais* tenté d'encourager la collectivisation des terres. En 1917, avant les thèses d'avril, le parti défend l'idée de grandes exploitations étatisées ; après les « thèses d'avril », il reprend le slogan la terre aux paysans, ce qui peut être interprété comme un encouragement à la petite exploitation agricole et n'a rien de communiste.

Pendant toute la période critique de la révolution, la guerre civile, le communisme de guerre, il ne sera pas question de collectivisation, c'est-à-dire de regroupement volontaire de paysans destiné à travailler en commun la terre : dans la structure mentale bolchevik, tout regroupement volontaire de travailleurs destiné à travailler en commun, non contrôlé par l'État, est contre-révolutionnaire.

La collectivisation de la terre – comme celle de l'industrie – ne fait pas partie du cadre de pensée communiste. Elle implique l'initiative des masses paysannes à partir du bas, avec toutes les conséquences qui en sont induites, notamment le contrôle des masses sur leurs organisations

imposer une politique à la paysannerie est un « legs politique du révolutionnarisme bourgeois ».

de classe. Or si les masses contrôlent leurs organisations, à quoi sert l'avant-garde ?

Débats internes sur l'économie

Lorsque Gorbatchev est arrivé au pouvoir, il se plaçait du point de vue du communisme. Il tentait de sauver les meubles en adaptant l'économie russe au marché mondial. Il lui fallait cependant une référence idéologique acceptable. Boukharine fit l'affaire.

Le passage direct de la petite exploitation parcellaire au socialisme était, selon Boukharine, impossible dans les campagnes. Il fallait passer par l'intermédiaire du capital privé. Il ne proposait pas la suppression de la nationalisation du sol mais la constitution de fermiers employant des salariés sous le contrôle de l'État, et qui seraient expropriés lorsque le degré de concentration du capital rural serait suffisamment élevé. Surtout, dans le contexte de la Russie où la paysannerie était majoritaire, il pensait que ce processus devait se faire, selon ses propres termes, très, très lentement. Gorbatchev, un temps, avait proposé de concéder en bail de 50 ans d'importantes parcelles de terre à des paysans individuels. Si cette mesure avait été adoptée, elle aurait permis, selon le secrétaire général, de fournir le marché d'une quantité accrue de produits alimentaires. La préoccupation exprimée par le bureau politique (3 et 6 octobre 1988) était l'élaboration de « propositions pour une refonte radicale des relations économiques et de la gestion dans le complexe agro-industriel du pays ».

A l'autre bout de la chaîne, au niveau de la distribution, Gorbatchev encourageait, comme le faisait Boukharine, la création de coopératives privées. Ainsi on trouvera sans doute plus facilement les produits alimentaires qui manquent ; et on fera sans doute moins la queue. A ceux de ses concitoyens qui se plaignaient que ces produits « privés » sont considérablement plus chers, Gorbatchev répondait de façon très boukharinienne que lorsque ces coopératives seront en plus grand nombre la concurrence s'accroîtra et les prix baisseront. Le secrétaire général pensait sans doute que les capitalistes en herbe d'Union soviétique étaient plus bêtes que ceux d'Occident, et qu'ils n'auraient pas l'idée de former des ententes monopolistiques pour éviter la concurrence.

Nous sommes en plein dans le débat qui opposa la « gauche » (Trotski, Preobrajensky) et la « droite » (Boukharine) dans les années 1925-1928. Preobrajensky pensait que le sort du socialisme dépendait de l'industrialisation accélérée du pays. Selon lui il fallait trouver très rapidement des ressources pour financer cette industrialisation. Le secteur industriel existant, démantelé par la guerre, la révolution et la

guerre civile, ne pouvait à lui seul créer la plus-value nécessaire à l'industrialisation : il fallait extraire ces ressources d'investissement de l'économie rurale. L'industrialisation ne pourrait se faire qu'en transférant massivement la plus-value de la paysannerie vers le secteur industriel étatisé.

Preobrajensky nomme ce transfert massif « accumulation socialiste primitive », par analogie avec l'accumulation primitive du capitalisme décrite par Marx, et qui s'est faite par la violence la plus extrême contre les formes économiques non capitalistes. Si Preobrajensky ne préconise pas des méthodes aussi brutales que celles employées pour l'accumulation capitaliste, mais des mesures économiques, administratives, fiscales et essentiellement « une politique des prix visant systématiquement l'exploitation de toutes les forces de l'économie privée », Staline reprendra l'idée du transfert massif entre 1929 et 1932 en la poussant dans ses plus extrêmes limites de violence, de terreur, lorsqu'il lancera la collectivisation forcée, ce qui fournit à l'équipe de Gorbatchev l'occasion de dire que c'est la gauche, et surtout Trotski, qui a inspiré la politique stalinienne.

Boukharine qui, à l'époque, fait partie de la majorité stalinienne – celle d'avant la collectivisation forcée – développe, contre la gauche, son propre programme. Tout d'abord, pense-t-il, « une dictature du prolétariat qui est en guerre avec la paysannerie (...) ne peut en aucune façon être forte ». L'échange inégal, en éliminant les stimulations du marché, conduirait les paysans à refuser de mettre les surplus en circulation, ce qui imposerait de nouveau la pratique des réquisitions et l'affrontement avec les paysans. Le conflit avec la paysannerie ne peut être que défavorable au parti : le soutien de cette classe a été la condition indispensable du succès de la révolution en 1917 : « Si cette combinaison particulièrement favorable entre les classes se perd, alors tout le socle sur lequel la révolution socialiste peut croître s'effondre. »

Boukharine s'oppose violemment aux thèses de Preobrajensky, qu'il accuse d'inaugurer un système d'exploitation permanent contre la paysannerie : « Peut-on jamais qualifier le prolétariat de classe exploiteuse ? » demande-t-il. Sans le savoir, Boukharine envisage une possibilité sur laquelle un autre Russe s'était déjà interrogé, cinquante ans plus tôt. « Les marxistes, dit en effet Bakounine, pensent (que) le prolétariat des villes est appelé aujourd'hui à détrôner la classe bourgeoise, à l'absorber et à partager avec elle la domination et l'exploitation du prolétariat des campagnes, ce dernier paria de l'histoire...²⁹³ »

Pas plus que Preobrajensky, Boukharine ne nie que l'industrialisation est la tâche prioritaire du parti. De même, il pense

293 Bakounine, *Œuvres*, Champ libre, VIII p. 161.

que celle-ci doit se faire à partir des ressources propres à la Russie, ce qui implique le transfert des ressources de l'agriculture vers l'industrie d'État. Les divergences se situent au niveau des méthodes et du rythme : « La question reste de savoir combien nous pouvons prendre à la paysannerie (...), quelle importance peut prendre ce pompage, quelles méthodes et quelles limites nous sont assignées, afin que le résultat soit le plus favorable possible. »

Les membres de l'opposition, dit encore Boukharine, « sont favorables à une pression maximale, mais elle est économiquement irrationnelle et politiquement inadmissible. Nous ne renonçons pas à ce pompage, mais nous voulons le voir s'exercer plus modérément. »

L'idée de Boukharine est que le développement industriel dépend du développement de la consommation, qui doit satisfaire les besoins sociaux. « Plus le pouvoir d'achat de la paysannerie s'accroît, plus notre industrie se développe rapidement. » Contre la gauche il affirme que le secteur urbain et le secteur rural forment un seul organisme, et que rompre l'interaction entre l'agriculture et l'industrie conduit à la catastrophe. Cette interaction ne peut se faire que par le jeu de l'offre et de la demande. Dans une économie constituée pour une part écrasante par le secteur rural, c'est la demande paysanne qui stimulera toutes les branches de l'industrie. Inversement, la qualité et le niveau technologique des produits industriels fournis aux paysans accroît et améliore les produits agricoles livrés à l'industrie – grains ou cultures industrielles –, ce qui permet leur exportation en échange de biens d'équipement.

Ces thèses, développées vers 1925, nous renvoient tout à fait dans les débats de l'économie soviétique à l'heure de la perestroïka. Il n'est pas exagéré de dire que Gorbatchev avait repris le problème dans les termes mêmes où il se posait avant la collectivisation forcée. Cela explique la référence qu'il a constamment faite au communisme. Lui et son équipe tentaient désespérément de sauver les meubles en mettant en œuvre l'une des politiques proposées au sein du parti bolchevik il y a... soixante-dix ans.

L'histoire l'a rattrapé, et même largement dépassé...

Un processus pervers d'auto-destruction

A partir de 1919, de nombreux signes montrent la désaffection des ouvriers envers le parti bolchevik, qui invoque les raisons les plus diverses pour expliquer ce phénomène : l'avant-garde ouvrière avait disparu dans les combats, elle était dispersée et occupée par les fonctions dans l'État, il ne restait que les travailleurs les moins conscients, influencés par l'idéologie petite-bourgeoise, etc. En 1920 le

gouvernement ne dissimulait même pas que la majorité de la classe ouvrière russe était devenue anticommuniste. Beaucoup d'ouvriers quittaient le parti.

La guerre civile terminée, l'attitude des bolcheviks à l'égard des partis socialistes concurrents se durcit encore. Une fois le danger passé il n'est plus concevable de laisser les mencheviks étendre leur audience dans le mouvement ouvrier, pas plus que les anarchistes qui connaissent un essor considérable. En réalité, la désaffection du prolétariat envers le parti bolchevik n'était pas un signe de dépolitisation, elle était le corollaire de l'influence croissante des courants politiques rivaux.

Il faut avoir à l'esprit que la question de la démocratie dans le parti bolchevik ne commence à se poser que lorsque la liberté pour toutes les autres formations révolutionnaires a été liquidée. La célèbre phrase, prononcée au XV^e congrès du parti (1927), attribuée à Boukharine, mais dont Tomski est l'auteur, n'est pas une formule de style : « Sous la dictature du prolétariat, il se peut qu'il existe deux, trois, voire quatre partis, mais à la seule condition que l'un soit au pouvoir et les autres en prison. »

Le Groupe ouvrier de Miasnikov était le seul qui réclamait la liberté pour les autres partis comme unique moyen pour garantir l'efficacité et la probité du parti bolchevik.

On peut distinguer deux phases différentes d'évolution des discussions internes au parti :

– Jusqu'au début de 1920 il y a, malgré des oppositions, une forte cohésion dans la direction du parti, qui se manifeste en particulier contre les militants de base qui contestent la ligne. Mais à la fin de cette année, le mécontentement de la base du parti contre la centralisation et l'autoritarisme des cadres évolue vers un isolement croissant du Comité central. Cette base va être tentée de rallier des groupes oppositionnels à l'intérieur du parti.

Lénine est mis en minorité le 12 janvier 1920 à la fraction communiste du Conseil central pan-russe des syndicats ; de même, à la fin janvier, le III^e congrès pan-russe des Conseils de l'économie nationale adopte, contre la position de Lénine favorable à la direction uninominale (un directeur nommé par l'État), une résolution en faveur de la direction collective. Les conférences du parti de la province de Moscou et de Kharkov s'opposent à la direction uninominale. Le 15 mars 1920, juste avant le X^e congrès du parti, le III^e congrès pan-russe des travailleurs des transports fluviaux s'oppose aux thèses de Lénine ; Boukharine enfin, défendant la direction uninominale, qui lésait les prérogatives des directions syndicales, provoque une vive opposition à la fraction communiste du Conseil central pan-russe des

syndicats. Les positions de Lénine finissent par l'emporter au IX^e congrès du parti, en mars 1920, et on évite la scission. La direction uninominale du haut en bas de l'économie est désormais mise en pratique. Il faut garder à l'esprit que le débat sur cette question mettait surtout en jeu les intérêts de la direction communiste des syndicats et que cette dernière n'était pas motivée par les intérêts de la classe ouvrière en tant que telle.

– A partir du X^e congrès (mars 1921), une lutte de pouvoir entre dirigeants du parti se superpose à une lutte de la direction contre la base du parti. Le Comité central est confronté à la nécessité de conserver parmi les militants un nombre suffisant de partisans soutenant sa ligne pour se maintenir à la direction. Mais la direction du parti elle-même est divisée en factions opposées, ce qui ne simplifie pas les choses. L'interdiction des tendances au X^e congrès sera un pas décisif vers la centralisation définitive de l'organisation qui donnera son empreinte à l'ère stalinienne. Staline n'aura qu'à cueillir un appareil déjà largement monolithique.

Des divergences profondes étaient déjà apparues dans le parti peu après octobre.

Oppositions internes au parti après Brest-Litovsk. – Au moment des pourparlers de Brest-Litovsk avec l'Allemagne, Boukharine et Trotski voulaient reculer la reprise des négociations de paix jusqu'à ce que l'offensive allemande soit suffisamment claire et que soit révélée son influence sur le mouvement ouvrier international. Lénine les accusa de faire des phrases creuses. Rapidement Trotski se rallia aux thèses de Lénine, qui entendait reprendre les pourparlers. La Russie perdit 27 % de sa superficie cultivée et 75 % de sa capacité de production de fer et d'acier.

Le parti était à deux doigts de la scission. Boukharine et quelques autres bolcheviks démissionnèrent de leurs fonctions et commencèrent le 4 mars 1918 la publication d'un quotidien, *Kommunist*, organe des « communistes de gauche ». Le groupe allait-il se constituer en rival du parti bolchevik ? Boukharine proposait la nationalisation totale de l'économie à l'intérieur et la guerre révolutionnaire contre le capitalisme à l'extérieur.

Le point de vue de Lénine était plus nuancé : le socialisme n'est pas réalisable dans l'immédiat, une étape est nécessaire, qu'il appelle capitalisme d'État, c'est-à-dire le développement de l'économie capitaliste sous le contrôle de l'État ouvrier. Les communistes de gauche dénonçaient la restauration des rapports bourgeois dans les entreprises, le centralisme bureaucratique et l'abandon de l'idée « d'État-commune » précédemment prônée par Lénine.

Trotsky évita l'éclatement en obtenant pour Boukharine la liberté d'expression dans le parti (!). Les communistes de gauche hésitaient autant à quitter le parti qu'à envisager un gouvernement sans Lénine. En fait, ce sont les socialistes révolutionnaires de gauche qui recréèrent l'unité : ils déclenchèrent une campagne terroriste. Un SR de gauche, membre de la Tcheka, assassina l'ambassadeur d'Allemagne, pensant que cela fera reprendre la guerre. D'autres SR, membres également de la Tcheka, tentèrent un soulèvement à Moscou et arrêtèrent des dirigeants communistes.

Les communistes de gauche, Boukharine en tête, participèrent à la répression.

Centralisme démocratique. – Au IX^e congrès du parti (29 mars – 5 avril 1920) une nouvelle opposition se fit jour, Centralisme démocratique, qui dénonçait la centralisation abusive, les méthodes autoritaires. Ce groupe était essentiellement constitué d'intellectuels. A l'automne de 1920 se forma l'Opposition ouvrière, constituée, elle, exclusivement de travailleurs, qui réclamait le contrôle de la production par les syndicats, l'élection des responsables (*sic*), et l'épuration des non-ouvriers du parti.

L'affaire du « Testament de Lénine ». – Dès 1922 Staline, devenu secrétaire général du parti en avril, a déjà commencé à étendre son emprise sur l'appareil du parti. Lénine, malade, le critique violemment à cause de la politique brutale de mise au pas qu'il mène en Géorgie. Fin décembre 1922 il dicte des notes sur la question nationale dans lesquelles il dénonce la tentation des communistes russes à imposer aux nationalités périphériques leur politique.

Mais Lénine n'intervient que le 3 mars 1923 : il écrit à Trotsky, lui demandant d'« assumer d'urgence la défense de la Géorgie au Comité central », et lui envoie ses notes. Le lendemain, Lénine écrit un mot aux dirigeants du parti communiste géorgien pour les assurer de son soutien contre Staline et Djordjinski, mais quelques jours plus tard une crise d'apoplexie le terrasse. Lénine n'interviendra plus dans les conflits à l'intérieur du parti.

Staline – rappelons qu'il est secrétaire général du parti – se trouvait devant une situation extrêmement difficile, une menace formidable : Lénine l'avait formellement récusé, à la veille du IX^e congrès qui devait débattre de la question géorgienne, et Trotsky se trouvait en possession de documents qui le condamnaient. C'est Trotsky lui-même qui sauva la mise de Staline car il ne les utilisa pas. Pendant tout le congrès, du 17 au 23 avril 1923, il ne fit aucune référence à la condamnation de Lénine et ne dit pas un mot sur la question géorgienne. Pourtant, à l'occasion

de ce congrès, de nombreux délégués lancèrent de violentes attaques contre Staline : Trotski se tut.

Seul Boukharine s'en prit à la politique stalinienne des nationalités, qu'il jugeait chauvine. Trotski quitta la salle, se tut pendant la dénonciation de Boukharine et, même, soutint Staline : il en appela à la « solidarité inébranlable du bureau politique et du Comité central », préconisa la discipline et la vigilance. Il ne s'opposa pas à la réélection de Staline au secrétariat général : pratiquement, Trotski avait désarmé ceux-là mêmes qui le soutenaient et déroulé un tapis rouge à Staline...

En novembre 1923 Boukharine reprit dans la *Pravda* ses attaques contre l'absence de démocratie dans le parti. A la fin de l'année circula un texte de Trotski, *Cours nouveau*. C'est une analyse de la situation politique de l'appareil d'État et du parti. Trotski dénonçait la transformation du léninisme en un « dogme qui n'exige que des interprétations désignées une fois pour toutes. » Boukharine répondit dans la *Pravda* en accusant Trotski de déviation et « d'opposition au léninisme ».

Zinoviev et Kamenev contre Trotski. – Staline laissait prudemment à ses alliés le soin d'attaquer Trotski, et prêchait la modération. Les adversaires les plus acharnés du cours nouveau étaient Zinoviev et Kamenev, qui réclamèrent même l'expulsion de Trotski du parti. Staline s'y opposa, déclarant qu'il n'était pas possible de concevoir le travail du bureau politique sans l'active participation du camarade Trotski.

Ça n'empêchait pas Staline, en coulisse, de disperser à travers le pays, en application de dispositions que Trotski avait précédemment approuvées, les soutiens les plus actifs de son rival : Rakovsky est envoyé à Londres, Krestinsky en Allemagne, etc. Trotski va se trouver peu à peu isolé. En janvier 1925 ses positions seront officiellement condamnées et on lui retirera le commissariat à la guerre.

Staline contre Zinoviev et Kamenev. – Trotski éliminé, Staline va pouvoir s'en prendre à Zinoviev et à Kamenev. De Zinoviev, Lénine se plaignait qu'il copiait ses défauts, qu'il était courageux quand le danger était passé. Sverdlov disait qu'il était la panique personnifiée. On ne trouve personne pour parler de lui autrement que de façon hostile. Il frappe tout le monde par sa vanité, son incompetence, son insolence et sa couardise. On était toujours sûr de faire rire son auditoire en citant une phrase de Zinoviev réclamant la démocratie.

En manœuvrant le prolétariat par sa démagogie et en se créant une clientèle, Zinoviev se construisit un fief à Leningrad d'où il se croyait inexpugnable. Lorsque Staline finira par le détrôner, l'absence de réaction des travailleurs ne s'expliquera que par leur satisfaction de voir

le tyranneau déchu. Zinoviev était le plus proche collaborateur de Lénine. On se demande bien à quoi celui-ci devait l'occuper.

Kamenev venait juste après Zinoviev. C'est un personnage sans grande envergure. Après la révolution de février, de retour d'exil avec Staline, il lance avec ce dernier un programme de soutien au gouvernement provisoire. En octobre il s'oppose, ainsi que Zinoviev, à la prise du pouvoir. Ces quelques précisions n'ont d'intérêt pour notre propos que pour montrer à quel point l'alliance que Trotski contractera avec Zinoviev et Kamenev va le desservir.

Jusqu'à présent, la direction du parti était collégiale, elle était constituée d'un triumvirat composé de Staline, de Zinoviev et de Kamenev. Ça n'avait pas empêché ces deux derniers de tenter par tous les moyens de réduire le pouvoir de Staline, sans succès, celui-ci ayant à chaque fois déjoué les plans de ses collègues. La première allusion au fait que Zinoviev et Kamenev se trouvaient dans une situation défavorable dans le rapport des forces fut faite dans un discours que prononça Staline en juin 1924 ; les deux hommes furent accusés d'avoir commis des *erreurs théoriques*. Commettre une erreur théorique, dans le parti bolchevik, était un crime majeur.

Zinoviev se vit reprocher d'avoir commis l'erreur, l'année précédente, d'identifier la dictature du parti avec la dictature du prolétariat. Kamenev quant à lui avait évoqué la nécessité de transformer la Russie des Nepmen (les hommes de la NEP) en Russie socialiste, laissant entendre que le socialisme n'était pas encore instauré. Des mesures plus concrètes furent prises par Staline, en particulier sous forme de mutations des partisans des deux rivaux dans des régions reculées (le procédé, largement utilisé déjà sous Lénine, avant le X^e congrès du parti, s'amplifia ensuite).

Zinoviev et Kamenev contre-attaquèrent en s'appuyant sur la puissante organisation du parti de Leningrad, contrôlée par le premier, et relativement indépendante du reste du parti. À Leningrad, le prolétariat était nombreux et concentré, et il souffrait du déséquilibre causé par la NEP qui provoquait l'enrichissement des koulaks. Les ouvriers de Leningrad sont par conséquent opposés à la politique de la direction du parti qui favorise les paysans. Qu'à cela ne tienne : Zinoviev et Kamenev, qui avaient jusqu'à présent soutenu cette même politique de « droite », adoptent, pour défendre leur position menacée à la tête de l'État, une politique de « gauche ». Le soutien des ouvriers vaut bien un revirement.

Zinoviev attaque même sur le terrain théorique : il publie deux livres dans lesquels il propose sa propre vraie interprétation du léninisme. Après Staline et Trotski, il était difficile d'innover en la matière, mais il soutient – non sans quelque fondement – que la NEP n'était pas pour Lénine un pas en avant mais une retraite stratégique. La

constitution d'une classe de paysans riches n'était pas du léninisme orthodoxe ; en conséquence il fallait aujourd'hui plus que jamais s'appuyer sur le prolétariat et les paysans pauvres. Staline réagit : pour frapper Zinoviev il fallait frapper l'organisation du parti de Leningrad sur laquelle il s'appuyait, la seule que le secrétaire général ne contrôlait pas.

Au XIV^e congrès les opposants, minoritaires face à une masse de délégués soigneusement sélectionnés, sont sur la défensive. Zinoviev aurait souhaité un compromis, pourvu que son contrôle sur les ouvriers de Leningrad ne soit pas remis en cause, mais Staline voulait en finir avec lui. Zinoviev et ses partisans en étaient au point de réclamer cette démocratie dans le parti qu'ils avaient été les premiers à détruire lorsqu'ils étaient au pouvoir.

C'est surtout après le congrès que Staline frappe un grand coup. Il envoie un fort contingent de militants à Leningrad, dirigé par Molotov, qui se livre à un travail intense dans les cellules, menaçant et transférant les plus récalcitrants : à la fin du mois Molotov réussit à s'assurer 96 p. 100 des votants dans toutes les cellules de Leningrad. Ç'en est fini pour Zinoviev.

De nouveau sur le « Testament ». – Trotski avait gardé ses distances lors du XIV^e congrès (1925) et n'avait pas pris la parole. Il avait suivi les manœuvres de Zinoviev avec un détachement méprisant. En 1925 l'Américain Max Eastman publie un livre – *Since Lenin Died* – fondé sur des informations données par des gens bien placés et en particulier des proches de Trotski. Il y dévoile de longs extraits du « Testament » de Lénine, que ce dernier avait remis à Trotski et que Trotski avait jusqu'à présent refusé de révéler au parti. Le livre d'Eastman rend également un compte précis des conflits internes dans le parti depuis la mort de Lénine.

Trotski publie en septembre 1925 – sous la menace de Staline, dirait-il plus tard – un article dans lequel il répudie le livre d'Eastman et émet des doutes sur l'authenticité du « Testament ». L'affirmation selon laquelle tous les documents importants sont cachés au parti par le Comité central est qualifiée de « calomnie ». Schapiro dit à ce sujet que Trotski ne pouvait fournir de meilleure arme à Staline. Il ajoute que son indécision et son incapacité à prendre la direction de l'opposition avaient complètement démoralisé ses partisans.

A part les trotskistes il existait le groupe Centralisme démocratique, dirigé par Sapronov, et l'Opposition ouvrière, dirigée par Chliapnikov : les deux groupes évitaient d'agir ouvertement par crainte de la répression (nous sommes en 1925...). Les militants de l'Opposition ouvrière ne cachaient pas leur mépris pour Trotski, à cause de la façon

dont il avait mené l'opposition en 1922-1924. Chliapnikov rappelle dans un article publié dans la *Pravda* (18 janvier 1924) que Trotski et ses partisans avaient tous appuyé les mesures contre les opposants au X^e congrès, lequel avait interdit les fractions. Chliapnikov omet cependant de dire que lui-même et son groupe avaient applaudi et participé à la répression de l'insurrection de Kronstadt L'article de la *Pravda* fait remarquer que l'objectif de Trotski est de prendre le contrôle de l'appareil du parti et qu'il n'y a pas de raison de penser que ce serait mieux qu'avec Staline.

Zinoviev est neutralisé : exclu de ses fonctions au parti, ayant perdu son fief de Leningrad, il ne lui reste plus que la présidence du Komintern, fonction dont il sera bientôt relevé au profit de Boukharine.

Zinoviev et Kamenev se tournent vers Trotski. – Zinoviev et Kamenev se tournent donc vers Trotski : ensemble ils forment l'Opposition unie au printemps de 1926. C'est l'alliance la plus hétéroclite qu'on puisse imaginer. Zinoviev et Kamenev sont contraints d'adopter la politique économique de la gauche, qu'ils avaient jusque-là combattue, ce qui les met maintenant en opposition avec Boukharine, qu'ils avaient jusqu'alors soutenu.

Boukharine, qui n'estime pas beaucoup Staline, tente d'empêcher l'alliance entre Trotski et Zinoviev, mais ne se résout pas à rejoindre Trotski contre Staline. En effet, s'il soutenait en 1924 l'opposition, maintenant – 1926 – il prône une politique de stabilisation du capitalisme, l'alliance du koulak, du nepman et du bureaucrate, et il se range à la thèse du socialisme dans un seul pays.

A Trotski, il justifie le régime autoritaire par la disparition de toute conscience de classe dans le prolétariat. Il s'agit donc littéralement d'une alliance entre la fraction stalinienne contrôlant l'appareil d'État et le groupe boukharinien représentant les koulaks. Lorsque, fin 1927, à la 15^e conférence du parti, Boukharine écrit qu'on peut construire le socialisme dans un seul pays, en faisant abstraction des conditions internationales, Trotski fait remarquer que Boukharine peut aussi essayer de sortir dans la rue tout nu en janvier en faisant abstraction de la température.

En octobre 1926, Trotski et Zinoviev organisent à l'occasion de réunions de cellules d'entreprises des manifestations réclament la discussion, dans le parti, des problèmes importants. La machine du parti réagit très violemment et, comme apeurés par tant d'audace, Trotski, Zinoviev, Kamenev et d'autres dirigeants publient une déclaration reconnaissant qu'ils ont violé la discipline du parti et qu'ils renoncent à toute activité fractionnelle à l'avenir ; de fait, on s'en souvient, ils

avaient eux-mêmes voté pour l'interdiction des fractions, au X^e congrès...

Zinoviev, Kamenev et Trotski renient leurs partisans. – En outre, ils renient leurs partisans de l'Opposition de gauche dans l'Internationale communiste (Komintern) et ce qui restait de l'Opposition ouvrière, avec laquelle ils avaient conclu une alliance. Ce geste jette la consternation parmi leurs partisans et fournit à Staline l'occasion d'accroître la répression contre les militants et d'éjecter Zinoviev de la direction du Komintern. Trotski est destitué de ses fonctions au bureau politique et Kamenev de sa position de membre candidat.

C'est une opposition encore plus réduite, discréditée et ridiculisée qui se présente à la 15^e conférence du parti. A la tribune où il défend ses positions, Trotski reçoit des projectiles divers : livres, encriers. Il lance à la salle : « Vos livres, on ne peut plus les lire, mais ils peuvent encore servir à assommer les gens ! »

Souvarine, dans son *Staline*, «écrit que Trotski avait pour ainsi dire livré la dictature à Staline par son imprévoyance, sa tactique d'expectative entrecoupée de réactions inconséquentes, ses faux calculs ». Mais, dit-il aussi, sa plus grande erreur fut de former un bloc avec Zinoviev et Kamenev, « des hommes sans caractère ni crédit »²⁹⁴ et qui n'avaient rien de concret à offrir pour compenser la mauvaise réputation qui les suivait.

C'est à la 15^e conférence que fut adoptée la thèse du socialisme dans un seul pays, à l'unanimité – les opposants ne pouvant voter (*sic*). Staline n'eut pas de mal à défendre son point de vue : les opposants doutaient de la possibilité d'édifier le socialisme en Russie ; ils étaient faibles et indécis, ils n'avaient pas confiance dans leurs capacités ; tous leurs espoirs étaient tournés vers la révolution à l'étranger, dont la perspective est improbable. La résolution adoptée condamne l'opposition et exige qu'elle reconnaisse ses fautes. Après tout, Trotski n'avait-il pas déclaré, en 1924, au XIII^e congrès : « Je sais qu'on ne peut avoir raison contre le parti » ?

En préparation au XV^e congrès, fixé au 2 décembre 1927, les membres de l'opposition rédigent une déclaration politique dans laquelle ils proposent rien moins que la totale rénovation de la direction du parti. Ils réclament que le nouveau Comité central élu soit « en rapport étroit avec les masses », et « indépendant de l'appareil » (?). La déclaration est soumise au Comité central avec la requête qu'elle soit imprimée et diffusée auprès des délégués du congrès.

294 Boris Souvarine, *Staline*, *op. cit.* p. 359.

Trotsky et Zinoviev étaient-ils naïfs au point d'ignorer que de toute façon les délégués du congrès étaient sévèrement sélectionnés ? La demande fut évidemment rejetée, sur l'argument que *cela contrevenait aux décisions du X^e congrès*, qui avaient interdit les tendances, et que Trotsky et Zinoviev avaient votées ! Les opposants étaient pris à leur propre piège...

Trotsky ressort le « Testament ». – En prévision d'un refus, l'opposition avait acquis clandestinement du matériel d'imprimerie. L'OGPU, ex-GPU, ex-Tchéka, était évidemment au courant et arrêta ceux qui étaient responsables du matériel. A une assemblée plénière du Comité central, du 21 au 23 octobre, Trotsky tente une ultime fois d'intervenir et finit enfin par se décider à faire référence au « Testament » de Lénine, qui demandait qu'on remplace Staline. *Staline rappela simplement que Trotsky lui-même avait signé un démenti sur l'authenticité de ce document...* A l'inconséquence, Trotsky ajoutait le ridicule. Trotsky et Zinoviev sont exclus du Comité central.

Quinze jours plus tard, à l'occasion du dixième anniversaire de la prise de pouvoir, les dirigeants de l'opposition organisent des manifestations dans les rues de Leningrad et de Moscou. Ainsi, battus, isolés dans les instances du parti, Trotsky et Zinoviev pensent enfin à en appeler « aux masses du parti et aux travailleurs » : seulement les masses ont été écrasées et ils ont été les premiers à participer à cet écrasement. L'OGPU était évidemment au courant des préparatifs des manifestations du dixième anniversaire. Elles furent facilement réprimées par la police. Le prolétariat se désintéressait totalement de ces gens qui prétendaient combattre en son nom pour la direction de l'appareil d'un parti qui avait depuis longtemps muselé toute possibilité d'expression et d'association des travailleurs. Trotsky et Zinoviev furent exclus du parti le 24 novembre 1927. Le XV^e congrès, qui se réunit le 2 décembre, ne fit qu'entériner l'exclusion, qui fut suivie de bien d'autres.

Boukharine avec Staline contre Trotsky. – C'est à l'occasion du XV^e congrès que furent prononcées ces paroles, qui furent attribuées à Boukharine – et qu'il aurait très bien pu dire – mais dont Tomski est l'auteur : « Sous la dictature du prolétariat, il se peut qu'il existe deux, trois, voire quatre partis, mais à la seule condition que l'un soit au pouvoir et les autres en prison. » Tomski, le dirigeant des syndicats, est l'allié de Boukharine et tous deux soutiennent à ce moment-là Staline contre Trotsky. Cette réflexion donne toute la mesure des allégations selon lesquelles la droite boukharinienne représenterait un socialisme à visage « humain », par opposition au stalinisme.

La direction du parti exige des oppositionnels qu'ils renoncent sans condition à leurs idées. Des pétitions, des requêtes circulent demandant la réadmission dans le parti ou la rémission des sentences pour ceux qui n'étaient pas encore exclus. Zinoviev et Kamenev non seulement demandent leur réadmission, mais renient leurs opinions, qu'ils qualifient d'« anti-léninistes », et condamnent l'opposition.

Zinoviev et Kamenev renient Trotski. – Mieux, la *Pravda* publie une lettre où ils attaquent les « trotskistes » avec lesquels ils sont en principe alliés ! Trotski, lui, ne tombe pas si bas. Il sera déporté à Alma-Ata le 17 janvier 1928. Après que Zinoviev et Kamenev eurent renié leurs erreurs, Boukharine leur déclara : « Vous avez bien fait ; il était temps, le rideau de fer de l'histoire était en train de tomber... »

Staline s'est débarrassé de la gauche avec l'aide de la droite boukharinienne. Il va maintenant se débarrasser de la droite, non sans avoir au préalable repris à son compte le programme de la gauche qu'il a éliminée. D'ailleurs il suffira de laisser la droite s'entre-déchirer : le groupe des bureaucrates syndicaux avec Tomski, et le groupe de Boukharine.

La situation économique est catastrophique. Tandis que les paysans aisés relèvent la tête, il y a 1,7 million de chômeurs. La disette apparaît dans les villes. Les récoltes de 1925 à 1927 ont été excellentes, mais les paysans, à cause du bas prix du blé, ne peuvent acheter les produits industriels. Les paysans pauvres sont contraints de vendre leur blé, mais les riches attendent et stockent. Boukharine reconnaît qu'il a fallu réprimer plus de 150 révoltes paysannes. C'est l'échec de la politique économique de la droite. Au Comité central de juillet 1928 se produit le premier choc entre Staline et la droite boukharinienne.

Boukharine en appelle aux masses. – Boukharine pense toujours que le développement de l'industrie dépend du développement de l'agriculture, de même que ce dernier dépend de la capacité de l'industrie à fournir du matériel à la campagne. Mais il est opposé à l'accélération du rythme de l'industrialisation ; il condamne les conceptions autoritaires de la planification. C'est la participation des masses, dit-il, qui doit être la garantie fondamentale « contre la bureaucratisation du groupe des cadres ».

La gauche accueillit avec ironie les propos de Boukharine. Il y a, dit Trotski, dans le parti l'existence « d'une forte aile droite qui pousse à une néo-NEP, c'est-à-dire vers le capitalisme, par étapes ». Boukharine, artisan de l'élimination de la gauche, tente un rapprochement avec celle-ci ; il est effrayé par la tournure que prend l'appareil du parti : « Il nous tuera tous ! » dit-il de Staline, « c'est un nouveau Gengis Khan, il nous étranglera ! »

Cet homme qui a toujours montré un enthousiasme extravagant pour la machine de la terreur, qui a même écrit un article dithyrambique lors du 10^e anniversaire de la Tchéka sur le thème : ah les braves gens, que leurs conditions de travail sont difficiles, a maintenant peur.

Les trotskistes se rapprochent de Staline. – Il essaie de dissuader les trotskistes, qui envisagent de s'allier avec Staline : en effet, en abandonnant la NEP et en évoquant la priorité du développement industriel, Staline, selon l'opposition de gauche, fait un pas dans leur direction, ce qui rend impossible toute alliance avec la droite boukharinienne : Staline encore une fois réussit à empêcher toute union des oppositions. De février à mai 1928 toute la gauche trotskiste a demandé sa réintégration dans le parti.

Boukharine déclare à la gauche : « Les divergences entre nous et Staline sont infiniment plus sérieuses que nos divergences avec vous. » Staline, ajoute-t-il, « change ses théories selon le besoin qu'il a de se débarrasser de quelqu'un à tel ou tel moment ». Staline interprète à sa manière les théories de Préobrajenski sur l'accumulation socialiste primitive : il pense que plus le socialisme avancera plus il se heurtera à la résistance populaire : « Cela veut dire un État policier, mais rien n'arrêtera Staline (...) Il noiera les révoltes dans le sang et nous dénoncera comme défenseurs des Koulaks. »

Trotsky répond que les divergences avec la droite sont toujours aussi grandes mais qu'il coopérera sur le rétablissement de la démocratie dans le parti. Les autres oppositionnels refusent cette alliance avec la droite contre le centre au moment où ce dernier commence à se tourner à gauche...

Boukharine contre Trotsky. – Staline va jouer sur les divisions pour frapper les oppositions les unes après les autres. Avec l'aide de celles-ci. Ainsi au IX^e comité exécutif de l'Internationale communiste, Boukharine présente le rapport principal et oriente tout l'effort politique de l'Internationale contre le trotskisme, présenté comme un « instrument des plus ignobles de la social-démocratie internationale contre les communistes dans la lutte pour l'influence sur les larges masses ouvrières ».

Mais en même temps, Boukharine, Rykov, Tomski, réclament une réorganisation de l'appareil : Staline cherche à gagner du temps, et ils démissionnent en bloc de leurs fonctions. Le premier est président de l'Internationale communiste et rédacteur en chef de la *Pravda* ; le second est président du conseil des commissaires du peuple et le troisième président des syndicats. Un tel geste ferait mauvais effet, aussi Staline négocie, et tous trois reprennent leur démission en échange

du vote unanime d'une résolution qui donne priorité à l'agriculture sur l'industrie.

Moyennant quoi le Comité central, unanime, condamne la déviation de droite dont Staline explique qu'elle est liée à celle de gauche ! Les chefs de la droite se trouvent donc embringués dans une campagne de l'appareil contre leurs idées et contre leurs partisans ! La droite s'est littéralement éliminée elle-même... Trotski est expulsé du territoire en février 1929.

Staline contre Boukharine. – L'opposition de droite s'étant éliminée elle-même il reste à la discréditer politiquement. Staline attaque un mois après l'expulsion de Trotski. Il demande une enquête sur des conversations qui auraient eu lieu entre Boukharine et Kamenev, révélées par des tracts du groupe trotskiste de Moscou... Staline attaque ensuite la politique économique défendue par Boukharine en l'accusant de « défendre l'intégration des capitalistes dans le socialisme » et de développer des conceptions qui « endorment la classe ouvrière » et « facilitent l'offensive des éléments capitalistes ».

En juin, Tomski est démis de ses fonctions ; en juillet Boukharine est relevé de la présidence de l'Internationale et en août il est exclu du bureau politique. En novembre 1929 la droite capitule totalement et ses chefs font leur autocritique :

« En reconnaissant nos fautes, nous ferons pour notre part tous nos efforts pour mener en commun avec tout le parti une lutte résolue contre toutes les déviations de ligne générale et en particulier contre toutes les déviations de droite... »

Quelques années plus tard Staline enfonce le clou – en 1934 – en déclarant que les chefs du « groupe anti-léniniste des déviationnistes de droite » ont depuis longtemps abandonné leurs opinions et « essaient maintenant de différentes manières d'expier les fautes qu'ils ont commises contre le parti ». C'est à n'en pas douter un langage de chef d'Église.

Staline reprend le programme de la gauche. – La droite s'étant soumise, Staline va maintenant reprendre le programme de la gauche, à sa façon, c'est-à-dire sans nuances et en le poussant au-delà de tout ce que la gauche avait proposé. En avril 1929, à la 16^e conférence du parti, est adopté le programme d'industrialisation et le programme de collectivisation forcée de l'agriculture. C'est un désastre.

L'échec de la collectivisation confirme de façon éclatante les positions de la droite, qui prônait une politique progressive et lente. A travers tout le pays les organisations du parti expriment leur soutien à la droite, mais Boukharine, Tomski et Rykov ne donnent pas suite.

Boukharine au contraire déclare qu'aller contre le parti et soutenir les paysans est impensable. En d'autres termes la défaite économique de Staline s'accompagne d'une victoire politique..

Les dirigeants de la droite considéraient la politique de Staline comme catastrophique mais conseillaient à leurs adhérents d'attendre. Boukharine ne voulait pas de lutte organisée directe pour le moment. Il conseille aux jeunes oppositionnels de faire confiance aux masses, ce qui est pour le moins étonnant de la part d'un panégyriste de la Tchéka, et en tout cas quelque peu tardif. L'aveuglement des trotskistes n'est pas moindre. Smirnov déclare alors : « Considérant l'incapacité de la direction actuelle à sortir de l'impasse économique et politique, la conviction grandit dans le parti de la nécessité de changer de direction ²⁹⁵. » Il est difficile d'admettre qu'un homme comme Smirnov n'ait pas encore compris qu'à cette date, la direction avait déjà accumulé tous les moyens pour empêcher quiconque de la changer.

Staline n'abandonne pas son idée de collectivisation massive et forcée de l'agriculture. Il reprend son programme en 1932. Cinq à six millions de personnes meurent de faim : c'est le premier cas d'une famine systématiquement organisée par l'homme.

Des opposants de moindre importance. – Pendant que les leaders de l'opposition s'embourbent, ce sont les opposants de moindre importance qui montrent de l'audace et de la clairvoyance. Dans la période qui va de 1930 à 1933 il y a trois tentatives de mouvement contre le secrétaire général :

1.– Le premier mouvement d'opposition apparaît en 1930 chez les proches mêmes de Staline. Syrtsov et Lominadze ont des fonctions relativement importantes dans l'appareil et bénéficient du soutien de quelques secrétaires locaux du parti et du Komsomol. Ils s'opposent à l'autoritarisme dans le parti et dans l'État et à la politique économique dangereuse de Staline. Un mémoire circule, critiquant l'aventurisme économique, l'étouffement de l'initiative des travailleurs et les mauvais traitements du parti envers le peuple. Les protagonistes de cette tentative seront tous éliminés.

2.– L'affaire Ryutin. Toutes les oppositions, plus tard, tous ceux qui seront purgés seront accusés d'avoir trempé dans le « complot Ryutin ». Des droitiers de second ordre, Ryutin, Slepkov, ignorant les consignes d'inaction recommandées par Boukharine, produisent, à la fin de l'été 1932, une plateforme. Le document, faisant 200 pages, circule dans le parti. On peut y lire notamment : « La droite a montré qu'elle avait

295 Isaac Deutscher, *Stalin*, p. 349.

raison dans le domaine économique, et Trotski dans sa critique du régime dans le parti ²⁹⁶. »

La plateforme Ryutin reproche également à Boukharine, Rykov et Tomski leur capitulation, et propose un retour en arrière en économie, la réduction de l'investissement dans l'industrie, la liberté pour les paysans de quitter les kolkhozes, la réadmission des exclus, y compris Trotski. Cinquante pages sont consacrées à la critique de la personnalité de Staline : il est demandé que le secrétaire général soit retiré du pouvoir : « Le mauvais génie de la révolution », dit le texte, « motivé par le désir personnel du pouvoir et de la vengeance a amené la révolution au bord de la ruine ²⁹⁷. »

Mieux que ses aînés dans l'opposition, Ryutin voyait qu'il n'y avait pas de possibilité de contrôler Staline. Le secrétaire général tenta de faire exécuter les membres de ce groupe mais les modérés du Comité central s'y opposèrent. Le groupe fut exclu ainsi que tous ceux qui avaient lu la plateforme.

3.- En janvier 1933 surgit un nouveau « complot » : le vieux-bolchevik Smirnov et deux autres communistes forment un « groupe anti-parti ». Proche de Trotski, Smirnov était en contact avec des ouvriers vieux-bolcheviks dans les syndicats, à Moscou, à Leningrad et dans d'autres villes. Se rendant compte qu'aucune action légale ne pouvait faire relâcher l'emprise de Staline, ils étaient entrés dans la clandestinité. Leur programme : remplacer Staline, rectifier le déséquilibre du programme industriel, dissoudre la plupart des kolkhozes, soumettre l'OGPU au contrôle du parti et garantir l'indépendance des syndicats. Ce groupe n'avait aucun contact avec les groupes trotskistes et droitiers. Là encore, le Comité central, contre l'avis de Staline, s'opposa à leur exécution.

Les dirigeants de la droite protestèrent qu'ils n'avaient rien à voir avec les plans de Smirnov. Boukharine, dans un discours abject, exigea du plénum une « punition sévère pour le groupe d'A.P. Smirnov » et évoqua sa propre précédente « ligne politique opportuniste de droite absolument erronée », sa « culpabilité devant le Comité central du parti, devant la classe ouvrière et le pays ». Au cas où Staline l'aurait oublié, Boukharine rappela le rôle joué par Tomski et Rykov, ses « anciens compagnons dans la direction de l'opposition de droite ».

Aucune de ces tentatives n'avait la moindre chance de succès. Il était depuis longtemps trop tard. Il est frappant cependant que les membres de l'appareil, pourtant favorables à Staline, sont systématiquement opposés à l'élimination physique des opposants. Ce sera l'objet d'une étape ultérieure dans l'évolution de la terreur

296 Cf. Ciliga, *The Russian Enigma*, p. 279.

297 B. Nicolaevsky, *Power and the Soviet Elite*, NY 1965, p. 29.

stalinienne. A son procès en 1938, Boukharine déclara lui-même que cela ne le dérangeait pas que l'on tue à grande échelle les opposants politiques sans autre raison que d'asseoir le pouvoir du parti contre la résistance populaire.

Boukharine n'avait pas protesté contre les procès truqués dans lesquels des non-bolcheviks avaient été accusés et condamnés. Lors des grands procès, très peu sont ceux qui réclamaient la démocratie, même limitée à l'intérieur du parti. Et il est remarquable que ceux-là n'ont jamais eu de procès public.

Boukharine sera accusé de comploter avec l'état-major allemand, de sabotage, de meurtres et d'activités antisoviétiques, et exécuté. Jusqu'à la fin, il restera un inconditionnel aveugle de la Tchéka. Dans sa lettre-testament, qu'il avait remise à sa femme, il se plaint que Djerdjinski ne soit plus : « les grandes traditions de la Tchéka, lorsque l'idéal révolutionnaire inspirait toutes ses actions et justifiait la cruauté des coups qu'elle portait aux ennemis, afin de protéger l'État des assauts de la contre-révolution, ont peu à peu sombré dans l'oubli ²⁹⁸. »

On peut dire que les oppositions internes au parti bolchevik – les autres ont été exterminées depuis longtemps – se sont dans une très large mesure éliminées elles-mêmes ; elles ont par ailleurs grandement contribué à l'établissement du régime dont elles ont été ensuite les victimes ; enfin, leur responsabilité dans l'établissement du système stalinien ne doit en aucun cas être sous-estimée.

Peut-être une révolution prolétarienne n'avait-elle aucune chance de réussir en Russie : la « réussite » du bolchevisme n'est pas d'avoir, envers et contre tous, conservé de prétendus « acquis » révolutionnaires (étatisation, planification, contrôle du commerce, etc.) dans l'attente d'une révolution politique que Trotski appelait de ses vœux, et qui aurait remis la révolution sur ses rails, c'est d'avoir conservé le pouvoir contre le prolétariat russe, tout en mystifiant le prolétariat international sur la nature du régime. La « réussite » du bolchevisme est d'être parvenu, bien avant que Staline ne prenne le pouvoir, à faire passer, aux yeux de l'opinion ouvrière internationale, le régime de terreur initié dès décembre 1917, avec la création de la Tchéka, pour un « État ouvrier » ; c'est d'avoir usurpé le mot « communisme », de s'en être appropriés les mots d'ordre et les symboles pour mystifier et écraser la classe ouvrière internationale..

298 Larina Boukharina, *Boukharine, ma passion*, Gallimard, 1990.

Conclusion. – Leçons d’Octobre

La révolution russe provoqua un traumatisme dans le mouvement libertaire international dont, pensons-nous, il ne s’est pas encore remis.

Le soutien que certains anarchistes russes avaient apporté aux bolcheviks était fondé à l’origine sur le rejet, par ces derniers, de l’héritage parlementariste de la social-démocratie. Il leur avait tout d’abord semblé que c’étaient les bolcheviks qui s’étaient ralliés à leurs positions. Bien que ces illusions furent de courte durée, les libertaires russes continuèrent de soutenir le régime contre les menaces de rétablissement de l’ordre antérieur.

Il y a cependant un contraste curieux entre la rapidité et la pertinence avec laquelle les anarchistes analysèrent la nature du régime – les résolutions du mouvement anarcho-syndicaliste en font foi – et l’absence de réaction organisée et cohérente du mouvement en Russie, alors même que pendant ce temps les libertaires ukrainiens développaient à la fois une lutte armée et des réalisations constructives au niveau de l’organisation économique. Les choses se passent comme si, au sein de l’anarchisme russe, il n’y ait pas eu de relais avec les combats des anarchistes ukrainiens. « Que l’on imagine ce qu’une organisation du type de l’Alliance bakouninienne aurait pu réaliser, dit Alexandre Skirda : adopter un point de vue général, le faire connaître, définir une ligne de conduite pratique et la mettre en œuvre ²⁹⁹. »

Anatole Gorelik fait le constat qu’un front uni des libertaires n’a pas été réalisé : « Si cela s’était produit, il y aurait eu bien moins de victimes et les résultats du travail libertaire auraient été meilleurs. En tout cas, les anarchistes ne se seraient pas trouvés sous le talon des bolcheviks et les organisations ouvrières et paysannes d’orientation libertaire auraient pu être créées. Mais seule la base libertaire, plus révolutionnaire que les leaders anarchistes, œuvrait au sein des masses ³⁰⁰. »

L’écrasement de l’insurrection de Kronstadt et du mouvement makhnoviste ne sont pas des événements sortis du néant, ils ne sont que l’aboutissement d’un processus commencé longtemps avant. Certains anarchistes continueront de collaborer avec les bolcheviks, parfois en adhérant au parti, comme Victor Serge, ex-théoricien de l’individualisme. Dans une brochure publiée en France en 1921, *Les Anarchistes et l’expérience de la révolution russe* ³⁰¹ il invite à

299 Alexandre Skirda, *Autonomie individuelle et force collective, Les anarchistes et l’organisation de Proudhon à nos jours*, Éditions A.S., 1987.

300 A. Gorelik, « Les anarchistes dans la révolution russe », 1922, in *Les anarchistes dans la révolution russe*, La Tête de feuilles, textes rassemblés par Alexandre Skirda, p. 62.

301 Victor Serge, *Les Anarchistes et l’expérience de la révolution russe*, 15 août 1921, Éditions de la bibliothèque du travail.

« procéder à une révision complète et méthodique de nos idées. Ne pas craindre de porter une main sacrilège sur de vieux dogmes très respectés » (p. 5) en tenant compte du fait nouveau que constitue « la victoire de la révolution sociale en Russie » (p. 7) qui est en grande partie « l'œuvre du bolchevisme ».

Victor Serge, arrivé en Russie en 1919, est un cas à part : c'est, d'emblée, un « converti », au contraire de nombre de ces militants libertaires russes qui ont soutenu les bolcheviks à contre-cœur parce que l'autre terme de l'alternative était le retour des blancs, ou qui, après avoir été très actifs en tant que libertaires, ont rallié le parti quand ils se sont aperçus que le mouvement avait raté sa chance. On constate en effet que ceux qui ont rallié le pouvoir ont tous été des militants ouvriers extrêmement dynamiques. Leur choix peut être contesté, mais leur ralliement résulte en général d'un processus au terme duquel ils font le constat que le mouvement libertaire n'est plus capable d'intervenir en tant que mouvement de masse. *Ils avaient donné au mouvement libertaire ouvrier tout ce qu'ils pouvaient lui donner*, ce qui n'est pas le cas de Victor Serge. Selon Alexandre Skirda, il y avait 633 ex-anarchistes dans le Parti communiste russe en 1922, ce qui est peu si on considère les effectifs du mouvement.

En Ukraine, où le mouvement libertaire présentait de réelles perspectives, on ne connaît pas de cas de ralliement. La plupart des anarchistes russes actifs pendant la révolution n'étaient pas de nouveaux venus : la liste, publiée en 1923 par les anarchistes russes en exil, des libertaires emprisonnés par les bolcheviks montre qu'un grand nombre d'entre eux, la plupart ouvriers ou paysans, militaient bien avant 1917, voire bien avant 1905³⁰².

Anatole Gorelik en veut particulièrement aux « sommités », aux « intellectuels » du mouvement anarchiste, car ils auraient pu développer la force et les aspirations des masses laborieuses, « faire les analyses nécessaires » et « fournir des solutions clairement libertaires ». Mais au lieu « d'aider à la formation théorique de militants jeunes et dynamiques, au lieu d'aider au développement de l'activité du mouvement libertaire, ils se consacrèrent plutôt à désamorcer la menace inévitable de la dictature du parti bolchevik, soit à se jeter à fond dans le syndicalisme, soit encore à prêcher l'anarcho-bolchevisme » (p. 62).

Cette critique, qui est en partie justifiée, appelle cependant deux commentaires : d'une part, on perçoit dans l'analyse de Gorelik l'antagonisme qui existait en Russie entre les deux courants, anarcho-communiste et anarcho-syndicaliste, Gorelik se plaçant clairement du premier point de vue, niant toute validité à l'activité du courant

302 Groupe des anarchistes russes exilés en Allemagne, *Répression de l'anarchisme en Russie soviétique*, éditions de la Librairie sociale, 1923.

« syndicaliste » du mouvement libertaire ; d'autre part, s'il y a une « coupure » à constater, ce n'est pas tant entre « intellectuels » et « base » du mouvement qu'entre ceux qui menaient une activité dans les masses et ceux qui se limitaient à de l'agitation stérile complètement en dehors de la réalité, ceux-là mêmes qui avaient complètement écarté Makhno lors de son passage en Russie en 1918. Le mouvement anarcho-syndicaliste russe était très actif. Se focaliser sur les « sommités », les « intellectuels » du mouvement pour diagnostiquer les causes de l'échec du mouvement libertaire n'est pas satisfaisant et ne permet pas d'expliquer pourquoi les deux principaux courants de ce mouvement n'ont pas pu élaborer une plateforme commune. Si on peut discuter de l'opportunité de la collaboration de certains libertaires avec le bolchevisme ou de leur ralliement, il reste que tous étaient d'authentiques militants révolutionnaires, actifs et expérimentés, qui avaient joué un rôle effectif, voire capital dans la révolution.

Gorelik fournit cependant une indication sur les causes, profondes, de l'échec du mouvement anarchiste. Gorelik était un militant de la confédération du Nabat d'Ukraine et secrétaire du bureau anarchiste du bassin du Donetz. Son témoignage est intéressant dans la mesure où sa sphère d'activité était le bassin industriel de l'Ukraine et qu'il fournit un complément à ce qu'on peut savoir de l'activité du mouvement anarchiste ukrainien, qu'on a tendance, à tort, à limiter au mouvement makhnoviste paysan. « Dans le seul bassin du Donetz, dit-il, si les anarchistes avaient voulu recruter pour un "parti anarchiste", ils auraient pu compter des centaines de milliers de membres. » Avrich écrit que Gorelik est « enclin à exagérer le rôle des anarchistes » ; cependant, même en tenant compte de cela, le mouvement avait une très forte audience dans les centres industriels d'Ukraine. Chaque semaine, dit Gorelik, des dizaines de représentants et délégués d'ouvriers arrivaient de différents endroits du bassin et de la région du Donetz pour demander des orateurs, des agitateurs, une aide morale et théorique : « *malheureusement il y avait très peu de militants anarchistes de formation théorique suffisante* ».

Kharkov, Ekaterinoslav, Odessa, Kiev, Rostov et d'autres villes se trouvaient « sous forte influence libertaire. En de nombreux endroits (bassin du Donetz, Ekaterinoslav et autres) les anarchistes assuraient même la direction des masses ». En même temps, un « profond travail se faisait dans la paysannerie ». Beaucoup de paysans posaient des questions sur la nouvelle vie. L'état d'esprit de nombreux paysans était révolutionnaire et communiste antiétatique, « tout particulièrement en Ukraine ». A Ekaterinoslav, dit Gorelik, « des délégués de plusieurs centaines de villages vinrent me voir, me demandant de leur donner des instructions et de leur apprendre comment construire la nouvelle vie : la commune ».

Du constat que fait Gorelik, on peut conclure que c'est, d'une part, l'insuffisance de cadres anarchistes formés, au moment des événements, qui fut la cause principale de l'échec du mouvement ; ceci étant, d'autre part, la conséquence de l'absence d'une longue tradition de propagande anarchiste dans les masses qui leur aurait inculqué les principes constructifs et les moyens de les réaliser (le « mythe positif »). Ainsi Gorelik confirme le point de vue de Voline, qui constate l'absence de cadres formés : « Ces “cadres” étaient absolument insuffisants pour pouvoir mener une œuvre de propagande indispensable », dit-il³⁰³.

L'après-révolution russe provoqua, directement ou indirectement, dans le mouvement anarchiste et anarcho-syndicaliste international trois types de réactions.

1. La première fut la « synthèse anarchiste » de Sébastien Faure, reprise par Voline. Constatant les divisions internes, tant théoriques qu'organisationnelles du mouvement anarchiste en Russie, Voline propose une synthèse des différents courants du mouvement : anarchiste-communiste, anarcho-syndicaliste, individualiste³⁰⁴. Ces courants sont apparentés et proches les uns des autres, dit Voline, ils n'existent qu'à cause d'un malentendu artificiel. Il faut donc faire une synthèse théorique et philosophique des doctrines sur lesquelles ils reposent, après quoi on pourra en faire la fusion et envisager la structure et les formes précises d'une organisation représentant ces trois tendances.

Sébastien Faure rédigea un document dans lequel il défend l'idée de synthèse des trois courants du mouvement anarchiste³⁰⁵. « Selon les événements, les milieux, les sources multiples d'où jaillissent les courants qui composent l'anarchisme, le dosage des trois éléments est appelé à varier. A l'analyse, l'expérimentation révèle le dosage ; à la

303 Voline, *Les révolutions russes*, p. 39 ; éd. ACDL, BP 4171, 06303 Nice Cedex 4.

304 Dans le débat sur la « synthèse », l'individualisme disparaît vite par la trappe. Après tout, quel besoin pour un individualiste de s'organiser (sinon pour empêcher ceux qui ne le sont pas de le faire) ? Il n'entre pas dans le cadre de ce travail de développer cette question, mais rappelons que la critique féroce de l'individualisme par Bakounine est en même temps une critique de l'idéologie bourgeoise et de l'État. La liberté individuelle absolue est une notion métaphysique qui ressortit de l'idéalisme. La condamnation absolue, faite par Bakounine, du nihilisme des philosophes post-hégéliens – dont Stirner faisait partie – conduit inévitablement à la question : si Bakounine est anarchiste, Stirner ne l'est pas (et inversement). Dans la doctrine anarchiste, il y a une théorie de l'individu qui est infiniment plus riche que l'« individualisme » de Stirner ; cela ne suffit pas pour dire que l'anarchisme est de l'individualisme ni que Stirner est anarchiste...

305 « La synthèse anarchiste de Sébastien Faure », in *Volonté anarchiste* n° 12, Éditions du groupe Fresnes-Antony.

synthèse, le corps composé se reforme et si, ici, tel élément l'emporte, il se peut que, là, ce soit tel ou tel autre. »

Tout de même, Sébastien Faure se demande comment il se fait que l'existence de ces trois éléments, « loin d'avoir fortifié le mouvement libertaire, ait eu pour résultat de l'affaiblir » : c'est, dit-il, « uniquement la position qu'ils ont prise les uns par rapport aux autres : position de guerre ouverte, acharnée, implacable » ; ainsi, le mouvement s'est vidé du meilleur de son contenu « au lieu de s'unir dans la bataille à livrer contre l'ennemi commun : le principe d'autorité. »

Le premier commentaire qu'on pourrait faire est que l'approche de Faure et de Voline ressemble fort à de l'éclectisme, c'est-à-dire cette démarche qui consiste à prendre dans diverses doctrines ce qu'elles sont censées avoir de meilleur en laissant le reste, et à en faire un « cocktail ». Cette démarche, que Bakounine attaque féroceement chez Victor Cousin, est qualifiée de « plat métaphysique » et de « vinaigrette philosophique ».

Ensuite, une synthèse n'est pas une fusion. Faire la synthèse de plusieurs idées consiste à envisager ce qu'elles ont de commun, d'opposé, et ensuite de *dépasser* ces concordances et oppositions. Une synthèse, c'est quelque chose *d'autre*, différent en nature, des éléments qui la composent. Si une synthèse des éléments qui composent l'anarchisme était envisageable, on n'aurait pas une adjonction de ces éléments qui cohabiteraient grâce à la « tolérance » qu'ils auraient l'un pour l'autre, mais quelque chose *d'essentiellement différent*, ce qui n'a jamais été le cas dans les organisations se réclamant de la synthèse.

2. Si Archinov ne fut pas le seul à s'interroger sur l'échec du mouvement anarchiste russe, il fut l'un des seuls à tenter d'en tirer les conclusions pratiques. Il fit en tout cas une critique impitoyable du mouvement. Certes, Archinov fait le constat qu'« aucune théorie politico-social n'aurait pu se fondre aussi harmonieusement avec l'esprit et l'orientation de la révolution. Les interventions d'orateurs anarchistes en 1917 étaient écoutées avec une confiance et une attention rares par les travailleurs ». Mais, dit-il,

« Il aurait pu sembler que l'union du potentiel révolutionnaire des ouvriers et des paysans, et de la puissance idéologique et tactique de l'anarchisme, représenteraient une force à laquelle rien n'aurait pu s'opposer. Malheureusement, cette fusion n'eut pas lieu. Des anarchistes isolés menèrent parfois une activité révolutionnaire intense au sein des travailleurs, mais il n'y eut pas d'organisation anarchiste de grande ampleur pour mener des actions plus suivies et coordonnées (en dehors de la Confédération du Nabat et de la Makhnovchtchina en Ukraine). Seule une telle organisation aurait

pu lier idéologiquement les anarchistes et les millions de travailleurs³⁰⁶. »

Malheureusement, dit encore Archinov, les anarchistes se bornèrent pour la plupart à des activités limitées de petits groupes, ils ne sortirent pas de leur coquille groupusculaire, « au lieu de s'orienter vers des actions et des mots d'ordre politiques de masse ». Ils préférèrent « se noyer dans la mer de leurs querelles intestines » et ne tentèrent pas une seule fois « de poser et de résoudre le problème d'une politique et d'une tactique communes de l'anarchisme ». « Par cette carence ils se condamnèrent à l'inaction et à la stérilité pendant les moments les plus importants de la Révolution sociale ».

Les causes de cet état catastrophique résident dans l'éparpillement du mouvement, la désorganisation, l'absence d'une tactique collective qui ont presque toujours « été érigés en principe chez les anarchistes ». Cette expérience tragique a « mené les masses laborieuses à la défaite ». Les masses laborieuses sont instinctivement attirées par l'anarchisme, « mais elles n'œuvreront avec le mouvement anarchiste que lorsqu'elles seront convaincues de sa cohérence théorique et organisationnelle ».

Dans un autre texte, Archinov réfute l'idée que seule la répression du pouvoir a empêché l'anarchisme de se développer en Russie. La répression bolchevique ne fut qu'une des causes, l'autre étant « l'absence d'un programme pratique déterminé du lendemain de la révolution »³⁰⁷.

Réfugié à Berlin, Archinov édite *Le Messager anarchiste*, en Russe, dont sept numéros paraissent entre 1923 et 1924. Makhno et Archinov décident de s'installer à Paris où ils fondent la revue *Dielo Trouda*. En 1926 ils publient un *projet de plateforme organisationnelle* pour une Union générale des anarchistes, connue sous le nom de « plateforme d'Archinov », mais qui est l'œuvre d'un collectif de militants. Toute la production du groupe à l'époque va consister à faire l'analyse critique de l'intervention des anarchistes pendant la révolution et à proposer des solutions, valables non seulement pour la Russie mais aussi pour le mouvement international. La principale raison de l'échec du mouvement anarchiste réside dans « l'absence de principes fermes et d'une pratique organisationnelle conséquente ». C'est pourquoi il est indispensable que soit élaboré un programme homogène et cohérent.

La plateforme se subdivise en trois parties :

– Une partie générale établissant les principes fondamentaux du communisme libertaire ;

306 « Les 2 Octobres », op. cit. p. 193.

307 « Les problèmes constructifs de la révolution sociale », 1923, in *Les Anarchistes russes et les soviets*, Spartacus, p. 198.

– Une partie constructive concernant les problèmes de la production, de la consommation, de la défense de la révolution ;

– Une partie consacrée aux principes généraux de l'organisation anarchiste, la nécessité de la cohérence idéologique, tactique, la responsabilité collective, le fédéralisme, etc.

Malatesta rédigea une *Réponse à la plateforme* dans laquelle il déclare que les camarades russes sont « obsédés du succès des bolchevistes dans leur pays ; ils voudraient, à l'instar des bolchevistes, réunir les anarchistes en une sorte d'armée disciplinée qui, sous la direction idéologique et pratique de quelques chefs, marchât, compacte, à l'assaut des régimes actuels et qui, la victoire matérielle obtenue, dirigeât la constitution de la nouvelle société³⁰⁸ ».

Voline attaquera violemment cette plateforme, lui reprochant d'être une déviation bolcheviste, thème qui sera repris par nombre de libertaires par la suite. Une *Réponse de quelques anarchistes russes à la plateforme*, signée de sept noms mais dont Voline est probablement l'auteur, est publiée en avril 1927 ; elle s'en prend à la théorie d'Archinov qui perçoit l'anarchisme comme une théorie de la classe ouvrière. La crise de l'anarchisme, selon cette réponse, n'est pas due à la carence d'une organisation et d'une pratique cohérente mais au « vague de plusieurs idées de base de notre conception », à « l'assimilation difficile des idées libertaires par le monde actuel », à « l'état mental des masses contemporaines qui s'en laissent conter par les démagogues de toutes nuances » tandis que les libertaires, eux, renoncent intentionnellement à la démagogie, à « la répression générale du mouvement dès qu'il commence à manifester de sérieux progrès » et, enfin, au « renoncement des anarchistes à toute organisation échaufaudée artificiellement, ainsi qu'à toute discipline artificielle ».

On constatera qu'aucune des raisons invoquées ne met en cause le mouvement libertaire lui-même : c'est la faute des « autres ». La substance de la Réponse tient en une phrase : « Oui, l'essence idéologique est la même chez les bolcheviks et les *platformards*. »

Les opposants à la plateforme font en réalité une confusion. Pour quiconque ne se contente pas d'à-peu-près et de préjugés, et se donne la peine *d'entrer* dans le système bolchevik pour le comprendre, il n'y a aucune possibilité de l'assimiler aux positions défendues par Archinov et Makhno, quelles que soient les divergences qu'on puisse avoir avec ces militants par ailleurs. Il y a cependant un point de rencontre, qui ne tient pas à la similitude essentielle des deux optiques mais à la similitude des conditions objectives à partir desquelles ces deux optiques ont été élaborées, c'est-à-dire une société semi-féodale sous-

308 Errico Malatesta, *Réponse à la plateforme – Anarchie et organisation*, brochure du groupe 19-Juillet.

industrialisée. Bolchevisme et « platformisme » sont tous deux le produit d'un même environnement, ce qui ne signifie en rien qu'ils sont équivalents, mais signifie à coup sûr qu'ils sont inadéquats à une société industrielle développée et à une classe ouvrière nombreuse et organisée. Il est significatif que le platformisme ne se soit jamais vraiment développé en Europe occidentale, la seule organisation qui, en France s'en soit réclamée a pris de sérieuses distances par rapport à ce courant, le considérant certes comme une référence historique, mais une référence dépassée, alors que le platformisme semble retenir l'attention des militants anarchistes en Amérique latine et en particulier au Brésil.

Ce sont essentiellement les principes organisationnels de la plateforme qui choquèrent les principaux porte-parole du mouvement anarchiste européen, principes pourtant très vaguement exposés. Archinov déclare en effet qu'il « ne peut y avoir de droits sans obligation, comme il ne peut y avoir de décisions sans leur exécution ». Le fait qu'une décision doive être appliquée une fois qu'elle a été collectivement décidée semble être compris comme une atteinte à la liberté et à l'indépendance individuelles. Le principe de la responsabilité collective est féroce ment attaqué, c'est-à-dire l'idée que chaque militant de l'organisation représente cette organisation dans ses actes et est responsable devant elle, de même que l'organisation est l'expression des militants individuels.

Un passage de Malatesta exprime assez bien ce que devait être le mouvement anarchiste que Makhno et Archinov ont rencontré dans leur exil : « ... les Congrès, dans une organisation anarchiste, tout en souffrant, en tant que corps représentatifs, de toutes les imperfections que j'ai signalées, sont exempts de tout autoritarisme parce qu'ils ne font pas la loi ; n'imposent pas aux autres leurs propres délibérations. Ils servent à maintenir et à étendre les rapports personnels entre les camarades les plus actifs, à résumer et provoquer l'étude de programmes sur les voies et moyens d'action, à faire connaître à tous la situation des diverses régions et l'action la plus urgente en chacune d'elles, à formuler les diverses opinions ayant cours parmi les anarchistes et à en faire une sorte de statistique, et leurs décisions ne sont pas des règles obligatoires, mais des suggestions, des conseils, des propositions à soumettre à tous les intéressés, elles ne deviennent obligatoires et exécutives que pour ceux qui les acceptent jusqu'au point où ils les acceptent. Les organes administratifs qu'ils nomment – Commission de correspondance, etc. – n'ont aucun pouvoir de direction, ne prennent d'initiatives que pour le compte de ceux qui sollicitent et approuvent ces initiatives, n'ont aucune autorité pour imposer leurs propres vues qu'ils peuvent assurément soutenir et

propager en tant que groupes de camarades, mais qu'ils ne peuvent pas présenter comme opinion officielle de l'organisation. Ils publient les résolutions des congrès, les opinions et propositions que groupes et individus leur communiquent ; ils sont utiles à qui veut s'en servir pour plus de plus faciles relations entre les groupes et pour la coopération entre ceux qui sont d'accord sur diverses initiatives, mais libre à chacun de correspondre directement avec qui bon lui semble ou de se servir d'autres comités nommés par des groupements spéciaux. Dans une organisation anarchiste, chaque membre peut professer toutes les opinions et employer toutes les tactiques qui ne sont pas en contradiction avec les principes acceptés et ne nuisent pas à l'activité des autres. En tout cas, une organisation donnée dure aussi longtemps que les raisons d'union sont plus fortes que les raisons de dissolution ; dans le cas contraire elle se dissout et laisse place à d'autres groupements plus homogènes. Certes, la durée, la permanence d'une organisation est condition de succès dans la longue lutte que nous avons à soutenir et, d'autre part, il est naturel que toute institution aspire, par instinct, à durer indéfiniment. Mais la durée d'une organisation libertaire doit être la conséquence de l'affinité spirituelle de ses membres et des possibilités d'adaptation de sa constitution aux changements des circonstances ; quand elle n'est plus capable d'une mission utile, le mieux est qu'elle meure. »

C'est la plus longue description qu'on puisse trouver d'une boîte à lettres. Il est certain qu'avec de telles conceptions, ni la Makhnovchtchina ni les réalisations libertaires en Espagne n'auraient été possibles.

Est considéré, dans la plateforme, comme une autre preuve d'autoritarisme inacceptable le fait qu'il y ait un comité exécutif chargé de l'« exécution des décisions prises par l'Union, dont celle-ci l'aura chargé », de « l'orientation théorique et organisationnelle de l'activité des organisations isolées, conformément aux options théoriques et à la ligne tactique générale de l'Union », de la « mise en lumière de l'état général du mouvement » et du « maintien des liens de travail et organisationnels entre toutes les organisations de l'Union, ainsi qu'avec d'autres organisations ». Ce « comité exécutif » va faire couler beaucoup d'encre... noire.

Une relecture attentive de la « plateforme » ne révèle rien que de très banal pour quiconque est adhérent d'une banale association, rien qui prête à la diabolisation. L'insistance d'Archinov sur le fait que la « plateforme » était un projet négociable dont certains aspects pouvaient être adaptés aurait pu rassurer les anarchistes de l'époque. L'historien qui s'interrogera sur le rejet de cette plateforme par le mouvement anarchiste des années 20 devra sans doute examiner de près

quelle était la composition sociologique du mouvement à l'époque, à quelle type d'activité il se consacrait, et dans quels milieux. Le militant qui relit ce document aujourd'hui se plaît à se demander pourquoi diable Archinov et Makhno se sont exilés en France plutôt qu'en Espagne ³⁰⁹...

La démarche d'Archinov apparaît incontestablement comme une réaction de classe d'un militant ouvrier révolutionnaire face à des petits-bourgeois : dans le numéro 23-24 de la revue, il écrit que « les auteurs de la plateforme parlaient du fait de la multiplicité des tendances contradictoires dans l'anarchisme, non pas pour se donner la tâche de les unir en un tout, ce qui est absolument impossible, mais d'effectuer une sélection idéologique et politique des forces homogènes de l'anarchisme et en même temps de se différencier des éléments chaotiques, petits-bourgeois (libéraux) et sans racines de l'anarchisme ».

L'accent mis sur l'aspect « autoritaire », sur l'essence « bolchevique » de la plateforme masque son contenu réel. Partisans de la plateforme et partisans de la synthèse, focalisés sur les divergences qui les opposaient, ont ainsi évité de constater certains points essentiels qui les unit et sont ainsi passés à côté du véritable débat. En somme les désaccords entre partisans de la plateforme et partisans de la synthèse sont moins grands que ce qui les unit.

Ainsi, Malatesta reconnaît qu'il est « urgent que les anarchistes s'organisent pour influencer sur la marche que suivent les masses dans leur lutte pour les améliorations et l'émancipation » ; il reconnaît également que « la plus grande force de transformation sociale est le mouvement ouvrier (mouvement syndical) » et que « de sa direction dépend, en grande partie, le cours que prendront les événements et le but auquel arrivera la prochaine révolution ». C'est pourquoi « les anarchistes doivent reconnaître l'utilité et l'importance du mouvement syndical, ils doivent en favoriser le développement et en faire un des leviers de leur action ». Mais, dit Malatesta, « ce serait une illusion funeste que de croire, comme beaucoup le font, que le mouvement ouvrier aboutira de lui-même, en vertu de sa nature même, à une telle révolution ». Il en découle « la pressante nécessité d'organisations proprement anarchistes

309 Des anarchistes espagnols contactèrent Makhno en 1931 pour qu'il prenne la direction d'une guérilla en Espagne du Nord. Il écrivit en 1932 dans un journal anarchiste russe des États Unis : « A mon avis, la FAI et la CNT doivent disposer (...) de groupes d'initiative dans chaque village et chaque ville, et ils ne doivent pas craindre de prendre en mains la direction révolutionnaire stratégique, organisationnelle et théorique du mouvement des travailleurs. Il est évident qu'ils devront éviter à cette occasion de s'unir avec des partis politiques en général, et avec les bolcheviks-communistes en particulier, car je suppose que leurs commensaux espagnols seront les dignes émules de leurs maîtres. » Cité par Alexandre Skirda, *Les cosaques de la liberté*, p. 330, éd. JC Lattès.

qui, à l'intérieur comme en dehors des syndicats, luttent pour l'intégrale réalisation de l'anarchisme et cherchent à stériliser tous les germes de corruption et de réaction ».

La plateforme ne dit rien d'autre. « En unissant les ouvriers sur la base de la production, le syndicalisme révolutionnaire, comme du reste tout groupement professionnel, n'a pas de théorie déterminée ; il n'a pas une conception du monde répondant à toutes les questions sociales et politiques compliquées de la réalité contemporaine. Il reflète toujours l'idéologie de divers groupements politiques, de ceux notamment qui œuvrent le plus intensément dans ses rangs. » C'est pourquoi les auteurs de la plateforme estiment que « les anarchistes doivent participer au syndicalisme révolutionnaire comme l'une des formes du mouvement ouvrier révolutionnaire ». « Considérant le syndicalisme révolutionnaire uniquement comme un mouvement professionnel de travailleurs n'ayant pas une théorie sociale et politique déterminée et, par conséquent, étant impuissant à résoudre par lui-même la question sociale, nous estimons que la tâche des anarchistes dans les rangs de ce mouvement consiste à y développer les idées libertaires, à le diriger dans un sens libertaire, afin de la transformer en une armée active de la révolution sociale ».

Au-delà des différences de formulation, partisans de la plateforme et opposants sont d'accord sur un point fondamental, la division du travail entre organisation politique et organisation de classe, ce qui est, d'ailleurs, une caractéristique également de la social-démocratie, bolchevisme compris. La conception que ces courants pourtant très différents ont du rapport entre minorité agissante et organisation de classe est fondamentalement la même, un rapport d'extériorité, qui n'est conçu que sous la forme d'une organisation politique qui pense, d'une part, et d'une organisation de masse qui agit, de l'autre. La plateforme pousse simplement les choses plus loin que ses adversaires anarchistes, elle est plus logique et plus claire, en disant : « nous devons entrer dans le mouvement professionnel révolutionnaire comme une force organisée, responsable du travail accompli dans les syndicats *devant l'organisation anarchiste générale, et orienté par cette dernière* » (Souligné par nous), ce qui est pratiquement une paraphrase de la 9^e des 21 conditions d'admission à l'Internationale communiste, qui enjoint les partis adhérents à créer des fractions, responsables devant le parti, dans les organisations de masses en vue de les contrôler. Le mouvement anarchiste, en tant que courant politique, ne peut espérer avoir de l'influence dans la classe ouvrière qu'en pratiquant ainsi, c'est-à-dire en pratiquant comme les bolcheviks. Tout le discours « anti-autoritaire » consistant à dire : « nous ne voulons pas diriger, nous sommes des guides » n'est qu'un paravent.

Les anarcho-syndicalistes ne niaient pas qu'un mouvement syndical sans doctrine n'était qu'une masse de manœuvre pour les organisations politiques. Ils proposaient un autre modèle, fondé sur un autre type de rapport entre minorité révolutionnaire et organisation de classe. Ce modèle existait déjà depuis 15 ans en Espagne, et il était en train de se mettre en place en France *précisément au même moment* où la plateforme d'Archinov était publiée. Ce modèle était fondé sur le constat que le mouvement anarchiste ne peut avoir une existence de masse que *lorsqu'il crée lui-même une organisation de masse*.

3. Dans la tradition du syndicalisme français, le culte de l'unité jouait un rôle considérable, bien que des tendances fort différentes pouvaient se heurter lors des congrès. Au-delà des options multiples qui pouvaient se manifester, l'opposition principale se trouvait entre ceux qui entendaient faire participer la classe ouvrière à l'action parlementaire et ceux qui s'y opposaient. La charte d'Amiens, en 1906, est un texte de compromis de différentes tendances unies contre le guesdisme, dans lequel chacun peut s'y retrouver, mais la notion de neutralité syndicale qui s'en dégage peut être interprétée comme une affirmation de non-intervention sur le terrain politique, ce qui convient aux partisans de l'action parlementaire, alors que pour les syndicalistes révolutionnaires et les anarcho-syndicalistes cela signifiait que le syndicalisme, sans exclure l'action *politique* (la politique ne se limitant pas aux élections...), ne s'engageait pas en faveur de l'action *parlementaire*. Pour Pouget, la CGT est « neutre du point de vue politique », mais cette neutralité affirmée « n'implique point l'abdication ou l'indifférence en face des problèmes d'ordre général, d'ordre social (...) La Confédération n'abdique devant aucun problème social non plus que politique (en donnant à ce mot son sens large). » (*La CGT.*)

L'idée de neutralité syndicale exprimait alors le désir de maintenir une unité organique malgré la pluralité des courants politiques. Mais inévitablement, la logique des faits devait conduire à des prises de position plus tranchées de la part du syndicalisme révolutionnaire, car la recherche à tout prix d'un consensus conduisait à une édulcoration des principes du mouvement. Il n'y a par exemple rien, dans la charte d'Amiens, sur la lutte contre l'État ni sur les illusions du parlementarisme. Édouard Vaillant (socialiste, député à partir de 1893) dira à juste titre que le congrès d'Amiens fut une victoire sur les anarchistes ; Victor Renard, lui, dira plus trivialement que « les anarchistes qui prédominent à la CGT ont consenti à se mettre une muselière ».

Il était difficile d'empêcher les partisans de la stratégie électorale et ceux qui cherchaient avant tout l'entente avec les pouvoirs publics et le

patronat de développer leurs thèses et leurs pratiques. Pour conserver une cohérence pratique et théorique, la scission était inévitable. Pierre Besnard dit explicitement que l'abandon de fait de la lutte des classes dans la CGT a littéralement créé une tendance qui ne pouvait plus grouper les « travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du patronat et du salariat. Une partie d'entre eux était exclue idéologiquement, moralement ». C'est là, dit-il, la cause de la scission de 1921 qui donna naissance à la CGTU. Cette dernière ne devait pas se montrer différente : le rôle révolutionnaire du syndicalisme, son indépendance, son autonomie fonctionnelle et sa capacité d'action devaient être niés par le parti communiste qui voulaient en faire un courroie de transmission. Dès lors, une seconde scission, « déjà en germe lors de la première, se produisit ». Ce sera la constitution, en 1926, de la CGT-syndicaliste révolutionnaire (CGT-SR).

Réapparaît ainsi la même problématique que celle qui avait divisé l'AIT : l'opposition entre ceux qui préconisaient la stratégie de conquête du pouvoir d'État et ceux qui voulaient sa destruction.

Des syndicalistes révolutionnaires et des anarcho-syndicalistes contribueront à la formation du parti communiste en France. Certains d'entre eux le quitteront assez rapidement. Monatte, Rosmer et Delagarde seront exclus en décembre 1924. Il faut garder à l'esprit un fait qui a été peu souligné : pour beaucoup, la révolution russe était le prélude à l'extension de la révolution en Europe. Dans cette perspective, soutenir la révolution russe, quel qu'en fût le caractère, était vital. « La révolution cessera bientôt d'être russe pour devenir européenne », écrit Monatte à Trotski le 13 mars 1920. Tom Mann, un syndicaliste révolutionnaire britannique (et fondateur en 1921 du parti communiste britannique), dira les choses clairement : « Bolchevisme, spartakisme, syndicalisme révolutionnaire, tout cela signifie la même chose sous des noms différents. » Nombre de militants syndicalistes révolutionnaires ne virent pas de différence entre les soviets et les bourses du travail, qui de fait remplissaient le même office : rassembler les travailleurs, et par extension la population laborieuse d'une localité sur des bases interprofessionnelles.

Il y avait, outre l'anti-parlementarisme³¹⁰, nombre de similitudes entre les positions du syndicalisme révolutionnaire et celles des bolcheviks, qui expliquent l'adhésion de certains militants au communisme. Ces similitudes seront surtout soulignées par les bolcheviks eux-mêmes, soucieux d'attirer à eux les militants ouvriers les plus actifs. Charbit, Hasfeld, Martinet, Monatte, Monmousseau, Rosmer, Sémard et d'autres en firent partie. Dire, avec Brupbacher, que

310 Lénine se plaignait que la lutte antiparlementaire avait été abandonnée aux anarchistes.

le syndicalisme révolutionnaire accompli son suicide est exagéré. Si ces militants ont manqué de discernement, c'est là une chose qu'on peut difficilement leur reprocher. Il reste que ce manque de discernement n'était pas une fatalité : Gaston Leval, se rend à Moscou en 1921 comme délégué adjoint de la CNT espagnole pour prendre part au congrès constitutif de l'Internationale des syndicats rouges. Ce qu'il voit en Russie – il est vrai qu'il ne s'est pas contenté de suivre les parcours fléchés officiels – le persuade que la révolution se dévoie vers une dictature de parti³¹¹. Le rapport qu'il fera au congrès de Saragosse en 1922 persuadera la CNT de ne pas adhérer à l'Internationale syndicale rouge, ce qui évitera à celle-ci le processus de « bolchevisation » subi par d'autres centrales syndicales européennes. En 1922 se constituera, en concurrence de l'Internationale syndicale rouge, l'AIT seconde manière.

On peut dire que c'est l'accélération de l'histoire, consécutive à Octobre, qui a imposé aux différents courants présents dans le mouvement ouvrier de se démarquer clairement. Si on peut regretter que l'anarcho-syndicalisme et le syndicalisme révolutionnaire n'aient pas conservé leur position dominante en France, sur le plan international la situation était très encourageante : l'AIT avait des sections dans 24 pays et regroupait des millions de travailleurs. Son déclin est moins le résultat d'une prétendue inadaptation aux temps nouveaux que la conséquence des massacres de la guerre, du fascisme, du nazisme et du stalinisme.

Le rapprochement entre le concept de minorité agissante et celui d'avant-garde a été largement fait par les léninistes soucieux de rapprocher les deux mouvements. Rappelons quelques idées développées par Pouget sur la question des minorités agissantes.

Pour contrebalancer la force de la classe possédante il faut une autre force : « cette force, dit Pouget, il appartient aux travailleurs conscients de la matérialiser » ; « cette nécessaire besogne de cohésion révolutionnaire se réalise au sein de l'organisation syndicale : là, se constitue et se développe une minorité grandissante qui vise à acquérir assez de puissance pour contrebalancer d'abord et annihiler ensuite les forces d'exploitation et d'oppression. » (Pouget, *L'Action directe*.)

Ceux qui restent en dehors de l'organisation syndicale, qui refusent de lutter sont des « zéros humains », des « êtres inertes dont les forces latentes n'entrent en branle que sous le choc que leur imposent les énergiques et les audacieux ». (*Les Bases du syndicalisme*.) On constate une absence totale de complaisance à l'égard des travailleurs non-

311 Il rencontre Rosmer, Victor Serge, Marcel Body, Voline (qu'il fait libérer de prison dans des circonstances rocambolesques) Alexandre Schapiro, Emma Goldmann, Alexandre Berckmann, mais aussi, du côté bolchevik, Chliapnikoff, Alexandra Kollontai, Lénine, Trotski, Boukharine.

organisés : « Les majorités sont moutonnières et inconscientes. Elles acceptent les faits établis et subissent les pires avanies. S'il leur arrive d'avoir quelques instants de lucidité, c'est sous l'impulsion des minorités révolutionnaires et encore il n'est pas rare qu'après avoir fait un pas en avant, elles laissent passivement renaître le vieux régime et les institutions renversées. » (*Grève générale réformatrice et grève générale révolutionnaire.*) « Tout le problème révolutionnaire consiste en ceci : constituer une minorité assez forte pour culbuter la minorité dirigeante » (*Père peinard*, 12/01/1890). « Qui donc fait la propagande, qui donc dresse les programmes de revendications ? Des minorités ! Rien que des minorités ! » (*Père peinard*, 12/01/1890).

Mais ces minorités devront être le plus nombreuses possible, « car si nous sommes convaincus que la révolution sera l'œuvre d'une minorité, encore sommes-nous désireux que cette minorité soit la plus nombreuse possible, afin que soient plus grandes les chances de succès. »

Il est clair que, aux yeux des syndicalistes révolutionnaires, des différences de niveau de conscience existent dans la classe ouvrière. Les militants ne s'attendent pas à ce que tous adhèrent à l'idée de révolution prolétarienne, mais ils pensent que la minorité agissante peut créer, lorsque le moment est venu, un phénomène d'entraînement et amener la grande masse du prolétariat à bouger. Bakounine pensait que « dans les moments de grandes crises politiques ou économiques (...), dix, vingt ou trente hommes bien entendus et bien organisés entre eux, et qui savent où ils vont et ce qu'ils veulent, en entraîneront facilement cent, deux cents, trois cents ou même davantage ». Mais, précise-t-il, « pour que la dixième partie du prolétariat (...) puisse entraîner les neuf autres dixièmes », il faut que chaque membre soit organisé, conscient du but à atteindre, qu'il connaisse les principes de l'Internationale et les moyens de les réaliser ». Il n'est pas question, là, de spontanéité... « Ce n'est qu'à cette condition que dans les temps de paix et de calme il pourra remplir efficacement la mission de propagandiste (...), et dans les temps de lutte celle d'un chef révolutionnaire. » (Protestation de l'Alliance. Le rôle de la minorité agissante avait parfaitement été défini par Bakounine. Ni Bakounine ni Pouget ne prenaient de particulières précautions de langage et il est probable que leurs idées auraient été censurées par ceux qui, au moment de la publication de la plateforme d'Archinov, décortiquaient le document pour y trouver des traces de « bolchevisme »).

L'existence d'une minorité active, capable de catalyser l'action des masses, dépendait cependant, dans la CGT du début du siècle, d'un certain nombre de conditions institutionnelles à propos desquelles réformatrices et révolutionnaires s'opposèrent. Il s'agit du problème très concret et significatif de la représentation proportionnelle. Les anarcho-syndicalistes sont favorables à l'égalité des voix par syndicat, quel que

soit leur nombre. L'application du principe de la représentation proportionnelle, qui établit l'hégémonie de quelques gros syndicats, condamne en fait la minorité révolutionnaire. « L'approbation de la représentation proportionnelle eût impliqué la négation de toute l'œuvre syndicale qui est la résultante de l'action révolutionnaire des minorités. Or, si l'on admet que la majorité fasse foi, à quel point s'arrêtera-t-on ? Sur cette pente savonneuse on risque d'être entraîné loin. Ne se peut-il que, sous prétexte de proportionnalité, une majorité d'inconscients dénie le droit de grève à une minorité de militants conscients ? Et en vertu de quel critérium s'opposera-t-on à cette masse seule si, soi-même, on a énervé³¹² l'action efficace des minorités en les étouffant sous la proportionnalité ? » (Déclaration de Pouget au congrès de Montpellier, septembre 1902.)

Le principe démocratique n'est ainsi pas du tout revendiqué. Là encore, il s'agit de l'introduction, dans les pratiques syndicales, d'un élément original de droit. L'unité de base n'est pas l'individu mais l'individu organisé. Son organisation est le syndicat. C'est celui-ci qui est l'unité de base. *A l'intérieur* du syndicat, un adhérent en vaut un autre. C'est une logique qui tranche singulièrement avec nos conditionnements à la démocratie formelle.

L'idée démocratique est donc étrangère au syndicalisme révolutionnaire. D'ailleurs, seule une minorité de travailleurs est syndiquée, aussi « le non-vouloir de la majorité inconsciente et non syndiquée paralyserait toute action ». La minorité doit donc « agir sans tenir compte de la masse réfractaire ». D'ailleurs, fait remarquer Pouget, la majorité est mal venue de récriminer, puisque « l'ensemble des travailleurs, intéressés à l'action, quoique n'y participant en rien, est appelé à bénéficier des résultats acquis »... Aussi, n'est-il « pas tenu compte de la masse qui refuse de vouloir et seuls les conscients sont appelés à décider et à agir » (*Le Mouvement socialiste*, janvier 1907. On se demande bien ce que pouvaient en penser les « synthésistes ».

« Au creuset de la lutte économique se réalise la fusion des éléments politiques et il s'obtient une unité vivante qui érige le syndicalisme en puissance de coordination révolutionnaire. » (*Le Mouvement socialiste*, janvier 1907.

On comprend dès lors que les léninistes aient tenté de rallier à leur cause les syndicalistes révolutionnaires, bien que pour les premiers l'avant-garde était constituée de révolutionnaires professionnels, la plupart du temps non ouvriers, alors que pour les seconds la minorité agissante baignait dans la classe ouvrière dont elle faisait partie.

312 « Énerver » signifie littéralement « ôter les nerfs », c'est-à-dire rendre incapable de réaction.

Trotsky ne s'y est pas trompé. Il avait compris que le contrôle du mouvement syndical était une étape décisive pour contrôler le mouvement ouvrier. Si le syndicalisme révolutionnaire avait raison de lutter pour l'autonomie syndicale face au gouvernement bourgeois et aux socialistes parlementaires, il ne « fétichisait pas l'autonomie des organisations de masse. Au contraire, il comprenait et préconisait le rôle dirigeant de la minorité révolutionnaire dans les organisations de masse, qui réfléchissent en leur sein toute la classe ouvrière, avec toutes ses contradictions, son caractère arriéré, et ses faiblesses. »

« La théorie de la minorité active était, par essence, une théorie incomplète du parti prolétarien. Dans toute sa pratique, le syndicalisme révolutionnaire était un embryon de parti révolutionnaire ; de même, dans sa lutte contre l'opportunisme, le syndicalisme révolutionnaire fut une remarquable esquisse du communisme révolutionnaire. » En somme, l'autonomie n'a plus lieu d'être maintenant qu'il y a un vrai parti révolutionnaire.

« Les faiblesses de l'anarcho-syndicalisme, même dans sa période classique, étaient l'absence d'un fondement théorique correct, et comme résultat, une incompréhension de la nature de l'État et de son rôle dans la lutte de classe. Faiblesse aussi, cette conception incomplète, insuffisamment développée, et par conséquent fautive, de la minorité révolutionnaire, c'est-à-dire du parti. D'où les fautes de tactique, comme la fétichisation de la grève générale, l'ignorance de la relation nécessaire entre le soulèvement et la prise du pouvoir. »

« Après la guerre, le syndicalisme français trouva dans le communisme à la fois sa réfutation, son dépassement et son achèvement ; tenter de faire revivre aujourd'hui le syndicalisme révolutionnaire serait tourner le dos à l'histoire. Pour le mouvement ouvrier, une telle tentative ne pourrait avoir qu'un sens réactionnaire. » L'idée que les syndicats se suffisent à eux-mêmes signifie « la dissolution de l'avant-garde révolutionnaire dans la masse arriérée que sont les syndicats »³¹³.

Les critiques formulées contre le syndicalisme révolutionnaire avaient déjà suscité des réactions, mais pas dans le sens souhaité par Trotsky. Après l'assassinat de syndicalistes par des communistes, à la maison des syndicats à Paris, le 11 janvier 1924, des anarcho-syndicalistes et des syndicalistes révolutionnaires s'engagèrent dans la formation d'une nouvelle centrale syndicale, la CGT-SR. Les unions départementales de la Somme, de la Gironde, de l'Yonne, du Rhône, la

313 Léon Trotsky, « Communisme et syndicalisme », 1929, in : Léon Trotsky, *Classe ouvrière, parti et syndicat*, classique Rouge n° 4, 1970.

fédération du bâtiment, se groupèrent dans une Union fédérative des syndicats autonomes de France, puis se confédérèrent les 1^{er} et 2 novembre 1926 à Lyon.

La nouvelle organisation conteste l'idée de neutralité syndicale telle qu'elle est affirmée dans la charte d'Amiens, notamment le paragraphe où « le congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander en réciprocité de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors. »

La CGT-SR désormais affirme la nécessité, pour le syndicalisme, non seulement de se développer hors des partis politiques, mais *contre* eux. Cette attitude est en quelque sorte l'écho des conditions d'admission à l'Internationale communiste qui préconisaient la constitution de fractions communistes dans les syndicats afin d'en prendre la direction. La constitution de la CGT-SR est incontestablement la réponse de l'anarcho-syndicalisme aux conditions nouvelles créées par le nouveau régime bolchevique ; elle est également le pendant des tentatives faites par la plateforme d'Archinov d'adapter le mouvement libertaire à ces nouvelles conditions. Il est significatif que la plateforme d'Archinov et la charte de la CGT-SR datent de la même année : les deux documents sont inséparablement liés et devraient être analysés en parallèle, comme deux réponses au même problème.

La charte de Lyon de la CGT-SR affirme que le syndicalisme est « le seul mouvement de classe des travailleurs » : « L'opposition fondamentale des buts poursuivis par les partis et les groupements qui ne reconnaissent pas au syndicalisme son rôle essentiel, force également la CGT-SR à cesser d'observer à leur égard la neutralité syndicale, jusqu'ici traditionnelle ».

Les documents de constitution de la CGT-SR offrent une véritable réflexion sur le contexte de l'époque, notamment sur la crise mondiale qui se prépare, sur la montée du fascisme (ce que ne fait pas la plateforme d'Archinov), et formulent un véritable programme politique. Avec son comité confédéral national, sa commission administrative, son bureau et ses deux secrétaires, elle devait elle aussi apparaître comme particulièrement « autoritaire » à certains anarchistes.

Une tactique révolutionnaire est esquissée concernant les rapports avec les autres forces révolutionnaires, à la fois dans l'action revendicative quotidienne et en cas de révolution. Un programme revendicatif est proposé, qui s'inscrit à la fois dans le cadre de revendications quotidiennes tout en présentant un caractère de préparation à la transformation sociale. On retrouvera, curieusement, les principaux thèmes, réadaptés évidemment, de ce programme

revendicatif dans... le programme de transition de Trotski, dix ans plus tard !

Sur cette période, A. Schapiro écrivit en 1937 : « La grande guerre balaya la charte du neutralisme syndical. Et la scission au sein de la Première Internationale entre Marx et Bakounine eut un écho – à la distance de presque un demi-siècle – dans la scission historiquement inévitable au sein du mouvement ouvrier international d’après-guerre. Contre la politique de l’asservissement du mouvement ouvrier aux exigences de partis politiques dénommés “ouvriers”, un nouveau mouvement, basé sur l’action directe des masses en dehors et contre tous les partis politiques, surgissait des cendres encore fumantes de la guerre 1914-1918. L’anarcho-syndicalisme réalisait la seule conjonction de forces et d’éléments capables de garantir à la classe ouvrière et paysanne sa complète indépendance et son droit inéluctable à l’initiative révolutionnaire dans toutes les manifestations d’une lutte sans merci contre le capitalisme et contre l’État, et d’une réédification, sur les ruines des régimes déchus, d’une vie sociale libertaire. »

Le débat reste ouvert sur la question du mode d’intervention des libertaires, qu’ils soient anarcho-syndicalistes ou anarchistes-communistes. L’expérience historique de la social-démocratie et du léninisme a disqualifié ces deux mouvements dans leurs tentatives de proposer une alternative au capitalisme. Quatre-vingts ans après Octobre, cinquante ans après la charte de la CGT-SR et la plateforme d’Archinov, les circonstances imposent que le mouvement ait une apparition propre, au grand jour, comme alternative à la politique social-démocrate réformiste ou radicalisée, au syndicalisme réformiste, intégré à l’État et dominé par des partis politiques.

L’échec de la révolution russe a été essentiellement un échec dû à l’incapacité du parti au pouvoir de régler le problème des rapports entre la campagne et la ville et à organiser la production. Axé sur la prise du pouvoir d’État, le parti bolchevik a concentré toutes ses forces dans la constitution d’un appareil de *direction* de la production plutôt que sur les problèmes de la construction de l’économie à la base, qui aurait impliqué inévitablement l’initiative locale des organisations de producteurs. L’échec a été catastrophique.

Au contraire, les libertaires ukrainiens et espagnols ont axé leur énergie sur la construction économique, qui fut un succès, mais leur action a abouti à un échec politique et militaire.

L’une des questions que l’ensemble des révolutionnaires, toutes tendances confondues, devraient se poser aujourd’hui est : pourquoi les

libertaires ont-ils réussi à susciter la collectivisation des terres et de l'industrie, et pas les bolcheviks ?

La révolution de demain ne sera ni la répétition de la révolution russe ni celle de la révolution espagnole. La société capitaliste a subi des transformations qui rendent impossible de telles éventualités. Il n'y a plus de palais d'Hiver à prendre et, d'autre part, il n'y a plus d'organisation révolutionnaire de masse proposant un modèle de société dans lequel le prolétariat se reconnaisse.

Bakounine disait que le socialisme « ne trouve une réelle existence que dans l'instinct révolutionnaire éclairé, dans la volonté collective et dans l'organisation propre des masses ouvrières elles-mêmes, – et quand cet instinct, cette volonté, cette organisation font défaut, les meilleurs livres du monde ne sont rien que des théories dans le vide, des rêves impuissants. » Il désigne là les trois directions dans lesquelles les militants révolutionnaires doivent encore aujourd'hui s'orienter.

Juin-août 1997
Revu 2017

ANNEXES

ANNEXE I. – RÉSOLUTIONS DU GROUPE ANARCHO-SYNDICALISTE AU II^o CONGRÈS PAN-RUSSE DES TRAVAILLEURS DE L'ALIMENTATION ³¹⁴

Sur la situation actuelle

Prenant en considération la ligne politique générale de conduite du parti dominant des bolcheviks-communistes, qui aboutit, dans le domaine de la politique intérieure, à une domination totale illimitée et incontrôlée du prolétariat et de la paysannerie, à un centralisme effrayant, poussé jusqu'à l'absurde, après avoir tué dans le pays tout ce qui était vivant et libre, et tout esprit d'initiative autonome ;

Prenant en considération que l'ainsi-dénommée « dictature du prolétariat » est en fait la dictature du parti et même de quelques individus sur le prolétariat, dictature appliquée par les mesures les plus

314 Cf. *Les anarchistes dans la révolution russe*, La Tête de feuilles, 1973, textes recueillis et traduits par Alexandre Skirda.

féroces, propres au seul despotisme ; qu'elle a privé le pays de la libre expression, et de la presse ; qu'elle a détruit la liberté des organisations politiques des ouvriers et des paysans : les soviets – dont le pouvoir a complètement déformé l'essence, pour en faire les appendices du parti ; que, profitant de la lassitude croissante des masses laborieuses, elle a peu à peu anéanti la fédération des soviets et l'a remplacée par la bureaucratie des comités exécutifs ;

Prenant en considération que la politique stupide à l'égard de la paysannerie a amené à une profonde désunion et hostilité entre travailleurs des campagnes et travailleurs des villes ; qu'elle a provoqué au sein de la paysannerie la haine envers la ville et la révolution prolétarienne même, rendant ainsi possible une insurrection paysanne, dirigée non seulement contre le pouvoir établi mais aussi contre la Révolution en général et pouvant prendre la forme d'un pogrom général pan-russe. Outre cela, cette même politique a compliqué et rendu plus confuse et plus critique que jamais la question du ravitaillement ;

Prenant en considération la ligne générale de la politique économique du Parti, qui se résume à tenter de relever la production par des mesures à caractère militaire (armées de travailleurs, responsabilité militaire du travailleur, etc.) ayant complètement asservi le prolétariat et introduit quelque chose d'encore jamais vu dans l'histoire du servage humain ;

Prenant en considération que le travail d'esclavage ou de servage n'a jamais été ni productif ni de bonne qualité, et que seule l'individualité libre, armée de sa conscience et appliquant librement son activité laborieuse, peut donner le maximum de résultat, tant quantitativement que qualitativement, reconnaît que les mesures prises ne pourront donner aucun résultat, sinon d'aggraver la situation économique déjà suffisamment catastrophique ;

Prenant en considération que la politique militaire, fondée sur l'organisation de l'armée rouge, qui repose sur la contrainte, est une politique erronée, nuisible et coûteuse, étant donné, comme la guerre civile l'a démontré, que l'armée rouge en tant que telle ne peut vaincre l'ennemi, qu'elle n'est victorieuse qu'à la condition de la présence de partisans qui désorganisent l'arrière de l'ennemi, que, de plus, elle n'est efficace qu'en automne et en hiver, car à la saison chaude l'armée se désagrège par les désertions massives³¹⁵, ce qui explique alors les défaites ;

Prenant en considération enfin la politique extérieure, qui se ramène à la conclusion de la paix avec les États voisins et les pays de l'impérialisme mondial à n'importe quelles conditions, constate que la paix, achetée au prix d'incroyables et pénibles concessions, entraîne à

315 Sans doute à cause des travaux des champs.

sa suite la pénétration du capitalisme, soit sous l'aspect de concessions, soit sous d'autres formes semblables, et conduit par cela même à la destruction des conquêtes d'Octobre et des possibilités d'édifier la vie sur les principes du Communisme libertaire ; outre cela, la paix avec l'impérialisme met la Russie soviétique dans la position d'un pays colonisé, exploité de façon rapace et impitoyable par l'impérialisme mondial ;

Prenant en considération tout ce qui est mentionné plus haut, le II^e congrès des travailleurs de l'alimentation considère comme indispensable d'obtenir ce qui suit :

a) Dans le domaine de la politique intérieure :

1.– Restauration d'un ordre non autoritaire de soviets libres ; d'une fédération de soviets libres – le communalisme ;

2.– Rétablissement de toutes les libertés et garanties dues aux travailleurs ;

3.– Union des paysans en une union paysanne et son union avec le mouvement professionnel des ouvriers des villes, sous la forme d'une confédération générale ou d'un soviet national du travail, de l'économie et de la culture ;

4.– Formation séparée, au sein de la confédération générale, d'un organisme ouvrier-paysan de ravitaillement, au lieu du Commissariat du peuple au ravitaillement (Narkoprovod) ;

5.– Transfert aux mains du prolétariat et de la paysannerie réunis en une Confédération générale, de l'organisation du travail et de l'économie, supprimant tous les sovkhoses et sovnarkhoses bureaucratiques, leurs dirigeants et leurs centres ;

6.– Suppression du chômage et travail pour tous, sur la base d'un travail libre et non contraignant ;

7.– Rejet d'une armée à recrutement obligatoire et organisation d'un armement général des travailleurs.

b) Dans le domaine de la politique extérieure :

1.– Rejet d'une paix à n'importe quel prix ;

2.– Rejet inconditionnel du principe de l'accord de concessions aux capitalistes étrangers ;

3.– Aspiration à une paix sans contributions ni annexions. »

ANNEXE II. – Résolution du groupe anarcho-syndicaliste au 1^{er} congrès panrusse des syndicats (7-14 janvier 1918) ³¹⁶. – Régulation de l'économie et contrôle ouvrier

1.– Le peuple laborieux a réalisé en février dernier une révolution dans le but de se libérer totalement du joug économique et politique. La vie économique du pays, prise alors sous la pression de deux puissants facteurs de destruction – la guerre impérialiste et l'exploitation implacable du capital et de l'État – se trouvait dans un état désastreux jamais atteint.

2.– Les gouvernements mis en avant par la révolution, tout d'abord bourgeois, ensuite de coalition, ont été impuissants à restaurer l'équilibre rompu de l'économie ; pire encore, ils ont amené de manière consciente l'économie du pays à une ruine encore plus grande, en sabotant toutes les tentatives des masses laborieuses d'entreprendre, par une démarche indépendante, la restauration de l'économie, craignant à juste raison, que l'action autonome des travailleurs parvienne à remettre rapidement sur pied l'économie du pays et n'élimine par la même occasion tous les affairistes et capitalistes ainsi que leur ferme soutien : la machine étatique.

3.– En ce qui concerne la situation actuelle, onze mois après la révolution, malgré la démonstration faite par la démocratie révolutionnaire, il y a 6 à 7 mois, qu'une régulation de toute l'industrie du pays ne pouvait être organisée qu'à condition de transférer tout le pouvoir aux Soviets des députés ouvriers, paysans et soldats, malgré le fait que, depuis près de trois mois, les soviets détiennent entre leurs mains le pouvoir – il n'en est pas moins vrai que la situation reste mauvaise, sinon pire. La débâcle économique atteint maintenant un tel degré, que nous sommes à la veille d'une immense catastrophe, menaçant d'interrompre toute la vie économique du pays. Le sabotage des affairistes et capitalistes, ainsi que le muselage par le Pouvoir de l'initiative des travailleurs, la rendent plus inévitable encore.

4.– Il est clair qu'aucun gouvernement, même l'actuel, ainsi que l'a montré l'histoire des onze mois de la révolution, n'est en état d'écarter le danger menaçant.

Il ne reste plus qu'une issue : laisser les travailleurs mener leur propre lutte contre la ruine. C'est la seule voie juste, car les travailleurs, ayant créé des formes d'organisation excellentes et achevées, armés d'initiative et d'énergie, en termineront rapidement avec le désarroi

316 . Cf. *Les anarchistes dans la révolution russe*, La Tête de feuilles, 1973, textes recueillis et traduits par Alexandre Skirda. Pages 91-93. Le présent texte doit beaucoup aux travaux d'Alexandre Skirda.

économique, et en même temps avec le système capitaliste et étatique de la société actuelle.

5.- La question ne sera évidemment pas résolue par l'aumône sociale du contrôle étatique que proposait il y a six mois la démocratie socialiste de droite, pas plus que par la demi-mesure, improprement appelée « contrôle ouvrier », dont veut maintenant nous doter généreusement le gouvernement qui se proclame à grands cris « ouvrier et paysan ».

Cette mesure aurait peut-être pu remédier à la situation il y a sept mois, mais maintenant elle s'avère tardive car l'économie en est arrivée à une complète débâcle. Aussi, ne s'agit-il plus de la contrôler, mais de l'organiser, et en même temps d'instaurer un contrôle ouvrier effectif, au lieu d'un contrôle ouvrier-étatique.

6.- Ce n'est pas par la voie bureaucratique avec la création d'institutions étatiques, où dominera le fonctionnaire-ouvrier, pas plus que par ces parodies pitoyables de la bourgeoisie que l'on pourra sauver le pays de la ruine.

7.- Seules, la suppression du système étatique et capitaliste, et l'application d'une complète socialisation de la production accompagnée d'un contrôle général de la classe laborieuse peuvent écarter la catastrophe menaçante.

8.- Pour cela il est indispensable que l'œuvre d'organisation de la production, des transports, de la répartition et d'autres secteurs vitaux de la vie économique et sociale, soit immédiatement confiée à la classe laborieuse, et non à l'État ou à une machine quelconque de fonctionnaires d'État, car ce sont les ennemis du prolétariat, et l'ouvrier n'a rien à en attendre de bon.

9.- Les classes laborieuses doivent s'organiser à l'aide de leurs structures fondamentales : comités de villages, d'usine et de fabrique, d'employés de bureau, de quartiers et autres ; ils doivent les unir par industrie et par branche sur la base du fédéralisme. Ces fédérations, une fois liées entre elles fédérativement, formeront le Soviet poly-industriel de l'Économie nationale, qui sera chargé de régulariser la vie économique du pays. Chaque village, chaque usine ainsi que leurs unions respectives, en entrant dans les organes fédéraux panrusses, doivent être libres, indépendants, complètement autonomes au point de vue administratif et technique, mais non au point de vue législatif.

10.- Pour éviter la catastrophe, le pays exige que la liberté complète soit accordée aux ouvriers et paysans dans leur vie économique et politique sur la base du communisme antiautoritaire.

11.- Une application positive et méthodique d'une réorganisation radicale de la société n'est possible que par la prise en main de la production par les organisations prolétariennes révolutionnaires libres et autonomes. Ceci implique que les syndicats n'étant plus une forme

d'organisation adéquate s'avèrent désormais les auxiliaires du comité d'usine et de fabrique, auxquels ils doivent accorder toute leur assistance.

Les ouvriers doivent créer leur « État » dans l'État.

ANNEXE III. – *L'Internationale communiste. – Espoirs et illusions*

Lorsque, en août 1914, les députés du parti social-démocrate allemand votent les crédits de guerre au Reichstag. Lénine, alors exilé à Zurich, croit qu'il s'agit d'une fausse nouvelle et ne parvient pas à croire au ralliement des socialistes à l'Union sacrée. Dans tous les pays belligérants, socialistes et syndicalistes se rallient. Font exception quelques individualités, quelques groupes minoritaires ainsi que les petits partis socialistes serbe et hollandais, et les cinq députés social-démocrates à la Douma russe. La II^e Internationale révèle sa faillite spectaculaire.

Pour Lénine, le SPD allemand a trahi. Il proclame que l'Internationale créée en 1889 est morte et annonce le projet d'en constituer une autre, qui prônera la transformation de la guerre impérialiste en révolution mondiale. Lénine est minoritaire au sein du parti bolchevik sur ce point. Mais une fois revenu en Russie, il provoque le basculement du parti en lançant ses thèses d'avril, exigeant « tout le pouvoir aux soviets », « la terre aux paysans » et la fin de la guerre.

Lénine et Trotski pensent que la révolution russe ne saurait être que le prélude à la révolution mondiale et que sa survie dépend du soutien d'autres pays ayant fait eux aussi la révolution. Leurs espoirs sont tournés particulièrement vers la révolution allemande, pays fortement industrialisé et dont le prolétariat est nombreux et organisé.

La révolution prolétarienne qui a abouti en Russie à la prise du pouvoir par un parti ouvrier suscite d'immenses espoirs mais aussi beaucoup d'illusions. Les mots d'ordre de « la terre aux paysans », des « usines aux ouvriers », et du « pouvoir aux soviets » cachent efficacement – pendant un temps – le régime de parti unique, la dictature des bolcheviks, la répression féroce contre la population, y compris contre les militants ouvriers non communistes.

Pourtant, les dirigeants bolcheviks seront contraints de constater que l'embrasement général de la révolution en Europe n'a pas lieu. Il y a des grèves, des mutineries, mais les communistes russes ont négligé de prendre en compte que si le tissu social, si l'ensemble des institutions en Russie se sont désagrégés, c'est loin d'être le cas dans les pays européens industrialisés. Malgré les effroyables épreuves de la guerre,

la société européenne a gardé sa cohésion et, surtout, malgré les critiques violentes faites contre la social-démocratie qui avait soutenu la guerre, l'écrasante majorité du prolétariat européen est resté dans ses organisations traditionnelles.

En mars 1919, en pleine guerre civile, les bolcheviks convoquent une conférence internationale à Moscou, qui aboutira à la fondation de la III^e Internationale. Le délégué du KPD, le Parti communiste d'Allemagne, s'abstient pourtant, alors qu'il avait été mandaté pour voter contre. Les relations entre les communistes russes et allemands commençaient mal. Ce n'est que lors du deuxième congrès, tenu en juillet 1920 en pleine guerre russo-polonaise³¹⁷, que la III^e Internationale sera réellement constituée.

Le régime avait désespérément besoin de soutien. Les rares partis communistes qui existaient hors de Russie étaient insignifiants. Une multiplicité de partis, avec une multiplicité de motivations, avaient rompu avec la 2^e Internationale et étaient prêts à adhérer à une Internationale révolutionnaires, mais ils voulaient négocier les termes de leur adhésion. Des tendances multiples parcouraient ces organisations, de la gauche pro-soviétique à la droite souhaitant une réunification avec la II^e Internationale « maintenue », un centre prétendument révolutionnaire voulant adhérer à une Internationale révolutionnaire avec les centristes et les communistes sans les social-démocrates de droite, etc. En France, la Section française de l'Internationale ouvrière, divisée en trois courants mais dominée par le centre, voulait une Internationale réunifiée.

En revanche, il existait en Espagne, en Italie, au Portugal, en Allemagne, en France, aux Pays-Bas, en Suède, en Angleterre et dans les deux Amériques des organisations syndicales révolutionnaires, ainsi que de forts courants oppositionnels dans les syndicats réformistes. Aussi les bolcheviks étaient-ils particulièrement soucieux de rallier les syndicalistes révolutionnaires et les « industrialistes » des IWW à leur projet. Pour Lénine et Trotski le syndicalisme révolutionnaire était une sorte de bolchevisme embryonnaire, inachevé³¹⁸. En outre, les militants

317 La guerre russo-polonaise (février 1919-mars 1921) est l'une des rares guerres où les deux belligérants proclament la victoire de leur camp. Les frontières délimitant la Russie soviétique et la Deuxième République de Pologne n'avaient pas été définies par le traité de Versailles. Par cette guerre les Russes tentaient de créer une Pologne communiste leur permettant de faire leur jonction avec la Hongrie soviétique et les révolutionnaires allemands. Les Polonais, eux, voulaient récupérer les territoires perdus lors des partages de la Pologne à fin du XVIII^e siècle. Les termes du traité signé en 1921 entérinent pourtant une nette défaite russe.

318 « Il y a une certaine difficulté psychologique à franchir le seuil d'un parti après une longue action révolutionnaire en dehors d'un parti, mais c'est reculer devant la forme au plus grand dommage de la chose. Car, je l'affirme, tout votre travail antérieur n'a été qu'une préparation à la fondation du parti communiste, à la

les plus connus de ce mouvement disposaient d'une audience incontestable auprès des travailleurs. Le II^e congrès de l'Internationale a lieu en juillet 1920, auquel 217 délégués participent représentant 37 pays. C'est à ce congrès que furent décidées les 21 conditions auxquelles les partis candidats devaient souscrire pour adhérer à l'IC, ce qui conduira à des scissions dans de nombreuses organisations. En effet, ces 21 conditions impliquaient la soumission totale des partis adhérant à l'IC à la politique internationale de l'Union soviétique. La 9^e de ces conditions imposait aux partis adhérents de pénétrer dans les organisations de masse de la classe ouvrière – associations, syndicats – pour en prendre le contrôle :

« Tout Parti désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste doit poursuivre une propagande persévérante et systématique au sein des syndicats, coopératives et autres organisations des masses ouvrières. Des noyaux communistes doivent être formés, dont le travail opiniâtre et constant conquerra les syndicats au communisme. Leur devoir sera de révéler à tout instant la trahison des social-patriotes et les hésitations du "centre". Ces noyaux communistes doivent être complètement subordonnés à l'ensemble du Parti. »

Cette clause provoqua en peu de temps dans presque tous les partis une cascade de scissions, mais pas toujours là où on s'y attendait, car de nombreux militants de gauche se montrèrent opposés à l'adhésion, tandis qu'un grand nombre d'anciens social-patriotes notoires et d'opportunistes, comme Cachin en France, s'exprimèrent en faveur de l'adhésion.

L'Internationale communiste introduit également des innovations que les syndicalistes révolutionnaires ont peut-être un peu candidement ignorées. A un moment où partis et syndicats pouvaient adhérer à l'IC, il est imposé aux membres de l'Internationale de « se conformer au programme et aux décisions de la III^e Internationale » ; la presse et les éditions doivent être « entièrement soumis au Comité Central du Parti ». De tels propos, tenus en 1920, auraient dû alerter les militants sur les intentions réelles des dirigeants bolcheviks.

Il faut également « écarter des postes impliquant tant soit peu de responsabilité dans le mouvement ouvrier (organisations de Parti, rédactions, syndicats, fractions parlementaires, coopératives, municipalités) » tous ceux qui ne sont pas conformes. Il est même

révolution prolétarienne. Le syndicalisme révolutionnaire d'avant-guerre était l'embryon du parti communiste. Retourner à l'embryon serait une monstrueuse régression. Au contraire, la participation active à la formation d'un parti communiste véritable suppose la continuation et le développement des meilleures traditions du syndicalisme français. » (Lettre de Léon Trotski à Pierre Monatte, 13 juillet 1921.)

proposé de « les remplacer par des communistes éprouvés, – sans craindre d’avoir à remplacer, surtout au début, des militants expérimentés, par des travailleurs sortis du rang » ce qui, à terme, va poser de réels problèmes.

La 7^e condition invite à créer une « rupture complète et définitive », dans « les plus brefs délais » avec le réformisme et le « centre », ce qui laisse interrogateur sur le désir affiché de ne pas créer de scissions dans le mouvement syndical.

Les partis communistes ont pour devoir « d’exiger de tout député communiste la subordination de toute son activité aux intérêts véritables de la propagande révolutionnaire et de l’agitation ». Ils doivent en outre instaurer « une discipline de fer confinant à la discipline militaire » et procéder à des « épurations périodiques ». Les décisions des congrès de l’Internationale communiste sont « obligatoires pour tous les Partis ».

Les premières années de la III^e Internationale sont extrêmement décevantes. En janvier 1919 à Berlin, la révolte spartakiste a été écrasée. La république des conseils de Bavière est écrasée au début de mai, celle des conseils de Hongrie prend fin le 6 août 1919 après 133 jours, battue par les armées roumaine et française. En France les grandes grèves de 1920 sont réprimées. On espère que l’intervention de l’Armée rouge en Pologne déclenchera la révolution dans ce pays et en Allemagne.

Le premier congrès de l’Internationale communiste, ou Komintern, avait eu lieu alors que la Russie soviétique était cernée par les armées blanches et les armées alliées : il s’agissait alors de dénoncer les social-démocrates traîtres à la cause ouvrière, d’encourager les organisations révolutionnaires à l’action. On était dans le court terme.

Les espoirs de révolution ne s’étant pas réalisés, les bolcheviks changèrent de perspective et raisonnèrent alors sur le long terme. On est maintenant sur la défensive. On se concentre sur l’organisation : il faut généraliser aux autres partis communistes les pratiques qui ont permis aux bolcheviks de prendre le pouvoir en Russie. Quelques voix discordantes, comme celle de Herman Gorter, s’élevèrent pour expliquer que les contextes n’étaient pas comparables, mais elles furent rapidement et vigoureusement étouffées. Le modèle bolchevik allait devenir le seul modèle valable, fondé sur la centralisation et la discipline. Le Komintern deviendra le chef d’orchestre de la révolution mondiale.

Pour beaucoup de révolutionnaires marxistes, et pour les syndicalistes révolutionnaires, le changement d’orientation sera brutal. Il faut avoir à l’esprit que les informations sur la révolution russe étaient alors fragmentaires. Les syndicalistes révolutionnaires européens voyaient la Russie soviétique comme une république fédérale

de conseils ouvriers décentralisés et les soviets étaient perçus comme l'équivalent russe des bourses du travail.

Les militants européens ignoraient les conceptions léniniennes du parti telles qu'elles avaient été clairement exposées lors du congrès du parti bolchevik qui s'était tenu deux semaines avant le congrès de fondation du Komintern : les soviets, comme toute organisation de la classe ouvrière, devaient être étroitement subordonnés au parti, lequel devait y exercer une « influence décisive » et en avoir le « total contrôle ». Quant au parti lui-même, il devait y exister « le plus strict centralisme » et « la plus sévère discipline » : toutes les décisions de l'échelon supérieur devaient être « obligatoires pour les échelons inférieurs ».

Les militants ouvriers de la plupart des organisations de la planète ignorèrent sans doute que le 12 janvier 1920 Lénine et Trotski demandèrent à la fraction bolchévique des syndicats d'accepter la militarisation du travail, ce qui fut entériné au IX^e Congrès du parti (mars 1920)³¹⁹. Tout cela était peu connu des militants européens, peu au fait des pratiques réelles des communistes russes jusqu'à la fin de la guerre civile, et à qui parvenaient seulement les sources émanant de l'Internationale communiste elle-même. L'image qui était transmise de Moscou était quelque peu déformée et le système soviétique était décrit en termes qui agréaient aux militants européens : le communisme qui se construisait en Russie était fondé sur des associations de producteurs organisées de bas en haut : il n'était donc pas surprenant que beaucoup de militants pensaient que c'était Bakounine, et pas Marx, qui avait inspiré les bolcheviks... D'autant que l'existence du parti restait étonnamment discrète dans les premiers textes de l'Internationale communiste : la dictature du prolétariat est identifiée à celle des conseils. Les formes de la dictature du prolétariat sont désignées comme étant celles des soviets en Russie, des conseils ouvriers en Allemagne, des comités d'usine en Angleterre, etc. Dans *La Vie ouvrière* du 10 septembre 1919, Rosmer fait la comparaison entre les soviets et les unions locales ou les bourses du travail françaises.

Le premier congrès de l'Internationale n'avait pas abordé la question de l'attitude à adopter par rapport aux syndicats. Aucune résolution n'avait été proposée par les bolcheviks. Malgré la « trahison » des organisations réformistes, l'écrasante majorité des

319 Voir Trotski, *Terrorisme et communisme* (éditions 10/18, pp. 213-214) : « Aucune autre organisation sociale, excepté l'armée, ne s'est cru le droit de se subordonner aussi complètement les citoyens, de les dominer aussi totalement par sa volonté, que ne le fait le gouvernement de la dictature prolétarienne. L'armée seule (précisément parce qu'elle a tranché à sa manière les questions de vie et de mort des nations des États, des classes dirigeantes) a acquis le droit d'exiger de chacun une complète soumission aux tâches, aux buts, aux règlements et aux ordres. »

travailleurs restaient dans l'orbite de la social-démocratie et dans la Fédération syndicale internationale, dite aussi Internationale d'Amsterdam, fondée en juillet 1919. La FSI rassemblait des dizaines de millions de salariés organisés dans des syndicats ouvriers qui refuseront de rejoindre la future Internationale syndicale rouge, ou *Profintern* – l'équivalent syndical de l'Internationale communiste.

Les partis communistes, en cours de constitution, ont des effectifs squelettiques et sont dirigés par des intellectuels bourgeois. Des organisations syndicales ayant 200 000 membres et des dizaines d'années d'expérience de luttes ont du mal à admettre de se soumettre à la direction d'un petit parti de 200 membres.

La direction de l'Internationale communiste changea alors de stratégie. Désormais, les communistes vont devoir s'engager dans les centrales réformistes pour arracher le maximum de travailleurs à l'influence de la social-démocratie. *La Maladie infantile du communisme*, que Lénine écrira à cette occasion, est destiné à condamner le refus des « gauchistes » d'accepter cette nouvelle orientation. « Aucune concession ne peut être faite à ceux qui préconisent la sortie des syndicats », lira-t-on dans le compte rendu du 3^e congrès de l'IC (« L'Internationale communiste et l'Internationale syndicale rouge »).

« Tout Parti appartenant à l'Internationale Communiste a pour devoir de combattre avec énergie et ténacité l'«Internationale» des syndicats jaunes fondée à Amsterdam. Il doit répandre avec ténacité au sein des syndicats ouvriers l'idée de la nécessité de la rupture avec l'Internationale Jaune d'Amsterdam³²⁰. »

L'Internationale syndicale d'Amsterdam est désignée comme le « principal appui du capital mondial » et les syndicalistes révolutionnaires seront pratiquement considérés comme des alliés de fait de cette internationale « jaune », désignée aussi comme la « forteresse du capitalisme » : le dénominateur commun entre syndicalistes révolutionnaires et Internationale d'Amsterdam, c'est l'affirmation de la « neutralité ».

« Il est impossible de combattre victorieusement cette forteresse du capitalisme, si on n'a pas compris auparavant la nécessité de combattre l'idée mensongère de l'apolitisme et de la neutralité des syndicats. Afin d'avoir une arme convenable pour combattre l'Internationale Jaune d'Amsterdam, il faut avant tout établir des

320 Deuxième congrès de l'IC, juillet 1920.

relations mutuelles claires et précises entre le parti et les syndicats dans chaque pays ³²¹. »

Le « parti communiste est l'avant-garde du prolétariat, l'avant-garde qui a reconnu parfaitement les voies et moyens pour libérer le prolétariat du joug capitaliste et qui pour cette raison a accepté consciemment le programme communiste ». La fonction des syndicats est de jouer « le rôle de la circonférence par rapport au centre », ils doivent « soutenir leur avant-garde, le parti communiste, qui dirige la lutte prolétarienne dans toutes ses étapes. A cet effet les communistes et les éléments sympathisants doivent constituer à l'intérieur des syndicats des groupements communistes entièrement subordonnés au parti communiste dans son ensemble » ³²².

« Les syndicalistes révolutionnaires sont encore imbus dans une certaine mesure de préjugés contre l'action politique et contre l'idée du parti politique prolétarien. Ils professent la neutralité politique telle qu'elle a été exprimée en 1906 dans la Charte d'Amiens. La position confuse et fautive de ces éléments syndicalistes-révolutionnaires implique le plus grand danger pour le mouvement. Si elle obtenait la majorité, cette tendance ne saurait qu'en faire et resterait impuissante en face des agents du capital, des Jouhaux et des Dumoulin ³²³. »

Le Parti communiste, lit-on, « doit s'appliquer à amener une collaboration amicale avec les meilleurs éléments du syndicalisme-révolutionnaire » ; mais il ne peut compter que sur ses propres militants. « De la façon la plus amicale, mais aussi la plus résolue, le parti doit souligner les défauts de l'attitude du syndicalisme-révolutionnaire. Ce n'est que de cette façon qu'on peut révolutionnariser le mouvement syndical en France et établir sa collaboration étroite avec le parti. »

Le temps est donc venu d'en finir avec les dérives syndicalistes révolutionnaires dans le mouvement ouvrier.

1920 voit une grave crise économique toucher l'ensemble du monde capitaliste. Des millions de travailleurs se retrouvent sans emploi. Les grèves défensives sont peu efficaces. La crise économique se développe en Allemagne d'une manière tragique : les rentiers, les retraités, les classes moyennes sont ruinés par une inflation énorme. Les grèves ouvrières se développent mais la révolution allemande ne démarre pas. Face à ce reflux du mouvement révolutionnaire, les forces

321 Troisième congrès de l'IC, « L'Internationale Communiste et l'Internationale Syndicale Rouge – La lutte contre l'Internationale jaune d'Amsterdam ».

322 *Ibid.*

323 *Ibid.*

conservatrices et le fascisme sont en ascension. Les partis communistes sont pour la plupart contraints à la clandestinité ou sont étroitement surveillés par la police.

Lors de son 2^e congrès, en 1920, la III^e Internationale instaure des conditions auxquelles les partis doivent se soumettre pour adhérer. Les 21 conditions d'adhésion à l'Internationale communiste définissent un cadre très strict, imposant aux partis candidats d'aligner leurs structures et leurs méthodes sur le modèle bolchevik : centralisation, hiérarchie, discipline de fer, clandestinité. Chaque parti doit obéir aux ordres du centre, c'est-à-dire Moscou. Après le X^e congrès du parti communiste russe, tenu au moment-même de la répression de Kronstadt, les partis membres de l'Internationale doivent, comme leur homologue russe, interdire les tendances.

Beaucoup de communistes, de syndicalistes révolutionnaires, d'anarcho-syndicalistes, voire de simples militants sans appartenance idéologique particulière, avaient adhéré par soutien à la révolution russe sans imaginer qu'ils allaient être soumis à une discipline qui était en totale contradiction avec les traditions ouvrières dans les pays où existait une longue tradition d'organisation prolétarienne. Ils n'imaginaient pas qu'ils allaient se voir interdire toute marge de manœuvre. Ces 21 conditions ne furent d'ailleurs pas faciles à faire adopter ; il y eut de fortes résistances. C'est ainsi qu'elles n'avaient pas été adoptées au congrès de Tours à la fondation du Parti communiste français. Charles Rappoport écrira en 1922 : « Nos adversaires de mauvaise foi nous accusent d'avoir ajouté à ces "21 conditions" une 22^e disant : "Les 21 conditions ne comptent pas"³²⁴. »

Aux yeux des bolcheviks, le syndicalisme révolutionnaire était un courant qui avait besoin d'être réorienté dans le bon sens mais qui pouvait être « récupéré ». Les représentants de ce courant, ainsi que les IWW américains, avaient été dûment invités au 2^e congrès de l'Internationale communiste, dans l'espoir qu'ils se rallient aux orientations des communistes russes. Ces derniers ne pouvaient pas prévoir que ces militants, la plupart expérimentés, ne se laisseraient pas manipuler dans des parcours fléchés et que le retour au pays s'accompagnerait de rapports peu favorables et de conversions inattendues : certains militants arrivant en Russie comme socialistes et repartant comme anarcho-syndicalistes.

Wayne Thorpe écrit :

« Comme la plupart des visiteurs étrangers pendant cette période, les délégués au congrès faisaient l'objet d'une sollicitude

324 Cité par Robert Wohl, *French Communism in the making, 1914-1924*, Stanford University Press, 1966, p. 256.

attentive de la part de leurs hôtes. Dans leurs hôtels on leur procurait des loisirs et des femmes. En outre, on les fêtait en permanence, ils étaient invités dans des réceptions, invités à des banquets, à des spectacles révolutionnaires et à pièces de théâtre bien-pensantes, à l'opéra et au cinéma. Les Bolcheviks avaient bien des raisons de mettre en place des programmes aussi compliqués. Ils entendaient sans aucun doute se montrer hospitaliers envers les visiteurs étrangers, les divertir et assurer leur confort, mais ils voulaient aussi les impressionner et les flatter, les rendre flexibles et complaisants, limiter et contrôler leur contact avec la Russie révolutionnaire, comme les voyageurs passaient devant les façades des villages Potemkine ³²⁵. »

Certains, comme Wilkens, qui adhérerait à l'anarcho-syndicalisme en rentrant en Europe, s'étonnaient que beaucoup de leurs compagnons délégués révolutionnaires se laissaient éblouir par ces procédés, sans parler de la nourriture et autres services, luxueux selon les critères russes, sans se poser des questions.

Gaston Leval, qui participa au congrès fondateur de l'Internationale syndicale rouge, en tant que délégué de la CNT d'Espagne, racontait aux jeunes militants qui fréquentaient son Centre de sociologie libertaire qu'un jour, la délégation dont il faisait partie avait été invitée à visiter une école, qui avait été présentée comme une école ordinaire dans la Russie d'alors. Une petite réception avait été organisée avec les enfants et Gaston vit avec stupeur les petites filles faire de gracieuses révérences – attitude peu courante dans les milieux prolétariens. Il se détacha discrètement du groupe et finit par apprendre qu'en fait l'école était réservée aux cadres du parti et à des membres de l'ancienne administration qui s'étaient ralliés au régime.

ANNEXE IV. – II^e congrès de l'Internationale communiste (1920). – Les illusions des syndicalistes révolutionnaires tombent

A l'ouverture du deuxième congrès de l'Internationale communiste, en juillet 1920, il était devenu évident que l'Internationale communiste ne serait pas une association souple d'organisations conservant leur autonomie mais une armée disciplinée obéissant à des règles décidées par Moscou, adoptant le programme décidé par Moscou et appliquant la politique décidée par Moscou.

325 Wayne Thorpe, *The Workers Themselves, Revolutionary syndicalism and international labour, 1913-1923*, International Institute of Social History, Amsterdam, Academic P, 1989, p. 129.

Les illusions des syndicalistes révolutionnaires les moins naïfs étaient tombées.

Les bolcheviks faisaient tout ce qu'ils pouvaient dans ce sens. L'Internationale, forte de ses 21 conditions d'adhésion, était l'organe qui devait faire passer les ordres aux partis membres. Les bolcheviks étaient en mesure de décider qui présidait les commissions de travail ; ils avaient les moyens de gérer les divergences d'opinion lors des réunions du congrès, ils pouvaient même contrôler les votes. Sur environ 169 voix qui s'exprimaient au congrès, 136 représentaient des organisations communistes, dont 64 Russes. Les bolcheviks avaient de cette manière l'assurance que leurs positions seraient en toute circonstance majoritaires. Zinoviev présenta un document statuant qu'aucune révolution ne saurait avoir lieu sans qu'il y ait un parti communiste indépendant : l'objectif de la lutte des classes, qui se transforme inévitablement en guerre civile, dit ce texte, est la conquête du pouvoir politique. Cette thèse allait à l'encontre de celles des industrialistes américains des IWW et des syndicalistes révolutionnaires français et britanniques dont les positions anti-parti étaient accusées d'aider à soutenir la bourgeoisie et les social-démocrates contre-révolutionnaires.

« Dans nos thèses, nous avons dit aux syndicalistes révolutionnaires que la propagande contre la nécessité d'un parti ouvrier indépendant que les syndicalistes révolutionnaires et les partisans des IWW développent n'a fait que contribuer à soutenir la bourgeoisie et les "social-démocrates" contre-révolutionnaires. (...) Les syndicalistes révolutionnaires et les industrialistes veulent combattre la dictature de la bourgeoisie, mais ils ne savent pas comment faire. Ils ne se rendent pas compte que sans un parti politique indépendant, la classe ouvrière est un tronc sans tête³²⁶. »

Cette citation illustre parfaitement le fossé qui sépare le syndicalisme révolutionnaire du bolchevisme et révèle l'ampleur de la naïveté de ceux des syndicalistes révolutionnaires qui ont cru devoir soutenir les bolcheviks à la fois dans l'Internationale communiste et dans l'Internationale syndicale rouge. Pour les communistes russes, sans parti communiste, la classe ouvrière est un corps sans tête. Le syndicalisme révolutionnaire avait constitué un progrès dans la lutte contre le programme contre-révolutionnaire de la IIe Internationale, mais en comparaison avec le marxisme révolutionnaire, le syndicalisme révolutionnaire et l'industrialisme sont un pas en arrière. Les syndicalistes révolutionnaires n'étaient pas préparés à une telle attaque

326 Minutes du second congrès de l'Internationale communiste, 2^e session, 23 juillet 1920.

frontale. Le discours d'ouverture de Zinoviev provoqua de vives protestations. Le Britannique Tanner en particulier mit en avant le rôle révolutionnaire des délégués d'atelier (*Shop Stewards*) qui, dans les comités d'usine, avaient à lutter contre les travaillistes. Le mouvement des comités d'usine pouvait constituer un guide efficace sans pour autant former un parti politique. Tanner demanda si les bolcheviks s'imaginaient qu'ils avaient des choses à enseigner à l'Occident sans rien avoir à en apprendre. Il fallait, déclara-t-il, que les organisations dans l'Internationale aient un certain degré d'autonomie. Rosmer raconte :

« Cependant pour un certain nombre de délégués, c'était la question du parti politique lui-même qui se trouvait d'abord posée ; ceux-là n'avaient jamais jusqu'alors appartenu à un parti politique ; toute leur activité se développait au sein des organisations ouvrières. C'est ce que Jack Tanner vint dire à la tribune. Il expliqua comment, pendant la guerre, s'étaient développés les "*Shop Stewards committees*", l'importance nouvelle qu'ils avaient prise en s'opposant à la politique des leaders trade-unionistes engagés à fond dans la politique belliciste du gouvernement britannique. La dure bataille qu'ils avaient menée, non sans risques, pendant la guerre, les avait tout naturellement conduits à donner aux comités d'usine un programme révolutionnaire et à rallier, dès l'origine, la Révolution d'Octobre et la 3^e Internationale. Mais leur action s'était toujours développée hors du Parti, et dans une bonne mesure contre le Parti dont certains dirigeants étaient les mêmes hommes qu'ils trouvaient devant eux dans les luttes syndicales. Leur propre expérience des années passées n'avait pu que renforcer leurs convictions syndicalistes : la minorité la plus consciente et la plus capable de la classe ouvrière pouvait seule orienter et guider la masse des travailleurs dans la lutte quotidienne pour leurs revendications aussi bien que dans les batailles révolutionnaires ³²⁷. »

D'autres délégués soulignèrent que la III^e Internationale prenait le contre-pied systématique de la II^e Internationale par dogmatisme – accusation qui déplut fort à Lénine, qui fit remarquer que l'Internationale n'aurait pas lieu d'exister si chaque organisation qui la composait était libre de prendre ses propres décisions. A Tanner, il répondit que la « minorité consciente de la classe ouvrière, cette minorité active qui doit guider son action, mais c'est le parti ; c'est ce que nous, nous appelons le parti ». La classe ouvrière n'est pas homogène, ajoute Lénine, et pour rallier « la grande masse des

327 A. Rosmer, *Moscou sous Lénine*.

travailleurs », « la minorité doit s'organiser, créer une organisation solide, imposer une discipline basée sur les principes du centralisme démocratique ; alors, vous avez le parti ³²⁸. » Pestaña, le délégué espagnol, dit à peu près le même chose que Tanner, mais, à la différence de celui-ci, qui ne représentait que des groupements encore peu nombreux et se développant en marge de l'organisation syndicale centrale, Pestaña pouvait parler au nom de la "Confederación Nacional del Trabajo" qui revendiquait un million d'adhérents. L'intervention de Pestaña est extrêmement intéressante parce qu'elle souligne par anticipation la différence entre la révolution russe et ce que sera la révolution espagnole vingt ans plus tard. Pour lui, les origines d'une révolution se trouvent dans un ensemble de déterminations culturelles du peuple, dans la disparité entre « ses aspirations et l'organisation qui la commande et la gouverne » ; la révolution apparaît dans « le processus évolutif complexe qui requiert l'effort de plusieurs générations » ³²⁹. Il ajoute : « Aucun parti ne peut s'arroger le privilège d'être le seul à créer ce processus . (...) Vous n'avez pas fait la révolution en Russie seuls », déclara-t-il aux bolcheviks : « vous avez contribué à la faire et vous avez été assez chanceux pour arriver au pouvoir » ³³⁰. Ce langage ne devait certes pas plaire aux dirigeants russes, et d'ailleurs Pestaña se plaint dans son rapport qu'il est contraint de quitter la tribune au bout de dix minutes mais que Trotski lui succède pour le contrer pendant trois quarts d'heure. Trotski tient absolument à convaincre les délégués espagnols, américains et français de la nécessité du parti « pour l'accomplissement de la tâche historique présente, le renversement de la bourgeoisie ». Il affirme que lorsqu'il était en France, il se sentait « un camarade parmi des camarades dans la compagnie de Monatte, de Rosmer et de leurs amis dont la plupart avaient un passé anarchiste » :

« Les syndicalistes français mènent leur travail révolutionnaire dans les syndicats. Quand je discute cette question avec Rosmer, nous avons un terrain commun. Les syndicalistes français, en défi aux traditions de la démocratie et à ses déceptions, disent : "Nous ne voulons pas de partis politiques, nous sommes partisans de syndicats ouvriers et d'une minorité consciente qui, dans leur sein, préconise et applique les méthodes d'action directe." Qu'entendaient les syndicalistes français par cette minorité ? Cela n'était pas clair à eux-mêmes ; c'était un présage du développement ultérieur qui, en dépit des préjugés et des illusions, n'a pas empêché ces mêmes

328 Cité par Rosmer, *op. cit.*

329 Pestaña a parfaitement conscience que la CNT espagnole était l'héritière de la section de l'AIT qui s'était constituée en 1868.

330 Pestaña, *Memorias*.

syndicalistes de jouer un rôle révolutionnaire en France et de rassembler cette petite minorité qui est venue à notre congrès international³³¹. »

Pour les syndicalistes révolutionnaires français, cette minorité est

« ...la fraction d'élite de la classe ouvrière française, une fraction qui a un programme clair et une organisation propre, une organisation dans laquelle toutes les questions sont discutées, où on prend aussi des décisions et où les membres sont liés par une certaine discipline. Par voie de simple conséquence de la lutte contre la bourgeoisie, de sa propre expérience et de l'expérience des autres pays, le syndicalisme français sera amené à créer le Parti communiste³³². »

Quant à l'Espagne, Trotski affirme que l'Internationale constitue un « Parti communiste international, c'est-à-dire l'unification des éléments avancés de la classe ouvrière qui ont apporté ici leurs expériences, les confrontent mutuellement, se critiquent l'un l'autre et, après discussion, prennent des décisions », et qu'il a bon espoir que lorsque Pestaña rentrera en Espagne il soumettra aux syndicalistes espagnols les résolutions du congrès de l'Internationale et que « ceux des syndicalistes espagnols qui s'uniront sur la base de nos thèses ne formeront rien d'autre que le Parti communiste espagnol »³³³. Sur ce point, Trotski se trompait lourdement. Les centaines de milliers d'adhérents et de militants de la CNT espagnole (sans parler de ceux de l'UGT) n'étaient pas particulièrement disposés à se soumettre à une « avant-garde » autoproclamée de quelques centaines de personnes que constituaient l'un ou l'autre des deux partis communistes espagnols qui se concurrençaient alors sur le marché de la révolution.

Le délégué allemand Augustin Souchy souligna qu'une Internationale devait exprimer « l'esprit vivant du mouvement ouvrier », qu'on trouve « non pas dans les têtes des théoriciens mais dans le cœur des travailleurs ». Il affirmait que les bourgeois reconnaissent la menace du mouvement syndicaliste révolutionnaire en le persécutant partout, alors qu'ils n'avaient aucune crainte des partis politiques ouvriers. Ce sont les partis politiques, et non l'antiparlementarisme, qui constituent le legs de la bourgeoisie. Aux yeux de Souchy, les bolcheviks ont donné leur sanction aux méthodes parlementaires – allusion au « Front unique » préconisé par l'IC, qui impose aux partis communistes de participer aux élections – au moment même où les éléments les plus avancés de la classe ouvrière deviennent

331 Trotski, cité par Rosmer, *Moscou sous Lénine*.

332 *Ibid.*

333 Cité par Rosmer, *Moscou sous Lénine*.

de plus en plus antiparlementaires. Il eût été préférable de tenir compte de ce qui se passait dans la classe ouvrière révolutionnaire plutôt que de partir « d'un point de vue dogmatique pour promouvoir le parlementarisme sous le prétexte que c'est bon pour la propagande, après l'avoir éjecté au son des trompettes ». Souchy conteste également le point de vue de Zinoviev selon lequel les syndicats sont incapables de réorganiser la vie économique de la société. Qui, demande-t-il, devrait organiser l'économie ? « Des éléments bourgeois qu'on aurait organisés en partis, qui ne sont aucunement en lien (...) avec la vie économique, ou plutôt ceux (...) qui sont près de la source de la production et de la consommation »³³⁴ ? Les syndicalistes révolutionnaires furent l'objet d'attaques répétées lors du débat sur le rôle du parti communiste et lors de l'ensemble des débats qui animèrent le congrès.

Les thèses de Zinoviev passèrent sans difficulté, de même que celles de Boukharine légitimant la participation des révolutionnaires aux élections parlementaires. Boukharine condamna l'antiparlementarisme, accusé d'être « une doctrine naïve et infantile au-delà de toute critique »³³⁵ – attaques clairement destinées aux syndicalistes révolutionnaires ou aux IWW, dont un délégué avait condamné comme opportuniste la politique parlementaire de l'Internationale communiste, ou William Gallacher, du mouvement écossais des délégués d'ateliers. Souchy accusa la politique du parlementarisme révolutionnaire de rééditer les erreurs de la social-démocratie et accusa les bolcheviks d'être incorrigiblement doctrinaires et de chercher de nouveaux arguments pour soutenir le vieux parlementarisme défraîchi : « Vous êtes des marxistes, et cela suffit ; vous êtes théoriquement pleins de préjugés et dogmatiques. » Les marxistes, ajoute-t-il, « ont absorbé l'idée de parlementarisme avec le lait de leur mère, avec ces dogmatiques le parlementarisme est imprégné jusqu'à l'os ».

L'argument dut toucher parce que les marxistes détestent être traités de dogmatiques. (On ne prête qu'aux riches.) Les réserves de Souchy, exprimées de manière certes un peu « rugueuses », n'étaient pas totalement infondées. En effet, à l'écrasante majorité de son congrès de

334 Second congrès de l'IC.

335 « L'antiparlementarisme » de principe, conçu comme le refus absolu et catégorique de participer aux élections et à l'action parlementaire révolutionnaire, n'est donc qu'une doctrine infantine et naïve ne résistant pas à la critique, résultat parfois d'une saine aversion pour les politiciens parlementaires, mais qui n'aperçoit pas, par ailleurs, la possibilité du parlementarisme révolutionnaire. Il arrive, de plus, que cette opinion se base sur une notion tout à fait erronée du rôle du Parti, considéré non comme l'avant-garde ouvrière centralisée et organisée pour le combat, mais comme un système décentralisé de groupes mal reliés entre eux. » (« Le Parti Communiste et le parlementarisme », Le II^e congrès de l'Internationale Communiste.)

1874, la social-démocratie allemande avait à ses débuts affirmé qu'elle restait fidèle à la révolution et à l'action de masse et qu'elle ne s'engageait dans la lutte parlementaire que pour des raisons d'agitation politique. En 1890, les social-démocrates allemands réaffirmaient qu'ils ne participaient aux élections que par opposition, utilisant le parlement comme une plateforme d'agitation. Lorsque la guerre éclata en 1914, le parti social-démocrate allemand était totalement englué dans la routine parlementaire. Les syndicalistes révolutionnaires ne voyaient rien dans la rhétorique des nouveaux partis communistes qui pût les empêcher de suivre la même voie.

Il était clair que c'est sur leurs bases à eux que les bolcheviks souhaitaient avoir le soutien du mouvement révolutionnaire européen, et en particulier des syndicalistes révolutionnaires et des anarchistes. C'est dans ce sens que Lénine appela les communistes à gagner les travailleurs au Komintern en les détachant de l'anarchisme et du syndicalisme révolutionnaire. Les dirigeants bolcheviks avaient décidé de toute façon de ne tenir aucun compte des opinions divergentes des leurs dans la mesure même où ils s'étaient assuré une majorité confortable au congrès de la l'Internationale communiste et dans les commissions. « Les social-démocrates [c'est-à-dire les bolcheviks ³³⁶] étaient si persuadés de détenir la vérité qu'ils se bornaient à formuler leurs points de vue, décidés d'avance à ne tenir aucun compte des remarques de leurs antagonistes », dit Rosmer. C'est ainsi que la commission chargée de la question syndicale se vit présidée par un antisindicaliste notoire, Karl Radek, que Pestaña qualifiait de « antisindicalista rabioso » – antisindicaliste enragé ³³⁷.

« Radek avait été désigné comme rapporteur, et c'est lui qui avait rédigé les thèses bien qu'il n'eût aucune compétence particulière dans ces questions. Il abordait un problème difficile avec la mentalité d'un social-démocrate allemand pour qui le rôle subalterne des syndicats était chose établie et qu'il n'était plus la peine de discuter ³³⁸. »

Selon Rosmer, toujours, l'opinion des bolcheviks était formulée avec une telle brutalité « qu'elle ne pouvait que heurter et certainement pas convaincre ».

336 Rappelons que les bolcheviks étaient, avant de s'en détacher, un courant du Parti ouvrier social-démocrate de Russie.

337 « El ponente era Radek, y acaso no os diga nada nuevo diciéndoos que Radek es un antisindicalista rabioso, rabioso. Para él los Sindicatos, si no sirven a los Partidos Comunistas, no tienen razón de ser. » (« Le rapporteur était Radek, et je ne vous apprends rien en disant que Radek était un antisindicaliste enragé, enragé. Pour lui les syndicats, s'ils ne servent pas aux partis communistes, n'ont pas de raison d'être. »

338 Rosmer, *Moscou sous Lénine*.

Le projet de statuts de l'Internationale communiste remettait en cause l'autonomie des syndicats et prévoyait dans son article ³³⁹ que les syndicats forment une simple section de l'IC dont la représentation serait assurée dans les congrès à travers les partis communistes nationaux. Les syndicalistes révolutionnaires et les industrialistes des IWW s'opposèrent vigoureusement à cette option.

Le projet prévoyait également un échange de représentants entre le comité exécutif de l'IC et sa section Syndicats. L'opposition syndicaliste révolutionnaire au congrès se vit systématiquement contrariée sur tous les points par une assemblée dénuée de tout sens critique et favorable à priori envers les bolcheviks. John Clarke, un délégué des *Shop Stewards*, écrivit ainsi :

« On ne pouvait échapper au soupçon permanent que chaque point avancé était présenté pour être disqualifié, et à force d'observer les procédures et de voir combien peu l'opposition la plus habilement présentée influençait la foule des adorateurs de bolcheviks qui se trouvait là, on pouvait à juste titre être excusé de suggérer que la politique "à l'emporte-pièce" était pour l'essentiel responsable du "succès" du congrès 14. »

Les voix de l'opposition furent étouffées de toutes les manières possible. Angel Pestaña fut scandalisé de constater que ceux qui devaient présenter le point de vue opposé à celui de Radek devant le congrès avaient tout simplement été désignés, contrairement aux usages, et que ne figurait dans la liste des délégués aucun syndicaliste révolutionnaire ou industrialiste ³⁴⁰. La ratification de l'article 14 stipulant que les syndicats assurent leur représentation aux congrès du Komintern par l'intermédiaire des partis communistes de leur pays suscita un grand émoi et faillit compromettre le travail du Conseil provisoire de l'Internationale syndicale rouge qui débuta après que le congrès de l'IC se fût achevé. Dans le rapport qu'il présenta à la CNT espagnole, Pestaña mentionne l'article en question : « Lors des prochains congrès mondiaux de la III^e Internationale, les organisations syndicales nationales adhérentes seront représentées par les délégués du Parti communiste de leur pays. » Il précise que le passage en italique est de lui, et ajoute à l'intention du congrès de la CNT : « Je veux attirer votre attention sur ce que cela signifie pour la Confédération dans l'avenir ». L'avertissement est clair. Certains délégués avaient déjà quitté Moscou ; ne restaient que les délégués de la Russie, de la Bulgarie, de l'Espagne (Pestaña) et Rosmer pour la France. Souchy pour l'Allemagne, les IWW et les *Shop Stewards* boycottaient les

339 John Clarke, *Worker*, 18 sept 1920.

340 Pestaña, *Memorias*, p. 67.

sessions parce que Lozovski avait refusé de les laisser s'y exprimer. Lozovski insistait pour que seuls les syndicats qui acceptaient le principe de la dictature du prolétariat et de la conquête du pouvoir puissent participer au congrès en préparation. Pestaña déclara que la CNT ne participerait pas au congrès si l'autonomie syndicale n'était pas respectée, et qu'il se retirerait. Ce principe d'autonomie s'appliquait également à l'Internationale syndicale rouge :

« Je parlai à mon tour et déclarai que après l'approbation de l'article 14 du Règlement de la Troisième Internationale, il semblait superflu et inutile de discuter ou même d'organiser la Conférence car ou bien on acceptait le principe d'autonomie absolue de l'ISR, ou bien l'article 14, dans le paragraphe cité ci-dessus, établissait l'incompatibilité dont on ne savait pas si les autres organisations ici représentées l'acceptaient, mais j'avais la plus complète, la plus certaine assurance que la Confédération que je représentais n'y souscrirait pas ³⁴¹. »

Nous sommes donc dans le cas de figure où le représentant anarcho-syndicaliste de la CNT espagnole demande des garanties concernant l'autonomie du mouvement syndical et de l'Internationale syndicale rouge, et où c'est Lozovski qui refuse. Lozovski proposa alors de laisser le congrès décider de cette question ; Pestaña accepta de rester à travailler avec le comité, tout en prévenant que la CNT ne changerait pas de point de vue. Une approche plus conciliante fut adoptée lorsque Tomski, membre de l'exécutif des syndicats pan-russes, fut nommé rapporteur du comité. « Tomski se montra dès le premier instant beaucoup plus conciliant que Lozovski », écrit Pestaña dans son rapport ³⁴². Il modifia les clauses voulues par Lozovski en acceptant que participent au congrès les syndicats qui pratiquent la lutte des classes même s'ils n'adhéraient pas au principe de la dictature du prolétariat et de la conquête du pouvoir politique. On envoya Pestaña chercher les syndicalistes révolutionnaires qui avaient été exclus des discussions. Entre-temps, Armando Borghi venait d'arriver à Moscou et rencontra aussitôt Pestaña. Depuis plusieurs mois, l'Union syndicale italienne avait adressé un courrier aux dirigeants bolcheviks pour leur faire savoir qu'elle souhaitait adhérer à la III^e Internationale. Or, à sa grande

341 Pestaña, *Ibid.*

342 Lozovski est parfois présenté comme un dirigeant bolchevik conciliant et plutôt proche du syndicalisme révolutionnaire, raison pour laquelle il aurait été nommé à la tête de l'Internationale syndicale rouge. On voit à quel point cette image est fautive. En toutes circonstances, Lozovski fut un parfait exécutant de la politique du parti bolchevik. Quant à Tomski, rappelons que c'est lui qui déclara en 1927 que « sous la dictature du prolétariat, il se peut qu'il existe deux, trois, voire quatre partis, mais à la seule condition que l'un soit au pouvoir et les autres en prison ».

surprise, Borghi se rendit compte que personne n'était apparemment au courant. Pestaña alla se renseigner et on lui déclara à chaque fois qu'on ne savait rien et que par conséquent l'USI ne pouvait pas participer aux travaux de l'Internationale ! Pestaña ajoute cependant : « Plus tard j'ai su que oui ils le savaient, mais, pour les raisons que j'ignore, ils l'avaient caché. » En revanche, la CGL, la centrale réformiste italienne, était bien là, représentée par D'Aragona. Naïvement, Borghi demanda que la CGL soit exclue à cause de son « caractère réformiste et de collaboration de classes » et de « l'influence prépondérante en son sein des socialistes italiens de droite », alors que l'Union syndicale italienne « maintenait vif l'esprit de classe, ne collaborait avec aucun organe représentatif de la bourgeoisie, et pour le soutien qu'elle apporta dès le premier jour à la révolution russe »³⁴³. Les militants syndicalistes révolutionnaires italiens tombaient mal, en fait : ils faisaient les frais du retournement de situation consécutif à la mise en œuvre de la stratégie de Front unique, qui prônait le rapprochement avec les organisations réformistes. Pestaña commente :

« Tomski, et avec lui la majorité, refusèrent d'accéder à la demande de Borghi. Alors, ce camarade demanda mon aide de manière décidée et énergique, en allant à la rupture si c'était nécessaire.

« Je me mis à sa disposition, bien que sans illusions, sachant ce qu'ils avaient fait pour la Confédération, et un devoir de réciprocité m'obligeait à lui prêter main-forte ; je décidai naturellement de lui accorder l'aide qu'il m'aurait donnée sans hésiter si cela nous était arrivé à nous.

« Je l'invitai à ce que, d'un commun accord, nous envisagions toutes les solutions qui pouvaient être acceptées avant d'arriver à la rupture définitive. La principale concession que je pouvais faire – dis-je – était d'être admis dans l'organisation de la Conférence dans les mêmes conditions que la *Confederazione del Lavoro*³⁴⁴. »

Le mouvement des occupations d'usines en Italie contraignit Borghi à écourter son séjour. Malgré la brièveté de ce séjour en Russie, le militant italien en avait suffisamment vu pour se faire une opinion. La clé de cette affaire se trouve évidemment dans la politique du « Front unique » que les bolcheviks voulaient instaurer : ayant fait le constat que la révolution en Europe avait subi un coup d'arrêt, il s'agissait désormais de participer aux élections et de pénétrer les organisations de masse de la classe ouvrière pour tenter de rallier les travailleurs au communisme. Les organisations révolutionnaires qui se battaient sur le

343 Pestaña, *Memorias*.

344 *Ibid.*

terrain syndical, dans les entreprises, n'avaient plus de raison d'être, dans la mesure où les fractions communistes dans les syndicats réformistes et les cellules communistes dans les entreprises allaient les remplacer. Le Komintern demandait même aux organisations syndicalistes révolutionnaires de se dissoudre et d'inciter leurs militants à entrer dans les syndicats réformistes.

Voilà pourquoi Borghi n'était pas le bienvenu.

ANNEXE V. – Réflexions sur l'Internationale communiste et la stratégie du « Front unique »

La stratégie du front unique fut officiellement décidée au III^e congrès de l'IC en 1921. La crise économique, la contre-offensive de la bourgeoisie et les échecs successifs de la révolution en Europe centrale et occidentale commençaient à détacher le prolétariat de la révolution russe. La puissance de la social-démocratie n'était en rien diminuée malgré les accusations obsessionnelles de trahison portées contre elle par les communistes russes : la classe ouvrière européenne restait dans son écrasante majorité sous l'influence du mouvement socialiste réformiste.

De son côté, le mouvement syndical réformiste avait vu ses effectifs grossir de manière extraordinaire. En résumé, la quasi-totalité de la classe ouvrière échappait à l'influence communiste. On peut dire que le « front unique » est une forme de stratégie à la Lagardère : si la classe ouvrière ne vient pas à nous, nous irons à la classe ouvrière.

Dans un premier temps les communistes russes furent à l'origine de scissions dans les partis socialistes qui aboutirent à la constitution de partis communistes décidés à soutenir le politique des communistes russes. Ces partis, cependant, restaient petits, impuissants à intervenir sur le cours des événements. Après avoir été, de manière délibérée, à l'origine de scissions dans le mouvement ouvrier, les communistes russes firent donc le constat que les travailleurs n'acceptaient pas cette situation alors même que la classe capitaliste regroupait ses efforts. Les communistes russes inventèrent donc l'idée de « front » unique pour proposer au moins une certaine unité d'action à la classe ouvrière, mais aussi pour pouvoir être, sur le terrain, là où était la classe ouvrière.

Dans le vocabulaire stéréotypé du mouvement communiste, cela s'exprimait ainsi dans la « Notice historique » rédigée par Matias Rakosi : « Les masses ouvrières se détournèrent inconsciemment de la politique réformiste de la II^e Internationale et de l'Internationale

syndicale d'Amsterdam »³⁴⁵ – ce qui, en langage décodé, signifie : « L'Internationale communiste se rapproche de la II^e Internationale parce que les masses ouvrières se détournent du communisme. »

Lorsqu'on lit encore qu'« après tant d'erreurs et de défaites, [*les masses ouvrières*] étaient enfin décidées à s'engager dans la voie de l'unification des forces du prolétariat » – formulation qui laisse entendre que ce sont les masses qui se sont trompées, pas les communistes – il faut entendre : « Après tant d'erreurs et de défaites, l'Internationale communiste a enfin réalisé qu'elle avait fait des erreurs en provoquant des scissions dans le mouvement ouvrier. »

Trotsky aura moins de scrupules sur la question des scissions. Il écrit en 1922 :

« Ceux des membres du Parti Communiste qui déplorent la scission au nom de l'unité des forces et de l'unité du front ouvrier montrent par cela même qu'ils ne comprennent même pas l'a b c du communisme et qu'ils n'appartiennent au Parti Communiste que par suite de circonstances fortuites³⁴⁶... »

La « Notice historique » va cependant s'efforcer de dégager la responsabilité du Komintern. Si le prolétariat a été battu en 1918-1919, c'est parce que le parti communiste n'était pas encore un parti capable de prendre la direction de la lutte, il « représentait bien plus une tendance qu'une organisation capable de prendre la direction de la lutte de classes ». C'est l'expérience de la défaite qui obligea les communistes à créer « par le moyen de scissions et par la création de partis indépendants, les organisations de combat nécessaires ». La Notice reconnaît que les masses ne pouvaient comprendre la nécessité de la tactique des scissions.

« Cette période des scissions coïncida avec celle où la grande vague révolutionnaire était en voie de décroissance et où commençait la contre-offensive du capitalisme. »

Donc, les organisations de combat nécessaires à la lutte ont été créées par la voie de scissions en période de décroissance des luttes. La « Notice » reconnaît implicitement que ce fut une erreur, en dépit du fait que les social-démocrates ont adroitement utilisé cette circonstance pour discréditer les communistes : « un mécontentement se serait quand même produit contre les “scissionnistes” [*lire : les communistes*] au sein des masses », parce que ces dernières « ne pouvaient comprendre

345 « Notice historique » à l'édition des thèses des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste. Cette « notice » date de 1923 et a été rédigée par Mathias Rakosi.

346 « Le Front unique et le communisme en France » 2 mars 1922.

la nécessité de cette tactique ». Veut-on nous expliquer que les masses n'avaient pas compris que les communistes faisaient des erreurs ? Il semble que ce soit le cas lorsqu'on lit la suite :

« Les masses avaient aussi peu compris les tentatives de soulèvement faites par les communistes, lorsque ces derniers, avant toute la classe ouvrière — précisément parce qu'ils en sont la fraction la plus clairvoyante — réclamaient l'emploi de méthodes de combat plus énergiques. »

On nous dit ici que les communistes sont « la fraction la plus clairvoyante » de la classe ouvrière, qui emploie des « méthodes de combat énergiques », mais malheureusement les masses n'avaient pas compris. En somme quand les communistes font des erreurs, c'est parce que la classe ouvrière n'a pas compris. En effet, il est fait référence ici à l'« action de mars », une tentative insurrectionnelle aventuriste impulsée en 1921 en Allemagne centrale par Zinoviev, président du Komintern. Mal préparée, mal organisée, cette insurrection envoya des milliers d'ouvriers allemands au casse-pipe et fut suivie d'une répression impitoyable. Cet échec brisa définitivement toute possibilité de révolution ultérieure – ce qui n'empêcha pas les communistes russes de susciter une nouvelle insurrection en 1923, mais elle fut, cette fois-ci, annulée par les dirigeants allemands.

Selon l'interprétation proposée par l'Internationale communiste, l'échec du soulèvement de mars 1921 était dû au fait que les masses avaient mal compris ces initiatives aventuristes. L'« action de mars », comme la grève de décembre en Tchécoslovaquie, auraient échoué de toute façon, « même si elles avaient été mieux conduites », nous dit-on, « parce que les larges masses ne comprenaient pas alors la nécessité d'une pareille méthode de combat » – ce qui est une façon de reconnaître qu'elles ont été effectivement mal menées ; mais la responsabilité des « larges masses » qui ne comprenaient rien reste établie...

Ainsi, dans le discours communiste, le caractère positif d'une mesure ne dépend pas des résultats qu'on est en droit d'en attendre, mais de qui la propose ! Lorsque la II^e Internationale propose quelque chose, comme par exemple l'unité, c'est une mauvaise chose parce que c'est à l'évidence une action menée contre les communistes :

« Les partisans d'Amsterdam, ceux de la 2^e Internationale et de l'Internationale 2 ½, essayèrent d'exploiter le nouveau courant en provoquant un mouvement en faveur de l'unité, contre les communistes. Mais l'époque où de telles manœuvres étaient possibles, parce que les social-démocrates avaient en mains toutes

les organisations ouvrières et toute la presse ouvrière, était passée. »
 (« Notice historique »)

Aussi le Comité exécutif de l'Internationale communiste démasqua-t-il ce projet, et fit campagne « pour l'unité du prolétariat mondial, contre l'union avec les social-traitres ».

« Dans des “Résolutions sur le front unique des ouvriers et sur les rapports avec les ouvriers qui appartiennent à la II^e Internationale, à l'Internationale 2 ½, à l'Internationale syndicale d'Amsterdam et aux organisations anarcho-syndicalistes”, il analysa la situation et fournit un but clair et précis aux efforts élémentaires en vue du front unique. “Le front unique n'est pas autre chose que l'union de tous les ouvriers décidés à lutter contre le capitalisme”³⁴⁷. »

Les leaders réformistes, nous assure-t-on, préférèrent encore une fois l'unité avec la bourgeoisie à l'unité avec le prolétariat. C'est pourquoi les différentes sections de l'Internationale communiste doivent-elles « persuader, cette fois, les masses ouvrières de l'hypocrisie des social-traitres, qui se révèlent des destructeurs de l'unité de front de la classe ouvrière. » Pour réaliser cette tâche, « l'indépendance absolue, la pleine liberté de la critique sont les conditions principales des partis communistes ». L'indépendance et la liberté de critique que les partis communistes refusent aux syndicats et à leurs opposants, internes ou externes, ils la réclament pour eux-mêmes.

Il y eut tout de même un grain de sable dans le déroulement du débat sur le front unique : « Les camarades français et italiens se prononcèrent contre l'unité de front dans la forme où elle était présentée par les résolutions du Comité exécutif. » Pourquoi ?

« Les camarades français exprimèrent la crainte que les masses ouvrières françaises ne comprissent pas une action commune des communistes avec les dissidents. »

En fait, les tout nouveaux communistes français, qui venaient de se séparer – avec difficulté – de leurs camarades socialistes se sentaient trop proches d'eux pour envisager un travail commun avec eux. Aussi se déclarèrent-ils « partisans du front unique des ouvriers révolutionnaires » (*je souligne*), ce qui excluait les « réformistes » ; ils « déclarèrent que l'activité des communistes, en France, tendait à

347 « Notice historique ». Dans les « Thèses sur la tactique. 3^e congrès de l'IC » (page 101) on peut lire : « Si la pression du PC dans les syndicats et dans la presse ne suffit pas pour entraîner le prolétariat au combat sur le front unique, c'est alors du devoir du PC que d'essayer d'entraîner tout seul de grandes fractions des masses ouvrières. »

réaliser, dans les questions de la journée de huit heures et de l'impôt sur les salaires, le bloc des ouvriers révolutionnaires ».

Selon la « Notice historique », cette attitude « gauchiste » était due au fait que « le parti français était encore trop jeune et trop peu capable de manœuvre, et il était incapable de mener une action commune avec les socialistes dissidents et les syndicats réformistes dont on venait à peine de se séparer ».

Là encore, la formulation est intéressante : on vient de scissionner d'un groupe, mais ce sont ceux dont on a scissionné qui sont qualifiés de « dissidents »³⁴⁸. Les Italiens également se montraient rétifs :

« Les délégués italiens se déclarèrent partisans de l'unité de front syndical, mais adversaires de l'unité de front politique avec les socialistes. Ils exprimèrent l'avis que les masses ne comprendraient pas une action commune des différents partis ouvriers, et que le véritable terrain où le front unique fût possible était le syndicat, où les communistes et les socialistes sont ensemble. » (« Notice historique »)

Comme leurs camarades français, ils n'avaient pas compris que le problème n'était pas de faire l'unité, mais de mettre en place des instances dans lesquelles les communistes et les ouvriers des organisations réformistes se trouveraient ensemble, pour qu'ils puissent être soumis à la propagande communiste. L'unité de la classe ouvrière n'a jamais été la préoccupation du « Front unique ». Ce que confirme la « Notice historique » :

« Malgré des trahisons innombrables, les leaders réformistes ont, jusqu'à présent, réussi à maintenir leur influence sur la majeure partie des organisations ouvrières. Ce n'est pas en répétant encore une fois que ce sont des traîtres, que nous arriverons à rallier à nous les ouvriers. Il s'agit maintenant, quand une volonté de combat règne dans les masses, de leur montrer que les social-démocrates ne veulent pas combattre non seulement pour le socialisme, mais même pour les revendications les plus immédiates de la classe ouvrière. »

En somme, l'Internationale communiste explique aux partis communistes adhérents que le temps n'est plus à la révolution, qu'il

348 Trotski dira ce sujet : « Le communisme français a réussi à conquérir, dans les cadres de l'organisation politique, la majorité du vieux Parti socialiste ; après quoi les opportunistes ont ajouté à toutes leurs autres qualités politiques celle de briseurs d'organisation. Notre Parti français a souligné ce fait en qualifiant l'organisation socialiste-réformiste, de dissidents ; ce seul mot met en évidence le fait que ce sont les réformistes qui ont détruit l'unité d'action et d'organisation politique. » (« Le Front unique et le communisme en France », 2 mars 1922. Publié dans *Le Bulletin Communiste* du 30 mars 1922 et du 6 avril 1922.) »

faut maintenant s'adonner à l'action revendicative, et qu'il faut se montrer, sur ce terrain, meilleurs que les réformistes... La tâche semble ardue car la « Notice » reconnaît que, s'agissant des réformistes, « jusqu'à présent, nous n'avons pas encore réussi à les démasquer ». Pour dévoiler le rôle des social-traîtres aux yeux de la classe ouvrière, il faut lutter là où ils se trouvent :

« ...en nous refusant à lutter avec les réformistes, parce qu'ils ne lutteront jamais sérieusement contre la bourgeoisie dont ils sont les serviteurs, nous aurons l'approbation des camarades qui savent déjà cela, mais nous ne persuaderons pas un seul des ouvriers qui suivent encore les réformistes. Tout au contraire, en se refusant à mener la lutte en commun, à une époque où les masses ouvrières la veulent, les communistes donnent aux social-traîtres la possibilité de les représenter comme des saboteurs de l'unité de front du prolétariat. Mais si nous participons à la lutte, les masses verront bientôt qui veut véritablement la lutte contre la bourgeoisie et qui ne la veut pas. Nos camarades, qui nous voyaient tout d'abord avec mauvaise humeur nous asseyant à une même table avec les réformistes, comprendront, au cours des négociations que, là aussi, nous faisons du travail révolutionnaire. »

La « Notice historique » nous apprend que les trois délégations – France, Italie et Espagne – qui s'étaient opposées au front unique, ont fini par voter les directives contenues dans ces résolutions sur le Front unique. Nous voilà rassurés. Pour Trotski, la constitution d'un Front unique entre dans la stratégie de conquête de la classe ouvrière :

« La question du front unique se pose par cela même, que des fractions très importantes de la classe ouvrière appartiennent aux organisations réformistes ou les soutiennent. Leur expérience actuelle n'est pas encore suffisante pour les en faire sortir et les amener à nous ³⁴⁹. »

La question de l'« unité » de la classe ouvrière n'est pas du tout la préoccupation des communistes russes, comme l'explique encore Trotski. Le Front unique est simplement un moyen pour manipuler les travailleurs. Peu importe que l'unité d'action aboutisse, l'essentiel est que les masses soient persuadées que l'échec est imputable aux réformistes :

« La politique du front unique, pourtant, ne comprend pas en soi de garanties pour une unité de fait, dans toutes les actions. Au contraire, dans nombre de cas, dans la plupart peut-être, l'accord des

349 « Le Front unique et le communisme en France » 2 mars 1922.

différentes organisations ne s'accomplira qu'à moitié ou ne s'accomplira pas du tout. Mais il est nécessaire que les masses en lutte puissent toujours se convaincre que l'unité d'actions a échoué, non pas à cause de notre intransigeance formelle, mais à cause de l'absence d'une véritable volonté de lutte chez les réformistes³⁵⁰. »

Il faut garder à l'esprit que le Trotski qui s'exprime ici n'est par l'opposant à Staline mais le communiste parfaitement « orthodoxe » qui, avec Lénine et en opposition à Zinoviev (alors président de l'Internationale communiste), est l'un des authentiques « concepteurs » de la stratégie de « front unique ».

350 « Le Front unique et le communisme en France », 2 mars 1922.

Table des matières

.....	5
PREMIÈRE PARTIE : L'HISTOIRE.....	5
.....	6
INTRODUCTION.....	7
La révolution russe, un enjeu politique.....	7
La situation en 1917.....	13
La révolution de février.....	18
Premier gouvernement provisoire (15 mars 1917).....	20
Socialisme modéré.....	22
L'insurrection de juillet.....	33
Kornilov.....	36
Les Soviets doivent-ils prendre le pouvoir ?.....	38
Prise du pouvoir par les bolcheviks.....	43
L'assemblée constituante.....	48
Brest-Litovsk.....	52
Après Brest-Litovsk.....	60
La militarisation de la société.....	63
Effondrement économique.....	64
Effondrement politique.....	65
La terreur et le communisme de guerre.....	65
Création de l'armée rouge.....	68
La guerre civile et l'intervention étrangère.....	69
La création du parti.....	74
Les mencheviks dans l'opposition.....	76
Militarisation du travail.....	81
Sur la bureaucratisation de l'État.....	84
L'« école du capitalisme ».....	85
Miasnikov, une exception.....	88
Menace de scission.....	93
Le Xe congrès du parti	96
Trotsky : « dénoncer les éléments hostiles au parti ».....	98
.....	101
SECONDE PARTIE :	
LES QUESTIONS	
.....	101
Le parti bolchevik.....	102
Contenu de classe du bolchevisme.....	106
La logique interne du parti bolchevik.....	111
Des coucous programmatiques.....	114

L'anarchisme : une implantation	
profonde.....	119
L'État et la révolution.....	128
Communisme et taylorisme.....	132
L'institution révolutionnaire.....	137
Bolchevisme et question syndicale.....	177
La question paysanne.....	182
Débats internes sur l'économie.....	204
Un processus pervers d'auto-destruction.....	206
Conclusion. – Leçons d'Octobre.....	220
.....	239
A N N E X E S.....	239
ANNEXE I. – Résolutions du groupe anarcho-syndicaliste au	
II° congrès pan-russe des travailleurs de l'alimentation	239
ANNEXE II. – Résolution du groupe anarcho-syndicaliste au	
Ier congrès panrusse des syndicats (7-14 janvier 1918) . –	
Régulation de l'économie et contrôle ouvrier.....	241
ANNEXE III. – L'Internationale communiste. – Espoirs et	
illusions.....	243
ANNEXE IV. – Ile congrès de l'Internationale communiste	
(1920). – Les illusions des syndicalistes révolutionnaires	
tombent	251
ANNEXE V. – Réflexions sur l'Internationale communiste et	
la stratégie du « Front unique ».....	260